

Marc Backer BIRD [1807-1880]

(1876) [2013]

Notes historiques  
**L'INDÉPENDANCE  
HAÏTIENNE**

Traduit de l'anglais

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>  
à partir du texte de :

Marc Backer BIRD

## **L'indépendance haïtienne.**

Première édition, 1876. Port-au-Prince, Haïti : Les Éditions Fardin,  
2013, 360 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 29 septembre 2015 de diffuser  
ce mémoire, en accès libre dans Les Classiques des sciences sociales.  
L'autorisation nous a été transmise par le directeur de la collection "Études  
haïtiennes, Ricarson Dorce.]



Courriels : Jackson GERMAIN : [jacksongermain00@yahoo.fr](mailto:jacksongermain00@yahoo.fr)  
Ricarson DORCE, Dir. Coll. Études haïtiennes : [dorce87@yahoo.fr](mailto:dorce87@yahoo.fr)  
Florence Piron, prés. Association science et bien commun :  
[Florence.Piron@com.ulaval.ca](mailto:Florence.Piron@com.ulaval.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word  
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 7 février 2019 à Chicoutimi, Québec.



Merci aux universitaires bénévoles regroupés en association sous le nom de:

**Réseau des jeunes bénévoles  
des Classiques des sciences sociales  
en Haïti.**

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.



Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

Rency Inson Michel :

[rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

Anderson Laymann Pierre :

[andersonpierre59@gmail.com](mailto:andersonpierre59@gmail.com)

Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

Un grand merci à [Ricarson DORCÉ](#), directeur de la collection “[Études haïtiennes](#)”, pour nous avoir prêté son exemplaire de ce livre afin que nous puissions en produire une édition numérique en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



jean-marie tremblay, C.Q.,  
sociologue, fondateur  
Les Classiques des sciences sociales,  
7 février 2019.

Ce texte est diffusé *en partenariat* avec [\*l'Association science et bien commun\*](#), présidée par Madame Florence Piron, professeure à l'Université Laval, et [\*l'Université d'État d'Haïti\*](#).

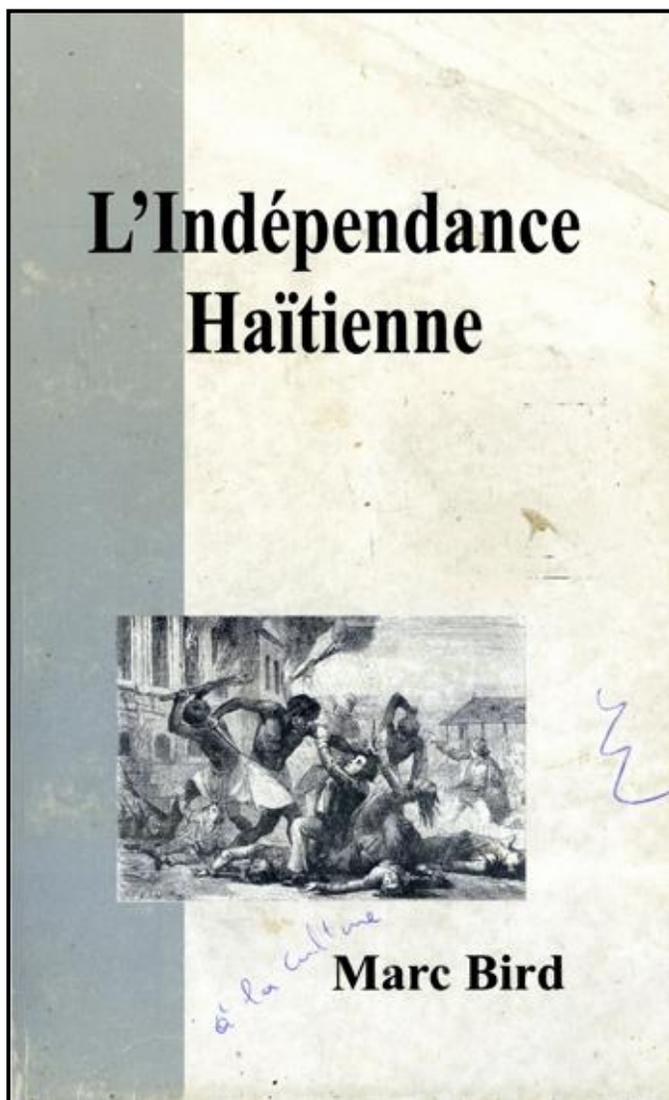


Merci à l'Association d'avoir permis la diffusion de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales, grâce à la création de la collection : “*Études haïtiennes*”.

Jean-Marie Tremblay, C.Q.,  
Sociologue, professeur associé, [UQAC](#)  
fondateur et p.-d.g, [Les Classiques des sciences sociales](#)  
7 février 2019.

Marc Backer BIRD [1807-1880]

L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE



Première édition, 1876. Port-au-Prince, Haïti : Les Éditions Fardin,  
2013, 360 pp.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[iv]

## Table des matières

*Rapport officiel de la Commission formée par le Secrétaire d'État d'Haïti pour examiner les mérites et la portée générale de cet ouvrage sur Haïti [vii]*

Introduction [1]

Chapitre I. [19]

Découverte d'Haïti — Indiens Indigènes — Première Dispute avec les Espagnols — Découverte de l'Or — L'Esclavage de l'Indien et du Nègre — Arrivée des Français — La Fondation des Colonies Américaines — Le Cas d'Ogé — Première Expédition Française — La Crête à Pierrot — Exportations — La Religion dans la Colonie — Vandouisme — L'Esprit de la Révolution Française en Haïti — Proclamation de la Liberté en France — Toussaint fidèle à la France — Refuse de devenir Roi — Gouverne l'Ile entière — Gouvernement sévère — Pris par les Français.

Chapitre II. [41]

Les Haïtiens maltraités par les Français — Dessalines proclame l'indépendance — Mort de huit cents Blancs à St. Marc — Proclamation de Ferrand — Dessalines avance sur Santo-Domingo — Viet fouetté à mort — Dessalines bat en retraite — Christophe enlève des centaines d'hommes — Dessalines fusillé — L'Assemblée Constituante — On fait un rapport à Christophe sur la Constitution de Pétion — Christophe marche sur Port-au-Prince — Les Républicains mis en déroute — Christophe bat en retraite — Le Sénat pourvoit aux besoins des Exilés du Nord — Lois de Christophe sur le Mariage, etc., — Les deux États comparés — Rébecca Port de Paix — La mare Gardel — Le Général Borgella joint la République — Christophe proclamé Roi — Cruauté de Christophe envers un de ses domestiques — La Constitution lue par chaque Haïtien.

Chapitre III. [68]

La distribution de terres — Plan du Sénat — Pétion dictateur — Le républicanisme, choix du peuple instruit — On donne cinq carreaux de terre — Ardouin sur la distribution de terres — Pétion réélu — Son sort envié — Christophe attaque la république — Craintes de Christophe — Il massacre les gens de couleur à St. Marc — Il bâtit La Ferrière — Son palais — Description

qu'en fait Candler — On porte trente millions de dollars à La Ferrière — L'idée d'acheter la partie espagnole — Cas de Médina — Les écoles de Christophe — Querelles avec l'évêque — Christophe frappé d'apoplexie — Il ne peut pas monter à cheval — Il se suicide — Sa biographie — Indemnité à la France — Commission envoyée par Louis XVIII. — La Présidence à vie durant — Chambre de représentants — Esmongart écrit à Christophe — Pétion offre l'indemnité — Bolivar en Haïti.

#### [Chapitre IV.](#) [91]

Premiers missionnaires wesleyens — 'L'éducation élève l'homme,' etc. — Persécution de Pressoir — Nouveau corps de représentants — Mackenzie sur les cours — L'éducation générale — Exportations en 1818 — Finances — Enterrement de Pétion — Boyer président — Christophe écrit à Boyer — Grand incendie public — Boyer prend le Nord du pays — Il prend l'Est — L'abécédaire et l'épée — L'âge à blâmer, non Haïti — Publication de journaux publics.

#### [Chapitre V.](#) [114]

L'indemnité — Arrangements avec la France — Première immigration américaine — Des Camp Meetings ' — Retour de Baudin — Boyer's 'good negative' — Code rural — La responsabilité — Explosion de l'arsenal en 1826 — Question de population — L'immoralité la ruine d'Haïti.

#### [Chapitre VI.](#) [130]

La souveraineté de l'exécutif, une erreur — La présidence périodique considérée — Le peuple distingué des masses — Source de révolutions — Cayes révolutionnaire — Herard Dumesle et St. Preux — La Chambre les congédie — Boyer dans l'erreur — Les représentants congédiés retournent chez eux — Arrivée du Revd. J. Tindal — Sa santé lui fait défaut — Arrivée des Pasteurs W. T. Cardyet W. Touler — Dr. England — Le Général Inginac sur le clergé — On offre de rendre navigable le Yaqui — J. Candler — Le caractère français de Boyer — La Franc-maçonnerie en Haïti — Candler sur le système militaire — La Garde Nationale.

#### [Chapitre VII.](#) [151]

Arrivée de M. B. Bird au Cap — Arrivée de J. T. Hartwell à Port-au-Prince — Le clergé responsable au Ministre des Cultes — J. Candler et le prêtre — Différentes classes d'enterrements — L'Athéisme en Haïti — Une Université nationale désirable — Ecole de Médecine — Tremblement de terre en 1842 — Les étrangers ne sympathisent pas avec Haïti — Ouverture d'une église wesleyenne à Port-au-Prince — Voyage dans la partie espagnole de l'île.

[Chapitre VIII.](#) [175]

La nation en mouvement — Révolte de Hérard Rivière — Le gouvernement sans moyens de transport — Liberté ou la mort — Boyer envoie des forces — Ils fraternisent — Le canon d'alarme — Port-au-Prince dans une grande confusion — Abdication de Boyer — Rivière entre dans la capitale — Il défend toutes cérémonies — Dix mille troupes dans la capitale — Point de désordre — L'inauguration du nouveau gouvernement — Rivière marche sur les Espagnols — L'assemblée constituante — La Garde Nationale demande une paie — Rivière menace l'assemblée constituante — Voyage de M. B. Bird au Sud du pays — Il prêche dans une église catholique.

[CHAPITRE IX.](#) [200]

Remarques sur le voyage — Le Gouvernement Provisoire essaie de donner une éducation aux masses — Rivière prend Azua — Guerrier proclamé Président — Les arrangements de postes — Rivière essaie d'aborder — Mort de Guerrier — Pierrot Président — Il entre dans Port-au-Prince — Spectacle étrange à Port-au-Prince — La mission baptiste fondée à Jacmel — Riché proclamé président — Une école wesleyenne ouverte à Port-au-Prince.

[CHAPITRE X.](#) [219]

Riché arrive à Cayes — Sa proclamation — Son retour à la capitale — La demi-paie — Mort de Riché — Soulouque Président — Le 16 Avril, 1848 — Départ de Soulouque pour la partie espagnole — J. T. Hartwell bâtit une église au Cap — Faustin I. — Lettre de M. B. Bird au gouvernement — L'église wesleyenne à Jérémie terminée par C. H. Bishop — M. B. Bird en fait l'ouverture — A. Folsom, Ecuyer — Soulouque couronné — Cannibalisme — Une autre marche sur l'Est — L'empereur entre à Port-au-Prince à minuit — Brochure du Dr. Smith — La science nécessaire dans l'éducation.

[CHAPITRE XI.](#) [248]

La famille, c'est la nation — Garçons et cigares — Les femmes en Haïti — Les hommes libres des États-Unis — La croix de bois n'est pas le Christ — Le caractère français dans les Tropiques — Costume haïtien — Table haïtienne — Mobilier — Un artiste indigène — La musique en Haïti — Difficultés du service domestique — Enterrements — Baptêmes — Mariages — Enterrement d'un général — Enterrement des francs-maçons — Ecoles de mérite encouragées — Le peuple assis à leurs portes — Chemins publics — Pour être grand il faut être libre — Les mères absorbées par le commerce — Le divorce.

[CHAPITRE XII.](#) [275]

Chute de Soulouque — Geffrard choisi par le peuple — Son entrée à Port-au-Prince — Credo exclusif — Les masses comme elles ont toujours été — Exécution de cannibales — Jeunes gens envoyés en Europe par le gouvernement — Bateaux à vapeur — Le long quai — Ouvrages hydrauliques — Explosion de l'arsenal — Introduction du gaz — La fonderie — Progrès dans la musique — Marchés haïtiens — Prisons — Maison pénitentiaire — Liberté religieuse — Concordat — Boyer est à blâmer — Statistique des Protestants — Comité de finances méthodistes — Position nouvelle des États-Unis — Appel aux églises.

[CHAPITRE XIII.](#) [300]

L'immigration — Son manque de succès — Assassination de la fille du président — L'intention de tenir une réunion publique à l'occasion de la mort de Lincoln — Les tirailleurs — Querelle entre les Anglais et Salnave — Dernier message de Geffrard — De grands projets de réforme — La nuit du 22 Février, 1867 — Geffrard s'embarque pour la Jamaïque — Le nouveau gouvernement.

[CHAPITRE XIV.](#) [320]

La cause et le remède des révolutions haïtiennes. [320]

[CHAPITRE XV.](#) [340]

Le caractère africain tel qu'il s'est développé en Haïti. [340]

[vii]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

*Rapport officiel de la Commission formée par le Secrétaire d'État d'Haïti pour examiner les mérites et la portée générale de cet ouvrage sur Haïti*

[Retour à la table des matières](#)

PORT-AU-PRINCE, HAÏTI,  
*le 14 Novembre, 1867.*

MONSIEUR,

La Commission ayant terminé l'examen de l'ouvrage par le Revd. M. B. Bird sur Haïti, a maintenant l'honneur de vous présenter son rapport sur ce manuscrit.

Quoique cet ouvrage ne prétend pas donner l'histoire détaillée d'Haïti, il commence avec la découverte de l'île ; il donne une esquisse du système colonial français ; il montre les difficultés et les luttes se rapportant à l'établissement de l'indépendance de notre république, et continue l'histoire haïtienne jusqu'à la chute du Général Geffrard.

L'histoire entière, telle qu'elle est donnée dans cet ouvrage, est évidemment le travail d'un ami de la république parlant avec la plus grande franchise ; c'est ce que prouvent les détails donnés sur les coutumes et les habitudes domestiques du pays.

Les institutions républicaines d'Haïti, et leurs influences politiques sur les masses, sont simplement mentionnées comme des faits, sans entrer dans la discussion des motifs par lesquelles elles ont été dictées.

La Commission recommande et encourage la publication de cet ouvrage, comme devant être utile à Haïti, ainsi qu'à ses amis dans des pays étrangers. Nous désirons que l'auteur de cet ouvrage reçoit tout l'encouragement possible. Nous n'hésitons pas à dire que la publication de cet ouvrage dans la langue anglaise serait dans les intérêts de notre branche de la famille humaine, vu que cette langue est bien connue dans les Indes Occidentales ainsi que sur le continent de l'Amérique.

Haïti a un grand besoin d'immigration, et pour cette raison il est à désirer que les sept ou huit millions, des descendants de l'Afrique dans [viii] le Nouveau Monde, qui parlent tous la langue anglaise, comprennent les mérites et les ressources d'Haïti.

La Commission désire donc la publication de cet ouvrage, et espère que Mons. Bird sera soutenu et aidé dans ses bonnes intentions.

La Commission vous prie, Mons. le Secrétaire d'État, de recevoir sa plus haute considération.

(Signé)

W. G. SMITH, M.D., Président de la Commission.

Le Général S T. LUCIEN.

Le Général J. LAMOTHE.

Le Juge Boco.

J.B. DEHOUX, M.D.

A. AUDAIN, M.D.

S. PRESTON, Ecuyer.

J. J. RIVIÈRE, ex-Maire de Port-au-Prince.

Le Général A. TATE, Secrétaire d'État.

P. ETHEART, Sous-Secrétaire d'État.

J. B. HEPBURN, Ecuyer.

D. BOWLER, Ecuyer.

C. PRESSOIR, Ecuyer.

O. RIVIÈRE, Ecuyer.

Le Juge LACRUZ, absent par maladie.

G. LOPEZ, Editeur, etc.

G. LAFONTANT, Ecuyer, appelé autre part.

[1]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## **INTRODUCTION**

### **REMARQUES GÉNÉRALES SUR LES AVANTAGES D'UNE INDÉPENDANCE NATIONALE.**

« The realm of liberty alone I call my home ! » \*

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne prétendons pas donner dans cet ouvrage une histoire complète et détaillée d'Haïti. On n'y trouvera que les faits les plus saillants, arrangés en général dans un ordre chronologique.

Le but que nous nous proposons est de prouver que l'esprit d'émulation, si clairement établi par le Souverain Etre, et qui résulte des divisions et des indépendances existant actuellement parmi les hommes, est des plus salutaires et des plus puissants. Cet esprit d'émulation fait toujours ressortir non seulement les capacités de notre être, mais aussi les vastes ressources de la nature en général. Ce même principe qui est développé avec activité entre familles et communautés est évidemment destiné à maintenir la famille humaine dans l'activité la plus productive. L'histoire a démontré que ce principe moteur a toujours été, dans tous les âges, le plus puissant' et le plus actif parmi les nations les plus avancées du monde. Son pouvoir est aussi grand maintenant qu'il l'ait jamais été dans aucune époque de l'histoire humaine ; le fait est, que ce principe ne s'est

---

\* Le royaume de la liberté est mon seul chez moi ?

jamais développé avec [2] autant de rapidité que dans l'état actuel d'avancement et de progrès.

On trouve aujourd'hui encore des particularités distinctives attachées aux différentes divisions de l'humanité. On les reconnaît chez l'Anglo-Saxon, chez le Celte, chez les branches Teutoniques, ainsi que chez d'autres peuples. Nous signalons ce fait sans vouloir renverser les barrières ou mettre des entraves aux rapports mutuels qui existent dans ces divisions. Il semble donc très-naturel que l'Afrique et ses descendants forment une branche distinctive — ayant aussi ses particularités — de l'humanité, non dans un sens exclusif, mais simplement dans le sens expliqué par Dieu lui-même, savoir que les familles, les tribus, et les nations ont toujours instinctivement admis et reconnu une fraternité universelle.

L'Indépendance, telle qu'elle est donnée au monde par la Providence, manifeste un principe juste et salubre, et en elle, il n'y a rien d'exclusif ; le bien qu'elle fait aux nations est évident et manifeste, l'espoir qu'elle produit est grand et ferme, il forme l'un des principaux ressorts du bien-être général de l'univers. Nous pouvons donc admettre comme un grand fait que les divisions civilisées de l'humanité n'auraient jamais atteint leur position actuelle, et que le beau spectacle du développement humain dans un sens commercial, scientifique, et religieux ne serait pas ce qu'il est maintenant sans l'indépendance. Le pouvoir moteur qui a toujours existé chez toutes ces divisions, a produit cet ensemble admirable qui se présente maintenant aux regards de l'intelligence universelle.

Ayant émis ces opinions, on trouvera que « L'homme Noir » a pour but de montrer que les divisions de la race humaine forment une partie de l'ordre naturel des choses, et que l'Afrique et ses nombreux descendants, parsemés un peu partout, forment une partie importante de ce grand tout.

[3]

Personne ne doit être surpris qu'Haïti soit à la tête d'une subdivision africaine, et on ne peut manquer de reconnaître le but de son indépendance. Nous nous proposons de montrer que la République d'Haïti possède en elle-même des ressources de tous genres de nature à la placer au niveau de toute autre nation quant au mérite général ; de donner aussi une idée du pouvoir intellectuel et

moral du peuple haïtien, et de prouver que sans l'indépendance, quels qu'aient été ou quels que soient les défauts de son Gouvernement et de son administration générale, Haïti n'aurait jamais atteint sa position actuelle.

Les grandes imperfections d'Haïti sont connues de tout le monde. Quoique la partie intelligente du peuple haïtien est toujours prête à les admettre, elle demande avec raison que l'on considère les circonstances exceptionnelles de son origine comme nation, non pour justifier une seule de ses erreurs, mais simplement comme explication, vu que les Haïtiens comme peuple commencent seulement à comprendre les vrais principes d'un Gouvernement libre — principes que leurs sages prédécesseurs français ne leur ont jamais appris. Nous nous proposons aussi de montrer à tous ceux qui veulent examiner avec justice le caractère national d'Haïti, que les nations comme les individus reçoivent invariablement l'empreinte des circonstances dans lesquelles elles naissent. Si leur position a été malheureuse, les effets ne peuvent disparaître qu'après de longues années de culture saine et générale. Ne perdant pas de vue ce fait, il sera facile de comprendre les particularités et les traits caractéristiques du peuple en question. Haïti doit, après tout, être jugée d'après les profondeurs de l'erreur et de l'injustice desquelles, comme nation, elle tire son existence. Elle n'a pas eu son origine dans des Institutions libres, et c'était pourtant son but, elle s'y est même élancée ; mais pour arriver à l'accomplissement de ses désirs, il lui a fallu se frayer une voie à travers [4] toutes sortes de difficultés. L'ardent désir de la liberté existait en elle, mais une fois saisie il restait à savoir comment s'en servir.

Nous ne concluons pourtant pas que les nations et les individus ne créent jamais leur position ou qu'ils ne sont pas responsables pour leur manque de réforme, lorsque le progrès et l'amélioration ont été à leur portée. Nous n'avons pas non plus l'intention de justifier la condition actuelle des masses de la République d'Haïti, car sans question, sous ce rapport, son péché est à sa porte.

L'histoire de cette République n'est pas encore écrite, et lorsqu'elle le sera, on verra que la ferveur la plus ardente pour la liberté, dans l'absence du pouvoir moral qui ne se trouve que dans le christianisme, ne fait que placer une nation dans la voie du danger. Les événements peu détaillés de cette histoire ont été dépeints par

plusieurs auteurs haïtiens, justement célèbres, surtout par T. Madiou, fils, et B. Ardouin ; mais on n'a pas encore fait ressortir toutes les clartés et toutes les ombres de cette phase de l'humanité. Ce travail est sans doute réservé à une plume haïtienne, qui écrira, non seulement en faveur de la grande famille africaine, mais de l'homme en général, ouvrage d'autant plus désirable que les ennemis de la race africaine ne sont pas encore tous vaincus.

Les ombres épaisses de l'esclavage suspendues depuis plusieurs années sur l'humanité, desséchant et cachant tant de la valeur réelle dans l'homme et surtout quant au vrai caractère de l'Africain, disparaissent avec rapidité. La clarté réelle de la simple vérité se découvre, exposera définitivement tous les faux raisonnements, et démontrera que quelle que soit la couleur de sa peau, l'homme est homme. Des nuages nous couvrent cependant, et nous couvriront peut-être longtemps, néanmoins le soleil glorieux de la vérité se lève et s'approche de son zénith.

[5]

Le pouvoir formateur de l'indépendance sur les nations et sur les individus est un fait si clairement établi qu'il n'exige aucun raisonnement. Tous ceux qui ont attentivement remarqué la puissance des Institutions libres et nationales et l'influence qu'elles exercent sur les masses ainsi que sur l'individu, comprendront la différence qui existe entre l'homme noir indépendant, demeurant, dans un sens national, dans sa propre maison, sous un gouvernement qu'il a lui-même formé, et de celui qui, avec des avantages plus nombreux est placé sous l'influence d'un élément étranger.

Nous ne prétendons pas qu'on ne reçoit aucun avantage du contact avec un élément supérieur, mais nous affirmons qu'il y a dans une Indépendance pure et bien dirigée un pouvoir qui ennoblit ; et que le contact général dans ce sens se réalise pleinement quand l'âme de l'indépendance s'y trouve. Aussi la virilité du Haïtien est sans aucun doute le résultat de ses propres Institutions nationales, de son Indépendance et de son Education. Nous ne parlons pas maintenant des masses ignorantes, quoiqu'elles ne manquent pas de manifester un certain sentiment d'indépendance ; les Haïtiens ont encore à apprendre que sans la diffusion universelle de solides principes moraux, leur Indépendance sera sans vraie dignité.

Nous avons montré que l'homme noir est capable de recevoir de grands bienfaits de l'indépendance. Il se peut pourtant qu'on trouve des particularités dans son cas ayant rapport à l'époque actuelle, qui pourraient montrer, d'abord, que ce grand principe lui est tout spécialement applicable ; et ferait ressortir ensuite d'une manière encore plus claire et plus frappante les desseins de l'Être Suprême à l'égard de son Indépendance.

Comme résultat de l'indépendance, le commerce d'Haïti est comparativement grand ; les revenus publics sont créés, ainsi que dans tous les pays civilisés, par [6] le système légal de Brevets, de Douanes, de Licences, etc. Depuis longtemps Haïti fait un grand commerce avec les États-Unis de l'Amérique. Ce commerce rapporte plus de trois millions de dollars par an, — nous ne parlons que de la partie française de l'Ile. On a aussi commencé à faire du commerce avec l'Angleterre, la France, et l'Allemagne. Cette correspondance étendue et ce rapport constant avec les nations étrangères exercera une influence puissante sur la civilisation et sur les intérêts du pays. C'est ce qu'on a déjà vu ; l'éducation religieuse et biblique a pendant le dernier quart de siècle répandu la semence de la vérité, et plusieurs milliers d'Haïtiens, quoique non régénérés par le Saint-Esprit, ont cependant ouvert les yeux au fait que la vraie religion est Dieu en l'homme et cela seul. Aussi peut-on s'attendre à des résultats plus glorieux encore.

Que l'homme intelligent pèse ces faits et il sera forcé d'admettre que l'indépendance nationale est le seul chemin qui mène à la gloire. On n'a jamais disputé cette vérité par rapport à l'homme blanc, et on n'a jamais eu de justes raisons d'en douter par rapport à la République noire d'Haïti, malgré toutes ses erreurs et le fait Quand on conçut l'idée de former une Indépendance africaine dans la grande population des États-Unis, on regarda ce projet avec soupçon et avec horreur même. On craignait que la grande cause de la justice devant la loi ne souffrît par l'affaiblissement des rangs de ceux qui seraient ainsi exposés au résultat de luttes sévères pour des droits suprêmement chers. Le bras du Tout-Puissant a été révélé, la vérité a triomphé sur l'erreur, et sous les circonstances actuelles une Indépendance ne serait tout simplement qu'une puissance de plus sur la terre qui aiderait à développer et à combler les ressources infinies de l'humanité. Elle montrerait aussi que les fils de l'Afrique ne sont pas renvoyés à leur

premier état d'esclavage [7] par l'indépendance, comme le prouve Haïti, et La Libérie, pays où la richesse et l'instruction ont au moins commencé leur travail d'élévation, et qui, sans aucun doute, par l'aide d'une éducation générale, par l'aide de la vraie religion et des rapports commerciaux, seront élevés au niveau des nations le plus civilisées et les plus prospères de l'époque.

Les grands principes de la Liberté et de l'indépendance, <sup>4</sup> bien compris, forment en vérité la gloire de notre époque. Il serait absurde, en parlant ou en pensant à la liberté, de dire qu'elle a été un insuccès ; pendant que du despotisme et de l'esclavage on peut affirmer sans crainte qu'ils ont misérablement échoué. Les hommes commencent à voir ce qu'ils ont longtemps refusé d'apprendre, c'est que la liberté universelle est l'opulence universelle.

Le fait que nous avons déjà admis, savoir qu'Haïti aurait pu et aurait du mieux faire, ne diminue ni sa gloire ni sa dignité. Si de son point de départ Haïti s'est élevée — personne n'ose contester ce point — elle a prouvé qu'elle possède les éléments du progrès véritable et qu'elle sait en profiter. Le fait que la Jurisprudence, les Mathématiques, la Littérature, le Commerce, etc. ont formé autant de champs où l'intelligence a fait preuve de forces qui font honneur à cette branche de la famille humaine, ne doit pas être perdu de vue. L'Indépendance ayant aussi placé la nation en rapport officiel avec les principaux gouvernements de l'époque ; a produit des documents politiques qui ne sont certainement pas inférieurs à ceux d'autres nations ; c'est ce qui sera prouvé dans les 'Notes Historiques.' Le barreau haïtien et la faculté de médecine prouvent qu'il se trouve des Haïtiens qui font honneur à leur profession.

De plus, la richesse déjà accumulée, tant en intelligente qu'en or, prouve abondamment que l'indépendance en Haïti n'a pas été, et ne sera jamais, un insuccès. Il [8] est vrai que des cas nombreux abondent, et semblent menacer tout ce qu'il y a de bon dans le pays ; preuve que la corruption entière de la race humaine est aussi évidente dans les États libres que dans ceux où règne le despotisme. Ce fait nous force à insister sur la nécessité de la culture morale de chaque individu, riche ou pauvre, instruit ou ignorant.

Qu'on ne suppose pas que l'indépendance que nous essayons de soutenir par rapport à 'l'homme noir' soit dans aucun sens exclusive ;

c'est plutôt celle qui appartient à l'homme comme être social, ce qui forme la gloire de l'Angleterre, de la France, et de l'Amérique ; une indépendance qui, tout en offrant un abri à tous les hommes, retient en même temps une parfaite identité nationale, exerce une influence bénigne sur chaque enfant de la nation, grave son caractère sur chaque famille, et se manifeste dans la démarche du paysan ainsi que chez les habitants des villes.

Haïti et la Libérie ont été très exclusives dans leur Indépendance ; mais on ne doit pas les blâmer outre mesure, vu que ces deux pays n'ont fait que répéter l'histoire de toutes les nations, et que leur exclusivisme a été plutôt causée par la nécessité que l'effet de leur propre choix. Cette nécessité n'existe plus, et il est à espérer que ces deux pays ne se couvriront pas de l'opprobre et du sarcasme du monde entier en maintenant cet exclusivisme. L'exclusivisme ne peut pas appartenir à l'homme comme membre d'une famille, aussi tous les murs qui séparent l'homme de son frère doivent-ils nécessairement s'écrouler ; les rapports les plus continuels ne sont pas incompatibles avec l'indépendance et l'identité nationale la plus complète.

Il se peut que parmi les Noirs et les Blancs un certain nombre croient que l'objet de cet ouvrage, en favorisant une séparation entre deux des branches principales de la race humaine, avilit plutôt que d'ennoblir la dignité [9] de l'homme noir. L'auteur a pourtant en vue juste le contraire. Ne serait-il pas difficile de prouver que l'indépendance est ou peut être dans aucun sens avilissante ou dégradante ? Assurément il n'est pas un seul homme qui ose entretenir une telle idée. Il est certain que l'indépendance haïtienne ne veut pas dire, et ne suppose même pas, la séparation dans le sens de l'isolement. Ses capitalistes ne sont-ils pas pour la plupart des étrangers ? Cependant on les considère comme les plus fermes appuis de l'indépendance nationale.

Si nous étudions l'origine et la cause des divisions qui ont eu lieu parmi les hommes dans les siècles précédents, nous verrons que dans presque tous les cas la cause est la même. La dispute entre les bergers de Lot et d'Abraham vient éclaircir cette question. Des circonstances, que les hommes appellent accidentelles, ont créé des divisions utiles et salutaires dans tout le monde, et nous avons probablement raison lorsque nous disons que l'une des grandes lois de la Providence est, que les intérêts du monde doivent être développés et mis en

mouvement sur le principe de l'indépendance nationale. Dans ce sens, les divisions de l'humanité n'ont jamais entraîné avec elles l'idée de la dégradation ou de l'avilissement ; elles ont plutôt largement contribué à faire ressortir les richesses et les ressources générales de la nature.

On pourrait demander avec raison, si l'homme n'a pas le droit de rester dans son pays natal ? À cette question on ne peut que répondre, Oui ! Mais s'il n'était pas permis à chaque individu de changer de demeure ou de position, afin de l'améliorer si possible, soit par l'émigration ou par d'autres moyens, ce serait un grand malheur pour le monde. Sur ce principe, la Grande Bretagne aurait été depuis longtemps trop petite pour contenir sa population toujours croissante ; pour la même raison plusieurs autres pays seraient devenus [10] insupportables. Le droit incontestable de rester chez soi est faible comparé au droit de profiter des avantages offerts par le monde entier. Cette question ne réclame aucune autre étude. À vrai dire elle n'appartient pas au sujet que nous traitons. Le droit que possèdent les hommes et les communautés de rechercher ce qui leur est avantageux ainsi qu'à leurs enfants est universellement admis. Bienheureux ceux qui savent apprécier la vraie liberté pour eux-mêmes et pour leur postérité ! Telle est la vraie Indépendance qui convient à chaque homme sur la terre.

Basés sur ce ferme principe d'indépendance, les immortels fondateurs de ces colonies qui formèrent plus tard la grande République de l'Amérique du Nord s'arrachèrent avec leurs familles du sein de leur pays natal. Malgré le droit qu'ils avaient de rester dans la terre de leur naissance, et pour des motifs qui leur paraissaient justes, ils préférèrent les déserts du Nouveau-Monde à ce qu'ils appelaient le despotisme de leur propre pays, despotisme qui détruisait le bonheur du foyer domestique. Aussi s'élancèrent-ils à la poursuite des découvertes ; ils errèrent dans les caves et dans les antres de leur pays nouvellement découvert afin d'éviter la fureur des hommes incultes. Ce triste échange leur offrait toute la douceur qu'on éprouve en étant opprimé pour la cause de la liberté. Ce sentiment anima tellement leurs cœurs que les louanges qu'ils adressèrent à Jéhovah interrompirent le silence des forêts. Ils n'oubliaient pas cependant les douceurs de leur pays natal. On ne doit donc pas s'étonner qu'un

profond sentiment de vraie Indépendance a caractérisé une nation qui peut maintenant être rangée parmi les plus grandes du siècle.

Le principe que nous soutenons devra continuer à attirer l'attention de l'humanité. Il y a, et il y aura, plusieurs manières de l'envisager dans son application [11] actuelle à l'homme noir des États-Unis ; mais le fait que l'indépendance nationale est le plus haut point d'élévation auquel l'homme noir ou aucune autre branche de la famille humaine peut atteindre, est un fait qu'on ne peut disputer.

Les descendants des « Pilgrim Fathers » n'ont jamais pensé que leurs grands progéniteurs ignoraient dans aucun sens ou la cause de la liberté ou leurs amis en quittant ainsi leur propre pays et en abandonnant la grande lutte pour la liberté dans laquelle ils avaient longtemps combattu, ou qu'ils rabaissaient leur dignité en quittant leur pays natal pour arriver au but qu'ils voulaient atteindre. Au contraire, en les voyant partir pour une telle entreprise, renonçant même à leur droit d'aînesse, leurs pères les encourageaient, se sentant récompensés par l'espoir d'établir les justes principes de la liberté religieuse sur ces rivages lointains. Les résultats de si nobles efforts ont été des plus beaux. Ils ont démontré la solidité de leurs principes, et ont détruit tout doute quant à leur développement dans les temps modernes, par la simple force de préférence et de principe, quelle que fût la raison qui les crut suffisantes.

Nous ne voulons pas insinuer que le pouvoir régnant ni même le peuple des États-Unis encouragent dans aucun sens l'oppression de l'homme noir. Rien ne peut être plus évident, qu'au moment actuel, la Grande République de l'Amérique envisage la question africaine avec justice et avec honnêteté. On ne peut croire non plus que les flots de sang qui ont coulé comme rançon auront coulé en vain. Mais le fait est devant le monde, que l'esclavage et la captivité dégradante des siècles passés, si fertiles en toutes sortes de maux et si ruineuse à tous les rangs et à toutes les conditions de l'humanité, donnant à la liberté même un air maladif, et pervertissant les plus grands esprits, ont laissé derrière elles [12] des idées fausses et des effets funestes desquels l'indépendance seule viendra les garantir. C'était les vues du noble Lincoln, ainsi que celles de Toussaint l'Ouverture, et si toute l'Afrique pouvait parler sur ce sujet elle ne rendrait pas un son confus. On ne sera pas surpris que l'idée d'une Indépendance parmi les noirs, ressortant d'un grand nombre des fils de l'Afrique dans les États-Unis,

se soit développée, dans un élément haïtien ou qu'elle paraisse ici quoique simplement sous la forme d'une question.

Surprenant comme le fait peut paraître, la lutte politique en Haïti a quelquefois roulé sur la question de la différence de couleur entre les noirs et les mulâtres, pour l'accomplissement de projets vils. Néanmoins celui qui oserait présumer sur les avantages de sa nuance claire et qui essaierait d'en profiter commettrait, dans le pays de Toussaint, une grande erreur, et se trouverait bientôt dans la nécessité de cacher sa vanité creuse en présence d'un noir de beaucoup son supérieur. Haïti a déjà senti qu'une éducation complète est un pouvoir qui fera disparaître la haine de la couleur. Dans tous les temps l'homme a été coupable de grandes absurdités. Le célèbre historien anglais Macaulay nous apprend que pendant un temps non éloigné du nôtre, l'Irlandais était traité avec mépris par son frère anglais, fier et hautain. Tel a été le chemin parcouru dans tous les âges ; des riens ont fait couler des flots de sang, et la paix n'a été souvent obtenue que par un simple épuisement de forces.

Il sera facile de comprendre que des milliers d'hommes devenus libres, sous des circonstances semblables, profiteraient avec joie d'une porte de délivrance pour se mettre à l'abri d'éléments qui sont en lutte avec Dieu lui-même et qui ne peuvent que produire l'angoisse la plus extrême. On dira peut-être, laissez les faire ! Mais-il y a plusieurs moyens d'arriver à ce but, et il [13] n'y a que le pouvoir efficace d'une indépendance chrétienne et bien dirigée qui puisse parfaitement réussir. Nous nous rappelons pourtant que la question sociale n'est pas résolue comme matière de droit. Il faut que l'homme noir commande intellectuellement et moralement. Son esprit cultivé doit être le principe moteur. C'est ainsi qu'il doit prouver que tous les hommes sont égaux. Cette grande vérité justifierait la libre entrée à une Indépendance bien comprise, pour tous ceux qui désireraient, par quelque considération que ce soit, changer de demeure ou de manière de vivre, et où l'homme noir pourrait s'élever au niveau d'une indépendante liberté.

Quelle qu'ait été leur histoire passée, Haïti et la Libérie sont maintenant des nations libres et indépendantes, et font des progrès dans les intérêts et dans la prospérité de l'époque. Elles donnent des preuves de la solidité du grand principe que nous allons essayer d'éclaircir et qui constitue la gloire de leur existence nationale.

L'homme noir, ou tout autre homme, qui désirerait une plus grande liberté que celle dont il jouit ne ferait qu'imiter des milliers qui l'ont précédé dans tous les âges. Comme ses prédécesseurs il se retire où il veut et pour des motifs qu'il croit justes. Il ne demande pas s'il a le droit de rester ici ou d'aller là ; comme chrétien il suit ses instincts moraux, et marche dans la voie qu'il juge être celle de la Providence. Que des milliers émigrent ainsi ! On n'aura rien à craindre quant à la plus complète liberté d'action pendant que l'honneur de l'homme, de toutes les nuances » est son seul motif et son unique but.

Les opinions que nous venons d'exprimer sont basées sur un point de vue spécial, qui est Haïti. Le raisonnement que nous avons suivi, les sentiments que nous avons exprimés dans ce volume sont décidément ceux de la [14] partie intelligente et éclairée du peuple haïtien. Quels que soient les défauts nationaux de ce peuple, les classes intelligentes de ce pays sont assez nombreuses et assez puissantes pour établir et pour démontrer pleinement la grande question qui nous occupe savoir que l'indépendance est sa vraie dignité.

On doit vivement regretter qu'il ait existé une classe de personnes en Haïti dénuée d'éducation. Ce grand mal est maintenant reconnu, et on sait aussi quel remède il faut appliquer. Que les églises chrétiennes qui ont des oreilles pour ouïr, entendent.

Quant à la grande mission d'Haïti, telle qu'elle lui a été confiée par Dieu dans un sens chrétien et national, savoir de prouver que l'homme, de toutes nuances est vraiment homme, plusieurs personnes honorables ont paru douter du succès réalisé sous ce rapport. Il reste à voir si ces doutes sont bien fondés, ou si dans tous les cas ceux qui ont eu ces doutes connaissent Haïti assez bien pour arriver à ces conclusions. Dans un tel cas, beaucoup dépendrait des résultats qu'on attend. Si les hommes dont nous parlons se sont attendus à voir en Haïti, une République modèle, dans laquelle, tous les détails d'institutions et de gouvernements libres sont complètement développés, ils ont eu raison de douter du succès final. Mais a-t-on raison de s'attendre à trouver de tels résultats ? Peut-on, avec justice, fermer les yeux sur la grande différence qui existe entre une nation à l'état d'enfance et une nation qui a atteint sa majorité ? Qu'on perde de vue ces considérations, et certainement on aura raison d'être désappointé. Qu'on permette donc à la loi de la nature de se

développer, et toute difficulté cessera. Car cette loi nous enseigne qu'on ne moissonne que ce qu'on a semé, ce qui est facile à comprendre. Comment s'attendre donc à moissonner ce qui n'a jamais été semé ?...

[15]

La question qu'il faut donc examiner est celle-ci : Qu'a-t-on semé en Haïti dans un sens moral, politique, et religieux ? Cette question exige de notre part une attention juste et sérieuse, car si les semences mauvaises de faux principes, dans tous les sens, ont été répandues à pleine main sur le sol, toute hésitation future Sur la question du succès devra cesser.

La mission confiée à la nation haïtienne était néanmoins celle de développer et d'établir le caractère de l'homme noir. Il se peut que ce travail n'a pas été accompli comme plusieurs s'y attendaient ; mais il est certain que la grande loi de Dieu et celle de la nature ont été mises en opération et accomplies. Des descendants de la race anglaise auraient peut-être tout placé sur un pied différent. Il serait pourtant facile de prouver que le pays de Toussaint n'a pas été la moindre d'entre les républiques du Nouveau-Monde, qui se sont ressemblées plus ou moins dans leur origine.

Haïti a déjà révélé la fausseté des idées reçues quant à l'Africain, idées qui sont encore soutenues par un voyageur distingué de nos jours, et qui a immortalisé son nom par ses découvertes en Afrique, mais dont les idées quant à l'Africain n'harmonisent certainement pas avec celles de l'illustre Livingstone. Ceux qui ont longtemps habité Haïti ne peuvent s'empêcher de sourire lorsqu'ils entendent que le Nègre, arrivé à un certain âge, manifeste une grande faiblesse mentale. Il serait curieux d'examiner le fond de ce raisonnement — comment et pourquoi cette vitalité est-elle perdue ? et de voir si ces idées sont en harmonie avec vingt-cinq années d'expérience dans le travail d'éducation en Haïti. Ceux qui ont osé rencontrer des sauvages noirs, et qui ont quelquefois craint de devenir les victimes de leur furie, ne sont pas toujours les meilleurs juges des pouvoirs intellectuels de cette branche de la famille humaine.

[16]

[.../...]

éducation en France ou dans leur propre pays savent très-bien l'apprécier. Ceux qui pensent autrement pourraient changer d'opinion, s'ils voulaient seulement visiter ce pays où, quant à leurs pouvoirs intellectuels, ils trouveraient des hommes noirs âgés de soixante ans, encore jeunes et virils.

Un raisonnement comme celui que nous venons de réfuter n'est qu'un complet abandon de la vérité ; quant au voyageur dont nous avons parlé, il prouve qu'il est possible, pour de certains hommes célèbres, de voyager parmi les sauvages de l'Afrique jusqu'à ce qu'ils arrivent à la conclusion que dans leur origine ils sont les devanciers d'Adam ; ou bien de supposer, en impies, que ces nègres sont le résultat d'un essai de la part du Créateur qui avait l'intention de produire un homme d'un ordre inférieur. Veut-on réellement soutenir un tel argument ? Ne serait-ce pas plutôt le vain effort d'une imagination irrévérente ? Il n'est pourtant pas rare que les raisonnements d'hommes capables conduisent à de fausses conclusions.

Un raisonnement comme celui que nous venons de réfuter n'est qu'un complet abandon de la vérité ; quant au voyageur dont nous avons parlé, il prouve qu'il est possible, pour de certains hommes célèbres, de voyager parmi les sauvages de l'Afrique jusqu'à ce qu'ils arrivent à la conclusion que dans leur origine ils sont les devanciers d'Adam ; ou bien de supposer, en impies, que ces nègres sont le résultat d'un essai de la part du Créateur qui avait l'intention de produire un homme d'un ordre inférieur. Veut-on réellement soutenir un tel argument ? Ne serait-ce pas plutôt le vain effort d'une imagination irrévérente ? Il n'est pourtant pas rare que les raisonnements d'hommes capables conduisent à de fausses conclusions.

Les conclusions auxquelles le voyageur en question est arrivé, quant à l'incapacité de l'Africain, étaient sans aucun doute celles de Jules-César par rapport aux anciens Bretons, lorsque pour la première fois il aborda leurs rivages. On peut avec confiance laisser à l'avenir le soin de prouver la vérité ou l'injustice de la décision finale à laquelle sont arrivés les hommes dont nous avons parlé, savoir que

toutes tentatives pour élever la branche noire de la race humaine, par le moyen de missions chrétiennes ou autrement, sont vaines. En Haïti et ailleurs les faits sont de nature à ne laisser aucun doute quant à ceux qui, sur cette question, sont les vrais visionnaires.

Il serait très malheureux pour l'humanité civilisée d'être abandonnée à la merci de ceux qui sont tout-à-fait indécis, si les hommes sous de certaines circonstances

[.../...]

[17]

Notes historiques.  
L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE

## Chapitre I

---

### L'indépendance haïtienne

[18]

[19]

“The great Columbus, star of modern days, Went westerly ;  
and glowing, stood over A new-found world !” \*

Découverte d'Haïti — Indiens Indigènes — Première Dispute avec les Espagnols — Découverte de l'Or — L'Esclavage de l'Indien et du Nègre — Arrivée des Français — La Fondation des Colonies Américaines — Le Cas d'Ogé — Première Expédition Française — La Crête à Pierrot — Exportations — La Religion dans la Colonie — Vandouisme — L'Esprit de la Révolution Française en Haïti — Proclamation de la Liberté en France — Toussaint fidèle à la France — Refuse de devenir Roi — Gouverne l'Ile entière — Gouvernement sévère — Pris par les Français.

[Retour à la table des matières](#)

Le 6 Décembre 1492, Christophe Colomb fit la découverte d'Haïti. On a prétendu que le nom de cette île, dans la langue des Indiens indigènes, signifie, Haute, Terre Montagneuse. Croyant qu'elle ressemblait beaucoup à l'Espagne, Colomb la nomma Hispaniola, ou petite Espagne. Pendant plusieurs années cette île fut connue en Europe par le nom de St. Domingue. Mais depuis la déclaration de l'indépendance par les Haïtiens en 1804, le nom primitif a été adopté, et l'île a été depuis appelée Haïti.

---

\* ‘Christophe Colomb, étoilé des jours modernes, se dirigea vers l'Ouest, et tout joyeux, s'arrêta sur un monde nouvellement découvert.’

Sa longueur est au delà de 400 milles, de l'Est à l'Ouest, et sa largeur est d'environ 180 milles. Elle est [20] située entre les degrés de latitude septentrionale 17 et 18, et de longitude ouest 71 à 79 de Paris. Sa position, par rapport aux Antilles, est des plus centrales, ayant l'île de Cuba 22 lieues au Nord-Ouest, la Jamaïque, 45 lieues au Sud-Ouest, et Puerto Rico, à environ 20 lieues à l'Est-Sud-Est.

La population indigène (Native Indian) quand on fit la découverte de l'île a été estimée d'un à trois millions. Les aborigènes ont été généralement représentés comme une race douce et hospitalière. Ils étaient gouvernés par des Chefs qu'ils appelaient Caciques. Il paraît que l'île entière avait été divisée en cinq départements, chacun desquels était gouverné par un Cacique. On ne peut presque rien affirmer quant à l'origine de ces races anciennes, Il est certain que quand Colomb fit la découverte de l'île ils n'étaient pas ce qu'on appelle des sauvages, mais, au contraire, ils étaient un peuple doux, intéressant, et donnant des preuves d'une certaine civilisation. Les détails des faits et des circonstances qui ont rapport à la découverte de cette île, se trouvent dans l'histoire.

Il paraît que la première rupture entre les Indigènes et les Espagnols eut lieu en 1493, à quelques lieues du Cap Haïtien, à l'époque du premier départ de Colomb pour l'Espagne. L'histoire rapporte que les Espagnols ayant maltraité les indigènes, ceux-ci les exterminèrent entièrement. Cet événement malheureux, dit T. Madiou, causa une grande effusion de sang et des meurtres nombreux entre les Espagnols et les aborigènes d'Haïti. Ce fait démontre combien est vain un christianisme qui ne consiste que dans des articles de foi et dans lequel il n'y a aucun pouvoir régénérateur.

Vers cette époque on découvrit de l'or dans ce pays. L'amour de cette idole se développa avec une rapidité étonnante. Les malheureux indigènes Indiens furent bientôt arrachés de leur vie de tranquillité et réduits à [21] la plus vile servitude ; on les força à chercher dans les ruisseaux et dans les mines ce métal adoré. Ils ne purent toutefois longtemps endurer ce travail, ils succombèrent sous le joug qui leur fut imposé par des maîtres, qui, tout en se disant chrétiens, étaient tellement dévorés par la soif de richesses qu'ils perdirent tout sentiment d'humanité. Ils se servirent même du limier pour

l'accomplissement de leur dessein ambitieux. Il paraît que, quand le 5 Avril 1494, les natifs de la Jamaïque offrirent une résistance sévère à Colomb, il lâcha des limiers sur eux. Justin Martyr, nom bien connu alors, dit, s'il faut en croire Schelcher : « Notre peuple se servait de limiers dans leurs luttes avec les indigènes. » Telles étaient les idées corrompues du christianisme de cette époque. Il faut pourtant admettre que parmi le clergé espagnol, il se trouvait des hommes fidèles, qui ne craignirent pas de protester contre ces horribles cruautés.

Les indigènes étant affaiblis par les travaux écrasants auxquels leurs maîtres inhumains les avaient assujettis, ceux-ci furent forcés de chercher des ouvriers ailleurs. Ce fut alors qu'on pensa à l'Afrique, et on réussit à arracher de leur pays natal des milliers d'Africains qui furent réduits à l'esclavage le plus vil, et desquels à coups de fouet on arracha des richesses incalculables. Les horreurs de l'esclavage ont été depuis longtemps exposés devant le monde, il ne sera donc pas nécessaire de les récapituler ici, excepté quand certaines circonstances l'exigeront. Il suffit pour le présent de dire que la richesse et la splendeur de St. Domingue, résultat de l'esclavage français qui eut lieu dans la suite, étaient sans comparaison, quant à ce que les Indes Occidentales avaient jamais connu. Mais l'injustice, dans tous les cas, possède en elle-même les éléments de sa propre destruction.

L'arrivée des Français en Haïti fut très-graduelle. [22] D'après le témoignage unanime des historiens, elle fut inaugurée par quelques aventuriers qui habitèrent la petite île, appelée La Tortue, presque vis-à-vis de la ville de Port-de-Paix. Ces hommes appartenaient à la classe de boucaniers. Devenant plus nombreux, ils se heurtèrent bientôt contre les Espagnols, qui depuis longtemps étaient devenus les maîtres de l'île entière. Le résultat de ce contact fut terrible et destructif. Il y a toute raison de croire que le Gouvernement français ne tarda pas à envoyer dans ce pays des hommes capables de protéger leurs sujets. Des disputes sur le sujet du territoire eurent lieu, et finalement les Français réussirent à prendre possession d'une portion du pays et à y fonder la petite ville de Port-de-Paix. Une fois ce point gagné les Français continuèrent à empiéter sur les Espagnols, jusqu'à ce que les Gouvernements français et espagnols tombèrent d'accord sur la question et divisèrent l'île en deux. La partie française fut appelée St. Domingue, et ne formait alors qu'environ un tiers du pays.

Trouvant dans ce pays des ressources abondantes, l'esprit actif des Français sut en tirer bon parti. Leurs succès devinrent bientôt un sujet d'étonnement et d'admiration, quoique dans l'estime du philanthrope, les Indes Occidentales, et toutes les nations qui s'y intéressaient, avaient terni leur honneur par le maintien de l'esclavage.

Depuis bien des années les Espagnols avaient introduit du bétail à cornes dans le pays. Lorsque les Français occupèrent l'île ce bétail y était fort nombreux. Les Espagnols avaient déjà commencé à introduire des esclaves dans le pays. L'esclavage avait déjà commencé sa voie d'horreurs. Les Français poussés par une soif ardente de richesses continuèrent à marcher dans cette voie abominable avec une effroyable énergie, au point que, vers l'année 1650 jusqu'à l'année 1737, la population entière de la partie française de l'île, y comprenant toutes [23] les classes et toutes les nuances de couleur, était de 600,000, et tout ceci à une époque où les moyens de voyager étaient loin de ressembler aux facilités du temps présent. Le développement des ressources abondantes de ce pays était arrivé à un tel point que cette île fut bientôt connue comme « Le Paradis des Français » l'opulence qui avait été arrachée des Indiens presque extincts et des Africains encore sous le coup du fouet, était tellement grande. À cette époque l'esclavage était devenu un système parfaitement consolidé. Les nations espagnoles, anglaises, et françaises, ainsi que d'autres, avaient forcé son joug écrasant et meurtrissant sur toutes les îles des Indes Occidentales.

Dans la partie française d'Haïti, l'activité croissante, résultat d'un désir ardent d'accumuler des richesses, introduisit toutes les cruautés de l'esclavage, et cette passion devint de plus en plus intense. Les ressources intarissables du pays furent développées à un tel point, que les richesses et le luxe devinrent égales. Ce fait est prouvé par les ruines grandioses de domaines et de propriétés dans le Nord de la République haïtienne. Ces ruines indiquent le style des jours passés, lorsque la position des riches et des pauvres était presque fabuleuse dans les extrêmes de misère et de confort qu'elle manifestait. Il est vrai que les colons français habitaient fréquemment leurs propriétés, et que leurs demeures et leurs établissements correspondaient avec leur opulence et avec leur position, — coutume extrêmement avantageuse pour la Colonie, la rendant supérieure en productions aux

Colonies britanniques, dans lesquelles, règle générale, les propriétaires étaient absents.

Les auteurs français et bien d'autres donnent une brillante description de St. Domingue ; la reproduction de ces détails serait sans doute très intéressante, mais pour le moment nous sommes forcés de passer outre. L'esclavage fut maintenu et développé dans tous ses [24] détails révoltants, et l'ordre le plus rigide fut conservé dans tous les systèmes existant alors, civils, militaires, et religieux. Mais au milieu de tout ce luxe et de tout ce confort tant recherché dans les tropiques, les soulèvements instinctifs de l'humanité opprimée faisaient quelquefois trembler les fondements de la société ; fait qui devrait rappeler à la postérité que la vérité et la justice seules peuvent garantir nos demeures et faire briller notre espoir pour l'avenir.

Pendant le dix-huitième siècle les semences de principes affreux n'avaient pas seulement pris racine, mais elles avaient germé et porté du fruit. La France brisa ses chaînes anciennes, mais dans sa rage elle confondit tout ordre, et pour un moment elle attira sur elle-même une ruine accablante. Les colonies de l'Amérique du Nord, alors sous la domination britannique, se soulevèrent aussi et déclarèrent ouvertement leur détermination bien arrêtée de secouer le joug anglais et d'établir une constitution libre et indépendante. Les convulsions nécessairement associées à de tels efforts sont toujours puissantes. Il n'était pas possible que de telles luttes pour la liberté fussent sans effet sur une population comme était alors celle de St. Domingue, surtout quand on se rappelle que la société en général était alors composée de fils de colons blancs qui avaient fait leur éducation en France, où ils avaient acquis non seulement les éléments généraux de la littérature, mais où ils s'étaient nourris de l'esprit et des idées politiques du jour d'où ces terribles tempêtes avaient surgi.

Lorsqu'on lit l'histoire de ce pays, on ne doit pas oublier que les fils des colons français avaient reçu une éducation européenne. Ce fait peut être considéré comme le gond sur lequel a tourné la plupart des événements intéressants et importants qui suivirent ; ce fut en effet la racine et le ressort de la virilité haïtienne comme nation. Ce fut en France que les enfants de [25] couleur d'Haïti apprirent ce qu'ils étaient ; ce fut en France, et aux dépens de leurs propres parents, qu'on leur enseigna qu'ils étaient hommes, et que sans égard à la couleur ou à quelque autre condition, le ciel les avait constitués les

héritiers de la liberté ; et pourtant lorsque ces jeunes gens, si bien préparés pour la liberté, revinrent dans leur pays natal, leurs propres pères leur refusèrent les droits communs de l'homme, pour lesquels ils les avaient eux-mêmes élevés, et méprisèrent même leur couleur foncée. Ceux qui ont étudié la nature humaine dans toutes ses phases comprendront que des flammes de discorde sont le résultat inévitable d'éléments qui s'entrechoquent.

Le cas d'Ogé éclaire tristement cette intéressante partie de l'histoire coloniale française de St. Domingue. Cet individu, fils de couleur d'un colon blanc, avait acquis par son éducation, reçue en France, le sentiment de sa dignité comme homme. A son retour chez lui il demanda courageusement au gouvernement colonial d'entrer en possession de ses droits. Cette demande ne fut pas faite pour lui-même seulement, mais elle fut faite au nom de tous ses compatriotes. Elle fut reçue avec indignation et avec mépris. On fit un procès à Ogé, et cet homme doué de sentiments nobles, ainsi que l'un de ses compatriotes infortunés, furent en plein jour roués vifs, leurs bras, leurs jambes, et leurs reins furent rompus avec de grosses barres de fer. Ce spectacle dégradant eut lieu, dit T. Madiou dans son histoire d'Haïti, devant l'Église du Cap Haïtien, le 25 Février 1791

Il n'est pas surprenant que le cours général de l'oppression qui causa l'exécution barbare d'Ogé et d'autres alluma enfin les passions les plus féroces de la nature humaine. Il en fut ainsi. On vit naître des luttes et des conflits, les passions s'élevèrent en furie, et des armées opposées de haine mutuelle furent formées. On ne devait pas supposer que la France consentirait à [26] perdre, une colonie si splendide sous tous les rapports sans faire au moins quelques efforts pour la conserver. C'est en effet ce qu'elle fit. La statistique suivante donnera au lecteur une idée des armements considérables et des dépenses énormes que fit la France, pendant les années 1802 et 1803, pour conserver Haïti : —

#### **Première Expédition.**

Troupes de toutes sortes, envoyées de Brest, sous le commandement de Vilaret Joyeuse, à bord de dix-huit navires de guerre,	6,600
Sur l'Orient, et sur deux autres	900
Un escadron sons l'Amiral Gauthcaume	4,000

Un escadron sous l'Amiral Latouche	4,000
Un escadron sous l'Amiral Linois	2,000
Un escadron du Havre	1,000
Un escadron hollandais, Amiral Hurtzwitch	1,500

**Deuxième Expédition.**

Au mois de Juin, l'Expéditionnaire	1,600
À bord du Formidable et d'Annibal	1,600
À bord de trois navires de guerre au mois d'Août	4,000
À bord du Vautour	700
À bord du Lodi	2,000
À bord de l'Egyptien	2,570
À bord du Prudent	512
À bord du Jeanne Edouard	227

**Troisième Expédition.**

Une division sous Rochambeau	6,000
Une division sous L'Amiral Bedout	6,000
À bord de plusieurs navires de guerre	4,000
À bord de plusieurs navires	1500
À bord de la frégate l'infatigable	1,000

**Pertes essayées par le Général Le Clerc, pendant neuf mois,  
d'après une statistique donnée par le général français,  
Pamphile La Croix**

Blancs des deux sexes tués de différentes manières,	3,000
Généraux de toutes sortes, par la maladie ou par l'épée	2,000
Soldats tués sur le champ de bataille	5,000
Soldats morts, suite de maladies	20,000
[27]	
Marins — par la guerre et par la maladie	8,000
Marins de la marine marchande — guerre ou maladie	3,000
Hommes dans l'emploi du Gouvernement, civils et militaires	2,000
Commerçants	3,000
Indigènes tués en bataille	800
Indigènes au service du Gouvernement — maladies	1,800
Hommes noirs et de couleur par la guerre	7,000
Hommes noirs et de couleur noyés et mis à mort judiciairement,	4,000

Ces détails navrants nous donnent une idée de ce qu'il coûta à la France non pour retenir cette colonie mais pour la perdre. Les forces européennes durent lutter contre les éléments mêmes. Mais ce qui assombrit davantage ce tableau déjà si noir, est le fait que ce puissant armement, entraînant une dépense si grande d'argent, de vies, et de souffrances, n'avait pas pour but la libération des Haïtiens et le développement des principes de la liberté pour lesquels les français avaient jeté en convulsions l'Europe entière ; mais, au contraire,, leur but était de réduire en esclavage ceux qui, ayant déjà bu la coupe amère de l'asservissement le plus vil, commençaient à goûter les douceurs de la liberté — la France ayant déclaré tous les hommes libres et égaux ! Qu'ils sont incertains ces orages politiques soulevés par des principes creux et exagérés !

Le climat d'Haïti si destructif aux constitutions Européennes fut une arme puissante dont les Haïtiens surent se servir contre les Français, dans plusieurs occasions. Les Haïtiens se battirent pourtant courageusement et ne fléchirent pas devant des forces supérieures, quoique les armées indigènes étaient composées d'hommes qui ne faisaient que de sortir de l'esclavage. On ne pouvait pas s'attendre à voir un ordre parfait parmi des armées ainsi composées, et pourtant, les armées haïtiennes aidées par leur climat tropical remportèrent une complète victoire sur les meilleures troupes qui soient jamais sorties de la France. Le fait est que ni intelligence, ni bravoure ne peuvent [28] avec aucun espoir de succès maintenir une guerre contre les puissances destructives d'un climat chaud, surtout quand ces puissances sont sous le commandement de gens qui savent s'en servir, et qui par-dessus tout, ont de leur côté le droit et la justice.

Quoique le but de cet ouvrage n'est pas de donner des détails sur les guerres sanguinaires par le moyen desquelles les Haïtiens gagnèrent leur liberté, il n'est que juste à la mémoire des braves qui périrent dans cette lutte ainsi qu'à ceux qui demeurèrent auprès d'eux lorsqu'ils tombèrent, de rapporter ces actes de valeur qui dans tous les âges ont été appréciés et applaudis. Un récit de ce genre est dû à Haïti. Nous parlons de l'attaque des français à la Crête de Pierrot.

La place ainsi nommée était une forteresse dans le Nord de File. Elle était assez insignifiante en elle-même. Il paraît qu'elle fut bâtie par les Anglais. Elle est située à peu près à un mille du village La

Petite Rivière dans la plaine de l'Artibonite. Un des côtés de cette forteresse est presque perpendiculaire. On en approche difficilement du Nord et du Sud à cause d'une quantité considérable de broussailles et de grands arbres. A l'abri de ces arbres les Français attaquèrent par trois fois la forteresse, mais sans aucun succès. D'après le rapport du Général Pamphile La Croix, qui commandait une des divisions de l'armée française dans cette occasion, la force attaquante était de 12,000 hommes, pendant que la garnison indigène, sous le commandement du chef de brigade Lamartinière, ne pouvait pas dépasser le chiffre de 1200. La petite armée qui tenait cette forteresse contre une puissance si grande, se sentant fortement serrée et presque réduite au désespoir, forma la résolution hardie de ne pas se laisser prendre, mais de se frayer un chemin à travers les rangs serrés de l'armée française. Ils s'élancèrent en hommes furieux ; il en tomba presque une moitié, et [29] l'autre moitié réussit à rejoindre le corps d'armée noir. Cet exploit est justement célèbre comme fait mémorable et sanglant dans l'histoire d'Haïti, et il est admis comme tel par le Général Pamphile La Croix, qui était présent et qui raconte ce fait extraordinaire avec une franchise digne d'admiration. Cet événement eut lieu au mois de Mars 1802. <sup>1</sup>

Des hommes renommés par leurs faits-d'armes, et sans autre éducation que celles qu'ils reçurent des circonstances qui les environnaient, s'élevèrent en Haïti. Toussaint, Dessalines, Christophe, Pétion, Rigaud, et d'autres s'étaient déjà rendus fameux comme soldats, et occupaient déjà une place éminente dans la cause de l'indépendance, qui a été depuis longtemps la gloire d'Haïti. Ils avaient tous fait preuve de dons extraordinaires, ayant, par leurs exploits, assuré la liberté d'un peuple esclave. On pourrait dire qu'ils étaient des hommes furieux et sanguinaires, et nous ne voulons pas le nier, mais ils ne l'étaient pas plus que leurs ennemis dont les armes étaient ternies par la défense d'une cause injuste et par des cruautés inutiles. Tels étaient les hommes de cette époque remarquable, hommes qui avaient été élevés à cette dignité dans les affaires de leur patrie par des circonstances sur lesquelles ils n'avaient aucun pouvoir. Ils étaient spécialement adaptés aux besoins et aux circonstances

---

<sup>1</sup> Notes de Mackenzie sur Haïti.

actuelles. Ils étaient de vrais guerriers, qui se servirent de l'épée sans aucune hésitation toutes les fois que les besoins l'exigeaient.

Quelles que furent les atrocités auxquelles les Haïtiens se livrèrent lorsque leurs passions furent excitées, ils ne faisaient qu'imiter un "ennemi dont les prétentions à la supériorité sous tous les rapports étaient grandes. Il serait facile de prouver que, dans plusieurs cas, les provocations des Européens de cette époque étaient d'entre [30] les plus barbares qui eussent jamais vexé la nature humaine. Les provocations des hommes blancs commencèrent, sans doute, par le vol d'êtres humains sur les côtes de l'Afrique, et furent continuées pendant des générations d'esclavage qui, par rapport à la cruauté, ne furent jamais dépassées par les Egyptiens, par les Grecs, ni même par les Romains. C'est dans ce fait qu'on trouvera la racine et l'origine de toute la furie et de toute la cruauté de Dessalines. C'est ici qu'il faut aussi voir le faux point de départ de ceux qui apportèrent à cette lutte une intelligence développée et des armes supérieures. Si l'on peut juger de la dignité de l'indépendance par le nombre de vies, par les flots de sang, et par le prix énorme auquel elle a été achetée, les mérites de l'indépendance haïtienne sont très grandes. Mais dans toute l'histoire de l'humanité l'injustice et l'oppression n'ont jamais manqué de causer leur propre ruine.

Dans leurs guerres, les Haïtiens n'ont fait tout simplement que montrer qu'ils étaient hommes comme les autres. L'histoire ne refusera pas de leur faire justice, car leurs chefs, à l'époque de la naissance nationale d'Haïti, étaient évidemment, à plusieurs égards, et surtout sur les questions des droits de l'humanité et de la liberté universelle, les égaux des plus grands esprits de l'âge. La guerre n'a pas été la seule phase de l'existence haïtienne, quoique comme bien d'autres nations, ce fut à travers de cet élément de feu qu'elle prit une forme indépendante et devint une puissance.

Etudions un peu les intérêts du commerce, de l'éducation, et de la religion de cette communauté remarquable, pendant son existence comme colonie, vu que plusieurs des éléments des particularités nationales d'Haïti ressortent du régime colonial, qui n'était certainement pas sans traits admirables et intéressants.

On peut facilement comprendre que les grandes et [31] inépuisables ressources d'un sol fertile, avec le désir insatiable d'acquérir des richesses, développerait avec une grande rapidité l'industrie du pays, surtout lorsqu'on considère le pouvoir de vie et de mort que ces commerçants possédaient. Le produit du pays fut si considérable qu'il excita l'admiration et l'étonnement de l'Europe entière, quoique à cette époque on pensait rarement que ce commerce florissant était arraché d'une manière inique des esclaves Africains du pays. Quand on pense que ce terrible pouvoir était exercé sur une population de près de sept cent mille âmes, on ne sera pas étonné du résultat. On ne sera donc pas surpris d'apprendre qu'en 1801 les produits furent comme suit : —

Sucre de toutes sortes,	18,535,112	livres
Café,	43,220,270	livres
Coton,	2,480,340	livres
Bois de Campêche,	6,768,634	livres
Cocoa — Chocolat,	648,518	livres
Syrop,	99,419	livres
Gomme,	75,519	livres
Indigo,	804	livres
Acajou,	5,217	pieds

Outre ceci le commerce de peaux et de bois était considérable. Dans cette même année 1801, dit Madiou dans son Histoire, il y avait dans la partie française de l'île —

Chevaux,	37,782
Mules,	48,852
Bétail à cornes,	247,612

L'état d'opulence, résultat de l'oppression, était tellement grande que l'aristocratie de la colonie vivait dans un luxe rarement égalé. Ce fait est prouvé par plusieurs historiens français ainsi que par les ruines grandioses qu'on trouve encore dans le Nord de la République. Mais un système qui outrageait ainsi [32] tout sentiment naturel ne pouvait pas, dans l'ordre des choses, se consolider ; tôt ou tard il devait s'opérer des changements considérables par des moyens raisonnables ou par des moyens cruels.

Sous l'économie coloniale et pendant l'existence de l'esclavage il était impossible de développer aucun système d'éducation. Le fait est que dans un système despotique la seule chose nécessaire, c'est l'ignorance ! L'élévation et l'instruction de chaque individu dans une communauté appartient à notre époque. Les historiens qui ont écrit sur St. Domingue nous apprennent pourtant que l'éducation n'était pas tout à fait négligée dans la colonie, et que ça et là on trouvait parmi le clergé et ailleurs des individus qui montraient plus ou moins d'intérêt sur ce sujet. Il faut pourtant se rappeler la tendance et les idées de l'âge sur cette question. On trouvait quelques établissements fondés, sans doute avec de bonnes intentions, pour les moines et les bonnes sœurs, mais les centres du vrai bien étaient peu nombreux et leur but était très restreint. Cet état de choses existait dans toute l'Europe. L'éducation des masses jusqu'à la fin du dix-huitième siècle était plutôt un sujet de crainte que de recherche. Le grand mouvement d'Haïti ne commença donc pas par une soif de connaissances, il ne fut pas non plus le résultat d'une éducation diffuse et nationale, ce fut plutôt l'effet de la révolution française, le grand événement du jour, et qui, malgré toutes ses horreurs, déclara noblement la liberté de tous les hommes. Il est inutile de se demander si les chefs furieux de la révolution française ont quelquefois pensé que les descendants de l'Afrique à St. Domingue avaient des oreilles pour entendre et des cœurs pour sentir. Nous admettons que le peuple de couleur des colonies françaises furent honorablement traités et bien reçus en France, comme représentants de leur race.

Quoique la religion était beaucoup plus générale que [33] l'éducation, il est permis de douter si elle était de nature à régénérer le cœur. Le christianisme était en général représenté par les cérémonies et par les rites de l'Église de Rome, Règle générale, on croyait fermement aux superstitions africaines et on les exerçait d'une manière très étendue. S'il fallait entrer dans des détails sur ce sujet, il serait nécessaire d'écrire un immense volume et de raconter des faits horribles. Les auteurs qui ont écrit sur les colonies se plaignent sans cesse de la présence et de l'influence pernicieuse des superstitions africaines. Il pouvait y avoir pourtant dans cette communauté des gens dont les intentions étaient bonnes. Mais les fondements de la société étaient faux, et la structure des choses était incompatible avec le vrai principe chrétien.

Une des principales superstitions introduites par les Africains était le Vandouisme, dont le dieu tutélaire s'appelait Vandoux. Les disciples de cette croyance se forment en général en sociétés organisées et unies, chacun étant forcé de prendre le serment du secret. Un auteur français, Morau St. Méry, dit que le mot Vandoux signifie, dans le sens africain, un être tout-puissant et qui connaît tout. Il ajoute : Ce Dieu est représenté sous l'image d'un serpent sans venin. Quelle qu'ait été la signification primitive du mot il est impossible de supposer que les Africains l'aient ainsi compris, à moins qu'on avance comme preuve, qu'il existait autrefois en Afrique un état avancé de civilisation, idée qui harmonise parfaitement avec beaucoup de ce qui a été dit sur la question des grandes divisions de la famille humaine. Les cérémonies et les rites du culte de Vandoux sont racontés en détail par l'auteur que nous venons de nommer. Ils sont d'un intérêt triste et pénible, et nous conduisent à l'inévitable conclusion que la perfection de ce système est l'immoralité et la perdition.

[34]

Tel était l'état général des choses sous le système colonial à St. Domingue ; Le commerce et la fortune abondaient, mais c'était le fruit d'une force brutale et non d'une industrie spontanée. La littérature et l'éducation, avec bien peu d'exceptions, étaient complètement exclues. Les détails de ce triste état de choses ne sont pas rapportés ici d'une manière minutieuse. Nous en avons assez dit pour nous aider à former une opinion sur ce sujet, et pour nous faire voir que les matériaux qui devaient former cette nation consistaient principalement de masses d'êtres humains, qu'on avait transportés de l'Afrique, remplis d'idées superstitieuses les plus grossières qui leur avaient été transmises par leurs ancêtres, sans être accompagnées d'un seul rayon de lumière sur aucun sujet réellement bon et utile.

Il est vrai que les Africains qu'on avait introduits en Haïti se trouvèrent immédiatement en contact avec un degré de lumière et d'intelligence qu'ils n'avaient jamais encore connu. Mais dans le cas de leurs maîtres blancs le fait déplorable existe toujours, savoir, que l'instruction et la religion étaient employées comme armes puissantes pour effrayer les masses esclaves dans la croyance dégradante de leur infériorité comme hommes. Il n'est pas à douter que cette idée dominante, ou essentielle à la sûreté d'un pouvoir injuste, fut

développée et exercée jusqu'à ce que tout sentiment d'humanité fut détruit, ainsi que ce qui leur restait de sentiments nobles. Tout était dans un état de dégradation générale. Tout les partis étaient menacés d'une ruine prochaine. Les maîtres ainsi que les esclaves étaient animés par le motif avilissant de la crainte, et tout présentait l'aspect de l'erreur, de la tyrannie, et de la corruption.

Un tel peuple saisissant sa liberté et l'arrachant par force d'armes d'un ennemi qui lui était beaucoup [35] supérieur, se verrait contraint d'adopter un système militaire, comme seul moyen de protéger leurs libertés et leurs droits. Ils avaient chassé l'ennemi, mais voyant que plusieurs colonies françaises avaient été de nouveau réduites en esclavage, ils craignirent pour eux-mêmes. C'est ainsi que l'épée qui avait libéré ce peuple, et par le moyen de laquelle ils s'étaient protégés, finit par gouverner la nation. Nous sommes forcés d'admettre en toute justice que le caractère et le genre des institutions publiques de ce pays furent formés dans les circonstances les plus malheureuses. On pourrait dire en toute vérité que, sous ce rapport, cette nation est unique. Il y avait pourtant parmi les fondateurs de cette Indépendance, des intelligences bien formées, et dont les vues étaient larges sur la question de la liberté, car plusieurs des fils de colons avaient reçu leur éducation en France. On comprendra pourtant que ces hommes, avec tous les avantages de leur instruction, étaient sérieusement embarrassés par la masse ignorante qui les entourait — sans laquelle ils ne pouvaient pas agir — quoiqu'il leur fut impossible dans la plupart des cas d'exercer sur elles une influence salutaire. Il est assez extraordinaire que du sein des masses ignorantes de cette époque il sortait des hommes singulièrement propres au travail que la Providence leur assignait dans leur patrie. L'esprit de la révolution française fut bientôt saisi et compris par les Haïtiens, mais les détails de son influence et de son développement général sur cette nation naissante seront, peut-être, un jour racontés par les historiens d'Haïti.

Au milieu de ces circonstances peu favorables s'éleva Toussaint l'Ouverture, qui comme cocher esclave avait servi fidèlement son maître Mons. Bayou. Comme preuve de reconnaissance envers un maître qui lui avait donné un peu d'instruction, Toussaint lui aida à s'échapper aux États-Unis ainsi qu'à l'y maintenir [36] pendant son séjour. Devenu libre, Toussaint s'unit aux insurgés sous Jean François, qui lui donna bientôt de l'avancement. Toussaint ne combattit que

pour la royauté, étant sous l'impression que c'était la meilleure forme de gouvernement pour sa patrie. Ce parti royaliste était alors en communication avec l'Espagne. Toussaint quitta bientôt le service espagnol et fut accepté par le Général français La Veaux, par lequel il fut avancé au grade de Général. Toussaint se fit bientôt remarquer par son savoir-faire. Son influence sur les noirs devait nécessairement être grande. Il veilla sur les intérêts de la France, et réussit à chasser de toutes parts les Espagnols. Plus tard il fut élevé, par la commission française, au grade de Général-en-chef de St. Domingue. La conviction que les Français étaient sincères dans leur déclaration de liberté, leur regagna évidemment Toussaint.

Le 14 Février 1794, la liberté pleine et entière fut proclamée dans toute la République française ; cette proclamation embrassait l'abolition de l'esclavage. Cet acte fut ratifié par la réception de députés noirs et de couleurs qui furent envoyés de St. Domingue pour représenter cette portion de l'Empire français. Cette circonstance remarquable liée à la grande révolution française ne doit pas être perdue de vue, car, à cette époque, des nations faisant profession d'un christianisme plus avancé que la France révolutionnaire, tenaient alors et tinrent longtemps après des hommes en esclavage. La déclaration de la liberté universelle en France fut dans ce cas effectuée et la preuve de sincérité, au moins du parti qui dominait alors, à l'égard de l'entière égalité des hommes, fut manifeste en ce que des hommes de toutes nuances de couleur prirent leurs places avec leurs frères blancs, comme représentants de St. Domingue, étant reconnus et admis comme leurs égaux, comme de fait ils [37] l'étaient du côté de l'intelligence, de la civilisation, et de l'éducation.

Quelles que furent donc les horreurs qui distinguèrent la révolution française dans la dernière partie du dernier siècle, l'égalité des hommes, quant à la couleur, était un honneur qu'aucune autre nation, quelque chrétienne qu'elle fût, n'avait pas acquis, et que nous sommes forcés d'admirer même aujourd'hui ; du moins ceux qui étaient réellement sincères dans cette affaire. Dans la suite les événements prouvèrent trop clairement que ceux-ci ne formaient qu'une portion de la nation française.

Dans un moment d'alarme la Commission française, dans la colonie de St. Domingue, avait proclamé l'émancipation des esclaves. Ces nouveaux libérés furent jetés dans, une grande excitation par la

crainte d'être de nouveau réduits en esclavage. Mais sous le pouvoir et l'influence de Toussaint, comme Général-en-chef, ils furent bientôt formés en un corps d'ouvriers libres et industriels.

Jusqu'à une période assez avancée de sa vie, Toussaint demeura fidèle à la France, qui fut longtemps redevable à son influence illimitée sur les masses ; mais il fut aussi inflexiblement fidèle à la grande cause de la liberté. Sa fidélité à la France est prouvée par le fait que, pendant qu'il servait ce pays, il maintint et conserva les produits, la prospérité et l'industrie générale d'Haïti, — fait qui, lié à l'injustice et à l'oppression des colons blancs, rejette tout le crime du sang qui fut versé dans les luttes révolutionnaires de St Domingue sur les blancs, qui par l'honnêteté et la justice impartiale auraient pu sauver leurs vies, leur pays, et leur renommée.

À l'époque où Toussaint l'Ouverture exerçait un grand pouvoir sur les Haïtiens, les Anglais avaient été appelés de la Jamaïque par les planteurs français blancs, et commencèrent bientôt à manifester leur puissance ; ils s'établirent dans la suite à Port-au-Prince et ailleurs. [38] Leur force militaire fut toujours comparativement petite, et ils finirent par abandonner leur position. On montre encore aujourd'hui des fortifications dans plusieurs parties du pays, qui dit-on furent bâties par les Anglais. Un auteur français, Pamphile la Croix, dit que, pendant son séjour dans le pays, les Anglais offrirent de créer Toussaint roi, et de soutenir son Indépendance. Il paraît qu'il refusa cet offre, malgré que comme plusieurs hommes il ambitionnait le pouvoir. Le fait, qu'à cette époque il envoya ses deux 'fils en France pour y être instruits, indique fortement sa constante fidélité à ce pays, et prouve qu'il n'aspirait pas alors à des honneurs plus grands que ceux qu'il possédait et dont il s'était montré digne.

En 1800, Toussaint forma la résolution d'étendre sa puissance sur le sud de St. Domingue, où le Général Rigaud avait longtemps présidé comme chef militaire. Toussaint soutenu par les masses, parmi lesquelles il était très populaire, menaçait de dissoudre le parti Rigaud quoique dirigé par un homme extraordinaire. Toussaint réussit, et s'étant rendu maître de toute la partie française de l'île, il marcha sur la cité de Santo-Domingo, l'ancienne capitale de la partie espagnole d'Haïti. Ici encore, ses armes furent victorieuses et son empire s'étendit sur l'île entière. Son gouvernement était rigide et sévère, et

s'il faut en croire St. Remy de Cayes, il était même excessivement cruel.

Il y a vraiment quelque chose de très significatif dans ces deux dernières campagnes. Il serait, sans doute, très intéressant d'en lire tous les détails. On ne peut douter qu'on gardait un objet spécial en vue. Malgré le caractère ouvert, franc, et honnête de Toussaint, ses grands succès et son pouvoir immense éveillèrent les soupçons de Napoléon.

Après la conquête de la cité de Santo-Domingo, Toussaint convoqua une Assemblée constituante composée [39] des principaux généraux de son armée. Cette assemblée forma une constitution dont la proclamation déplut à Napoléon I., qui déclara, que par cet acte, Toussaint s'était démasqué et avait tiré l'épée de son fourreau. On ne peut comprendre comment Napoléon arriva à une telle conclusion, vu que Toussaint, en toute bonne foi, lui avait envoyé, pour son examen et pour son approbation, une copie des mesures adoptées par cette assemblée. A dater de cette époque la France n'eut pourtant plus aucune confiance dans la fidélité de Toussaint.

On ne doit pas être surpris que le gouvernement de Toussaint l'Ouverture ait été rude et sévère. Il était résolu de développer les produits du pays. Il avait toujours vu que pour réussir on employait toujours une force brutale. Il croyait sans aucun doute que c'était le seul moyen d'accomplir son projet. On doit admettre qu'il était impossible que Toussaint eut des idées correctes quant aux institutions libres d'un gouvernement libre. Il demeura pourtant fidèle à la France aussi longtemps qu'elle fut fidèle aux principes de la grande révolution, à l'égard de la liberté universelle. On ne peut pas croire que ses sentiments naturels aient pu lui permettre d'aller plus loin.

À l'arrivée de la dernière armée envoyée par Napoléon I. sous le Général Le Clerc, les soupçons et les craintes des Haïtiens furent éveillés par le fait que, pendant qu'on faisait de grandes prétentions et de belles promesses de soutenir et de conserver les libertés des Haïtiens, les autres colonies françaises dans les Indes Occidentales étaient de nouveau réduites en esclavage. On eut donc raison de craindre un changement chez Toussaint. Fidèle à la liberté que la révolution française avait proclamée, il était résolu de la maintenir, mais voyant que les îles françaises de la Guadeloupe et de la

Martinique étaient de nouveau placées sous le joug de [40] l'esclavage, il jugea qu'il était impossible que la colonie plus riche de St Domingue conservât sa liberté.

Toussaint l'Ouverture fit preuve d'une grande noblesse d'esprit dans sa détermination de maintenir la liberté des Haïtiens. Les historiens d'Haïti ne pourront pas manquer de lui rendre un grand honneur, et la postérité ne cessera jamais de regretter qu'il fut saisi par l'ordre du Général Brunet, mis à bord d'un navire de guerre français et conduit en France, où il fut incarcéré dans la forteresse du Joux dans le département du Jura. Toussaint l'Ouverture fut saisi le 11 Février 1802, et l'année suivante au mois d'Avril, il mourut de faim dans la prison où les Français l'avaient enfermé.

[41]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre II

\* « The great primeval chaos of the earth, Compared with that which from foul passions bursts, Was order ! » \*

Les Haïtiens maltraités par les Français — Dessalines proclame l'indépendance — Mort de huit cents Blancs à St. Marc — Proclamation de Ferrand — Dessalines avance sur Santo-Domingo — Viet fouetté à mort — Dessalines bat en retraite — Christophe enlève des centaines d'hommes — Dessalines fusillé — L'Assemblée Constituante — On fait un rapport à Christophe sur la Constitution de Pétion — Christophe marche sur Port-au-Prince — Les Républicains mis en déroute — Christophe bat en retraite — Le Sénat pourvoit aux besoins des Exilés du Nord — Lois de Christophe sur le Mariage, etc., — Les deux États comparés — Rébecca Port de Paix — La mare Gardel — Le Général Borgella joint la République — Christophe proclamé Roi — Cruauté de Christophe envers un de ses domestiques — La Constitution lue par chaque Haïtien.

[Retour à la table des matières](#)

Les Français étant maintenant pleinement assurés que les noirs de St. Domingue étaient bien décidés de maintenir leur liberté, se livrèrent à toutes sortes d'atrocités, et firent passer ce peuple naissant à travers de souffrances terribles. Ils aidèrent néanmoins à former la nation et à la forcer à l'indépendance. On se saisit des Haïtiens et on les noya par centaines dans les ports de mer ; d'autres furent fusillés ; d'autres furent tués par la baïonnette, et d'autres furent menés à la potence. La haine et la vengeance atteignirent leur plus haut point de fureur.

---

\* 'Le premier chaos du monde, comparé à celui qui éclate de passions infâmes, était l'ordre.'

En 1802, Pétion et Clairveaux se révoltèrent contre les Français. Dessalines s'unit à ces deux hommes. [42] Pétion reconnut son autorité supérieure et l'éleva au rang de général. Les noirs ainsi que les hommes de couleur étaient maintenant déterminés de conserver leur liberté ; grandes furent les horreurs de cette lutte ! Tous les partis devinrent furieux. Les Français cédèrent au désespoir de leur position menacée, et dans leur excitation leurs passions s'allumèrent au point que, comme mesure de vengeance, Dessalines furieux à son tour fit massacrer un grand nombre de blancs. Les détails sur les cruautés de chaque parti sont donnés par l'historien, Madiou fils, dont l'ouvrage a été officiellement admis comme authentique par le gouvernement haïtien.

Rien ne pouvait être plus déplorable que l'état des choses à cette époque. Il est vraiment impossible de ne pas lire dans ces événements la simple vérité, qu'on ne peut impunément fouler sous ses pieds le droit civil, politique, ou religieux, et que tôt ou tard on sera appelé à rendre compte de ses actions ; car l'homme est destiné à s'élever à la dignité du droit et de la justice malgré les nuances de couleur.

L'année 1803 fut remarquable par le complet renversement du pouvoir français en Haïti. L'indignation d'un peuple irrité, dirigé par des hommes capables et braves, qui avaient la justice de leur côté et qui se montrèrent fidèles à la grande et juste cause de la liberté, fut trop grande pour les conservateurs de l'esclavage, quoique ceux-ci étaient soutenus par le pouvoir français. Ce peuple puissant fit certainement tout ce qu'il put pour conserver ce pays, car St. Domingue était depuis longtemps le 'Paradis des Français.'

La bravoure et l'énergie de Dessalines furent grandes. Par les Haïtiens il fut regardé comme le grand héros du jour ; mais il avait été habitué à l'esclavage, à la tyrannie, et au sang. Son intelligence n'était pas adoucie par l'éducation ; néanmoins il était l'homme de l'époque. Il avait atteint une position éminente au milieu de ses concitoyens, [43] par des exploits militaires qui avaient chassé les ennemis de la liberté. Cet homme ne craignait ni la France, ni toutes les légions armées qu'elle avait envoyée ou qu'elle pouvait encore envoyer. Il proclama hautement l'indépendance et la souveraineté du peuple haïtien le 1<sup>er</sup> Janvier 1804, dans la cité de Gonaïves. Il abolit en même temps, pour toujours, le nom de St. Domingue, vu qu'il ne rappelait à

la mémoire que des horreurs cruelles. Il rétablit le nom primitif d'Haïti.

Ce fut ainsi qu'un peuple comparativement faible triompha par la justice de leur cause, un peuple que la France aurait plus facilement anéanti que soumis. Ce fut ainsi que l'esclavage reçut son premier coup dans les temps modernes. En ce qui regarde Haïti, l'année 1804 peut être regardée comme une époque d'événements extraordinaires. Le fait est que l'honneur du premier grand choc donné à ce mal énorme, dans les temps modernes, est dû à Haïti.

Dans la joie enivrante de la victoire Dessalines se déclara Empereur. Il ne créa ni nobilité, ni classe privilégiée d'aucun genre. Il est vrai que la vanité de ce mouvement extraordinaire était suffisant en lui-même. Le règne de Dessalines fut remarquable par sa férocité. On ne doit pas être surpris qu'un tel homme soit devenu, dans un sens exclusif, l'instrument propre à lancer un défi à la France, en abolissant l'esclavage en Haïti et en proclamant la souveraineté et l'indépendance de son pays. C'est ainsi qu'il mit en avant le grand principe que, l'indépendance est la dignité de tout peuple auquel Dieu a donné, dans aucun sens, une destinée spéciale.

Les actes de cruauté commis par les blancs, qui pendirent et noyèrent un grand nombre d'Haïtiens, provoqua, sans doute, la vengeance de Dessalines, qui, dans la ville et dans les environs de St. Marc, fit périr par l'épée 800 personnes, hommes, femmes, et enfants blancs. La provocation [44] ainsi que la vengeance dans ce cas sont en vérité des tâches bien noires sur les pages de l'histoire d'Haïti. Comme il est vrai que l'on moissonne ce qu'on a semé ! Ces événements terribles sont racontés en détail par l'historien fidèle, La vérité et la justice ne peuvent épargner le coupable, quelle que soit sa couleur ou son origine.

En 1805, le Général français Ferrand, commandant de la cité de Santo-Domingo, la capitale de la partie espagnole de File, publia une proclamation par laquelle tout Espagnol, demeurant sur les frontières, avait le droit de réduire en esclavage tout Haïtien qu'il réussirait à capturer. Tout naturellement indigné de cette mesure inique Dessalines se décida à marcher sur l'ancienne capitale espagnole. Il fit tous les préparatifs nécessaires excepté celui d'approvisionner ses troupes. Il était donc évident que le pillage deviendrait le seul moyen

d'existence pour une armée de trente mille hommes. Dessalines avait l'intention de punir ainsi l'ennemi, et cette mesure convenait aussi à son état de pauvreté.

Le pays à travers duquel cette armée devait avancer était montagneux, rude, et souvent même sans route. Les troupes de l'extrême ouest du pays avaient à marcher 190 lieues avant d'arriver à Santo-Domingo. Il faut ajouter à ces difficultés celle de traverser de grandes rivières par le moyen de radeaux, ou à pied. Dessalines ne se laissa arrêter par aucune difficulté. La proclamation brutale de Ferrand avait produit un effet terrible sur tous les Haïtiens, Us arrivèrent dans peu de temps à la passe bien connue, située près d'Azua où quelques canons bien maniés auraient suffi à tenir une puissante armée en échec. C'était ici que Ferrand pensait exterminer les Haïtiens. Mais au grand étonnement des Français et des Espagnols, les Haïtiens prirent la forteresse qu'on avait, jusqu'à ce moment, cru imprenable. Ils firent plusieurs prisonniers, parmi lesquels se trouvait [45] le commandant de la forteresse, nommé Viet. On le conduisit devant Dessalines, qui reconnut en lui un ancien planteur, distingué par sa cruauté. L'empereur le fit fouetter à mort. Aussitôt que l'ordre fut exécuté un soldat haïtien, d'un seul coup de hache, lui fendit la poitrine, et lui ayant arraché le cœur, il le dévora devant l'armée entière. L'auteur de cet acte dégoûtant et abominable appartenait à l'une des tribus cannibales de l'Afrique. Une action semblable fait frémir ; cependant dans la révolution française de 1792, des actes tout aussi terribles furent commis par des hommes qui burent le sang de leurs victimes.

Dessalines entra dans Azua le 1<sup>er</sup> Mars, et le 4<sup>ème</sup> du même mois il lança un défi à Ferrand sous les murs de Santo-Domingo. La division de Christophe avait dû se battre plusieurs fois contre les forces françaises et espagnoles avant d'atteindre l'armée principale. Il ne pouvait pas y avoir plus de cinq mille hommes armés dans la cité. Mais les Haïtiens étant sans artillerie, ne purent faire face aux gros canons de cette ancienne fortification espagnole. On commença bientôt à murmurer contre le général français de Santo-Domingo à cause du manque de provisions dans la cité. Il arriva pourtant du secours. Apprenant que Ferrand en attendait d'avantage, Dessalines réunit un conseil de guerre, et on décida de commencer l'assaut le 26 Mars ; mais craignant qu'on débarquât des troupes françaises sur différents points de la côte, et sachant qu'il ne pourrait jamais résister

à l'artillerie, Dessalines leva le siège et dans sa retraite il incendia St. Jago de ses propres mains. Il commanda qu'on mit à mort vingt prêtres qu'on avait trouvés dans le cimetière de la ville. Madiou fils rapporte aussi que pendant sa retraite Dessalines enleva 349 hommes, 430 garçons, et 318 filles qu'il avait sans doute capturés sur son chemin, Le siège avait continué à peu près vingt jours.

[46]

Le pouvoir de Dessalines, qui avait commencé le 8 « Octobre 1805, était destiné à se terminer promptement Quoiqu'il eut été l'ami le plus hardi de son pays, le dégoût et l'impatience causées par sa tyrannie se convertit en révolte. Apprenant l'état actuel des choses Dessalines déclara que le Sud, où probablement cette révolte avait commencé, serait noyé dans le sang et deviendrait un vrai désert, où on n'entendrait pas même le chant du coq. Le 17 Octobre 1806, il quitta l'Arcahaie, d'où il était arrivé de Marchand, sa retraite favorite située aux environs de la ville de St. Marc, et se mit en route pour Port-au-Prince avec l'intention d'étouffer la révolte qui venait d'éclater contre son gouvernement. Il se faisait sûr d'un succès complet. Etant arrivé vers neuf heures au Pont Rouge, situé à environ un demi-mille de Port-au-Prince, il fut cerné par une armée révolutionnaire qui avait décidé de le mettre à mort. Quand les deux partis se rencontrèrent, un combat terrible eut lieu, dans lequel, ayant été reconnu, Dessalines fut tué.

Ainsi tomba le fondateur de l'indépendance haïtienne. La postérité jugera du mérite ou du démérite de la première révolution dans l'histoire d'Haïti. Juste ou injuste, la mort de Dessalines fut évidemment le résultat] de la manière despotique dont il avait voulu conduire' son peuple. S'il eut été homme droit on en aurait fait une idole. On dit que son regard seul inspirait la terreur. Hardi au plus suprême degré il était, sans aucun doute, l'homme propre à lancer un défi à la France et à rompre son joug de fer. Après sa mort, les uns lui coupèrent les doigts, d'autres le dépouillèrent de ses ornements, tant on était avide d'avoir quelques reliques de cet homme extraordinaire.

Pendant le règne de Dessalines on avait formé une constitution qu'on considérait très propre aux circonstances d'Haïti. Le trait principal de cette charte [47] nationale était l'article que Ton croyait alors indispensable à l'identité nationale et à l'indépendance d'Haïti,

savoir, l'exclusion des hommes blancs comme propriétaires fonciers, — mesure qui n'était propre que pour cette époque, et qui, dans nos jours, doit être considérée plutôt comme un mal nécessaire qui existait alors.

Il est à regretter que les luttes intérieures de cette petite nation indépendante, ne terminèrent pas avec la chute et l'exécution publique de Dessalines. L'époque actuelle semble avoir été le gond sur lequel les espérances du pays devaient tourner. C'était vraiment un moment critique. Il n'y a pourtant rien qui trompe plus que la nature humaine. On aurait pu s'attendre à jouir d'une longue paix dans ce moment critique des affaires ; mais aussi longtemps que l'homme préfère une place élevée à une place plus humble, l'assurance de la paix doit rester ébranlée. La place d'honneur de cette nation encore jeune était déjà un sujet d'envie et de recherche. Plusieurs croyaient y avoir droit et se sentaient capables d'exercer tout le pouvoir, toute la dignité, et tous les honneurs que ce pays pouvait offrir.

Le Général Christophe s'était déjà distingué dans les affaires haïtiennes. En combattant contre les Français, il avait fait preuve d'une grande hardiesse, ce qui lui avait gagné une bonne renommée. Aussi après la mort de Dessalines il fut promu, par un conseil militaire, non seulement au grade de commandant des forces mais à celui de chef provisoire du pays. Ce dernier honneur lui fut accordé jusqu'à la réunion de l'assemblée nationale. Cette grande réunion devait être appelée l'assemblée constituante. Elle fut revêtue de son autorité par le premier corps du Sénat, qui avait revêtu Christophe de pouvoir et de dignité.

La grande assemblée constituante, qui doit être historiquement considérée comme l'un des points de départ du gouvernement libre et constitutionnel en Haïti, se [48] réunit le 18 Décembre 1806, dans la cathédrale de la capitale, qui était alors Port-au-Prince.

La demeure de Christophe était au Nord de l'île, au Cap Haïtien. On savait que ses idées quant au mode de gouvernement favorisaient les grands pouvoirs et les prérogatifs confiés à l'exécutif. Il est probable qu'il avait hérité de Toussaint l'Ouverture l'idée d'un gouvernement monarchique ; car quoique ce dernier avait, dit-on, refusé une couronne qui lui avait été offerte par le Gouvernement britannique, il est probable que s'il fut resté en Haïti, il serait devenu

un monarque indépendant. Les vues de Christophe sur ce sujet avaient été recueillies dans ses conversations générales. Dans l'Ouest, où Pétion habitait, tous les Haïtiens étaient en faveur d'une république. De ces deux grands faits — la différence des idées politiques et des principes de Pétion et de Christophe — ressortit la division malheureuse entre le Nord et l'Ouest de la partie française d'Haïti.

Il paraît que les idées et les sentiments républicains dominaient dans l'assemblée nationale, malgré les nombreux agents de Christophe et la puissante influence qu'il exerçait. Après des discussions violentes et chaleureuses on arriva à former une constitution sur des principes très libres, et Christophe fut choisi président de la république d'Haïti pour quatre ans. Dans la constitution qu'on forma, les articles excluant les blancs comme propriétaires fonciers furent maintenus. La religion catholique romaine fut reconnue comme la religion du pays. Il ne fut pas même question d'autres croyances. Pendant qu'on formait cette constitution, un nommé Juste Ugonin écrivit à Christophe lui disant que s'il acceptait cette constitution, il n'aurait pas plus de pouvoir qu'un caporal.

La dernière réunion constitutionnelle eut lieu le 27 Décembre, 1806. Tout était inquiétude. On avait préparé une introduction qui fut lue par le Général [49] Bonnet, homme très capable. Ce document important, qui avait absorbé l'attention de ses auteurs jusqu'au soir, reçut enfin, au milieu de brillantes espérances, la signature de l'assemblée.

Il est un fait assez remarquable à signaler, c'est qu'on avait proposé de tenir cette importante assemblée nationale au Cap Haïtien. Mais ayant toute confiance dans son pouvoir et dans son influence Christophe opposa cette mesure, de crainte, que plus tard, on l'accusa d'avoir influencé leur décision. Il n'avait pourtant pas craint de dire que si la constitution ne lui convenait pas, il la rejetterait. L'affection qu'il avait pour un gouvernement rigide et oppressif était déjà bien connue ; on l'avait même sentie. Ce fait est prouvé par le grand nombre de déserteurs qui quittèrent l'armée du Nord pour s'unir à celle de l'Ouest. Aussitôt que Christophe apprit ce fait, dans sa qualité de commandant en chef, il commanda à Pétion de renvoyer les déserteurs à leur propre régiment. Ses ordres furent reçus froidement,

ce qui entama une correspondance active et sévère entre ces généraux distingués.

Christophe était parfaitement au courant de ce qui se passait dans la capitale. Lorsqu'il apprit le caractère et la direction que prenait la constitution nouvelle, il conclut faussement qu'étant le président responsable d'une république il pouvait, comme le fit Dessalines, tomber sous le pouvoir du peuple. Il arriva donc à la conclusion téméraire de marcher immédiatement sur Port-au-Prince. Il lança une proclamation dans laquelle il accusa Pétion, et les généraux de l'Ouest de l'île, d'avoir tellement arrangé les affaires à l'égard de la formation d'une constitution et de l'organisation de la république, que tout le pouvoir restait entre leurs mains, et qu'ils avaient dessein de placer la nation entière sous leur joug. Il invita le peuple à prendre les armes pour la défense de leurs libertés, et promit à l'armée tous les avantages d'un pillage complet.

[50]

Nous nous trouvons maintenant en face du commencement de maux innombrables pour Haïti. Christophe était légitimement à la tête du pays, fait, reconnu et admis par tous ; il n'y avait pas même de disposition de le priver de l'honneur qui lui était dû. Mais il semble qu'il était déterminé de maintenir tout le pouvoir, d'être sans contrôle, quoiqu'il se trouvait alors plusieurs hommes qui lui étaient supérieurs quant à l'intelligence et à l'éducation. La postérité devra donc blâmer cet homme, et le considérer comme un despote tant dans ses principes que dans ses actions. Haïti, comme nation, ne peut pas être blâmée dans ce cas. Tout avait été parfaitement arrangé, la nation avait ouvertement et légitimement choisi la forme républicaine de gouvernement, elle avait revêtu de ses plus grands honneurs l'homme de son choix, mais il préféra le despotisme et fit la guerre à ses propres compatriotes. Quelque déplorable que soit ce fait, on le retrouve pourtant dans l'histoire de toutes les nations.

Le 26 Décembre, 1806, à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes, Christophe arriva à St. Marc, ville située entre Port-au-Prince et Cap Haïtien. Pétion sortit de Port-au-Prince le 1<sup>er</sup> Janvier, 1807, avec environ trois mille hommes. Il pensait augmenter son armée en route. Arrivées à une plantation appelée Sibert, ces armées ennemies se rencontrèrent ; une lutte furieuse commença entre

hommes et frères, qui peu de temps avant avaient combattu côte à côte contre un ennemi commun. Pétion fut complètement dérouteré. Voyant que son chapeau de général servait constamment de point de mire, Jérôme Coutillien Coutard, un de ses jeunes officiers, le lui arracha de la tête, et s'en couvrant lui-même sauva son général, qui étant sous l'impression qu'il allait être fait prisonnier avait déjà sérieusement pensé à se suicider. Le jeune officier Coutard tomba victime de son noble dévouement. Pétion ainsi que plusieurs autres réussirent [51] à s'échapper. Arrivé au rivage un canot prit Pétion sur le côté Archaïque de la baie de Port-au-Prince, et le conduisit à la rive opposée, à quelques milles de la capitale. Son sort n'était pas encore connu. Quelques uns crurent qu'il avait été tué, d'autres craignirent qu'il était, devenu prisonnier. L'armée de Pétion s'était ralliée à Port-au-Prince poursuivie par Christophe, et la bataille se livrait juste en dehors de la capitale. Le Général Yagou avait provisoirement pris la place de Pétion. Conservant son terrain il avait réussi à éloigner l'ennemi pendant toute la journée. Le lendemain Pétion lui-même apparut, et fut reçu par les troupes avec enthousiasme et avec joie, comme leur chef bien-aimé.

Grande fut la lutte entre Christophe et la république ! mais tous les événements favorisaient le parti Pétion ; les femmes et les enfants même aidèrent, mus par la seule crainte du nom de Christophe, qui inspirait la plus grande horreur. La grande lutte commença à trois heures du matin, le 6 Janvier, 1807, et le huit du même mois, Christophe complètement battu était en route vers le Nord, laissant les républicains en possession de leur capitale, de leur constitution, et de leur liberté.

À une période reculée de l'histoire haïtienne un chef militaire, nommé Goman, occupa une position importante dans le Sud. Il causa beaucoup de peine et d'inquiétude aux gouverneurs légitimes de cette république. Nous signalons ce fait en passant. Il nous serait impossible de donner des détails sur cette affaire. Si on tient à les connaître, on pourra les lire dans les histoires plus détaillées d'Haïti.

Nous arrivons maintenant à la division complète, et pour le présent à la division finale de cette petite nation, tout récemment libérée de l'esclavage par ses propres efforts, — une séparation causée par la détermination d'un seul homme de soumettre une nation à ses propres idées de gouvernement. Ce rocher d'orgueil et de vanité n'est [52]

certainement pas inconnu, car plusieurs des grands de la terre sont venus y faire naufrage.

Christophe s'attendait tout naturellement à être poursuivi par Pétion. Mais il s'était trompé. Aussi ce général vainqueur fut-il sévèrement réprimandé par le Général Gerin, qui déclara, que si Pétion avait paru au Nord à ce moment, le peuple se serait certainement uni aux armées de la république. Pétion croyait que la férocité de Christophe était sûre d'amener sa ruine prochaine, et que par conséquent il n'était pas nécessaire de verser plus de sang. Laissé ainsi à lui-même, Christophe, avec une division commandée par le Général La Rose, reprit Arcahaie. On savait que les préférences de ce peuple étaient pour le républicanisme, et à cause de ceci, ce général monarchique les livra au pillage. Plusieurs des principaux de la ville furent envoyés à Marchand, où Christophe s'était arrêté avec ses troupes, et ils y furent mis à mort. Ayant l'intention de faire du Cap Haïtien le siège de son gouvernement, Christophe y transporta toutes les richesses que Dessalines avait amassées. Du Cap il adressa une proclamation aux habitants du Nord, dans laquelle il leur promit la liberté, menaça ses ennemis, et pressa le peuple à se livrer entièrement à l'industrie de tout genre.

Pendant ce temps le Sénat s'était réuni à Port-au-Prince et avait choisi le Général Pétion pour maintenir l'ordre dans les départements de l'Ouest. Le Général Gerin fut chargé, en même temps, par la même autorité, du commandement du Sud. Plusieurs des représentants du Nord ayant voté en faveur de la république dans l'assemblée constituante ne purent plus retourner chez eux. Voyant qu'ils étaient plongés dans de grandes difficultés, le Sénat prit leur cas en considération et pourvut à leurs besoins. En même temps Christophe fut banni du pays. La constitution qu'il avait rejetée [53] fut adoptée et proclamée avec toute solennité le 27 Octobre, 1806.

Ayant établi le pouvoir du Sénat, ils envoyèrent aussitôt une force militaire, sous le commandement de Pétion, pour reprendre Arcahaie, pays qui était en faveur de la république. Cette entreprise réussit parfaitement. Plusieurs soldats du Nord qui furent faits prisonniers à cette occasion devinrent citoyens de la république. Apprenant que le Sud de l'île était en pleine révolte, Pétion crut qu'il serait prudent de retourner immédiatement à Port-au-Prince. Son armée voulait cependant marcher sur St. Marc, mesure sanglante que Pétion

regardait comme inutile. Il persista donc dans sa détermination de retourner à la capitale. Il essaya de gagner un des principaux généraux de Christophe, le Général La Rose, par le moyen d'une lettre qu'il lui écrivit, et que ce général déchira sans même l'avoir lue.

Lorsque Pétion fut de retour à Port-au-Prince, le Sénat envoya une force puissante pour apaiser la révolte du Sud et pour y rétablir l'ordre. Après quoi le corps législatif procéda au règlement des finances générales de l'état. Le Général Bonnet lut une excellente adresse sur cette question.

Pendant ce temps Christophe expédia une autre armée contre l'Arcahaie, avec l'intention de la détruire complètement. Les habitants s'enfuirent dans les forêts, mais ils furent poursuivis par des soldats furieux, qui, dit Madiou, avaient reçu l'ordre de tout exterminer. Ce peuple malheureux était tombé victime de la rage de Christophe, simplement à cause de son attachement sincère à la république. Le Général Gerin et son parti reprochèrent encore à Pétion d'avoir laissé ainsi massacrer ce peuple, pendant qu'il avait dix mille soldats à sa disposition. Il n'est pas facile de comprendre une telle négligence de la part du commandant en chef de la république.

[54]

Christophe commença à organiser ses affaires, et une constitution parut dans laquelle Haïti était déclarée un état, sous la direction d'un président. La constitution fut inaugurée avec pompe et avec de grandes cérémonies. Le Général Christophe alors le magistrat en chef du nouvel état était présent au *Te Deum* qui fut célébré dans l'église du Cap Haïtien, et à la conclusion duquel le nouveau fonctionnaire public reçut les félicitations les plus flatteuses du peuple, et surtout de ses généraux. Il est vraiment remarquable qu'un homme dont le caractère féroce et dur s'était si clairement manifesté put atteindre à une telle popularité ; mais on savait qu'il avait des idées larges, tellement qu'avec tous ses défauts il était alors considéré un homme extraordinaire. Ce qui dans la suite se changea en férocité, n'était au début qu'une grande et rare énergie.

Le 25 Février, 1807, le conseil de Christophe déclara son pouvoir et son autorité sur l'île entière, et se plaça non seulement en opposition à l'Ouest, mais aussi à l'Espagne et à la France. Pétion et sa république firent la même chose dans l'Ouest, et le Général Ferrand

au nom de la France, à Santo-Domingo dans l'Est, déclara son pouvoir sur tout Haïti. Il y avait donc trois prétendants au pouvoir illimité dans ce pays. Ce ne fut pourtant que de simples déclarations ; car, quoique chacune de ses déclarations avait un but spécial, tous les partis désiraient jouir d'un moment de repos. Avant que ce repos eut terminé, il s'était opéré de grands changements dans les idées, dans les sentiments, et dans les circonstances du pays.

Pendant l'année 1807, Christophe établit des règlements ayant pour objet l'encouragement de la moralité dans l'état. Un de ces règlements était que les fonctionnaires publics, tant militaires que civils, y comprenant les Ecoles publiques, devaient fréquenter le culte public dans les églises. Un autre règlement [55] limitait le droit d'héritage aux enfants légitimes, et couvrait de disgrâce et de honte le concubinage, l'adultère, et l'inceste. De tels règlements ne pouvaient pas manquer d'avoir un puissant effet sur une population dont la plus grande majorité n'avait jamais contracté un mariage honorable. Ils montrent aussi les maux terribles qui ont dû être légués à cette génération par l'esclavage.

À peu près au même moment, les républicains de l'Ouest se mirent en train d'organiser leur république. Un exécutif plus défini était nécessaire. Les deux principaux candidats étaient les Généraux Gerin et Pétion. Le premier se faisait tellement sûr d'être élu, qu'il avait, dit-on, commandé son habit officiel ! Il arriva pourtant que la voix du peuple fut en faveur d'Alexandre Pétion, qui, le 9 Mars, 1807, devint le premier président de la république nouvellement formée d'Haïti, et alors limitée à la partie ouest de l'île. Le jour suivant, le 10 Mars, le Général Pétion parut devant le Sénat. Les membres de l'assemblée le reçurent la tête couverte. À ce moment le général souffrait de rhumatisme et se servait de béquilles. La réception qu'on lui accorda indiquait assez clairement que l'exécutif était considéré comme le serviteur, et non comme le maître du pays.

Découvert devant le Sénat, le président Pétion prit un serment de fidélité à la constitution qui venait d'être acceptée par le peuple représenté par le corps du Sénat. Le serment était comme suit : —

‘Je jure de remplir fidèlement l'office de président d'Haïti et de maintenir la constitution au plus haut degré de mon pouvoir. Puissent ces

armes, confiées à ce peuple pour la défense de la liberté, être dirigées vers ma poitrine si jamais je conçois l'audacieux et l'infâme projet de violer leurs droits, ou si j'oublie jamais que c'est après avoir puni de mort un tyran dont l'existence [56] était une insulte à la nation, et après avoir aidé à en proscrire un autre dont l'ambition avait allumé une guerre entre nous, que je me trouve maintenant président d'Haïti ?

Le républicanisme était dans ce cas pleinement reconnu. C'est ce que prouve le fait qu'à l'invitation du sénateur qui présidait, le président nouvellement élu prit sa place à sa droite pendant que la musique jouait :

‘Où peut-on être mieux  
Qu’au sein de sa famille ?’

Tous les visages rayonnaient de joie, tant ceux des étrangers que des gens du pays, On ordonna de faire imprimer les discours du président, du Sénat, et celui du président d'Haïti. La grande majorité des républicains fut très satisfaite qu'on eut choisi Pétion comme président. Il se trouvait pourtant un homme d'une influence considérable, qui, s'étant fait sûr d'obtenir l'honneur de la présidence, fut grandement mortifié du succès de son concurrent. L'assurance que le Général Gerin et son parti avaient d'arriver au pouvoir n'a peut-être été jamais dépassée. Rien ne pouvait être plus déplorable que le fait, que la jalousie avec ses maux nombreux eut été le résultat de la défaite du parti perdant. Dans la suite ce sentiment se manifesta dans une conspiration qui n'eut aucun succès. Pétion était l'homme du peuple, et c'était faire preuve d'un manque de dignité que de lui faire aucune opposition.

La comparaison suivante, faite par T. Madiou, entre la constitution de la république dans l'Ouest et de celle de l'état dans le Nord, sera lue avec intérêt : —

‘Dans l'état, le magistrat en chef commandait toutes les forces maritimes et militaires, et pouvait nommer son successeur, qui devait être choisi d'entre les généraux.

[57]

‘Dans la république d’alors le président était sous le contrôle du Sénat.

‘Le président de l’état était élu pour sa vie durant. Le président de la république était élu pour quatre années.

‘Dans l’état le conseil législatif était confié au conseil d’état. Dans la république ceci était confié à un sénat choisi par le peuple.

‘Dans l’état la nomination aux postes d’honneur était faite par le président. Dans la république ceci était fait par le peuple, par l’entremise du Sénat.’

Le mérite de ces deux constitutions forma un grand sujet de discussion, et la discussion de sujets semblables indique une intelligence avancée. On ne doit pas supposer que les masses d’Haïti étaient alors prêtes à jouir des grandes libertés qu’offrait une vraie république. Il eut été peut-être mieux pour ce peuple si les rênes du pouvoir avaient été tenus par un homme capable et de bonne foi, possédant des sentiments patriotiques très fermes. Si toutefois la nécessité de la bonne foi doit être admise dans un cas, il faut aussi l’admettre dans un autre. C’est ce qui nous amène à la conclusion que partout où règnent des principes et des sentiments justes, la forme de gouvernement n’a qu’une importance secondaire. La justice et la bonne foi dans toute administration assureront toujours le bien public. Le temps et l’expérience ont montré en Haïti même que l’abus d’aucune forme de gouvernement conduit toujours à la confusion et au malheur.

Le 12 Mars, le Sénat permit au président Pétion de nommer tous les officiers civils et militaires, — se réservant toutefois le droit de refuser ou de changer. Le même jour, la loi relative à l’administration fut proposée. Ce document très capable fut préparé par le Général Bonnet, homme dont les idées étaient larges et l’esprit fort. L’adaptation de cet acte était presque [58] universelle. Fait prouvé en ce qu’aujourd’hui même, malgré toutes les révolutions et tous les changements qui ont eu lieu, cet acte, avec bien peu de modifications, est en force.

La loi sur la tenure de propriétés foncières, sujet très difficile et épineux, fut habilement établie, dit Madiou dans son histoire. Ceci prouve encore une fois que l’éducation européenne avait donné au

pays des intelligences capables de diriger ses intérêts nationaux, qui n'étaient certainement pas d'un caractère ordinaire. Environ à cette époque une loi fut faite qu'en cas d'un siège, les sénateurs paraîtraient en grande tenue sur les remparts de la cité, pour stimuler et encourager l'énergie et l'activité du peuple.<sup>2</sup> On déclara en même temps que tous ceux qui avaient suivi Christophe' seraient regardés comme rebelles à la république. La position de ceux qui habitaient les frontières, et qui, par leur fidélité à la république, avaient perdu tout leur bien, fut considérée ; et par voie de compensation ils reçurent des pièces de terre. Vers cette époque Boyer fut promu au grade de colonel et attaché à l'état-major du président.

Pendant tout ce temps Christophe n'avait pas été inactif. Malgré quelques bonnes mesures, il manifesta, au commencement de son pouvoir, des symptômes de sévérité et même de tyrannie. Fait qu'on doit vivement regretter. À plusieurs égards ses institutions étaient bonnes et, en général, bien adaptées au caractère et aux circonstances du peuple ; mais il ne s'y conforma jamais lui-même. On l'accuse aussi d'avoir fait des esclaves de la classe ouvrière plutôt qu'autrement. Il n'est donc pas surprenant qu'une faction s'éleva contre [59] Christophe au Port-de-Paix, où l'on préférait la république de Pétion.

Un officier dans l'armée de Christophe, nommé Rébecca,<sup>3</sup> ayant été dégradé au rang de simple soldat, sous l'influence de la vengeance et connaissant les préférences du peuple de Port-de-Paix et des environs, leva l'étendard de la révolte ; mais malgré tout son raisonnement sur la tyrannie de leur chef, il ne réussit pourtant pas à gagner les officiers de Christophe. Il y eut un fait assez remarquable dans cette révolte, c'est que personne ne rechercha les postes d'honneur ou d'émolument. On dit que Rébecca commandait dans cette affaire comme simple soldat grenadier, et que la même simplicité existait chez tous ceux qui l'avaient suivi. C'était ici une rare et intéressante exception à la règle générale, tant en Haïti que

<sup>2</sup> Jusqu'à ce jour les sénateurs ainsi que les représentants du peuple ont un uniforme, savoir, un habit bleu, boutons jaunes, chapeau à cornes, et une épée. Les juges portent un chapeau à cornes, un habit noir, et une épée. On n'a pas encore appris dans ce pays la vraie simplicité du républicanisme.

<sup>3</sup> La coutume existe encore dans l'armée haïtienne de donner un nom de femme à un homme.

partout ailleurs. Cet homme persista dans ses efforts et il réussit à soulever toute la population de cette contrée contre Christophe.

Après avoir pris Port-de-Paix, Rébecca apprit que Christophe avançait d'un côté et le Général Romain de l'autre. Il est assez étrange que l'armée de Rébecca s'était tellement livrée au pillage de la ville que pour la rassembler il lui fallut mettre le feu à l'endroit, et encore il ne put réunir qu'une quarantaine d'hommes. Au lieu de prendre la fuite, il livra combat aux forces supérieures de Christophe. Tombant blessé, il fut saisi et conduit devant le Général Romain, qui lui demanda pourquoi il s'était révolté contre Christophe ? 'Parce que je le considère un tyran,' répondit-il, 'qui, au nom de la liberté, essaie de rétablir l'esclavage ; et quant à vous, Général Romain, je vous regarde comme le vil instrument de ce monstre.' Entendant cette réponse le Général Romain devint furieux, et lui demanda ce qu'il [60] voulait ? 'Je veux la mort,' répondit Rébecca, sur quoi on lui trancha la tête, qu'on porta ensuite à Christophe. Ce chef donna ordre de la placer sur une perche et de la porter devant l'armée. Le Sénat, à Port-au-Prince, avait élevé Rébecca au grade de colonel, mais il mourut avant de recevoir son brevet. Apprenant qu'il était tombé victime de son amour pour la liberté, le Sénat accorda une pension à sa veuve ainsi qu'à sa mère.

Sans perdre le temps, le président Pétion lança une proclamation demandant au peuple le secours des armes. Il commença aussitôt à former une force maritime et militaire, avec le dessein d'attaquer Christophe de plusieurs côtés ; mais la malheureuse soif de pillage des hommes de Rébecca avait déjà ruiné leur cause. S'ils fussent restés honnêtes et unis, ils auraient pu résister jusqu'à l'arrivée de l'armée républicaine de Port-au-Prince, quand tout probablement le pouvoir de Christophe aurait reçu un coup sévère et aurait pu être complètement renversé. Tel ne fut pourtant pas le cas ; le malheureux peuple qui s'était révolté fut forcé de se réfugier dans les forêts et dans les montagnes. Agissant avec humanité, Christophe envoya plusieurs de ses hommes à leur poursuite, avec l'intention de les regagner à sa cause. Il ne réussit pas, car le nom même de Christophe et la vue de ses hommes les remplit tellement de terreur qu'ils persistèrent à s'enfuir.

Les troupes de Christophe continuèrent à avancer jusqu'à ce qu'ils arrivèrent au Môle, à l'extrême Ouest de l'île du côté du Nord, où

plusieurs femmes avec leurs enfants s'étaient réfugiés. L'historien d'Haïti raconte qu'à l'approche de l'armée de Christophe, plusieurs de ces mères malheureuses préférèrent se jeter à la mer que de tomber entre les mains de ce tyran.

[61]

Les forces de la république étant organisées, le Général Bazelais fut chargé de la direction de la marine, et reçut l'ordre de prendre St. Marc ; ou si cela était impossible, de procéder à Port-de-Paix. Arrivé à St. Marc, Bazelais trouva la ville si bien défendue qu'il se décida à marcher jusqu'à Port-de-Paix, où il réussit parfaitement. Peu de temps après il prit Gonaïves.

Pendant l'intervalle de préparation à Port-au-Prince pour la défense de Port-de-Paix, le colonel Nicholas Louis, de Port-de-Paix, ardent ami de la république, apprenant la décision du Sénat à l'égard de la révolte de Port-de-Paix, et encouragé par l'attente de l'arrivée des forces de Pétion, entra avec quelques hommes dans la forteresse pendant la nuit, le parti de Christophe ayant négligé d'y placer une garnison. La surprise des soldats fut grande en entendant, le lendemain à 4 heures du matin, le roulement du tambour sur les murs de la forteresse. Lorsqu'il fut jour le colonel Nicholas Louis monta sur un des murs de la forteresse, et, ayant appelé le Général Romain, lui dit qu'il avait une proclamation à lui présenter de la part du président Pétion, de Port-au-Prince. Le Général Romain répondit très malicieusement : 'Je me prépare pour venir la chercher.' Il avança immédiatement avec deux colonnes de soldats pour prendre la proclamation et la forteresse. Il ne réussit pourtant pas. Après trois ou quatre attaques il échoua et reçut une blessure qui le força de retourner au Cap, poursuivi par Nicholas Louis et ses quelques hommes. Vers cette époque des manifestations de déplaisir éclatèrent contre Christophe dans les plaines de l'Artibonite, pays magnifique, à travers duquel sillonne une belle rivière ; l'Artibonite est dans la partie Nord de l'île.

Le contraste entre les deux états était grand et ' clairement marqué. Dans la nature des choses le ; rouage d'un système libre à côté de celui d'un despotisme [62] cruel ne pouvait manquer que d'affecter le dernier. Dans l'un régnait une liberté qui ne pouvait pas fortifier les énergies d'un peuple sans éducation, à un point d'industrie

suffisamment élevé ; dans l'autre, une discipline qui n'était que de l'oppression devenait graduellement insupportable à un peuple sans culture et tout récemment libéré de l'esclavage. Aussi le système de Christophe échoua complètement.

Le 26 Mai, Pétion quitta la capitale pour se rendre au Nord. Le 28 et le 29 il se trouva engagé avec l'armée de Christophe. Il n'eut presque aucun repos avant le 10 Juin suivant, quand les généraux de la république Bazelais, Lamarre, et Lanoix furent chassés de Gonaïves par l'armée du Nord, et sauvèrent difficilement leur vie. Pétion, qui se trouvait alors dans les environs de St. Marc, reconnut sa flotte près du port, ce qui lui apprit que l'armée républicaine avait été forcée de battre en retraite. Jugeant que toute la force de Christophe serait dirigée contre la sienne, qui était comparativement petite, il se décida à rentrer immédiatement à Port-au-Prince. Arrivé à la capitale il apprit qu'on avait eu recours à des intrigues contre le Général Yagou, auquel il avait laissé le commandement. La présence du président fit bientôt renaître l'ordre. On ne pouvait pas abandonner les habitants de Port-de-Paix qui avaient montré un tel attachement à la république, aussi Pétion organisa une nouvelle expédition pour le Nord, en confia le commandement au Général Lamarre, et lui donna l'ordre de secourir d'abord Port-de-Paix. Lamarre fit voile avec 800 hommes. Le Sénat ayant adressé le peuple sur la nécessité d'aller au secours de leurs frères républicains dans le Nord, l'armée de Lamarre augmenta considérablement.

Dans l'entretemps Christophe était lui-même devant Gonaïves. Le 20 Juin, il arriva au Cap Haïtien, où il fut reçu avec enthousiasme par le peuple. Ayant eu [63] quelques jours de repos, il fit des arrangements ayant rapport au commerce. Il forma aussi des lois nécessaires pour le bien-être et la prospérité générale de la nation.

Le colonel Nicholas Louis continua en même temps à lutter avec l'armée de Christophe. Le 2 Juillet, le Général Lamarre lui annonça son arrivée avec les colonels Gardel, Weillard, et l'adjudant général Delva. Le soir de leur arrivée ils commencèrent leur marche pour aller à la rencontre de Nicholas Louis et le rejoignirent à une place appelée Moustiques. Les forces unies de la république étaient d'environ deux mille hommes. La lutte fut longue et difficile ; elle dura de 1807 à 1810, quand Lamarre mourut, et Christophe devint maître de la Môle. L'histoire nous apprend que dans un moment de

grand péril, Soulouque, qui dans la suite devint empereur d'Haïti, ne quitta pas Lamarre un seul instant.

Pendant cette lutte, Goman dans le Sud interrompait la paix publique. Il ne tarda pas à se déclarer, avec son parti, en faveur de Christophe.

En 1810, Rigaud arriva à Haïti, et trouvant un parti sous Gerin prêt à se révolter contre Pétion, il se plaça à leur tête. L'année suivante il mourut, et la république regagna petit à petit des forces. Le Général Borgella, dont le nom est célèbre dans l'histoire d'Haïti comme homme brave et honnête, fut élu successeur de Rigaud dans le gouvernement du Sud. Dans la suite il s'unit à la république de l'Ouest. Pendant cette même année Pétion fut réélu président d'Haïti pour quatre ans. Il ne peut y avoir aucun doute que malgré un manque d'énergie qu'on sentit pendant toute son administration, il était digne de l'estime de ses compatriotes. Quels qu'aient été ses défauts il était honnête et courageux ; il avait des idées larges et libérales quant au gouvernement d'une nation.

[64]

Le 2 Juin, 1811, Christophe fut proclamé roi, et prit le titre d'Henri I. Il s'entoura d'une noblesse privilégiée de princes, de ducs, de barons, etc., qui lui aidèrent à développer ses idées sévères de gouvernement, et qui avancèrent l'industrie par le moyen d'une oppression insupportable ; ce qui, dans la suite, leur fit perdre le but qu'ils avaient en vue. Ils réussirent à arracher ainsi beaucoup de travail du peuple qui craignait la terreur du roi.

Il est à regretter que la plus petite moitié de l'île fut ainsi divisée en deux nations, qui, quel qu'ait été le motif qui les animait, se livraient des combats continuels. Telle est pourtant la nature humaine ! Notre intention n'est pas de juger des motifs autant que des faits et des principes avec leurs tendances naturelles, comme on les trouve dans l'histoire.

L'indépendance qui est l'élément et la dignité de toute branche distincte de la race humaine n'est fréquemment gagnée qu'à un grand prix. C'est ce prix cependant, sous la forme d'actes de valeur et d'héroïsme qui constitue la gloire si courageusement recherchée même à la gueule du canon. Nous ne pouvons certainement pas

refuser à une nation qui a victorieusement passé à travers tant de luttes et de sang, un juste tribut de dignité, quelle que soit l'opinion formée par rapport au système militaire ou même à l'usage des armes.

En 1810, ce petit territoire de moins de cinq cents milles de longueur et de moins de deux cents milles de largeur était divisé en quatre gouvernements distincts : les Espagnols dans l'Est ; Christophe au Nord ; Rigaud au Sud, et Pétion à l'Ouest.

À une certaine époque le sceptre royal de Christophe semblait être tenu par une main ferme. Le Cap Haïtien était la capitale de son royaume ; et, malgré les ruines causées par le feu et par la guerre, cette ville était alors assez jolie. La retraite favorite du roi nouvellement [65] sacré était son palais à Sans Souci, au Nord d'Haïti, à quelques milles seulement de la cité du cap. Mackenzie, un voyageur anglais, qui visita le Cap Haïtien en 1809, dit que c'était une belle cité, et une place des plus agréables quant au climat, etc.

Sous quelques rapports le gouvernement de Christophe était bon. Il éleva son royaume à un haut degré d'industrie et d'opulence. Le système en opération était toutefois de nature à le renverser inévitablement. Les colons blancs que Christophe avait aidé à chasser, avaient aussi réussi, par une force brutale, à développer une grande activité et à amasser de grandes richesses dans la colonie. Quelques-uns ont dit que Christophe s'était trompé du bon côté ; mais comment peut-on admettre qu'un but est bon lorsque celui qui le poursuit, ainsi que ceux qui dépendent de lui, sont plongés dans la ruine et dans la misère les plus complètes ? Tout ce qui était bon dans le système de Christophe fut neutralisé par de grands maux qui noirciront son caractère, et le feront considérer par la postérité comme un tyran des plus sanguinaires. Le récit de ses cruautés serait simplement dégoûtant ; il fit usage du fouet, de la potence, de la prison, etc. Il suffira de citer un seul exemple de son barbarisme. Ce fait est raconté par Mackenzie, le voyageur anglais dont nous avons déjà parlé. Un des domestiques du roi avait dérobé une quantité de poisson salé. Apprenant ce vol, Christophe le fit coucher par terre dans sa cuisine, où, en sa présence, ce pauvre malheureux fut fouetté à mort malgré les supplications adressées en sa faveur.

Il n'est certainement pas surprenant qu'un gouvernement animé des principes d'un homme pareil ne subsista pas longtemps. On ne

doit certainement pas Regretter l'abolition complète de l'esclavage soit qu'elle soit favorisée par la couronne ou par la république. Nous ne devons pas oublier que si Christophe était [66] naturellement tyrannique, le système sous lequel il fut élevé, et sous lequel il avait vu des hommes de beaucoup ses supérieurs en éducation, etc., pratiquer les actes les plus horribles et les plus barbares, avait contribué à développer sa férocité. Le système de Christophe se dégénéra en oppression vile, son pouvoir devint absolu, et la liberté de la plume et de la parole fut détruite. Pendant que ces sentiments se manifestaient dans le royaume du Nord, le sentiment général de la république de l'Ouest était exprimé dans la devise suivante : 'Que chaque Haïtien, la constitution en main, apprenne ce qu'il peut et ce qu'il doit faire.'

Cette devise montre clairement l'esprit qui animait alors le président de cette république, et comment il désirait élever le peuple au niveau de la dignité d'une liberté véritable. Si, au moment propice, Pétion avait énergiquement travaillé au développement de ces désirs, il est certain que la république haïtienne aurait rapidement atteint à la civilisation de tous genres ; et, qu'à la satisfaction de ses meilleurs amis, elle aurait complètement réussi. Elle aurait, en même temps renversé les raisonnements qu'on fait sur le caractère de l'Africain en général. La mission confiée à Haïti, comme nation, était pourtant celle de développer et de démontrer ces faits.

Chaque Haïtien avec la constitution en main, capable de la lire et d'en faire son guide national, rendrait l'éducation de chaque Haïtien nécessaire. De ce principe ressort l'idée de l'instruction primaire de chaque homme, femme, et enfant en Haïti ! idée qui placerait la nation entière sur la grande route de cette dignité à laquelle, on doit l'avouer, elle n'a jamais encore atteint, et qu'elle n'atteindra jamais que par l'élévation des masses.

Une mesure comme celle-ci effectuée dans un esprit de républicanisme véritable aurait supprimé la nécessité [67] de codes ruraux dégradants, et qui supposent toujours un peuple avili. L'éducation des masses, comme Pétion la supposait, est la seule vraie loi par laquelle les besoins réels de l'homme, et par conséquent la vraie industrie, peut être créée, et la dignité d'une nation avancée et assurée.

On doit pourtant admettre, et on doit regretter, que le manque d'énergie fut le grand défaut dans le gouvernement de Pétion. Aussi les meilleurs plans et les principes les plus solides étaient souvent paralysés dans leur exécution. S'il avait été possible d'unir et de mettre en action l'énergie de Christophe, l'humanité de Pétion, et la bravoure de Rigaud sous un seul gouvernement, Haïti aurait pu mériter l'admiration du monde entier. Mais le démon de la discorde établit son règne dans ce pays de la liberté ; et, malgré l'existence des moyens et des éléments nécessaires pour soutenir la dignité d'une indépendance riche et digne de mérite, Haïti, ainsi que ses meilleurs amis, ont été désappointés. Ces éléments existent toujours ; et il n'est pas trop tard de les mettre en action dans un sens complet et avec un succès glorieux.

[68]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre III

« The nation rises, power and form assumes,  
 When plains, Hills, mountains, with their boundless wealth,  
 To her brave sons are fairly meted out. » \*

La distribution de terres — Plan du Sénat — Pétion dictateur — Le républicanisme, choix du peuple instruit — On donne cinq carreaux de terre — Ardouin sur la distribution de terres — Pétion réélu — Son sort envié — Christophe attaque la république — Craintes de Christophe — Il massacre les gens de couleur à St. Marc — Il bâtit La Ferrière — Son palais — Description qu'en fait Candler — On porte trente millions de dollars à La Ferrière — L'idée d'acheter la partie espagnole — Cas de Médina — Les écoles de Christophe — Querelles avec l'évêque — Christophe frappé d'apoplexie — Il ne peut pas monter à cheval — Il se suicide — Sa biographie — Indemnité à la France — Commission envoyée par Louis XVIII. — La Présidence à vie durant — Chambre de représentants — Esmongart écrit à Christophe — Pétion offre l'indemnité — Bolivar en Haïti.

[Retour à la table des matières](#)

La distribution de terres était sans doute l'un des coups de maître politique de Pétion, quant à son effet général sur la République, surtout au moment où elle avait besoin d'une telle mesure populaire pour compléter son organisation et sa consolidation. Il est difficile de comprendre comment cette petite nation, qui avait brisé les liens de l'ordre et de la loi, avait pu subsister jusqu'alors. Elle prit pourtant une forme définitive ; et le contraste entre la simple république de

---

\* 'La nation s'élève, et prend du pouvoir et de la forme, lorsque les plaines, les collines, et les montagnes, avec leurs richesses sans bornes, sont impartialement mesurées à ses fils.'

l'Ouest et le système pompeux et presque féodal de Christophe était frappant. Le peuple du Nord n'était pas dans l'ignorance à ce sujet.

[69]

La distribution de terres exerça un grand pouvoir et une grande influence sur la nation. Elle créa le sentiment de l'existence nationale. Il est pourtant étrange qu'une telle mesure fut acceptée avec bien des difficultés par le Sénat. Nous ne demanderons pas maintenant pourquoi il en fut ainsi, vu que la mesure en elle-même était grande et bonne. La proposition de Pétion était que des portions de terrain de trente à soixante arpents ou même davantage fussent distribuées à chaque soldat qui s'était distingué en combattant pour son pays. Plusieurs auraient sans doute joui d'un tel honneur ; et un encouragement pareil aurait fortifié la république entière. Mais le Sénat, pour quelque raison mystérieuse, ne le comprit pas ou ne voulut pas le comprendre. Il en résulta des divisions et des complications qui affligèrent la nation.

La nature humaine est telle qu'il est impossible d'éviter les différences d'opinions, soit dans la politique, ou dans la religion. On ne voudrait pas même désirer qu'il en fut autrement. Cependant le sens commun devrait conserver la paix. La mesure en question était d'une importance souveraine ; et, si elle avait seulement été adoptée à l'unanimité, elle aurait élevé la puissance et la dignité de la nation. Nous ne voulons pas affirmer qu'un pouvoir égoïste agissait dans ce cas ; une chose est certaine, c'est que la question quoique importante, n'était pas difficile, elle était simple, claire, et juste.

Le Sénat forma un plan. La postérité devra juger pourquoi il n'a pas adhéré au plan du président, et pourquoi le président n'a pas cherché à s'entendre avec le Sénat plutôt que de le disperser, soit par un pouvoir militaire ou autrement.<sup>4</sup> L'exécutif gouverné par la majorité reste encore à être compris par Haïti.

[70]

---

<sup>4</sup> S. Lanour, qui vit encore, et qui faisait partie du Sénat, déclare que dans ce cas Pétion n'eut pas recours au pouvoir militaire. K Ardouin, dans son essai sur l'histoire d'Haïti, dit que le Sénat s'est dissous lui-même. M. B. Ardouin, dans ses Études sur l'histoire d'Haïti, déclare que Pétion menaça le Sénat du pouvoir militaire, et que conséquemment le Sénat se dissout.

L'idée dominante du Sénat était exprimée. comme suit : 'Que tous les parents qui auraient le plus grand nombre d'enfants d'un mariage honorable, recevraient des dons de terre.' Cette mesure aurait été sans doute excellente. Cependant lorsqu'on considère que la population entière, qui avait combattu, pour la liberté du pays, avait reçu une instruction toute différente de la part d'hommes supérieurs, et qu'on n'avait pas eu le temps ou l'occasion de former un ordre domestique, ou d'établir la moralité dans un sens national, nous sommes forcés de faire une pause devant une telle mesure, quoique bonne en elle-même. Les blancs avaient enseigné le concubinage et le libertinage aux noirs. Il serait inutile de passer à côté d'une vérité qui révèle une absence presque complète de mariages honorables dans le pays à cette époque. Pour cette raison, malgré tout ce qu'il y avait de bon et de louable dans la mesure proposée par le Sénat, ni la pratique, ni la négligence du mariage, ne pouvaient diminuer les mérites de ceux qui avaient combattu courageusement et versé leur sang pour leur pays. L'exécution d'une telle mesure aurait été difficile, à cause des circonstances sur lesquelles on n'avait aucun pouvoir, et pour lesquelles personne ne pouvait être responsable. Le but principal de Pétion était d'agir promptement et directement sur son peuple, ainsi que sur celui qui était sous le pouvoir de Christophe. Il n'est donc pas étonnant que la mesure du Sénat ait été peu populaire avec le peuple, et qu'elle ait été opposée avec vigueur par Pétion.

On ajourna donc la discussion de cette mesure. Dans l'intervalle le Sénat exigea du Président un compte détaillé de son administration. Le Président leur répondit qu'il ne leur était pas responsable. Nous avons pourtant [71] vu que c'était le Sénat, comme représentant du peuple, qui lui avait donné son pouvoir, qui l'avait élu Président de la république ; et que ce fut par le Sénat qu'il jura fidélité au peuple. Tout changea tellement entre les partis que Pétion congédia le Sénat. La conséquence d'une telle action fut que Pétion s'éleva au rang de Dictateur, position qu'il occupa jusqu'à ce qu'on craignit que le Général Rigaud, qui était alors dans le Sud de l'île, offrirait ses sympathies au Sénat dissout et renverserait les fondations de la république de Pétion. Le Président forma donc un autre Sénat. On comprendra facilement le caractère et la liberté d'un Sénat formé ainsi. Le Président Pétion se vit bientôt entouré de difficultés nombreuses. Et on ne pouvait s'attendre à ce que ces difficultés, qui

augmentaient toujours, seraient diminuées par l'influence du pouvoir déjà nommé. Ce fait nous offre l'exemple d'un homme avec de bons motifs obligé d'agir contrairement à ses désirs. <sup>5</sup>

Christophe était le principal antagoniste de Pétion, mais il était devenu, pour ainsi dire un ennemi extérieur. Il régnait un esprit de parti. Il semble aussi que Pétion et ses amis n'approuvaient pas d'une puissance périodique. Ceci était sans doute connu par leurs adversaires, ce qui était à regretter, vu que le Général Gerin était depuis le commencement le rival déclaré et connu de Pétion. Ce fut ici une époque\* importante dans l'histoire d'Haïti, et la postérité est à même de juger si le changement médité de la constitution était avantageux et propice.

C'est maintenant le moment de se demander si la continuation d'une présidence périodique aurait causé moins de révolutions qu'une présidence à vie durant. Nous ne prétendons pas décider la question. Mais [72] quelles que soient les probabilités de chaque idée, le principe fondamental du républicanisme est, que le peuple doit gouverner et non un individu — que l'exécutif est leur domestique et pas leur maître. L'opinion britannique serait que si l'exécutif est parfaitement contrôlé et responsable au peuple, un changement serait inutile. L'opinion américaine serait qu'un changement est aussi nécessaire dans l'exécutif qu'ailleurs. Un gouvernement libre et responsable est d'une nécessité absolue pour Haïti, ainsi que pour tout autre pays. Ce bienfait une fois obtenu, toute autre chose n'aurait qu'une importance secondaire.

On pourrait dire que les masses de la population d'Haïti étaient alors incapables de se gouverner elles-mêmes ; rien n'est plus vrai. Il faut se rappeler pourtant que c'était la partie intelligente de la nation et pas la partie ignorante qui choisit la forme républicaine de gouvernement ; et que l'intelligence qui était capable de choisir son gouvernement était aussi capable de le maintenir. Une nation, dont les masses sont dans une grossière ignorance, est exposée au plus grand péril qu'on puisse imaginer. Que les classes intelligentes d'une nation viennent à avoir des différends entre elles, et les masses ignorantes —

---

<sup>5</sup> Il serait injuste à la mémoire de Pétion de conclure qu'il fut dans aucun sens un despote. Il était bien loin de l'être. On doit admettre que dans, ce cas la manière d'agir du Sénat est tout à fait inexplicable.

surtout dans une république libre — deviendront les instruments et les dupes des deux partis, et forceront la nation à faire naufrage. Cela a été en grande mesure le sort d'Haïti. Son seul espoir et sa seule ressource est l'éducation chrétienne et primaire de chaque individu dans la république. Cela peut paraître une impossibilité ; mais quelque grande et quelque insurmontable qu'elle puisse paraître, elle aurait dû, depuis le commencement, être le but constant de chaque gouvernement. Il n'y aura jamais d'autre moyen pour cette nation d'atteindre au degré de population, de dignité, et de richesses que le monde chrétien a le droit de s'attendre à y trouver, Aucun système politique [73] quelque bon qu'il soit pourra accomplir cette grande œuvre. Chaque homme, chaque femme, et chaque enfant dans la nation doit occuper une position quelconque. Il ne faut pas qu'il existe des milliers et des milliers de nullités, causées par l'ignorance et par le vice ; qui, quant à l'intelligence et à l'industrie, ne sont d'aucune valeur. Les systèmes de politiques trouveront alors leurs formes véritables, et les ressorts de la nation bien ajustés seront en état de travailler ; les armes et la raison trouveront aussi leurs places.

Pétion continua à développer son plan pour la distribution de terres. L'opposition qu'il rencontra de la part du Sénat est à regretter. Il était cependant déterminé d'accomplir son projet, qui était très populaire avec le peuple. Pendant sa courte dictature il forma un conseil composé des principaux officiers civils et militaires de l'état. La mesure qu'il avait tant à cœur, et qui était si bien adaptée aux circonstances d'alors, fut mise en exécution. On y fit pourtant un changement. Au lieu de donner dix carreaux de terre, comme l'avait proposé le Sénat, on en donna cinq, et ce dernier chiffre représentait le plus petit don. On voit encore aujourd'hui des titres portant la signature de Pétion et datés de 1809.

Cette mesure était sans contredit la plus grande qui ait jamais été effectuée en Haïti. Celui qui avait été autrefois esclave apprit par cette mesure à connaître ce qu'il était, une fois libre ; et le citoyen libre et sans éducation prit un plus grand intérêt dans son pays. Se voyant le propriétaire d'une petite terre, il se mit à la travailler avec courage et avec intérêt. La postérité regrettera vivement que l'éducation n'était pas autant recherchée pour le peuple que des terres. Un auteur

haïtien <sup>6</sup> dit : ‘À dater de cette époque une ère nouvelle commença pour le pays. Des propriétés ainsi distribuées [74] sans distinction et sans respect de personnes, mais données pour ainsi dire aux masses, a plus fait pour la consolidation de nos institutions libres et pour le maintien de la paix publique que toutes les autres mesures législatives mises ensemble.’ Quelque grande que fut cette mesure, le temps a prouvé que, dans un sens national, il manquait encore une chose, savoir, une bonne éducation primaire. De grandes richesses, ainsi distribuées à un peuple sans lumière et sans assez de jugement pour les apprécier, devaient dans la nature des choses être d’un côté négligées par le manque de travail, et de l’autre côté rejetées, soit en les vendant ou autrement. Ce grand bienfait national perdit plus de la moitié de sa valeur pour les masses, par l’absence de l’éducation nationale. L’éducation la plus limitée leur aurait enseigné que leurs terres étaient d’une valeur plus grande que l’or.

Les difficultés d’une éducation populaire étaient Sans doute grandes en ce moment. Mais avait-on jamais eu à cœur cette question vitale ? Rien moins qu’un christianisme ardent agissant dans le cœur du chef eut pu produire ce résultat glorieux. Il est certain qu’un ‘credo’ national ne le pouvait pas. Et jusqu’à ce que ceci devienne une question de conscience avec le pouvoir souverain, les difficultés d’une telle œuvre seront insurmontables. Pour ces raisons, il est à regretter que la saine politique qui dicta l’enrichissement du peuple, n’inspira pas quelque plan d’éducation universelle. Si ceci avait été fait, le crime d’Esau qui vendit pour un rien son droit d’aînesse n’aurait jamais été imité par les nouveaux propriétaires en Haïti. On sait pourtant que dans certains cas les terres furent vendues, non toutefois par la majorité du peuple. Plusieurs des plus grandes portions sont restées jusqu’à ce jour dans un état inculte, et les plus petits lots ont reçu plus de soin. Ceci peut être expliqué par le fait que les petites portions devinrent [75] la propriété d’hommes qui n’hésitèrent pas à les cultiver eux-mêmes, pendant que les plus grandes portions appartenaient à ceux qui croyaient que le travail manuel était incompatible avec leur position élevée. La malédiction de l’esclavage a été telle, que partout où elle a existé le travail manuel a toujours été

---

<sup>6</sup> M. B. Ardouin, éditeur du journal *Le Temps*.

considéré comme avilissant. Aussi ce peuple sans argent ne sut pas tirer du profit de leurs terres.

Le 9 Mars, 1811, Pétion fut réélu Président d'Haïti. La dissolution forcée du Sénat, qui avait créé d'abord son pouvoir et qui lui avait donné le poste de l'honneur, fit naître des craintes que le Sénat qui l'avait réélu n'était pas aussi libre que le Sénat précédent. Quoique Pétion était généralement estimé on aurait été plus satisfait de savoir que sa réélection était le résultat naturel du développement de la constitution et des institutions auxquelles il avait si franchement et si loyalement juré fidélité. Il ne faut pourtant pas perdre de vue la conduite étrange du Sénat que Pétion fut forcé de dissoudre, et les difficultés qui en résultèrent. La confiance de la postérité ne peut pas être ébranlée par une erreur de jugement chez un homme qui, sous tous les rapports, dépassait son peuple en général.

L'histoire prouve pourtant qu'à cette époque il se trouvait plusieurs hommes qui possédaient les qualifications nécessaires pour prendre la direction des affaires publiques. Et si des hommes semblables aspiraient légitimement à partager les honneurs de la présidence, ce désir n'était qu'un désir honorable après tout. Mais il est un fait qu'on ne doit pas cacher, c'est que pas un seul de ces hommes a jamais pris une part si active dans l'organisation générale du pays que Pétion. Sa première idée en acceptant une présidence périodique était sans aucun doute de sauver le pays de la confusion et de l'anarchie, en offrant des moyens de gratification aux hommes honnêtes, quoique ambitieux, qui avaient rendu les plus [76] grands services à leur pays ; offrant en même temps à la nation un moyen d'échapper des mains d'un gouverneur injuste ou indolent.<sup>7</sup> Pétion fut réélu. On découvrit bientôt que les moyens dont on se servit pour le réélire lui créèrent un grand nombre d'ennemis publics et cachés, qui rendirent sa vie malheureuse. Il se serait épargné bien des douleurs, il aurait même prolongé sa vie si utile et d'une valeur si grande, s'il s'était plus rigidement tenu à ses premiers principes de gouvernement populaire. S'il avait donné l'exemple, si digne de lui-même, en se démettant de

---

<sup>7</sup> On peut voir d'après l'étrange action du Sénat, que des éléments qui s'entrechoquaient commençaient déjà leur travail pernicieux ; et que ceux qui étaient en faveur d'une présidence à vie durant avaient des raisons sérieuses et convaincantes.

sa charge lorsqu'il pouvait le faire, cet exemple aurait tracé le chemin pour tous ses successeurs ; et aurait préservé le pays malheureux des révolutions nombreuses, qui ont sérieusement retardé son progrès et sa prospérité générale. Mais les Washingtons qui ont embelli notre race sont peu nombreux ! Washington ne fut jamais placé dans des circonstances semblables.

Pendant tout ce temps le pouvoir de Christophe s'affermissait. Un gouvernement sévère développait une prospérité forcée, mais réelle. En 1812, Christophe manifesta un intense désir de régner sur toute l'île d'Haïti, — dessein ambitieux qu'il voulait commencer à réaliser par la conquête de la république de l'Ouest. Il organisa une armée qui n'était certainement pas sans discipline. Après avoir rassemblé tout le pouvoir militaire qu'il put obtenir, et se plaçant à la tête, il avança sur Port-au-Prince. D'abord tout annonçait la victoire. Du côté de la mer la cité était bloquée par toute la force maritime qu'on avait pu y réunir. Christophe avançait avec son armée, et atteignit les forces républicaines à une place appelée Santos, environ à deux lieues et demi de [77] la capitale de l'Ouest. Les armes de Christophe furent victorieuses, et pendant un temps la prospérité leur souriait. La présence du roi animait évidemment les troupes. Leur triomphe commençait à paraître certain lorsqu'on annonça au roi l'arrivée de la famille royale à St. Marc. Il alla la rencontrer, comptant pleinement sur la fermeté de son système de gouvernement, et sur la fidélité de ses troupes. Mais son départ prouva que la pompe et le pouvoir l'avaient aveuglé ; et, que par des moyens trompeurs, le véritable état des choses lui avait été caché. Pendant son absence deux de ses principaux officiers, l'un colonel et l'autre général, avec l'armée entière désertèrent son drapeau et s'unirent aux républicains.

Apprenant ces nouvelles Christophe revint immédiatement. Mais ses yeux furent ouverts au fait que son armée était tellement enchantée des institutions libres, et de la liberté presque sans limites de la république, qu'il n'avait plus aucun espoir de succès. Il avait placé le despotisme trop près de la liberté, et la liberté réussit si parfaitement à charmer ce peuple qui avait été mené par un despote, que Christophe sentit que sa propre sûreté, ainsi que celle de son royaume, dépendaient de son retour immédiat à sa capitale. Il partit donc et abandonna avec sagesse toute l'entreprise. Il est plus que probable que s'il fut resté avec son armée il eut complètement réussi. Rien ne peut

démontrer plus clairement le caractère de cet homme que le fait, que cette défaite humiliante manqua de le convaincre de la fausseté de sa position, ou d'aucune de ses autres erreurs.

Cette déclaration de haine contre lui-même et contre son système en général, ne diminua en rien la férocité de son caractère. Au contraire il devint plus furieux que jamais. Voyant que les deux officiers déserteurs étaient des hommes de sang mêlé, il dirigea toute sa haine [78] contre cette classe de la communauté, au point que, arrivé à St. Marc, il ordonna le massacre général du peuple de couleur de cette ville. <sup>8</sup>

Les choses trouvèrent pourtant leur propre niveau. La prospérité du royaume quant à l'industrie générale se développa avec rapidité. Il est bien vrai que cette industrie était le résultat d'une vile oppression. Le roi et sa noblesse étaient les maîtres du peuple, et leur désir ardent d'accumuler des richesses, uni à leur pouvoir, constituèrent un code rural et devinrent en même temps les vrais ressorts de toute action. Le fait est que le pouvoir exercé était un pouvoir essentiellement militaire.

Parmi plusieurs autres monuments du pouvoir énergique de cet homme extraordinaire, et dont une partie des ruines existe encore aujourd'hui, on peut remarquer le Palais Royal à Sans Souci, ainsi que la grande forteresse connue par le nom de La Ferrière. Cette forteresse était située sur le sommet d'une montagne, à une hauteur d'environ deux mille pieds. Un voyageur anglais ayant visité les ruines du palais de Sans Souci avant le grand tremblement de terre, en donne la description suivante : — 'Les édifices, quoique une fois splendides, étaient défectueux quant au style de leur architecture. Le domaine entier lorsqu'il était maintenu en parfait ordre par Christophe doit avoir été une résidence toute royale, et fournit une preuve de plus qu'il avait l'ambition d'être respecté comme roi, et de se revêtir de tous les honneurs de sa position. Les appartements étaient hauts et spacieux ; les planchers étaient d'acajou poli et magnifiquement incrustés de mosaïque. On dit que les appartements étaient somptueusement meublés, et que les jardins et les bains des jeunes princesses étaient en parfaite harmonie avec toute la splendeur générale. Les remises et les écuries étaient magnifiques. Il reste

---

<sup>8</sup> Schelcher.

encore un certain nombre de voitures royales, dont les panneaux [79] sont dorés, et blazonnés avec les armes royales, et montrent le grand prix auquel elles furent construites. Une de ces voitures, construites à Londres, coûta £ 70.' (J. Candler).

La description du château La Ferrière donnée par un autre voyageur anglais, qui le visita en 1826 ou environ à cette époque, est comme suit : — 'Cette immense pile d'édifices a, dit-on, trois cents pièces d'artillerie. La construction de cette forteresse, ouvrage qui a duré bien des années, a dû coûter une énorme somme de travail. Les matériaux dont on se servait, ainsi que les canons qui y furent placés par mains d'hommes, prouvent ceci. On y employa non seulement l'armée, mais aussi des troupes de paysans qu'on prélevait régulièrement. En regardant les précipices qu'on devait escalader, je peux Facilement croire qu'il fallait le travail d'un régiment entier pour monter un seul canon de 32 livres. Personne n'était exempté du travail ; on ne respectait ni âge, ni sexe, et les officiers étaient sans miséricorde. J'ai vu une femme à Gonaïves dont le dos fut labouré par un fouet construit de peau de vache, lorsqu'elle était employée à porter des pierres sur sa tête. La mortalité fut excessive pendant qu'on continuait cet ouvrage. On dit que la sévérité du service fut une des causes de la révolution. Je ne peux pas supposer que cette citadelle fut jamais destinée à aucun autre service, qu'à celui de forte retraite, dans laquelle le chef pourrait se réfugier avec son argent en cas de rébellion ou d'invasion. On dit qu'à une certaine époque on y apporta trente millions de dollars ; dont à peu près six millions furent dans la suite placés dans le trésor de la république.' (Mackenzie).

Ces exemples d'énergie, de goût, et d'entreprise, quelque aient été les motifs de leur origine, étaient des démonstrations du pouvoir et de la pensée haïtienne. On pourrait en dire autant de Marchand, où Dessalines [80] laissa des traces de son pouvoir et de sa fortune. Pourquoi les a-t-on laissés tomber en ruines ? Si Boyer avait converti le palais de Christophe en Université nationale, il aurait immortalisé la mémoire de son nom. Et pourtant les moyens nécessaires à l'accomplissement de ce projet étaient dans le pays. Il préféra cependant de les laisser périr, parce que Christophe était un despote, l'ennemi de lui-même et de la république.

Un auteur anglais<sup>9</sup> qui a écrit sur Haïti, dit que Christophe avait amassé le trésor dont nous avons parlé, avec le dessein, dans la suite, d'acheter du gouvernement espagnol la partie espagnole de l'île. Quoiqu'il en soit, le château était l'endroit convenable pour recevoir ce trésor. De la hauteur où le château est construit, on voit la Plaine du Nord, et derrière elle la fortification. Dans un petit vallon on voit le village bien connu de Dondon. On peut voir cette haute forteresse d'une grande distance. Le climat de ses environs même en été est délicieux ; les vents de Décembre et de Janvier sont même souvent froids.

Le cas de Médina offre un autre trait du caractère hardi de Christophe. En 1814, le gouvernement français de Louis XVIII. envoya une commission à Haïti pour y rétablir la souveraineté de la France. On fit des menaces indirectes. Médina avait servi sous Toussaint, mais l'avait abandonné en faveur des Français. Christophe commanda qu'il fut saisi, malgré qu'il fut le représentant d'une nation si grande et si puissante. En faisant l'examen de ses papiers on découvrit qu'il était un espion, qui avait pour mission d'exciter une insurrection et de regagner le pays à la France. On lui fit son procès. Ayant été trouvé coupable par un tribunal militaire, il fut jeté en prison. Personne ne sait comment il mourut. Aucun compte n'a été rendu de lui depuis ce moment.

[81]

Christophe fit des efforts louables en faveur de l'éducation. Mais il ne songea pas même aux masses. Les quelques écoles qu'il bâtit étaient dignes de la manière avec laquelle il conduisait toutes ses entreprises. Il envoya chercher plusieurs messieurs anglais d'une haute réputation littéraire, un ou deux desquels étaient ministres de l'Église anglicane. L'Anglais était déjà bien connu dans le Nord de l'île. On admet généralement que Christophe avait de fortes prédilections anglaises. Il avait fait placer dans ses écoles des milliers d'exemplaires de la Sainte Bible, un grand nombre desquels étaient imprimés avec une colonne de français et une d'anglais à chaque page. L'efficacité de ces écoles fut démontrée dans la suite, par le fait qu'elles fournirent au pays plusieurs hommes instruits et capables, dont la plupart pouvaient s'exprimer facilement en anglais. Aussi

---

<sup>9</sup> Franklin.

regrette-t-on vivement que le plan national de l'éducation fut conduit sur une si petite échelle.

Quant à la religion et au clergé du royaume de Christophe, il paraît qu'il avait deux archevêques qui tombèrent sous le déplaisir du roi pendant un certain temps. Christophe avait en vue la création d'un clergé national. Il est permis de douter s'il eut jamais placé son église et son clergé sous la discipline et sous la direction du Pape. Quelles qu'aient été ses difficultés à cet égard, il aurait pu tout surmonter en prenant, dans un cas de nécessité, quelconque la position d'Henri VIII d'Angleterre.

Quant à la littérature en général, on ne s'attendra pas à ce qu'on puisse en dire grands choses par rapport à Christophe ou à son royaume. Une espèce de signature placée par sa propre main sur les documents nationaux était tout probablement l'étendue de ses connaissances littéraires. On publia un Almanach royal tous les ans ; on forma aussi un code de lois, qu'on appela le Code d'Henri I. Il parut aussi régulièrement un journal qui était l'organe des idées monarchiques. La [82] presse fut ainsi introduite dans ce petit royaume, et quoique dans le pays entier il y avait peu de personnes qui pouvaient en profiter directement, on ne doit pas arriver à la conclusion qu'il y avait une absence complète d'intelligence. Il abondait partout des talents non cultivés, qui avaient été en contact avec des milliers de français plus ou moins instruits. Cependant il serait injuste de s'attendre à de grands résultats, car on ne s'était jamais occupé des masses. Elles étaient ce que l'influence des circonstances les rendaient, comme d'ailleurs la plupart le sont encore aujourd'hui en Europe.

Les années et les événements se succédèrent, et ce petit royaume augmenta en richesses. C'était le résultat évident d'une terrible pression exercée sur le peuple pour le développement de l'industrie en général. Mais le fer et l'argile de la tyrannie et de la corruption n'ont encore jamais pu s'unir. Le moment de l'épreuve les a toujours renversés ainsi que toutes les espérances de la nation. Aussi l'heure solennelle de Christophe avançait-elle à grands pas. Il avait été passionné, ravageur, et cruel jusqu'à l'année mémorable de 1820. Vers l'automne de cette année il reçut le premier avertissement du sort dont il était menacé. Il fut frappé d'apoplexie lorsqu'il était au culte dans l'église de la Limonade. Ce fut un coup sévère, non pour lui-

même seulement, car le même coup qui le renversa ébranla son royaume. Pendant sa maladie une révolution éclata, qui sans le moindre doute avait été organisée depuis longtemps. L'armée royale qui avait été envoyée à St. Marc sous le commandement du Prince Limbé, pour y apaiser la rébellion, s'unit à la république de l'Ouest, avec laquelle elle fraternisa.

Le roi déjà malheureux apprenant ceci, essaya en vain de monter à cheval ; le dernier glas de son pouvoir venait de sonner. S'il lui avait été possible de se mettre à la tête de son armée, il aurait probablement gagné sa cause. Il n'aurait fait cependant que renvoyer à plus [83] tard le jour du malheur. Les troupes de la maison du roi furent expédiées, mais le royaume entier était mûr pour la révolte. Ces troupes renforcèrent à leur tour l'armée républicaine, en s'unissant à elle. Apprenant ceci, Christophe vit que tout espoir était perdu et que son royaume était renversé. Sachant que l'armée républicaine approchait de sa capitale, et qu'elle était même en train d'y entrer, il se retira dans sa chambre dans le palais de Sans Souci, avec l'intention apparente de méditer sur ce qu'il y avait de meilleur à faire, et demanda qu'on ne l'interrompit pas. Tôt après on entendit la détonation d'une arme à feu. On accourut et on le trouva mort. Alors on comprit qu'il s'était retiré avec le dessein de s'ôter la vie. C'est ainsi que tomba l'homme auquel on avait si souvent entendu reprocher à Napoléon I. d'avoir osé survivre à ses malheurs. La reine, bien connue pour ses sentiments d'humanité et par sa grande bonté, entrant à ce moment et voyant deux généraux en larmes, leur reprocha amèrement d'avoir ruiné le roi par leurs flatteries trahissantes.

L'armée républicaine ne tarda pas à entrer au Cap Haïtien. Les deux fils de Christophe étaient déjà morts. On sauva la reine, qui avec ses deux filles furent placées sous les soins du Président Boyer, et envoyées à Port-au-Prince. Dans la suite, la mère avec ses deux filles furent envoyées en Europe. La reine demeura en Italie plusieurs années après la mort de son mari.

D'après un compte-rendu, approuvé par lui-même, on lit ce qui suit : 'Henri Christophe fut né dans l'île de Grenade, dans l'année 1769. Tout jeune il arriva à St. Domingue. Il était un « Sanibo » et l'esclave d'un monsieur français, dont la fille demeurait au Cap lorsque j'y étais, et à laquelle Christophe témoigna de la bonté pendant sa prospérité. Il devint ensuite garçon dans un hôtel et dans

une salle de jeu. On ne sait pas quand il entra dans l'armée. En 1801 il était général de brigade [84] et gouverneur du Cap. Il se distingua à l'arrivée de l'expédition française, dans ses négociations avec Le Clerc, comme aussi en remplissant sa maison, richement meublée, de combustibles de toutes sortes, et en y mettant le feu, comme signal pour l'incendie de la cité entière. Avant que Toussaint se fut soumis, Christophe avait cédé à l'ascendance française et servit quelques temps. Il s'unit ensuite aux bandes qui furent poussées à la révolte par les cruautés de Rochambeau, dont la mémoire est tristement célèbre partout Haïti. Christophe était un des officiers qui signa l'acte de l'indépendance proclamée par Dessalines, qui dans la suite devint l'Empereur Jacques I. On dit que Christophe s'indulgeait de la manière la plus vile. Au milieu de toute cette brutalité, Christophe était déterminé d'élever la condition de son royaume, quoique ses propres gratifications étaient le ressort principal de toutes ses actions. Il était le principal marchand du pays. Quelques marchands anglais qui avaient fait du commerce avec lui, déclarent qu'il était bien instruit dans tout ce qui avait rapport à son propre commerce. Il réunit des hommes de talent de toutes les parties de l'Europe pour avancer la civilisation de ses sujets, et il a contribué à développer l'activité et l'entreprise. Comme homme ignorant, il peut être considéré comme un de ces phénomènes qui attirent quelquefois l'attention, mais qui ne laissent presque aucune trace de bien derrière eux.' (Mackenzie).

Nous retournons maintenant à la république de l'Ouest, qui en 1812 reçut la soumission de la partie du Sud, avec l'exception d'une petite bande obscure sous Goman, qui causa plus de petites tracasseries qu'elle n'inspira de crainte. Le mouvement important qui conduisit à l'union entre les parties du Sud et de l'Ouest fut dirigé par le Général Borgella, et devint une accession importante à la république, qui gagnait actuellement des forces, malgré ses divisions intérieures.

[85]

Un autre mouvement important commença en 1814, Ce fut la grande question d'une indemnité à la France pour les pertes qu'avaient essuyé les colons français. Quelle que soit l'opinion qu'on forme sur ce sujet, quant à sa justice ou à son *injustice*, *on ne* peut certainement pas être surpris que les premiers propriétaires de cette île cherchassent à obtenir une compensation. Aussi dès que Louis XVIII monta sur le

trône, il s'occupa de la conquête nouvelle de l'ancienne colonie française de St. Domingue. Le gouvernement français envoya trois hommes en Haïti, Lavaise, Draverman, et Médina, non toutefois comme députation revêtue de pouvoir, mais avec la mission d'apprendre les sentiments des Haïtiens sur ce point délicat.

Pour Christophe, comme nous l'avons vu dans le cas de Médina, la question était toute réglée. Lavaise écrivit à Christophe, et lui proposa de se soumettre à la France, lui promettant en même temps de l'avancement. Mais toutes ses offres furent traitées avec mépris, Christophe refusant tout traité qui ne reconnaît pas l'indépendance d'Haïti. Pétion fit une demande semblable, mais il offrit en même temps une indemnité, pourvu qu'on accéda à la demande qu'il venait de faire. On ne s'occupa plus de ce sujet pendant une ou deux années. Il était certain que la France ne renoncerait jamais à ce qu'elle regardait comme son droit légitime, sans recevoir une indemnité sous une forme ou sous une autre. Il était certain aussi qu'un refus décidé de la part de la république aurait inévitablement plongé Haïti dans une guerre ruineuse et désastreuse au plus haut degré. Il n'était pas à supposer que la France eut pu jamais se soumettre à une action qu'elle croyait incompatible avec sa grandeur comme nation. Nous ferons donc bien de ne pas nous hâter, avant de blâmer la prudence de Pétion dans cette affaire importante. Tout ce qu'il fit dans ce cas était compatible [86] avec les plus hautes réclamations de l'honneur national. <sup>10</sup>

En 1815, Christophe avait fait de nouvelles propositions au gouvernement républicain de l'Ouest de venir se placer sous son sceptre. Mais on savait parfaitement bien, qu'à mesure que ce monarque vieillissait, sa férocité devenait plus grande, aussi ses efforts furent-ils vains.

L'année 1816 est, une année mémorable dans l'histoire d'Haïti. Elle constitue une époque dans les événements et dans la carrière de ce pays digne de la plus grande attention. Nous parlons de la formation nouvelle de la constitution. On se rappellera qu'en 1806 la constitution fut formée par une assemblée nationale, appelée

---

<sup>10</sup> 'Pétion suggéra à Lavaise le principe d'une indemnité aux colons, comme compensation des propriétés qu'ils avaient pour jamais perdue.' — W. Y. G. Smith, M.D.

Assemblée Constituante. Jusqu'à cette époque Christophe et Pétion restèrent unis. Mais la différence entre le caractère et la disposition de ces deux hommes était déjà bien connue. Les prétentions de Christophe au poste d'honneur étaient admises. On savait cependant qu'il rejeterait une constitution qui limiterait et contrôlerait l'exécutif. Il n'est donc pas étonnant que les idées des Haïtiens instruits de cet âge eussent été ultra-républicaines, et que la constitution d'Haïti en 1806 eut été incompatible avec les idées despotiques de Christophe. Pétion même ne fut pas longtemps avant de découvrir que la constitution à laquelle il avait juré fidélité, lui laissait peu de pouvoir. De là, la dissolution de son Sénat, et la formation d'un autre, par lequel en 1811 il fut réélu sans aucune difficulté. À la prochaine réélection à la présidence en 1816, on crut qu'il était temps de tout changer, et d'établir une présidence à vie durant. La principale raison qu'on alléguait était que la répétition des élections à la présidence [87] créait des aspirants au pouvoir, et exposait le pays aux effets révolutionnaires d'un esprit de parti et de lutte.

Comme nous Pavons déjà dit, quelque pur et honnête qu'ait été le motif qui y a conduit, on peut douter de la prudence de cette mesure. La question semble plutôt être, si à ce moment une présidence périodique ne servait pas plutôt comme soupape nationale qu'autrement, permettant à l'extra ferveur des esprits animés par une ambition louable d'échapper, à travers une espérance d'arriver un jour à ce poste d'honneur tellement désiré. Il est permis de douter s'il fut prudent de retrancher un tel espoir. Il est certain que depuis ce moment on a toujours été dans la crainte que des révolutions éclateraient.

Quelque profond que soit le regret avec lequel nous contemplons les événements de cette époque de l'histoire d'Haïti, n'oublions pas qu'il s'y trouvait aussi bien des choses admirables. Quelles qu'aient été les erreurs de jugement d'alors, il est évident qu'un vrai patriotisme formait la gloire et l'honneur de l'époque.

Nous passons maintenant à la considération d'une grande mesure qui demande notre attention et notre admiration. Cette mesure peut être regardée comme la formation de ce qu'on pourrait appeler un Parlement national. C'était un pas en avant dans la bonne direction, et qui, avec plusieurs autres, démontre que la véritable indépendance est au moins le vrai chemin qui conduit à la dignité. Dans une nation

encore jeune, on fait souvent des erreurs sur le grand sujet de la liberté qui n'est pas toujours suffisamment protégée, ou qui n'est pas assez bien comprise. Il faut pourtant avouer que la mesure en question était un pas vers les institutions libres. Il serait injuste à la mémoire de Pétion de ne pas admettre que la postérité lui est grandement redevable.

[88]

Le système qu'on suivait dans l'Ouest était entièrement républicain. L'élection des représentants se faisait par le suffrage universel. La possession d'un pouvoir souverain par des masses ignorantes est cependant une vraie anomalie. Il est vrai que dans ce cas il y avait une classe instruite capable de diriger le reste. Mais après tout, tel est le républicanisme dans toute son étendue. Quoiqu'on pose une bonne fondation pour la destinée future et l'espoir de la nation, une masse d'ignorance dans un pays est une chose terrible ; et le danger de l'abus dans un système si libre, sous de telles circonstances, par des hommes sans principes et artificieux, est toujours grand. Il aurait donc été sage et prudent comme mesure préliminaire de retenir le droit initiatif de la chambre des représentants. La liberté républicaine exige pourtant l'éducation universelle de la nation. Le manque d'une éducation semblable a toujours été l'erreur nationale d'Haïti. Il s'y est toujours manifesté un désir plus ardent pour les institutions libres que pour l'éducation, qui aurait préparé le peuple à en jouir.

Pendant cette année 1816, Fontanges et Esmongart arrivèrent à Haïti comme députation envoyée par le gouvernement français — une preuve de plus que la France regardait significativement et fermement sur leur ancienne source de richesses, et était encore déterminée de ne pas céder un seul iota de ce qu'elle regardait comme ses droits.

En adressant ses dépêches au roi Christophe, Esmongart, avec dessein ou par oubli, négligea de reconnaître le monarque, l'appelant simplement général. Cette insulte fut reçue comme on pouvait s'y attendre par un homme naturellement fier et hardi. Christophe lança aussitôt une proclamation, déclarant que les Haïtiens étaient

indépendants, et ne traiteraient avec la France que comme nation libre et souveraine.

[89]

Christophe ne s'occupa pas davantage de ce sujet. Il est difficile de dire quel eut été le résultat pour Haïti si Pétion avait poursuivi la même voie, si ce n'est pourtant qu'une lutte des plus terribles eut éclaté avec la France, et que l'indépendance de la partie française de File aurait été sérieusement menacée. Car après tout, malgré la bravoure et la hardiesse des Haïtiens dans leurs luttes précédentes avec les Français, et malgré le climat, qui contribua à leurs, victoires, il n'est pas à supposer qu'une population de 700,000 personnes put maintenir une guerre perpétuelle ou même une guerre prolongée avec une nation de trente millions, possédant tous les arts de la guerre avec tous les moyens de s'en servir, comme le pouvait sans doute la France.

Pétion avait mûrement considéré cette question importante dans tous ses détails. Les grands esprits de la république admettaient aussi qu'il y avait plus ou moins de justice dans les réclamations quant à la propriété des colons français. Ils comprirent aussi que la guerre serait simplement ruineuse, et conclurent sagement, qu'ayant déjà fait des merveilles pour une si petite nation contre un pouvoir si supérieur, la paix serait compatible avec la dignité nationale. Pétion offrit donc une indemnité. La députation française, n'étant pas toutefois autorisée de reconnaître l'indépendance et la souveraineté d'Haïti, retourna en France et laissa la question ouverte. Rien n'avait été définitivement arrangé. C'était pourtant un premier pas vers une entente finale entre ces deux nations — entente qui sous tous les rapports était désirable. Car malgré le pouvoir de la France, son sacrifice de vies humaines, etc. avait été immense, même terrible, et pourtant elle avait perdu une des plus belles colonies qu'elle eut jamais possédées. La position d'une nation aussi grande que la France avec une nation comparativement [90] si petite que celle d'Haïti, est, en effet, un des faits les plus extraordinaires racontés dans l'histoire. Ces deux nations sentirent pourtant qu'il y avait une juste position qu'elles devaient occuper, aussi y eut-il de chaque côté une disposition bien prononcée d'arranger les choses d'une manière franche et honnête.

Pendant l'année 1816, Bolivar, le grand et célèbre héros de l'Amérique du Sud, arriva en Haïti et reçut les plus profondes sympathies de Pétion. Haïti ne pouvait pas beaucoup aider à l'accomplissement des projets de Bolivar, cependant sous le point de vue des finances, elle fit tout ce qu'elle put. Il est facile de comprendre que deux esprits si sympathiques, ayant un objet commun en vue, sympathiseraient ardemment et profondément l'un avec l'autre.

[91]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre IV

« The nation's mighty mainspring is its heart,  
Oft form'd and toned by messengers from heaven. » \*

Premiers missionnaires wesleyens — 'L'éducation élève l'homme,' etc. — Persécution de Pressoir — Nouveau corps de représentants — Mackenzie sur les cours — L'éducation générale — Exportations en 1818 — Finances — Enterrement de Pétion — Boyer président — Christophe écrit à Boyer — Grand incendie public — Boyer prend le Nord du pays — Il prend l'Est — L'abécédaire et l'épée — L'âge à blâmer, non Haïti — Publication de journaux publics.

[Retour à la table des matières](#)

S'il est vrai que quelque soit l'intelligence d'un peuple, ou son degré de civilisation et sa science, rien ne peut être stable ou prospère dans l'absence du principe moral, nous pouvons regarder l'arrivée de deux missionnaires de l'église méthodiste wesleyenne anglaise comme un des plus importants événements dans l'histoire d'Haïti. Ces deux missionnaires, les pasteurs J. Brown et J. Cats, arrivèrent à Haïti, dans l'année 1816.

Il est vrai, qu'avant l'arrivée de ces hommes dévoués, il y avait dans le pays des prêtres de l'église catholique romaine, hommes sincères. Mais Haïti avait encore besoin d'hommes dévoués. L'arrivée de ces deux messieurs était propice. Ces hommes de Dieu furent bien reçus par le grand fondateur de la république, qui avait désiré leur présence dans le pays.

---

\* 'Le puissant ressort de la nation est son cœur, souvent formé et accordé par des messagers célestes.'

Pétion, ayant de toutes manières encouragé l'envoi de ces missionnaires, aplanit leur chemin. Comme le [92] grand fondateur de l'église qu'ils représentaient, ces hommes ne se bornèrent pas seulement au travail d'évangéliser la ville de Port-au-Prince, mais ils semèrent partout et largement la bonne semence de vie, la parole de Dieu ; ils répandirent le levain de la vérité chrétienne au loin et au près, mais surtout dans les environs de la capitale. Le fruit de leur travail fut bientôt évident. Le peuple, se sentant libre d'embrasser les vues religieuses qui étaient dictées par leur conscience, n'hésitèrent pas d'avouer leurs convictions. On forma dans peu de temps une église protestante, qui comptait au delà de cent membres. Cette église fut fondée au sein d'une population professant le catholicisme romain.

L'influence de la vérité chrétienne enseignée par ces deux missionnaires devint grande. Elle avait pour objet de changer le cœur et la vie. MM. Brown et Cats poursuivirent leur travail en paix pendant un certain temps. Ces pionniers de la vérité essayèrent de creuser à la racine du vice par la formation d'une école publique, fondée et établie sur des principes purement chrétiens. Selon l'habitude ils en avertirent le président de la république, qui approuva tout à fait leur objet bienfaisant. Une des phrases dans la réponse que le président adressa à ces messieurs sur le sujet de l'éducation publique est noble et digne d'être remarquée. La phrase est comme suit : 'L'éducation élève l'homme à la dignité de son être.'

Pendant le règne de Pétion tout alla bien. La prospérité de cette mission lui était chère ; il désirait ardemment voir la simple vérité répandue par tout le pays, et il ne se laissait jamais influencer par l'esprit de secte. Mais la carrière paisible et heureuse de la mission wesleyenne ne dura pas longtemps. Le 18 Mars, 1818, Pétion, l'illustre patron et l'ami sincère de cette petite église protestante, mourut. Les rênes du [93] gouvernement tombèrent alors entre les mains du Général Jean Pierre Boyer.

Si les vues et les sentiments du nouveau président avaient ressemblé à ceux de son honorable et de son digne prédécesseur, son pouvoir et son influence auraient suffi pour protéger ces dignes pasteurs protestants et leurs petites églises des insultes qu'on leur fit. Mais le bras protecteur de Pétion ayant été rendu impuissant par la mort, des sentiments opposés à ceux qu'il avait manifesté commencèrent à se développer. Le bigotisme religieux n'avait fait que

sommeiller sous Pétion, dont les vues sur la liberté religieuse, ainsi que sur les besoins moraux de son peuple, étaient beaucoup plus avancées que celles de son successeur.

Aussi à la mort de Pétion une persécution éclata et continua assez longtemps. On fit apporter des pierres où se tenaient les réunions religieuses, et une populace enragée les lançaient contre les portes et contre les fenêtres. Ayant réussi à se forcer une entrée, ils se saisirent de ceux qu'ils y trouvèrent réunis, et au nom de la loi ils menèrent ces personnes innocentes et honnêtes en prison. Dans l'époque où nous vivons on est humilié en lisant ces faits. Tel a pourtant été l'histoire de l'introduction de la vérité chrétienne parmi tous les peuples, dans tous les âges.

Suivant le conseil qui leur fut donné par le président Boyer et par les membres des églises protestantes, les deux missionnaires Brown et Cats quittèrent Haïti et retournèrent en Europe. Le président Boyer très honorablement promit au comité des missions wesleyennes de payer leurs frais de voyage. Pendant l'absence de ces deux missionnaires, bannis du pays, Monsieur J. C. Pressoir devint le conducteur de cette petite bande de chrétiens. S'étant échappé de prison il alla au palais, où il porta une lettre adressée au président. Cette lettre avait été écrite par un des trente-deux [94] hommes <sup>11</sup> qui avaient été emprisonnés. Lorsque Pressoir parut devant le président, son excellence accusa les méthodistes de fanatisme. Pressoir répondit : 'Pardonnez-moi, Monsieur le président, ils ne sont pas des fanatiques ?' 'Comment,' dit le président, 'n'avez-vous pas changé de religion ?' 'Si j'ai changé de religion,' répondit Pressoir, 'c'est le gouvernement qui m'y a encouragé.' 'Comment cela ?' demanda le président. Pressoir répondit : 'Ce fut le président défunt qui envoya chercher les missionnaires 'Wesleyens ; j'ai lu la lettre et j'ai vu sa signature.' 'Assez, assez répondit le président, 'je ferai envoyer une réponse à la lettre que vous venez de m'apporter.'

Ceux qui étaient en prison furent libérés peu de temps après. On leur défendit pourtant de se réunir à l'avenir. On leur fit comprendre qu'ils pouvaient adorer Dieu individuellement comme ils le jugeraient

---

<sup>11</sup> Denis Bauduy était au nombre de ces trente-deux. Dans la suite, à la requête de comité des missions wesleyennes il passa quatre années en Europe, et retourna à Haïti comme pasteur wesleyen consacré au saint-ministère.

à propos, mais que le gouvernement avait donné l'ordre de disperser toutes les réunions. Malgré ces défenses, ces hommes pieux continuèrent à se réunir, mais ne voulant pas ouvertement violer la loi ils se réunirent en secret. Le peuple, vexé, continua cependant à les assaillir jusqu'à ce qu'une proclamation fut lancée de 'La Place,' commandant à tout le peuple de cesser de lapider et de maltraiter les Protestants. Cette proclamation défendait aux Protestants de se réunir. Petit à petit la paix fut rétablie, et par la fidélité et la fermeté de ces chrétiens, fidèles à Dieu et à leurs consciences, la liberté religieuse fut maintenue. Tel a été le prix auquel, dans le passé, cette liberté a été achetée. Il se peut que dans l'avenir on soit plus sage.

Quelque pénible que fut cette persécution, on ne peut [95] pas en être surpris. Ce n'était tout simplement que le conflit d'éléments opposés, précisément comme ce qui a eu lieu dans tous les pays et dans tous les âges. Sans contredit, Boyer aurait pu protéger les ministres protestants comme l'avait fait Pétion avant lui. Mais par ce qu'il dit à Pressoir, il est évident que ses idées religieuses étaient tout-à-fait opposées à celles de son prédécesseur. Comme catholique romain très décidé, Boyer sentait probablement que son devoir était d'opposer l'introduction et d'arrêter le progrès du Protestantisme en Haïti. Il se peut aussi que, comme sénateur, il supposait que la présence d'éléments si contraires dans la nation aurait pu engendrer le malheur. Son jugement le conduisit à des conclusions tout-à-fait opposées à celles de Pétion. Boyer regarda l'introduction de cet élément nouveau dans le pays comme un grand défaut chez son prédécesseur. Pour cette raison il ne protégea pas le Protestantisme, et non parce qu'il ne le pouvait pas. La postérité devra juger entre Pétion et Boyer dans cette affaire.

Il est bien vrai que la persécution religieuse, quelle que soit l'époque quand elle a lieu, ou quels que soient les motifs qui y conduisent, est une grande folie, car elle renverse ses propres desseins. Tel a pourtant toujours été l'ordre des choses. Le cas de Wesley, en Angleterre, il n'y a que peu de temps, était encore plus terrible que celui dont nous venons de parler ; il était moins naturel et plus brutal, car c'étaient des Protestants qui persécutaient d'autres Protestants.

Haïti avançait toujours dans sa carrière nationale. En 1817, on essaya de former une nouvelle chambre de députés, comme branche

additionnelle à la législation. Jusqu'à cette époque le pays avait été gouverné par le Sénat, qui représentait, et exprimait les idées, du peuple. Le prestige de la cour avait sans doute souffert par sa violente dissolution causée par le président Pétion. [96] Quelle qu'ait été l'erreur qui conduisit à la dictature de la part de l'exécutif, l'avenir l'envisagera sous son véritable aspect et lui accordera son propre mérite. On sentira pourtant toujours que, dans cette affaire comme dans toutes les autres affaires politiques, Pétion était honnête dans ses motifs et loyal dans ses intentions, quoique son jugement ait pu quelquefois lui faire défaut. La nouvelle branche ajoutée à la législature aida au moins à compléter la théorie d'un bon système de gouvernement, en y apportant une autre balance contre l'exécutif. On se rappellera que l'initiative de toutes ces mesures était dûe à l'exécutif.

Pendant la vie de Pétion on fit la révision de la constitution, une ou deux fois. On y apporta le dernier changement en 1818. Après cette époque elle demeura telle qu'elle était pendant plusieurs années. Les institutions générales, basées sur la constitution de la dernière révision, sont très correctement décrites par Mackenzie, voyageur anglais qui visita Haïti peu de temps après la mort du premier président. Ce qui suit est extrait de la description qu'il a donnée.

Les affaires du gouvernement sont dirigées par le président, qui occupe cette position sa vie durant. Il doit être âgé de trente-cinq ans avant d'être élu à la présidence. Il a le droit de nommer son successeur, nomination sujette à l'approbation du Sénat. Il commande les forces nationales, et par le moyen de ses commissionnaires, il veille sur les tribunaux. Ces commissionnaires retiennent leurs places à son gré. Il propose à la chambre des communes toutes les lois nouvelles, excepté celles qui ressortent de la taxation. Il dirige les recettes. Il traite avec les puissances étrangères, et avec la sanction du Sénat il déclare la guerre. Le Sénat et la haute cour de justice ont le droit de lui demander compte de son administration.

Les détails de l'administration sont dirigés par trois [97] départements, — premièrement, celui de secrétaire général, dont les devoirs sont très étendus et très variés ; secondement, celui du secrétaire de l'état pour les finances et le trésor ainsi que toutes matières fiscales appartenant à ce département ; le troisième département forme partie du gouvernement, et est sous la direction du

grand juge qui est le chef de tous les départements judiciaires. Cette haute cour de justice ne peut agir que par une proclamation du Sénat. Cette cour est composée d'au moins quinze juges, choisis des différents tribunaux départementaux. Ces juges sont choisis par le sort. Le grand juge préside, à moins qu'il soit lui-même sous accusation, dans lequel cas un autre est choisi par le président. Comme il n'y a pas moyen d'en rappeler de cette cour, l'accusé a le droit de rejeter le tiers des juges. Il faut un jugement des deux tiers pour condamner.

'Le Sénat est composé de vingt-quatre membres. Tout citoyen est éligible, sauf ceux qui sont membres de la chambre des députés. D'une liste de trois noms pour chaque place vacante, les députés, par le moyen du scrutin secret, font un choix. Les séances sont quelquefois publiques, quelquefois secrètes. Chaque sénateur reçoit un salaire.

'Les représentants sont choisis par le suffrage universel, et le mode d'élection est le scrutin secret. Aucune loi ne peut être effective dont le projet n'a pas eu son origine dans l'exécutif.

'La cour de cassation révisé les décisions des autres cours, et détermine quant à l'application des lois dans les cas qui sont présentés.

'La chambre des comptes est composée de cinq membres. Leur devoir est d'examiner et de faire un rapport au président sur chaque branche des dépenses et des recettes du revenu. Cette chambre a aussi pour devoir de suggérer des moyens de réforme et de progrès.

'Le gouvernement intérieur de la république est dirigé [98] de la manière suivante : — L'île entière est divisée en 76 communes et 34 paroisses. Elles sont classifiées en 27 arrondissements militaires et en 6 départements. Chaque département est commandé par un général d'armée. Il exerce l'autorité civile et militaire. Il fait connaître les décisions du gouvernement au peuple.

'Outre la haute cour de justice et celle de cassation, il y a huit tribunaux locaux, civils et communaux. Cette gradation de cours inférieures est établie dans les capitales de districts.

'Le jugement par jury est établi.

‘Les décisions du juge de paix, sans jury, sont finales, pourvu que la somme ne dépasse pas cinquante dollars. Les fonctions du Juge de paix sont nécessairement très étendues.

‘*Note.* — Des modifications ont été faites dans la suite, surtout dans le secrétariat de l'état, etc., mais le cadre général 'des institutions haïtiennes demeure à peu près le même.’

Quoiqu'on ne puisse pas dire grandes choses quant à l'éducation dans le pays à cette époque, nous devons pourtant admettre qu'on avait fait une certaine provision. L'éducation des masses toutefois était une idée qui ne faisait que de naître dans les parties les plus avancées du monde. Le modèle qu'Haïti suivait, à cette époque, était l'Europe, où l'éducation des masses était plutôt crainte que recherchée. On ne peut donc dire grandes choses sur le sujet de l'éducation populaire d'Haïti à cette époque. Pétion avait fondé et établi le Lycée, qui pour un grand nombre d'années fut un bon collège, et fournit pendant longtemps une bonne et utile éducation à un grand nombre des jeunes citoyens de la république. Si l'on compare ses opérations avec les grands besoins du pays, elles étaient très limitées. Cependant plusieurs hommes de talent, qui ont rendu de grands services à leur pays, sont sortis de cette institution. [99] On ne s'attendra certainement pas à ce qu'Haïti dépasse l'Europe sur la question de l'éducation des masses. On ne doit pas non plus oublier que les États-Unis de l'Amérique à cette époque n'étaient absolument rien pour Haïti, comme Haïti ne leur était rien, les raisons étant parfaitement comprises.

Dans la théorie générale des institutions haïtiennes on a toujours pourvu des écoles, et on suppose même que la nation entière reçoit des bienfaits de l'éducation. Et pourtant la masse du peuple a fait bien peu de progrès dans la lecture et dans l'écriture. Le fait est qu'en Haïti, comme dans une grande partie de l'Europe à ce jour, l'éducation, même dans ses premiers éléments, n'a jamais été élevée à son propre niveau d'importance et de respect. Ce fait pénible uni à l'indifférence quant à l'éducation, qui est très naturel chez un peuple ignorant, explique la condition actuelle des masses d'Haïti. Il est à regretter qu'on ait perdu de vue un point si important dans une république vraiment libre, où on s'attend à ce que chaque citoyen

comprenne ce qu'il est. Il est impossible de justifier un tel état de choses, quelles qu'aient été les difficultés. Un bon cœur et une bonne conscience auraient, sans aucun doute, vaincu les difficultés les plus grandes.

On pourrait affirmer que les guerres continuelles, intestines ou étrangères, rendent impossible l'éducation des masses. Mais dans une république où tout homme qui sait lire aurait dû faire instruire celui qui ne le pouvait pas, tout obstacle aurait été vaincu. Un but national, poursuivi avec persévérance, aurait suffi à surmonter les plus grandes difficultés. Les masses d'Haïti auraient ainsi évité d'être les dupes d'hommes sans principes, qui ont souvent terni la réputation de leur pays et désappointé toutes les espérances, par des promesses révolutionnaires plus légères que le vent. Les amis d'Haïti ont été souvent surpris que les effets de [100] l'éducation primaire sur les masses du peuple, par rapport à l'activité générale, la création de besoins et son action sur le commerce en général, n'ont jamais été reconnus d'une manière pratique. Les intérêts de tous les commerçants exigent que les besoins du peuple soient augmentés à leur plus haut degré ; la stagnation complète des affaires est nécessairement le résultat d'une grande ignorance. Les plus grandes ressources de la nature doivent rester toujours fermées pendant qu'on retient la clef de l'éducation universelle.

On pourrait dire bien des choses par rapport à l'agriculture. On a souvent tracé des plans gigantesques pour le développement de cette branche importante de l'industrie. Elle a toujours été une sérieuse question en Haïti. Les colons français avaient réussi à augmenter le produit général à un degré vraiment surprenant. Tout ce travail n'était pourtant que le résultat de l'esclavage sous sa forme la plus hideuse, et de la brutalité la plus terrible. Toussaint l'Ouverture était suffisamment éclairé pour reconnaître la grande importance d'une industrie nationale et surtout de l'agriculture. C'est ce qui le stimula à développer les exportations du pays. Il réussit en se servant de règlements les plus rigoureux, qui alors étaient probablement nécessaires. Dessalines exerça aussi un pouvoir terrible pour le maintien et le développement de l'agriculture, et, jusqu'à un certain point, il réussit parfaitement. Il succomba toutefois sous le poids de ses propres cruautés. Les efforts du Général Rigaud dans le Sud sont aussi dignes d'être conservés dans notre souvenir.

Le règne sévère et dur de Christophe força ses sujets malheureux à une grande et croissante activité, et les résultats furent grands. La folie de ses efforts dans cette cause étouffa toutes ses espérances de gloire et d'honneur, et servirent de leçon à la postérité. Tous ces hommes avaient adopté, comme règle, les produits [101] forcés de l'esclavage. Aussi leur but ne fut jamais réalisé que sous la forme de l'injustice. Plus tard on essaya de former, ce qu'on appela, des codes ruraux ; on avait l'intention de développer plus complètement et plus rapidement les énergies du peuple. Impossible pour des gens éclairés et civilisés d'accepter ces codes comme on les comprend en général. Un système qui ne permettra pas à un homme libre d'entrer dans une ville pendant certains jours de la semaine est ridicule, et suppose un peuple dégradé. Le seul code rural efficace serait l'instituteur chrétien. Il tremperait les ressorts moraux et intellectuels de la nation, il élèverait la génération croissante à son propre niveau, et on sentirait bientôt des besoins qui mettraient toutes les richesses du pays en action. Un tel code rural serait peu dispendieux quant au service de police civile ou militaire.

Pétion et sa république nous montre juste l'opposé de ce que nous venons de dire. Quoiqu'on puisse en expliquer la cause, en rappelant à la mémoire le caractère doux de cet homme, il est un fait, regretté par tous les meilleurs amis de Pétion, savoir, l'absence d'une salutaire énergie dans toute son administration ; cette grande lacune était injurieuse aux vrais intérêts du pays. Si Pétion avait eu plus d'énergie il aurait accompli de grandes choses. La douceur de Pétion était peut-être une mesure de politique. Il voulait vraisemblablement établir un contraste entre la république libre de l'Ouest et la monarchie oppressive du Nord. Ce contraste était calculé à creuser les fondations du royaume de Christophe et à le renverser. L'histoire prouve qu'il en fut ainsi. Un coup plus hardi du côté du bien aurait rendu Pétion plus populaire, et aurait donné au pays un ton plus élevé et plus sain. Malgré le grand laisser-aller de ce système, l'agriculture ne fut pas négligée. En 1818, on exporta 26,000,000 de livres de café, chiffre peu élevé en comparaison du travail forcé de 1789, et [102] qui produisit 38,000,000. Néanmoins, le premier chiffre indique une prospérité et une activité plus grande que le dernier, car ces 26,000,000 de livres de café furent cultivées sur le territoire où Pétion exerçait son pouvoir, c'est-à-dire, sur moins de la moitié de la partie française de l'île. La partie du Sud était encore plus ou moins

chancelante. Il faut se rappeler aussi, qu'un système militaire, alors essentiel à l'existence de la nation, pesait lourdement sur la population entière. Si l'on conserve le souvenir de ces faits, on verra que les produits des travaux agricoles sous la république libre étaient de beaucoup plus considérables que sous le pouvoir inique du système colonial.

L'exportation des bois de teinture, en 1818, dépassa 6,000,000 de livres. Ce bois venait principalement du Sud, qui, quoique dans un état de souffrance, était uni à la république de l'Ouest. Ces détails imparfaits sur le sujet des exportations prouveront, au moins, qu'une certaine industrie était maintenue dans le pays, malgré les circonstances générales, qui n'étaient certainement pas de nature à favoriser le produit national. Il est bien vrai que, pour développer l'agriculture, Christophe fit plus que ses voisins. Mais il est un fait pénible à constater, c'est que son règne semblait être un effort continuel pour le détruire, ainsi que sa monarchie. L'étendue de l'industrie que nous venons d'examiner, et qui ne renferme pas la partie espagnole de l'île, offre au lecteur un résultat digne de son attention, surtout s'il se rend compte des grandes difficultés causées par les armes et par une guerre presque incessantes.

Avant de considérer l'état du commerce en général, il faut se rappeler qu'à la mort de Pétion le peuple haïtien ne faisait que de sortir du chaos. Cependant leur besoin de mobilier, de vêtements, et d'articles de consommation comme farine, poisson salé, bœuf, porc, beurre, saindoux, savon, chandelles, etc., était tel que [103] les États-Unis et l'Europe apprirent bientôt que les ports d'Haïti devenaient de bons marchés. Ce fait prouve que, malgré les grandes difficultés qui les paralysaient, les Haïtiens avaient commencé à accumuler des finances, sous la forme de produits généraux, pour pourvoir à leurs besoins individuels et nationaux. Des navires marchands de tous les pays entrèrent dans les mers d'Haïti, et les navires de guerre reconnaissaient l'indépendance haïtienne en saluant son drapeau, La carrière de ce pays était actuellement ouverte. Il est vrai qu'à cette époque File était divisée en deux, une partie républicaine, et l'autre monarchique, dans leur forme de gouvernement. Mais la grande émulation qui existait les stimula comme peuple, car, malgré toutes leurs divisions, ils étaient après tout un seul peuple.

Quant aux arrangements des finances, on comprendra qu'un système organisé de fonctionnaires salariés, tant civils que militaires, rendrait un moyen de circulation nécessaire. La monnaie en circulation était le doublon espagnol. Mais comme tout système de finances était alors imparfait, il n'est pas nécessaire que nous donnions des détails sur ce sujet. Il suffira de dire qu'avec un bon point de départ la force de la nécessité ferait le reste. Du papier-monnaie fut introduit de bonne heure en Haïti. Le dollar haïtien était alors égal en valeur au dollar espagnol.

Le système militaire de cette époque était essentiellement national. La nation entière ne formait qu'un grand camp, Chaque Haïtien, capable de porter les armes contre les Français, était mis en réquisition. Si ce principe n'avait pas été adopté, il eut été impossible de conserver l'existence de la nation. Cette terrible et ruineuse nécessité fut continuée comme moyen de défense contre Christophe, dont la furie se manifestait de temps en temps ; d'ailleurs les difficultés n'avaient [104] pas cessé dans le Sud, et les affaires avec la France n'avaient pas encore été réglées.

Que tout homme impartial, de ce point de vue de l'histoire haïtienne, considère avec justice et avec équité les Haïtiens comme peuple. Comme les anciens Bretons, les Haïtiens à leur origine étaient des esclaves, mais d'une nuance africaine et la propriété de maîtres français. Il en résulta la formation d'une classe de sang mixte, classe de peuple connue dans les Indes Occidentales anglaises comme peuple de couleur, distinct du peuple noir. Sous le système colonial en Haïti, un homme de couleur n'était pas considéré égal à son père blanc. Ceux qui furent envoyés en Europe, et qui retournèrent en Haïti avec des intelligences développées et des vues larges, et sous ' plusieurs rapports supérieurs à leurs pères, furent pourtant traités de la même manière. Si le fils était plus foncé que le père, ce fait constituait un crime assez grand pour repousser avec indignation tous ses titres à l'honneur et à la dignité d'un homme. Il était pourtant impossible à la nature humaine, élevée par l'éducation, de se laisser ainsi fouler aux pieds. Les instincts d'une intelligence éclairée s'allumèrent, le fils lança un défi au père, et l'on vit bientôt la raison détrônée et tout raisonnement cesser.

Juste à ce moment la nation française déclara tous les hommes libres et égaux. Aussi à leur retour de l'Europe, où ils avaient reçu

leur éducation, les fils d'Haïti, ne craignant ni la potence, ni l'épée, demandèrent d'être mis en possession de leurs droits comme hommes ; cette réclamation est digne de l'admiration de la postérité, car ce droit était déjà accordé en France. Malgré toute l'opposition des pères blancs, qui avaient des fils de couleur à St. Domingue, l'étendard de la liberté fut arboré sur ces côtes, et les scènes sanguinaires dans lesquelles la liberté et l'esclavage se rencontrèrent et se livrèrent combat continuèrent jusqu'à l'entier [105] anéantissement de l'esclavage, cause première de toutes ces guerres. Devant le monstre de l'esclavage tous les Haïtiens étaient unis. Le même sentiment animait tous les cœurs pendant qu'ils travaillaient à la destruction de cet ennemi du bonheur et de l'honneur de l'humanité. Le démon de la discorde demeura pourtant parmi ce peuple. Quelque regrettable que soit ce : fait, il est en parfait accord avec tout ce qui ressort de la nature humaine. Les Haïtiens suivirent l'ancienne voie de l'envie, de la haine, et de la malice. L'anarchie, le versement de sang, et la férocité de la révolution française n'étaient certainement pas moindre qu'en Haïti, pour ne rien dire des autres nations, tant anciennes que modernes. L'ordre se trouva pourtant dans toutes les divisions des Haïtiens.

. Rigaud, qui commandait indépendamment dans la partie Sud de l'île, avait établi un système bien organisé, et avait réussi à élever le ton de l'industrie. La république de Pétion, quoique plus spontanée dans toute son action et délivrée de tout despotisme, formait une communauté bien arrangée et admirable sous bien des rapports. Les éléments généraux d'une civilisation avancée y existaient. De bonnes lois et des institutions libres constituaient la gloire de la république. Christophe aussi, dans le Nord de l'île, ne manquait pas de beaux desseins, qui étaient admirables en eux-mêmes, malgré toute sa cruauté et sa tyrannie, tant regrettées par ses meilleurs amis. Ces éléments de civilisation furent légués aux Haïtiens par leurs maîtres français, qui étaient de beaucoup leurs supérieurs. Mais ceci ne revient qu'à dire, que la civilisation est transmise d'une nation à une autre nation, et d'une génération à une autre génération. Sans aucun doute, des erreurs abondaient de tous les côtés, mais sans cela ils n'auraient pas été hommes.

Malgré ces tempêtes intérieures et extérieures Haïti [106] restait à flot. Elle résista fermement aux plus fortes bourrasques qu'une nation

puisse jamais essayer, et quoique déchirée par des discordes intérieures elle maintint sa position. Elle a toujours eu besoin d'une chose ; si sa vigueur nationale avait été renforcée par une saine culture morale, sa course aurait pu être celle d'un géant. Mais cette culture morale n'existait pas, aussi les ressorts de ses plus nobles intérêts furent-ils affaiblis ; elle tint ferme cependant et concentra tout son pouvoir dans le Sud, pendant que la puissance de Christophe au Nord commença à défaillir devant le bon sens de la liberté républicaine.

Le Président Pétion fut enterré le 31 Mars, 1818. Le jour avant, Jean Pierre Boyer fut élu président de la république haïtienne, et le 1<sup>er</sup> Avril il fut publiquement installé. Il jura fidélité à la constitution et au peuple d'Haïti. Pour un homme honnêtement et fermement déterminé d'élever les masses dans tous les sens — désir qui devrait animer le président d'une république — un plus beau champ que celui qu'Haïti offrait alors au Président Boyer ne pouvait pas être désiré. Si Boyer avait essayé d'atteindre ce but, il se serait élevé lui - même, ainsi que la république, à cette véritable dignité qui doit toujours être le but d'une existence nationale. Tel fut le but de la grande république de l'Amérique du Nord, aussi ces effets ne tardèrent pas à se manifester. Tel aurait dû être le but d'Haïti, et quelque excuse qu'on puisse faire quant à ces difficultés, sa grande mission comme nation africaine et représentante exigeait ceci. Elle ne se justifiera jamais devant l'humanité par rapport à ses masses qui sont encore sans éducation. Où cherchera-t-on dans l'histoire d'Haïti des preuves solides qu'elle a jamais essayé d'abolir l'ignorance partout ?

Durant cette époque de l'histoire d'Haïti, il régna longtemps une paix intérieure et extérieure, et la voie [107] pour le grand travail de l'éducation nationale semblait être ouverte. La génération présente avait le droit de s'attendre à ce qu'on fit quelque effort pour entrer dans cette voie. Mais son attente a été vaine. Il est presque impossible de ne pas croire qu'un des principes d'alors était de garder les masses dans l'ignorance la plus complète, vu qu'il était plus facile de gouverner l'ignorance que l'éducation. C'est ce qu'on a longtemps pensé en Europe, où l'instruction universelle était plutôt un sujet de crainte que de recherche. Boyer avait été élevé dans cette école. Il était intelligent, et avait tout le poli des manières françaises. Il avait pris la France pour modèle. À cette époque la France était la seule nation qui avait brisé les chaînes de l'esclavage ; et quoique dans la

suite, la trahison entra dans le pays, pour Haïti la France était la source de la liberté. L'Angleterre et l'Amérique soutenaient encore l'esclavage.

Un homme intelligent qui embrasse le républicanisme doit avoir à cœur tout ce qui élève sa race. Le républicain fait profession de croire sincèrement que chaque homme dans une nation doit être homme dans le sens lus complet du terme. Si tel avait été l'esprit du républicanisme haïtien depuis son commencement, on aurait atteint ce but. À moins qu'elle ne l'atteigne, Haïti ne deviendra jamais une véritable république.

Pendant le mois de Juin, 1818, Christophe envoya une députation au nouveau président de la république de l'Ouest, proposant l'union des deux communautés sous couronne et sous son drapeau. Ces ambassadeurs furent bien reçus, mais leur mission échoua. Les républicains regardèrent la proposition de Christophe plutôt comme une insulte qu'autrement. L'année suivante les insurgés de la Grande Anse, qui, pendant plusieurs années avaient vexé la république, fraternisèrent avec l'Ouest. Les malheurs du pays commencèrent [108] à cesser et on vit régner la paix et le repos. En 1820 une grande calamité vint tomber sur Port-au-Prince. Un feu destructif consuma des propriétés d'une valeur considérable. Ce malheur se fit vivement sentir, vu qu'on n'avait pas encore établi des sociétés d'assurances en Haïti ; chacun fut forcé de supporter de son mieux, ses pertes.

Nous avons déjà vu la ruine et la fin du règne de Christophe, mais nous l'avons envisagée d'un point de vue en harmonie avec les sentiments du Nord, il nous reste maintenant à la contempler sous le point de vue républicain. Le gouvernement de l'Ouest apprit que la ville de St. Marc, située sur la frontière Ouest des possessions de Christophe, était en pleine révolte, que Christophe était frappé d'apoplexie, et que les troupes royales étaient prêtes à s'enrôler sous l'étendard de la république. Ces nouvelles ne causèrent aucune surprise, on s'y attendait ; on avait prédit depuis le commencement qu'il suffisait de laisser Christophe à lui-même et qu'il deviendrait l'auteur de sa propre ruine. Boyer se prépara immédiatement, et marcha sans interruption jusqu'au Cap, une distance d'environ deux cents milles. Dans quelques jours la capitale du monarque tombé, qui s'était immolé lui-même, fut occupée par vingt mille hommes, commandés par le président de la république. Boyer fut

chaleureusement accueilli. La tyrannie détestable et détestée de Christophe lui avait frayé la voie. La joie régnait partout. Le peuple du Nord sentit que le joug de fer était brisé par la main de Dieu même. Aussi vit-on les partis jusqu'ici divisés et séparés par la haine, se féliciter mutuellement. On annonça l'extinction du royaume du Nord, qu'on absorba dans la république de l'Ouest, dont Boyer était le président.

Par sa grande activité, Christophe avait réussi à développer l'industrie en général. Sa grande énergie [109] s'était pourtant dégénérée en cruauté, et ses mesures furent bientôt sanguinaires. C'est à ceci qu'on doit l'absorption de la monarchie dans la république, une union qu'on avait tant désirée. Il est vrai que par cette union les principes de la liberté furent répandus parmi les masses, qui à cette époque étaient très mal préparées à les recevoir. Ce défaut était pourtant préférable à une monarchie tyrannique et sanguinaire. À dater de ce moment la partie française de l'île constitua les limites de la république. La bonne fortune de Boyer ne s'arrêta pas ici. L'année suivante, en 1821, la partie espagnole se déclara indépendante de l'Espagne. Sentant sa faiblesse elle forma des mesures, qui, en 1822, furent mises en action par la présence de Boyer accompagné de deux mille hommes, dans l'ancienne capitale du grand Colomb. Les Espagnols d'Haïti ne furent pourtant pas conquis ; le mouvement qui eut pour fin l'union des Espagnols haïtiens avec la république d'Haïti eut son origine chez les Espagnols. Ils avaient eux-mêmes vu et compris qu'il était dans leur intérêt, comme dans celui de la population entière, de marcher sous le même drapeau. Il se trouvait, sans doute, un nombreux parti chez les Espagnols qui étaient opposés à cette union.

Ce qui est évident, c'est que dans la partie espagnole de l'île à cette époque, il se trouvait quelques hommes qui étaient plus occupés des intérêts généraux d'Haïti comme nation unie que d'eux-mêmes personnellement. Ces Espagnols étaient tout aussi capables de se défendre contre l'Espagne que les Haïtiens français l'avaient été de se défendre contre la France. Les limites de la république haïtienne étaient maintenant celles de l'île entière. Ce vaste champ, qui renfermait presque un million d'âmes, demandait à grands cris l'action bienfaisante de la charrue intellectuelle et morale. Si les grands esprits du pays avaient alors eu des oreilles pour [110] ouïr, ils

auraient grandement contribué à la dignité de la nation ; ses ressources illimitées auraient été ouvertes, et il en serait résulté des richesses immenses. L'éducation aurait remplacé l'armée, et la raison aurait proclamé son pouvoir ; mais hélas ! on ne comprenait pas ces choses. Peu de temps après l'union, la partie française d'Haïti se plaignit que la partie espagnole était plutôt un fardeau pour la république qu'autrement. La camuse était dûe au fait que la partie espagnole était tenue en échec et dominée par l'armée plutôt qu'autrement ; action que les Espagnols haïrent plutôt que de la soutenir. L'homme a encore besoin d'apprendre qu'il y a plus de puissance dans un abécédaire que dans une épée, et que jusqu'à ce que l'instruction règne, nous serons toujours exposés au despotisme des armes.

La république d'Haïti était alors composée d'éléments en conflit. Des hommes ayant des vues opposées étaient en contact les uns avec les autres, et de la part du gouvernement la prudence la plus grande était nécessaire. Les intérêts du pays n'étaient pourtant pas divisés, ils formaient un ensemble complet. Le pouvoir moteur de l'éducation était alors plus que jamais nécessaire. Chaque enfant dans l'île aurait dû sentir sa puissance ; mais la grande infatuation régnait : 'Il n'y a pas de temps pour s'occuper de ceci, ou bien le moment de faire ce travail n'est pas encore arrivé.' Ce moment n'arrivera jamais jusqu'à ce que ceux qui exercent le pouvoir seront déterminés d'accomplir ce travail, quelles que soient les choses qui restent à faire. La tâche serait vraiment grande, mais une fois que la vie politique et religieuse de la nation serait prête à entrer dans ce travail, on verrait qu'il serait tout aussi facile de, former ces réunions pour l'éducation de la jeunesse qu'il l'est de former un parti de cartes, et ce premier travail serait beaucoup plus utile et plus salubre.

[111]

Il est à craindre que l'idée existait déjà, qu'il était plus facile de gouverner une masse ignorante qu'un peuple éclairé. La crainte de l'Europe quant à l'instruction universelle exerça, sans aucun doute, un grand pouvoir en Haïti, car elle n'avait pas d'autre modèle à suivre. On doit donc admettre que dans son état d'enfance, Haïti n'était pas autant à blâmer pour ses erreurs, que l'époque. L'Europe ne s'était pas encore imposée pour tâche d'apprendre à chaque homme à devenir homme. À l'égard des hommes blancs les États-Unis l'avaient fait,

mais au commencement de ce siècle la grande question de l'éducation des masses était encore à l'état d'épreuve.

Le champ de travail d'Haïti était maintenant ouvert. L'île entière était sous un seul gouvernement. La position du Général Boyer était élevée et puissante. Il était honoré et respecté, et son influence était assez grande pour lui permettre de mener la nation entière avec lui dans toutes les mesures qui auraient contribué à l'avancement et au progrès général du peuple. La position était vraiment belle. Un homme ayant sous son commandement un pays qui ne peut pas être surpassé quant à ses ressources inépuisables de richesses, ainsi qu'un peuple naturellement doux et bien disposé, aurait pu obtenir l'un des plus beaux résultats. Mais une politique complètement fautive régnait alors. Le péché du jour consistait plutôt dans l'inaction que dans l'accomplissement du mal. Il régnait aussi à cette époque un esprit de parti très prononcé, ce qui exigeait une grande prudence de la part du gouvernement. Tous savent que la seule sauvegarde contre ce mal est de préparer la voie pour l'avancement d'un progrès général. Il est certain que l'esprit de parti ne fut jamais soumis par la politique adoptée alors. Dans une nation qui sait diriger ses gouverneurs et son gouvernement, l'esprit de parti est beaucoup moins dangereux [112] que partout où les partis sont bouleversés sans savoir pourquoi.

À cette époque la presse ne manqua pas de parler. Le pouvoir régnant, au lieu de se placer à la tête de ce mouvement progressif commencé par le peuple, craignit et fut sourd, aussi tout resta-t-il dans un état de stagnation complète. Les pouvoirs régnants, aimant les choses telles qu'elles étaient, semblaient insouciants devant l'explosion nationale qui menaçait d'éclater. Nous ne devons pourtant pas conclure qu'il régnait un silence de mort, parmi le peuple haïtien, quant à l'intelligence générale. La presse ne fut pas muette. Avant l'année 1807, la publication de journaux avait commencé dans la république. 'La gazette commerciale d'Haïti' fut publiée sous la direction de quelques hommes intelligents. On en publia un autre au Cap, qu'on nomma 'La gazette officielle de l'état d'Haïti,' journal qui dans la suite devint, sous le roi Christophe, 'La gazette royale'. En 1807, à Port-au-Prince on publia 'L'abeille haïtienne.' En 1818, 'Le parfait patriote.' En 1819, aux Cayes on commença un journal dédié 'Au temps et à la vérité.' En 1820, 'L'hermite d'Haïti.' En 1821, 'La concorde, et en 1822, à Santo-Domingo, 'L'Emile haïtienne.' On

pourrait prolonger cette liste, car l'intelligence active et développée de plusieurs Haïtiens avait travaillé de cette manière à exprimer, son opinion, quoique souvent embarrassée par les idées politiques d'alors.

Les remarques précédentes, montreront que l'esprit haïtien était déjà à l'œuvre, et que sous des circonstances favorables, il aurait réussi à vaincre toutes les difficultés et serait arrivé à un développement parfait. Mais on ressentait déjà les effets d'une tyrannie qui n'était pas individuelle, mais qui devait son existence aux circonstances d'alors. Ceci fut senti surtout par les plus intelligents, qui, au lieu de se déclarer ouvertement [113] et courageusement en faveur de tout ce qui était bon et juste, devinrent les esclaves d'un esprit de parti,

Jusqu'au point où nous sommes arrivés dans ces Notes historiques, la vérité nous oblige à reconnaître, que malgré ses grandes erreurs, et les misères causées par le manque de bonne foi, l'indépendance d'Haïti n'a pas été sans dignité, et le fait reste que les vrais éléments d'une nationalité honorable s'y trouve. Il est à regretter qu'ils n'aient jamais été développés. Pour ceux qui connaissent cette république, il n'est pas nécessaire d'entrer dans des détails quant aux effets et au pouvoir de l'éducation en Haïti, aussi loin qu'on l'a poursuivie. L'expérience a abondamment prouvé que le vrai christianisme, bien appliqué, manifesterait son pouvoir élevé. Mais si le pouvoir vivant du Christ n'est pas mis en opération dans le pays, ne serait-il pas injuste de s'attendre à y voir ses effets ?

[114]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre V

‘Gold was not here the price of liberty,  
 But simply dust, deep dyed in blood, which now  
 The guilty fly.’ \*

L'indemnité — Arrangements avec la France — Première immigration américaine — Des Camp Meetings ’ — Retour de Baudin — Boyer’s ‘good négative’ — Code rural — La responsabilité — Explosion de l’arsenal en 1826 — Question de population — L’immoralité la ruine d’Haïti.

[Retour à la table des matières](#)

L’indemnité demandée à Haïti par La France, tout en créant beaucoup d’inquiétude, donna lieu à une grande diversité d’opinions. Le gouvernement français était sans doute poussé à cette action par les anciens colons de cette île, qui avait promis tant de richesses, ainsi que par le désir de ne pas faire tort à la dignité nationale du peuple français. En perdant St. Domingue, la France perdit sans aucun doute un des plus brillants joyaux de sa couronne. Il lui aurait été trop humiliant de se laisser battre impunément par une puissance inférieure. On a formé bien des opinions sur ce sujet. Quelques uns ont cru que le refus hardi et défiant de Christophe était la seule véritable position pour le peuple haïtien. D’autres ont soutenu que la voie poursuivie par Pétion et par Boyer était la meilleure, Quoiqu’il en soit, il n’était pas à supposer que la France renoncât jamais à ses droits, ou qu’ayant fait valoir ses titres elle cesserait de les réclamer. Il aurait été impossible, de l’autre côté, pour Haïti de soutenir une guerre

---

\* ‘Le prix de la liberté ne fut pas dans ce cas de l’or, mais simplement de la poussière, teinte de sang, que les coupables fuient.’

[115] perpétuelle avec la France. Il est donc évident, qu'il était désirable pour les deux partis de faire des arrangements honorables.

Sur cette question laissons parler l'historien haïtien : — 'En 1815, après des négociations prolongées, l'indépendance de la partie française de St. Domingue fut reconnue par Charles X. de France, à condition qu'on lui paya une indemnité de 150 millions de francs. Par cette ordonnance l'indépendance d'Haïti ne fut que conditionnellement reconnue. En défaut de paiement les choses devaient rester comme elles étaient avant l'année 1825, c'est à dire, Haïti indépendante, mais demandant d'être reconnue comme telle par son ancien gouvernement métropolitain. L'acceptation de cette ordonnance de Charles X. avec des conditions si sévères causa un grand mécontentement dans le pays. Dans quelques cas il en résulta des conspirations dangereuses, qui furent encouragées par des généraux qui exerçaient une grande influence. Le Président Boyer trouva les moyens de surmonter toutes ces difficultés. Il était convaincu qu'il ne pouvait pas payer une indemnité si énorme. Il réussit dans la suite à persuader à la France, de traiter avec Haïti comme pays indépendant. En 1828, Lascases et Baudin arrivèrent en Haïti comme plénipotentiaires du gouvernement français. À cette occasion, par un premier traité, l'indépendance d'Haïti fut solennellement reconnue, séparée de toute considération d'indemnité. Par un second traité, simplement et purement de finances, Haïti s'engagea de payer à la France la somme de 60 millions de francs, comme indemnité aux colons français pour la perte de leurs propriétés. L'indépendance d'Haïti fut donc reconnue à part de toute considération d'indemnité. On n'entra dans aucun calcul, on ne fit aucune condition comme prix de sa liberté ou de son indépendance' (Madiou).

[116]

Nous serions coupables d'une grande injustice si nous refusions d'admirer l'honnêteté et la droiture avec laquelle cette affaire fut dirigée. Par sa grande délicatesse la France se montra très honorable. Et Haïti fit preuve d'un jugement sain en évitant toute définition de propriétés soi-disant perdues. Il est certain que des propriétés de terre d'une grande valeur furent perdues dans cette lutte politique et morale.

Cette dette quoique grande n'aurait jamais dû paralyser Haïti dans aucun sens. Ses ressources étaient incalculables et son sol était excessivement riche. Ses mines possédaient de grands trésors. Malgré les nombreux obstacles qui ont toujours existé, il est certain que si on avait poursuivi une bonne voie on aurait eu des produits beaucoup plus considérables que ceux qu'on a réalisés, et qu'on avait le droit d'attendre d'un pays et d'un peuple possédant des ressources si abondantes. Au milieu de richesses si grandes la pauvreté est en vérité un crime. Il est vrai que les guerres, les révolutions, les incendies, et les tremblements de terre n'ont pas manqué. Mais il y a eu des intervalles de paix, dans lesquels un antidote efficace aurait pu être graduellement introduit sous la forme d'entreprises nationales telles que l'architecture maritime et autre, la construction de chemins publics et de voies ferrées, et bien d'autres choses. On aurait par ce moyen réussi à éloigner la pensée nationale du faste militaire. Les Haïtiens commençaient déjà à voir que toute cette parade était un pauvre substitut à des principes solides ayant rapport à la nation et à ses intérêts en général. Les Haïtiens sentaient aussi la nécessité d'une action nationale.

En 1822, on organisa une grande immigration des États-Unis. Elle consistait de peuple noir et de couleur. Deux, mille personnes furent encouragées Avenir s'établir dans ce pays. Le gouvernement d'Haïti promit de [117] payer les frais de voyage, et offrit, pour un certain temps, à tous ceux qui en avaient besoin, l'approvisionnement nécessaire. Quelques uns firent le voyage à leurs propres dépens, et apportèrent avec eux des biens assez considérables. Cette entreprise difficile, quoique bien organisée et commencée en toute bonne foi par Boyer, ne fut pas bien dirigée. Car quoique plusieurs des immigrants étaient respectables, et devinrent utiles au pays, il en vint d'autres qui causèrent de grands malheurs non seulement à eux-mêmes mais aussi à la communauté à laquelle ils s'étaient unis. Quelques-uns moururent de chagrin, et plusieurs autres retournèrent chez eux. Le caractère tout militaire ainsi que les habitudes d'Haïti ne convenaient pas à ces gens. Il en resta pourtant un assez bon nombre, qui devinrent utiles dans plusieurs branches de l'industrie. Plusieurs devinrent même ministres de l'Évangile. *Ils étaient* unis aux Églises Méthodistes et Baptistes. Comme fruit du travail de ces hommes dévoués, de petites églises furent fondées dans la partie française ainsi que dans la partie

espagnole de l'île. Les immigrants américains de couleur bâtirent une jolie petite église à Port-au-Prince. Elle pouvait contenir près de 200 personnes.

Nous devons remarquer un fait intéressant, savoir, que les idées et les habitudes religieuses de cette nouvelle communauté,<sup>12</sup> mît à l'épreuve d'une manière salubre les pensées dominantes du Catholicisme Romain d'Haïti sur la question générale de la liberté religieuse. Cette seconde épreuve donna plus de satisfaction que la première, lorsque les Haïtiens sous Brown et Cats jugèrent à propos d'abandonner le Romanisme en faveur du Protestantisme, Malgré des difficultés Haïti avait reçu l'Évangile.

Mais les 'Camp Meetings' qu'on avait permis au [118] commencement, montrèrent bientôt quelles étaient les idées dominantes du jour. On craignit que des révolutionnaires ou d'autres hommes mal disposés abuseraient de ces réunions, et on les supprima. Ces craintes furent peut-être augmentées par le fait que ces services religieux étaient dirigés dans la langue anglaise, excepté pourtant quand quelques uns des Méthodistes indigènes prêchaient en français.<sup>13</sup> La crainte continuelle d'une révolution a été la pénible particularité d'Haïti depuis qu'elle a existé comme nation. Et on avait souvent raison de craindre, car les armes y exerçaient une influence puissante. Et partout où ceci a lieu, quand même les armes seraient nécessaires, on ne peut bannir la crainte. Le fait qu'on avait permis aux Méthodistes de tenir des 'Camp Meetings' dans un pays tout catholique, prouve que le Catholicisme haïtien avait déjà délaissé sa communion européenne en adoptant des idées si larges et si avancées sur la liberté religieuse. Il est permis de douter si on eut permis des réunions semblables dans aucune autre nation catholique.<sup>14</sup>

L'immigration dont nous avons parlé, premier effort du gouvernement pour augmenter la population d'Haïti, ne fut pas le dernier, malgré le grand insuccès de ces efforts (et rien ne pouvait être plus naturel dans les circonstances d'alors). Haïti tourna favorablement ses regards sur le peuple de couleur des États-Unis, et

---

<sup>12</sup> Méthodiste Episcopale Africaine.

<sup>13</sup> Comme le faisait souvent G. C. Pressoir.

<sup>14</sup> Ces 'Camp Meetings' étaient organisés par le peuple américain de couleur, récemment arrivé en Haïti.

ceux-ci contemplant les Haïtiens avec un grand degré d'intérêt. Cet intérêt mutuel augmentera sans doute. Haïti ne sera pas toujours coupable de l'idolâtrie militaire ; cet amour pour les armes cessera tôt ou tard. Le peuple de couleur des États-Unis sera attiré par les ressources d'Haïti, où un jour il contribuera lui-même au développement [119] des désirs et des espérances si clairement exprimées par Haïti, c'est-à-dire, la réalisation de la grande idée, que l'indépendance est la véritable dignité de l'homme noir. À une époque non éloignée de nombreux motifs pourront agir dans ce sens. Il est en effet impossible pour Haïti de demeurer si près d'un si grand flambeau de civilisation comme celui qui est allumé dans les États-Unis, sans ressentir son pouvoir éleveur à travers toutes les ramifications de ses institutions, il est tellement vrai tant par rapport aux nations qu'aux individus que nul ne vit pour soi-même. L'indépendance haïtienne est une nécessité. Elle n'a rien à craindre. C'est aux Haïtiens de développer sa dignité. Ils le peuvent s'ils le veulent.

Vers l'année 1827, le Revd. St. Denis Bauduy, missionnaire wesleyen, natif d'Haïti, arriva de l'Angleterre. Il avait séjourné quatre ans principalement dans les îles de Guernesey et de Jersey. Il y fut placé par le comité missionnaire de l'église méthodiste wesleyenne, avec le dessein de le rendre utile à son pays au moment de son retour. Il fut consacré au st. ministère en Angleterre. À son arrivée à Port-au-Prince il prit charge de l'église qui y avait été maintenue par les soins du dévoué et du fidèle J. Cats Pressoir. Le christianisme protestant avait alors pris une forme définitive devant le peuple d'Haïti, non seulement par la présence de la mission wesleyenne anglaise à Port-au-Prince, mais aussi par les différentes églises américaines formées par les gens de couleur des États-Unis, dans plusieurs parties de la république. Il n'est pas à supposer que la présence de ces églises fut sans influence, car la simple et pure vérité exerce toujours un pouvoir. Il se trouva pourtant des hommes qui déclarèrent qu'en abandonnant la religion de ses ancêtres, on se rendait coupables du crime de trahison. Ils oubliaient que d'après le même raisonnement [120] ils auraient du rester dans le paganisme africain de leurs parents.

La grande particularité d'Haïti à cette époque était l'existence d'un bien négatif plutôt que d'un bien actif et positif. Il était sage et prudent de laisser tomber l'erreur d'elle-même. Cette inaction eut un bon effet sur le système militaire. Pendant plusieurs années, à la mort d'un

général, au lieu de le remplacer par un autre, son poste était occupé par un colonel. Un colonel venant à mourir, il était remplacé par un commandant. Ce plan avait déjà de beaucoup réduit l'armée, et dans la suite l'aurait sans doute resserrée dans ses propres limites. Ces changements étaient bons, et il est à regretter qu'on ne les ait continués avec persévérance comme le désirait le Président Boyer.

Mais un désir national pour quelque chose de plus actif et de plus positif commençait à se manifester. De temps en temps les esprits agités avaient recours aux armes, et troublaient ainsi l'apathie qui régnait. Les Généraux Richard, Paul, Roumain, Darfour et d'autres, faisant profession de déplorer la léthargie nationale, cherchèrent avec folie un remède dans l'épée. Ils ne firent qu'aggraver une maladie qu'ils disaient vouloir guérir. Les détails de ces événements malheureux doivent être laissés aux histoires les plus détaillées d'Haïti. Un peuple, ou un pouvoir exécutif, qui, faute de connaître les véritables principes de gouvernement, essaie de corriger par le moyen de l'épée les erreurs et les abus qui se glissent infailliblement parmi les hommes, se place dans une fausse position, car le remède qu'il emploie est pire que la maladie. Il n'y a pas de nation sous le ciel où ce fait a été plus clairement et plus péniblement démontré qu'en Haïti. Malgré plusieurs exécutions regrettables, il serait injuste à la mémoire de Boyer de le croire homme cruel et avide de sang ; il [121] n'était certainement ni l'un ni l'autre. Le sang versé par un homme doué de sentiments humains, purement dans les intérêts de son pays, et avec le dessein d'y conserver la paix et la sûreté publique, peut néanmoins servir de leçon à tous ses successeurs, leur montrant qu'un tel mode d'action échoue complètement dans l'accomplissement du but qu'on a en vue.

À cette époque la liberté de la presse existait plus ou moins. Ce fait, tout en rendant le recours aux armes moins excusable, élève encore davantage le gouvernement dans l'estime et le mérite général.

La postérité doit honorer Boyer d'avoir réussi à réduire l'armée, comme aussi d'avoir encouragé la formation d'une garde nationale, qui fut bien organisée. Ce dernier fait témoigne de la confiance générale du gouvernement dans les citoyens de la république. Il n'eut pas été impossible à ce corps bien organisé de citoyens riches et pauvres, d'avoir remplacé l'armée régulière.

Considérant le désir d'un progrès réel qui animait la nation, il est regrettable que le gouvernement n'ait pas trouvé des moyens d'y suppléer. Il est certain qu'une telle voie était non seulement possible, mais qu'elle aurait pu être adoptée sans enfreindre dans le moindre degré la dignité de la nation. On fut coupable d'une grande erreur en hésitant, quoique l'erreur de la part du peuple fut beaucoup plus grande en ayant recours à l'épée. L'erreur se trouvait donc partout, car tous les partis eurent recours aux armes, et la raison fut détrônée.

On crut qu'il était nécessaire d'adopter des lois rigoureuses pour le peuple. On permit aux campagnards de venir en ville le Samedi matin seulement, et on les força à retourner chez eux le Dimanche soir. À cette époque le Dimanche était le grand jour du marché. Tout le reste de la semaine, excepté les jours de fêtes nationales ou religieuses, les gens de la campagne [122] devaient se livrer au travail. Ils ne pouvaient pas entrer dans la ville sans avoir un permis signé' par un homme autorisé par la loi. Ces mesures pouvaient peut-être être adaptées aux circonstances d'alors. Il est toutefois permis de douter si elles furent jamais nécessaires. L'ignorance et l'indolence du peuple étaient vraiment grandes, mais leurs législateurs leur avaient eux-mêmes enseigné qu'ils étaient libres, comment pouvaient-ils donc être contraints ?

La vraie contrainte d'un peuple est la création d'un sentiment de besoin, par le moyen d'une culture mentale et morale bien adaptée. Malheureuse la nation dans laquelle des lois semblables sont jugées nécessaires ! Assurément il n'aurait pas été plus dispendieux d'élever les Haïtiens au sentiment de leur besoin et de leur dignité comme hommes, que de maintenir un système étendu de police militaire — hommes dont l'exemple et la vie tendaient plutôt à détruire l'industrie qu'autrement.

Un auteur anglais, homme très respectable, nommé J. Franklin, qui écrivit sur Haïti, en 1828, donne les détails suivants sur le Code Rural : — 'Le Code Rural fut adopté par la Chambre des Communes le 21 Mai, et reçut le fiat du président le 6 du mois suivant. Tout ceci eut lieu pendant mon séjour à Port-au-Prince. C'était l'ouvrage du Général Inginac, aidé par un ou deux membres de la Chambre et du Sénat. Dans son adresse d'adieux, la Chambre des Communes dit au peuple que des lois justes et sévères étaient impérieusement nécessaires pour ranimer l'agriculture. L'extrait suivant est tiré du

Code Rural. Le but de la police rurale est, 1°, de réprimer la paresse ; 2°, d'imposer l'ordre et l'assiduité dans le travail de l'agriculture ; 3°, de veiller à la discipline des ouvriers, collectivement ou pat bandes ; 4°, de faire et de réparer les routes publiques, etc. Article 180. Toute personne occupant la position [123] de cultivateur dans la campagne, qui dans un jour ouvrier et pendant les heures de travail sera trouvé inactif et flânant dans les routes publiques, sera considéré 'paresseux, et sera mené devant le juge de paix, qui lui fera subir un emprisonnement de 24 heures pour première offense, et l'enverra travailler sur les routes publiques si l'offense est répétée. Article 183. Le travail dans les champs commencera le Lundi matin, et ne cessera pas avant le Vendredi soir — jours de fêtes nationales exceptés.'

Ces mesures peuvent être utiles et bonnes, mais si les libres institutions républicaines doivent réellement Exister, quelque grande que soit la valeur d'un tel code, sera impossible, de le mettre en pratique. Toute loi oppressive contredit la grande idée de Liberté et Egalité, Idée qui anime actuellement les masses de la république haïtienne. Dans une nation entièrement libre, il y aura toujours des hommes qui, mus par des motifs bons ou mauvais, se lèveront pour opposer l'oppression la mieux mentionnée. Quelque bien qu'il y ait eu dans ces lois, elles n'enseignèrent pas l'industrie comme principe et elles ne le pouvaient pas. Personne ne s'étonnera que la force dans aucun sens est regardée comme service. Quelle que soit l'interprétation qu'on veuille donner à cet état de choses, il est impossible de ne pas sentir qu'un code pareil suppose un peuple dégradé.

Si on avait seulement reconnu le Sabbat chrétien comme jour propice à la culture morale de la nation, il en eut résulté du bien. Mais ceux qui formèrent le Code Rural, crurent sans doute que le Dimanche était le meilleur jour pour mettre le marché en pleine activité. Aussi le travail du Samedi et du Dimanche était même plus grand que le travail forcé de la semaine ouvrière. On jurait dû au moins veiller à ce que dans tout plan pour le développement de l'industrie, il y eut une suspension [124] périodique de travail, soit le jour du Dimanche, soit un autre jour. Le travail incessant est une vraie folie. La nature humaine n'est pas capable de le supporter. Il est évident qu'il était impossible de perpétuer un système pareil. Des mesures semblables parmi un peuple libre amènent nécessairement la révolte. Il est

vraiment surprenant qu'avec des motifs et des intentions si bonnes, on ait imposé un travail si continuels sans accorder une seule heure de repos pendant toute l'année excepté dans les fêtes nationales ! Il est certain que ni Dieu, ni la raison, n'ont jamais exigé de l'homme un travail incessant. Et il n'est certainement pas étonnant que des mesures si injustes tombent sous le poids de leurs propres extravagances. Elles nous rappellent aussi la sérieuse responsabilité des législateurs qui, par des erreurs de jugement et de principe, deviennent les originateurs de révolutions. <sup>15</sup>

Le cours des événements marchait cependant dans ce pays. Les pouvoirs qui dominent sur les nations ne sont pas infaillibles, et avec les meilleures intentions on manque souvent son but. Environ à cette époque il y eut un accident terrible à Port-au-Prince. L'arsenal sauta. Un auteur anglais qui a écrit sur Haïti, et qui demeurait alors dans la capitale, donne les détails suivants de cette explosion. On y verra quelles étaient les habitudes des Haïtiens à cette époque — habitudes qui n'ont guère changé parmi la même classe de personnes.

[125]

'L'explosion fut causée, d'après les meilleurs renseignements, par un homme qui avec un marteau de fer frappa un cercle de fer au-dessus d'un baril de poudre alors découvert. Le matin du 3 Février, 1826, ayant reçu un sac d'Angleterre, j'étais assis dans la galerie de ma maison occupé à examiner le contenu de ce sac, lorsque mon attention fut attirée par une explosion lointaine, qui fut suivie d'un nuage très épais de fumée. Comme cette fumée se dissipait, je compris la nature et l'étendue de la calamité. Les marins anglais et français alors dans le Port rendirent de grands secours dans cette occasion. Il y avait dans l'arsenal un grand assortiment

---

<sup>15</sup> Dans toutes ces. Notes historiques on ressent l'absence refroidissant du christianisme qui a pour objet de tout améliorer. On n'y voit qu'une autorité sévère. Et pourtant on admet partout que des hommes libres, soit qu'ils soient ignorants ou instruits, ne consentiront jamais à ce qu'on use de force contre eux, alors même qu'il fût dans leur propre intérêt de s'y soumettre. Le christianisme seul peut enseigner à l'homme à travailler volontairement et avec activité, car il agit sur les ressorts cachés des hommes les plus éclairés. Mais Haïti n'a encore jamais possédé le christianisme pur et simple.

de costumes militaires, ainsi qu'une quantité considérable d'amunitionnas de toutes espèces. La perte fut évaluée à un million de dollars.

'Peu avant ce temps, 1822, un incendie avait détruit une partie considérable de la ville de Port-au-Prince, quand on considère la grande négligence du peuple en général, par rapport à leurs chandelles, à leurs lampes, à leurs feux, il est même assez extraordinaire qu'il Arrive si peu d'accidents. Le grand manque d'éducation et de discipline, ainsi que la pernicieuse habitude qu'ont les Haïtiens de se promener sur leurs domaines et dans l'intérieur de leurs maisons avec du bois résineux allumé, exposent continuellement la cité à de terribles désastres. Cet état de choses ne peut pas être modifié ou changé par des règlements de police. Elles pourront l'être par l'observation d'habitudes domestiques, qui sont assez rares en Haïti, et qui ne pourront y être introduites que par l'organisation d'un intérieur bien discipliné. Que doit-on attendre d'un chaos général ?

'Les mêmes remarques sont applicables à l'extinction des incendies publics. Une scène de confusion plus grande que celle présentée par les milliers qui entourent les incendies en Haïti, ne peut être imaginée [126] Les pompes à incendie manquent presque complètement. Celles qu'on trouve sont pour la plupart hors d'ordre. Si par chance on en trouve une dont on puisse se servir, l'eau manque. Ou bien si l'eau abonde, il n'y a aucun ordre dans les efforts qu'on fait pour éteindre le feu. La présence d'officiers militaires dans de pareilles occasions est sans doute utile pour maintenir l'ordre parmi le peuple. Mais le manque d'un jugement sain et l'emploi de bons moyens causent souvent la destruction de grandes propriétés, — destruction qui serait souvent plus grande si ce n'était pour les marins étrangers et leurs pompes bien maniées.'

Nous allons maintenant nous occuper d'une question très importante, la question de population. Environ à cette époque, l'île entière était sous un seul gouvernement, qui siégeait dans la cité de Port-au-Prince. La question de population nous conduira à considérer les sujets différents du mariage, du concubinage, et du libertinage, non dans leurs détails, mais comme les grandes sources du vice et de la vertu de la nation. La vérité nous force à dire que le concubinage et le libertinage exercent un terrible pouvoir en Haïti. Les Haïtiens n'ont fait que suivre l'exemple qui leur a été donné par les Européens. Ce

fut eux qui posèrent les fondements de la société en Haïti, et qui y formèrent la vie domestique à la déclaration de son indépendance. L'importance de ce fait est manifesté dans la différence qui existe actuellement entre les États-Unis et Haïti. Les États-Unis eurent pour point de départ le mariage honorable, mais Haïti, celui du concubinage. Dans chacun des deux cas ce n'était peut-être que le résultat de circonstances sur lesquelles les deux pays n'avaient aucun contrôle. Nous ne constaterons que des faits, et la cause de leur origine ne formera aucune partie de notre argument.

[127]

Le mariage, divinement institué, ne peut pas être impunément négligé ou méprisé quelle qu'en soit la cause. Les mêmes lois morales qui sont essentielles à notre bien-être, auraient fait pour Haïti, si elles y avaient été mises en force, ce qu'elles ont toujours fait pour tous ceux qui ont su les respecter et les observer. Il n'entre pas dans notre plan de discuter les difficultés dans lesquelles Haïti se trouvait par rapport à la conformité nationale dans les lois du mariage ou dans la pratique de la vertu publique. Nous ne signalerons que les faits avec leurs conséquences naturelles. Le mépris des lois divines, tant de celles qui ont rapport à la nature humaine que de toutes les autres, entraîne toujours des conséquences funestes. Le libertinage et l'immoralité en général ont un effet destructif sur la population. Ils contribueront inévitablement dans le cours des années à amener sa complète extinction.

Sans entrer dans des détails révoltants sur cette question, il suffira de dire que les statistiques de la population de ce pays présentent des difficultés presque insurmontables. Nous pourrions aussi ajouter que la Faculté de Médecine ainsi que les Corps Municipaux de la république donnent des détails terribles quant aux effets destructifs de l'immoralité dans le pays. Au début de sa carrière, le mariage honorable y était bien rare. Nous admettons volontiers qu'une nation toute occupée d'armements et de guerres ne donnerait aucune attention à la vie domestique ; et qu'il n'est pas livrât à l'immoralité, surtout dans un pays où le climat à cause de sa chaleur excessive favorise un grand relâchement dans les mœurs. Le fait est, que sous des circonstances semblables et dans l'absence d'un christianisme pur, le mariage même est en danger de servir de manteau au vice. Il serait incorrecte de supposer [128] que ces maux ont cessé d'exister en

Haïti. Il serait pourtant injuste de ne pas admettre qu'à cet égard il y a eu de grands progrès, et qu'il se fait un grand nombre de mariages honorables dans le pays. Cependant la grande plaie de l'immoralité y fait encore de terribles ravages. À la déclaration de l'indépendance haïtienne la partie française de l'île avait une population d'environ 600,000.

Nous pourrions demander quel aurait été le résultat d'une moralité chrétienne sur une pareille population pendant soixante ans. Nous n'avons pas l'intention de donner une réponse précise à cette question, et cela n'est pas non plus nécessaire. Nous pourrions pourtant affirmer sans crainte, qu'il y aurait eu une grande augmentation dans la population, et que le pouvoir de la moralité chrétienne aurait élevé la nation. La population actuelle d'Haïti n'est probablement que de 700,000. Ce sujet fait tort à la dignité d'une nation quelconque. Il exige l'attention sérieuse des hommes d'état, par rapport au pouvoir militaire comme moyen de défense pour la nation, comme aussi par rapport à l'industrie nationale et au commerce, ainsi que par rapport aux espérances futures et à l'honneur de la république.

L'augmentation de la population d'Haïti de 100,000 dans l'espace de soixante ans ne peut pas être regardée comme satisfaisante. Les révolutions, les guerres, les tremblements de terre, etc., ont eu sans doute l'effet de diminuer la population. Mais une pure moralité nationale, ressortant d'une éducation chrétienne, aurait doublé la population d'Haïti, surtout lorsqu'on se rappelle que l'immigration avait plus ou moins continué dans le pays. Tout raisonnement sur ce sujet serait inutile. L'immoralité a dérobé la dignité et la force d'Haïti quant à sa population. Tous ceux qui croyaient suivre la vraie voie pour l'augmenter, par le [129] *moyen* du concubinage et autrement — ces hommes qui étaient pères de trente à soixante enfants, ne réfléchissaient pas que le mariage honorable avec les femmes Haïti en aurait produit davantage.

La question de la moralité nationale est unie à celle des vrais intérêts et de la dignité du pays. Ce n'est pas une question sectaire malgré ses rapports avec la religion ; c'est la source du nombre quant à la population, la source de qualité quant à la population même ; c'est le moule du type national, dans un sens moral, et vrai rempart d'une nation quant à sa force intérieure, gouvernement qui ne sert pas de modèle à la nation cette grande question, est coupable d'un grand

crime. Une des gloires distinctives de l'époque actuelle est peut-être, que l'immoralité dans les cours, soit dans celles des rois ou des présidents, serait insupportable. Sous ce rapport Haïti a laissé beaucoup à désirer dans le passé, mais le sentiment se développe aujourd'hui, que l'immoralité dans sa cour ne peut pas être permise.

[130]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre VI

‘The rightful sovereign of a people is  
Their God — all other is idolatry.’ \*

La souveraineté de l'exécutif, une erreur — La présidence périodique considérée — Le peuple distingué des masses — Source de révolutions — Cayes révolutionnaire — Herard Dumesle et St. Preux — La Chambre les congédie — Boyer dans l'erreur — Les représentants congédiés retournent chez eux — Arrivée du Revd. J. Tindal — Sa santé lui fait défaut — Arrivée des Pasteurs W. T. Cardyet W. Touler — Dr. England — Le Général Inginac sur le clergé — On offre de rendre navigable le Yaqui — J. Candler — Le caractère français de Boyer — La Franc-maçonnerie en Haïti — Candler sur le système militaire — La Garde Nationale.

[Retour à la table des matières](#)

Un des grands défauts du gouvernement en Haïti a toujours été d'attribuer la souveraineté à l'exécutif. Beaucoup dépendait donc du caractère et de l'intelligence du chef magistrat gouvernant, qui, à proprement parler, et dans un sens républicain, devait simplement exécuter les volontés du peuple, comme exprimées dans leurs lois et dans leurs institutions.

Ce fut évidemment l'erreur de Pétion. Il est bien peu d'hommes qui aient travaillé avec plus de zèle et de persévérance, ou qui aient combattu avec plus de bravoure pour la liberté et le républicanisme, que cet homme. Et pourtant, dès qu'il devint le magistrat président d'Haïti, il poursuivit une voie, qui le conduisit à la position peu

---

\* ‘Le monarque légitime d'un peuple c'est leur Dieu, tout autre est de l'idolâtrie ?’

enviable de dictateur, non qu'il fût proclamé tel, ou qu'il ait même songé à le devenir. Il aurait fait preuve d'une [131] grande sagesse, en évitant une pareille position. Il servit pourtant avec dignité du pouvoir dont il s'était revêtu, et pendant qu'il l'exerça il manifesta une grande « bienveillance. Le fait reste cependant, qu'il avait absorbé la souveraineté de la nation, et que, pour un peu de temps, les institutions et le peuple furent mis de côté. Ce ne fut pourtant qu'un événement passager. On ne pensa jamais en faire une domination permanente.

À cette époque, une des lois fondamentales et une des institutions du pays furent soumises à un changement complet. En 1816, la présidence, qui tout d'abord devait être périodique, fut convertie en présidence à vie durant. On a dit que les circonstances d'alors conduisirent à ce changement. La postérité en jugera. Il est certain que le bonheur personnel de Pétion souffrit beaucoup par cette mesure. On comprendra facilement, que ce changement dans la constitution ferma immédiatement une des soupapes nationales, par laquelle l'ambition aurait pu échapper de temps en temps, et qu'ainsi on aurait pu épargner bien des amertumes à Pétion, qui dans la suite fut bien éprouvé par des conspirations nombreuses qu'on forma contre lui.

Le motif de ce changement fut sans doute d'éviter l'excitation périodique qu'une élection tous les quatre ans aurait entraînée. Par plusieurs, cette mesure était regardée comme dangereuse. Il nous est pourtant permis de douter si par une présidence à vie durant, la république eut joui d'une paix plus grande et d'une solidité plus continuelle.

Quelques-uns ont cru, qu'à cette époque la nation n'était pas mûre pour l'introduction d'institutions libres. Le fait est que les masses ne faisaient que de secouer le joug de l'esclavage. Mais en Haïti le terme *peuple* n'a encore jamais voulu dire les *masses*, pour la simple raison [132] qu'elles n'ont pas encore été élevées à leur propre dignité par l'éducation.

La république d'Haïti n'était pas formée par les masses, mais par la partie éclairée et instruite de la nation. Il est donc évident que les fondateurs de la république, étant eux-mêmes la source de son existence, avaient le droit de la commander. Le chef magistrat, qui recevait et qui acceptait son pouvoir de la main de ces hommes, leur

devait une juste déférence, surtout quand le républicanisme semblait animer tous les partis. Le président recevant ses honneurs et son pouvoir des sénateurs, et les sénateurs le lui donnant, prouve que tout était donné et reçu de tous les côtés avec la sous-entente que le gouvernement serait littéralement un gouvernement républicain. Il est impossible de lire l'histoire de cette époque sans admirer le talent qu'on manifesta dans les affaires haïtiennes. Le grand principe de la liberté nationale avait été habilement et ouvertement développé et discuté par le Sénat, en présence de la nation. La partie éclairée du peuple, qui seule était propre pour former un gouvernement, s'attendait sans doute à recevoir la plus grande liberté que le républicanisme pouvait donner.

Il est remarquable, qu'à ce moment il se trouvait un si grand nombre d'Haïtiens qui étaient très capables. Ce fait nous rappelle que St. Domingue était devenue renommée pour sa richesse et son confort. Le Paradis des Français avait en effet de grandes attractions. La société française qui s'y trouvait était d'un style élevé. Elle avait contribué à la formation de Toussaint l'Ouverture et de bien d'autres. Plusieurs des hommes en pouvoir avaient déjà reçu une bonne éducation en Europe. Ajoutez à ceci, qu'un grand nombre de Français avaient depuis longtemps habité. Haïti, et y avaient laissé l'empreinte de leur civilisation étendue. Des [133] familles bien formées et bien estimées par tous les partis, avaient laissé derrière elles de bonnes traces. Le nombre de la partie éclairée de la communauté devait donc être assez grand. Il est donc évident que les Haïtiens étaient mieux préparés qu'on ne l'a quelque fois cru, pour les institutions de leurs choix, malgré l'ignorance complète de la grande masse du peuple.

Le fait est que les institutions que Pétion avait aidé à établir, auraient du exister que Pétion fut président ou non. Pétion était déterminé de ne pas perdre la présidence, ni même de se soumettre aux volontés du peuple. Il savait que ses ressources militaires étaient grandes, et qu'elles lui aideraient à établir et à maintenir sa puissance. Contre ce rocher vinrent se briser un grand nombre de révolutions en Haïti, c'est-à-dire, l'inflexible et l'inaltérable volonté de l'exécutif contre la pensée nationale. Nous constatons simplement le fait, qu'un souverain exécutif dans une république est une véritable anomalie. Il ne peut en résulter qu'une révolution, causée dans un tel cas par le gouvernement même.

Ces réflexions nous conduisent à la considération d'événements qui depuis longtemps se mûrissaient dans le secret, qui ne se manifestèrent pas avant l'année 1833, et qui commencèrent dans la cité de Cayès. Cette cité importante est située dans la partie sud du grand péninsule, dans la direction ouest de Port-au-Prince. C'est une cité de second rang. Sa population est d'environ 10,000 personnes. Elle est à environ 160 milles de la capitale, et est d'une grande importance commerciale. En 1831, cette capitale du Sud fut visitée par un terrible ouragan, qui la détruisit presque totalement. Environ à cette époque elle était la source et le centre d'idées et de sentiments politiques, qui amenèrent une suite d'événements malheureux et ruineux.

Deux représentants — un de l'arrondissement de Cayes, [134] et l'autre de l'arrondissement d'Acquin — nommés Hérard Dumesle et David St. Preux, furent élus de la manière habituelle pour représenter les deux villes nommées ci-dessus. Nous ne voulons pas décider de la bonne foi de ces deux hommes, autant que de chercher à découvrir s'ils étaient les représentants légitimes des idées et des sentiments d'une grande partie, sinon du plus grand nombre du peuple éclairé et bien disposé de la nation. Nous disons la partie éclairée de la nation, car les meilleurs amis de Boyer doivent avouer que les masses étaient laissées dans l'ignorance ; ils ne peuvent pas donc entrer dans les mérites du cas. Elles ne pouvaient pourtant pas éviter de se laisser entraîner par les agitations politiques qui éclataient. Le raisonnement le plus subtil ne peut pas détruire le fait, que ceux qui permettaient aux masses de la république d'être les dupes d'hommes intrigants étaient grandement coupables.

Quelle qu'ait été la cause directe de la position que Dumesle et St. Preux prirent, il est certain qu'ils représentaient un parti qui augmentait en nombre et en puissance dans le pays. Ce parti croyait que le pays n'avancait pas aussi rapidement dans la voie du progrès général comme il l'était désirable. Soutenu par l'esprit public, ce parti déclara courageusement que l'éducation, les arts, les sciences, et le développement général des ressources du pays, avaient été comparativement négligés, et que la nation entière était en arrière des mouvements progressifs et des idées de l'époque.

Quelques-uns supposent que ce parti s'organisa en 1825, lorsque la question de l'indemnité payée au gouvernement français agitait le

public d'Haïti. On pensait que le paiement de cette somme énorme ressemblait trop à l'achat de la liberté nationale ; liberté qui avait été si bravement et si loyalement gagnée. Il est à supposer que quelques Haïtiens avaient ces vues. Le [135] gouvernement Boyer maintint pourtant l'honneur national dans cette affaire. La cause première de ce mouvement est après tout peu importante. Quelle qu'elle ait été, il est certain que plus tard elle eut pour objet et pour but le progrès plus rapide de la nation sous tous les rapports. Ce grand mouvement fut commencé d'une manière constitutionnelle.

Le peuple de Cayes et d'Acquin élurent Dumesle et St. Preux, selon les usages et les lois de la république. Ils furent envoyés à la chambre de la législature, où ils firent connaître leurs idées et leurs opinions par rapport à l'état général du pays. N'avaient-ils pas le pouvoir et le droit d'exprimer leurs opinions ? La course poursuivie dans ce cas, tant par le peuple que par leurs représentants, fut honorable et digne, et prouve que le peuple d'Haïti comprenait leur devoir comme citoyens républicains. L'exécutif aurait dû recevoir cette expression avec une dignité égale, car c'était l'expression loyale et franche des désirs du peuple, dont le président s'était fait le serviteur. Le président prit la position d'un homme attaqué plutôt qu'autrement, et répondit par des regards sévères et par des menaces.

Dans un message envoyé par le Président Boyer à la Chambre des Représentants, en réponse à une adresse de ce corps, il déplore « les idées aveugles » du parti en question. Il parle de Dumesle et de St. Preux comme les coupables. La chambre exclut ces deux hommes. Ayant fait connaître cet acte d'exclusion à son excellence, elle reçut la réponse qui renferme les paroles déjà citées. Cette réponse est datée du 19 Août 1833. On se demande de quel crime ces deux hommes étaient-ils coupables ? Avaient-ils fait autre chose que de représenter d'une manière constitutionnelle les convictions et les désirs de leurs constituants, qui formaient probablement la majorité de la partie éclairée de la nation ? De [136] quel côté était donc l'aveuglement dont on se plaignait ? S'il est vrai que l'exécutif doit veiller à l'opération libre des lois et des institutions du pays, Boyer commit une erreur sérieuse en permettant à la Chambre des Représentants de renvoyer ces deux hommes.

La demande du peuple n'était pas seulement juste et honnête en elle-même, mais elle fut aussi faite constitutionnellement. Pourquoi

n'y fit-on pas attention ? Il est très probable que le parti en pouvoir raisonnait comme suit : Si nous leur cédon un seul point, ils en demanderont un autre, et il n'y aura pas de fin à leurs réclamations. Ils oublièrent que des demandes légitimes et constitutionnelles pour le progrès constituent non seulement le véritable ordre des choses parmi les hommes, mais aussi le seul qui soit sûr. Un gouvernement honnête et réellement progressif n'a aucune raison de craindre les demandes justes et constitutionnelles faites par le peuple. Les intérêts véritables et réels de la nation ne sont pas, ne peuvent pas être divisés.

Quelque bonnes qu'aient été les intentions du gouvernement dans ce cas — et il n'y a aucune raison d'en douter — la justesse de leur jugement était douteuse. Il est évident que la sagesse d'un peuple uni était, dans cette affaire, plus sûre et plus grande que celle d'un seul individu. Le peuple parlait avec droit, et le président aurait dû au moins écouter. <sup>16</sup>

Boyer réussit pourtant, et ces hommes odieux furent renvoyés de la Chambre des Représentants, Nous n'allons pas considérer la légalité de cet acte, ni demander s'il n'aurait pas été possible d'adopter de meilleurs moyens. Le fait est devant nous, savoir, que [137] ce fut ici le point de départ des grands malheurs qui tombèrent sur Haïti. La postérité devra juger si les sources d'où découlèrent les révolutions qui eurent lieu dans la suite, étaient parmi le peuple ou parmi le gouvernement, et lequel en souffrit le plus.

Dumesle et St. Preux retournèrent chez eux. On découvrit bientôt que quoique le président avait renversé ses adversaires, il n'avait pas réussi à détruire leurs opinions. Au contraire, pendant le temps qui s'écoula jusqu'à la prochaine élection générale, l'attitude du gouvernement fut attentivement considérée par le peuple, et contemplée peut-être avec un déplaisir croissant. Par le fait que le gouvernement semblait s'y opposer, le désir de voir la nation faire des progrès rapides s'intensifia.

---

<sup>16</sup> Les exécutifs en Haïti semblent oublier, qu'en employant des invectives contre des adversaires révolutionnaires, que leurs propres erreurs ont peut-être créés, ils s'abaissent eux-mêmes, et jettent ainsi une ombre sur la nation entière. Qu'ils veillent plutôt sur les idées publiques, et qu'ils apprennent à se plier quand il le sera nécessaire.

En 1834, un de ces événements silencieux, qui dans l'estimation du monde en général est de peu d'importance, mais qui est regardé par tous ceux qui pensent sérieusement comme capable d'agir avec puissance sur les intérêts impérissables de l'humanité, et que le chrétien accepte sans hésitation comme une réalité, eut lieu en Haïti. L'événement en question était l'arrivée du Revd. John Tindal, missionnaire wesleyen anglais. Ce monsieur avait été placé par la Conférence Méthodiste Britannique, fondée par le Revd. John Wesley, au poste de Puerto Plata, dans la partie espagnole de l'île d'Haïti, ville qui à cette époque était sous le drapeau haïtien.

La mission de M. Tindal avait rapport directement aux immigrants de couleur qui étaient venus se fixer en Haïti, à l'époque de la grande immigration inaugurée par le gouvernement haïtien en 1824. Cet événement nous montre clairement que les premiers esprits d'Haïti étaient alors convaincus que l'introduction d'un élément étranger était nécessaire à la république, et qu'il n'était [138] pas dans leurs intérêts de rester renfermés en eux-mêmes. Ces immigrants américains se localisèrent dans plusieurs parties différentes du pays ; les uns à Samana vers la partie de l'est d'Haïti ; les autres dans la cité espagnole de St. Domingo, et d'autres à Puerto Plata ; pendant que plusieurs autres s'établirent dans la capitale de la partie française de l'île.

Il paraît que les immigrés américains de Puerto Plata firent des représentations, par rapport à leurs besoins spirituels, au comité missionnaire de la Société Wesleyenne de Londres. Ce comité leur envoya un missionnaire. Son arrivée fut l'introduction d'un nouvel élément moral dans la partie espagnole de l'île. Les Espagnols demeurèrent pourtant inaccessibles au Protestantisme, mais le missionnaire protestant fut traité avec le plus grand respect et reçu avec affection par les immigrants américains.

Mons<sup>r</sup> Tindal fut encouragé et soutenu par des hommes dont l'influence était grande dans cette partie du pays. On fonda dans bien peu de temps un établissement missionnaire à Puerto Plata. Situé sur une éminence, la position était saine et belle. Grâce à l'activité, à la persévérance, et au zèle du missionnaire, on bâtit une jolie petite église qui pouvait contenir près de 200 personnes. Dans peu de temps les deux postes de Puerto Plata et de Samana furent dans un état de prospérité. La distance entre ces deux postes était d'environ 200

milles. On avait à traverser des baies, des rivières, et des routes fatigantes pour y arriver, et tout d'abord le travail de M. Tindal fut excessif.

En 1839 la santé de ce digne missionnaire s'affaiblit. Il se vit contraint de quitter ce champ de travail. Comme dernier effort il réussit à former un poste à Cap Haïtien, ville située dans la partie française de l'île. De Cap Haïtien il s'embarqua pour l'Europe.

[139]

M. Tindal avait été joint par le Revd. W, T. Cardy, dont le séjour et les travaux fidèles à Samana furent d'une grande utilité, comme ils le furent ensuite à Gonaïves et à Jérémie, où ce pasteur sut se faire aimer et estimer.

En 1837, cette mission fut fortifiée par l'arrivée du Revd. W. Touler, qui habita principalement Puerto Plata, quoiqu'il visita de temps en temps le poste éloigné de Samana. Ces deux missionnaires, ainsi que le premier, étaient doués d'une grande intelligence, d'une activité et d'une diligence constante, aussi se firent-ils estimer, et jouirent-ils de la confiance de tous les partis.

Environ à cette époque, le Dr. England de Charleston, dans les États-Unis de l'Amérique, évêque catholique romain, visita Haïti comme délégué du Pape. Son intention était d'y établir la suprématie de la cour de Rome sur le clergé d'Haïti. Ce prélat fut reçu avec toutes les marques de distinction. L'objet de sa mission n'était pas alors populaire. Haïti regardait avec soupçon, et même avec crainte, l'ascendance papale dans le pays. Le clergé catholique romain avait été jusqu'à cette époque sous le contrôle du ministre des cultes. <sup>17</sup>

Le clergé catholique tel qu'il l'était alors, sans le contrôle archiépiscopal, est dépeint dans une adresse à la nation par le principal secrétaire d'état, le Général Inginac. Nous trouvons dans ce document imprimé la sentence remarquable qui suit : 'Quels maux affreux doivent résulter de l'exemple donné par les prêtres, qui sans égard pour ceux qui sont confiés à leurs soins, se livrent à toutes sortes d'abominations, et qui trahissent le gouvernement paternel qui leur

---

<sup>17</sup> Le Secrétaire d'État qui est chargé de tous les intérêts du culte public, etc., quant à l'Église qui est attachée à l'État.

accorde sa protection, ainsi que le Tout-Puissant dont ils sont les ministres.’

[140]

Il serait difficile de concevoir une description plus terrible d'un corps ecclésiastique.

En 1838, le gouvernement fit un décret pour l'établissement d'une Ecole de Navigation. Une idée pareille, pour un peuple insulaire, paraît assez naturelle, et sert à prouver qu'un des desseins de la Providence est que nos besoins devraient avancer notre civilisation et notre élévation. Le nombre d'élèves dans cette institution projetée ne devait pas dépasser le nombre de douze. <sup>18</sup>

À cette époque il n'y avait pas un nombre suffisant de bâtiments — navires de commerce ou de guerre — de construction haïtienne, pour former une flotte digne du nom. Le développement de cette mesure aurait pu en créer une, et aurait pu aussi occuper l'attention nationale, non seulement à cause du caractère élevé de l'entreprise, mais elle aurait aussi créé une autre branche d'industrie dans la nation. Le manque de persévérance ruina cette affaire. L'idée était pourtant bonne, et digne d'admiration. L'esprit qui la conçut était sans aucun doute éveillé à l'idée de la dignité d'une vraie indépendance nationale. Nous devons regretter vivement qu'un peuple et un pays, possédant toutes les ressources suffisantes pour une entreprise semblable, ne possédait pas le courage et l'énergie nécessaires pour la conduire à une bonne fin.

Pendant ces jours de tranquillité comparative, un monsieur anglais demeurant alors dans la partie espagnole de l'île, et dont le nom vivra dans la mémoire des Haïtiens, offrit au Président Boyer de rendre navigable la rivière Yaqui. L'idée de ce monsieur était d'y faire naviguer des bateaux à vapeur. La réalisation de cette idée aurait été d'une importance incalculable pour le transport des produits venant de l'intérieur. Mais hélas ! ce projet, comme tant d'autres, mourut en [141] naissant. Ce projet fut éteint par la crainte, qui dans ce cas n'était que de la prudence poussée à l'excès. On ne doit peut-être pas s'étonner, qu'à cette époque toute influence étrangère était envisagée avec crainte.

---

<sup>18</sup> *L'union*, Déc. 1837.

Le fait est que, malgré les nombreuses indications d'agitation et de mécontentement dans la nation, l'ancienne routine seulement était regardée comme sûre. On craignait tout projet qui avait pour but l'amélioration ou le progrès. On craignait l'énergie étrangère comme si elle devait engloutir tout ce qui était indigène. Cette crainte était alors assez naturelle, car pendant que l'esclavage régnait dans les Indes Occidentales, les Haïtiens avaient raison de soupçonner une énergie brutale, qui, au nom de l'esclavage, détruisait la liberté et la vie même au-delà de ses côtes.

Les faits qui précèdent justifient amplement les Haïtiens dans la politique qu'ils adoptèrent en fermant ainsi leur pays. Cependant le fait reste, et on ne peut y rien changer, qu'un pays fermé se trouvera dans la suite dans un tel état de stagnation que ses ressources mêmes viendront à périr. La source vivifiante d'un rapport complet et libre avec l'humanité doit couler dans tous les intérêts, ou bien la nation entière deviendra rêveuse et inactive. Haïti doit maintenant étudier avec attention les changements qui ont eu lieu dans le monde entier sous ce rapport. L'Angleterre, la France, et l'Amérique sont maintenant les amis de la liberté. Ces pays sont ouverts à tous, malgré quelques mesures de prudence placées sur leurs nationalités respectives. Il ne faut plus qu'il existe en Haïti aucun scrupule, aucune hésitation, ni aucune délicatesse en reconnaissant le simple devoir qui lui est imposé, savoir, de suivre le mouvement progressif dans la marche de l'humanité.

Il est évident que les yeux des Haïtiens commençaient [142] déjà à s'ouvrir. La partie éclairée de la communauté voyait et sentait que comme république, ils étaient très arriérés dans le mouvement progressif de l'âge. Le gouvernement semblait offrir une résistance à tout progrès. Il craignait l'innovation, comme s'il était dangereux pour une nation d'avancer autrement que comme son instinct la conduit. On ne comprenait pas encore qu'un état de stagnation amène la ruine.

Mais il fut bientôt manifeste, que si l'on résistait avec persévérance aux désirs si loyalement et si constitutionnellement exprimés par le peuple, on exposerait le gouvernement et la nation à un grand péril. La grande idée était que les Haïtiens étaient un peuple exceptionnel, et qu'ils avaient besoin d'un gouvernement exceptionnel. Sans aucun doute, comme toute autre nation, Haïti avait ses particularités. On oubliait pourtant qu'il y a des principes cardinaux qui ont rapport au

gouvernement des nations, qu'Haïti ni aucun autre pays ne peuvent violer avec impunité.

Le moment d'une nouvelle élection générale arriva. Les deux représentants qui avaient été congédiés par le Sénat furent réélus. Leur parti s'était de beaucoup augmenté. Leurs idées et leurs principes s'étaient développés plus que jamais. L'extrait suivant, tiré des Notes sur Haïti du voyageur anglais Candler, nous aidera à former une opinion de l'état général des choses : — Le peuple qui ressent cette oppression, regard e-t-il vers ses représentants pour du secours ? Ils savent que tout appel semblable sera inutile. Il n'y a que quatre ans, en 1838, qu'en conséquence d'une adresse hardie faite au président, une querelle éclata entre les deux chambres législatives, et une majorité réussit à persuader à la chambre des représentants de renvoyer six de ses meilleurs membres. Il est impossible [143] de lire les procédés et les notes de ce petit parlement, sans voir où était la faute. Les remarques qui suivront — remarques hardies et raisonnables, renfermées dans une adresse, furent la cause de la querelle. Que dirons-nous de Futilité d'un corps législatif qui adopta par acclamation une résolution semblable, et qui un mois après prononça un vote d'expulsion sur celui qui représentait cette idée ? — 'Le conflit de principes fondamentaux avec les détails de la constitution est une contradiction qui doit disparaître du code des droits et des devoirs ; l'expérience proclame cette vérité. La nation vous supplie donc de lui donner sécurité pour l'avenir ; vous en avez le pouvoir et le génie. La paix est complète et sûre à présent, et ce n'est pas l'heure de remettre à plus tard. Exprimez en seulement le désir, et des mains régénératrices reconstruiront le système social, réanimeront nos institutions, et nous sauveront de la ruine.'

La chambre continua à demander au Président de former des lois en rapport avec les besoins de l'époque. Parmi ces lois on peut énumérer une loi pour assurer la responsabilité des fonctionnaires publics, une autre pour changer les droits d'octroi, une troisième pour fixer le taux de l'intérêt, pour réprimer l'usure, pour restreindre le pouvoir actuel des juges-de-paix, pour déterminer les poursuites de condamnation sur procédures sommaires, et une loi pour modifier les sévérités du Code Rural, qu'il dénonce comme opposées aux désirs du peuple, et qui par conséquent manquent leur but. La chambre fit l'observation qui suit : — 'Si nous examinons l'instabilité de certaines

lois,, nous serons étonnés de les voir soudainement arrêtées comme si elles étaient frappées d'inertie, après avoir fait des progrès rapides : parmi ce nombre se trouve le Code Rural ; il est tombé, et sa chute a ruiné l'agriculture ; [144] quoiqu'on doive confesser qu'il n'a fait qu'éprouver le sort de toutes les institutions qui sont opposées à l'esprit d'un âge de progrès.'

'Le président crut que leurs idées étaient trop avancées, et qu'ils demandaient beaucoup plus que ce que le public et le peuple en général pouvaient supporter. Il fit décimer l'assemblée, et ce servit de leurs votes pour l'accomplissement de son décret secret Le gouvernement est en effet un despotisme militaire, placé dans les mains d'un seul homme — doux et miséricordieux, il est vrai, et désirant le progrès de son pays, mais ayant tort dans quelques-unes de ses vues — qui agit d'une manière complètement opposée au bien public.'

Le foisonnement de ces représentants indique une classe d'idées égale aux besoins du pays, et capable de maintenir sa dignité. Ceci a toujours été le cas dans Haïti. Il ne semble pas y avoir eu de la part de ce parlement haïtien aucune manque de confiance dans la capacité et dans le savoir-faire du président, comme homme intelligent, comprenant les besoins actuels du pays. Il est donc difficile de comprendre pourquoi les plaidoyers, les raisonnements, et les représentations de Ces représentants, si pleins de principes solides et de bonne volonté, ne furent pas bien reçues par le président. Cette conduite indique un grand aveuglement ou une grande vanité que la postérité devra condamner. Les assertions et les arguments du Corps Législatif, ainsi que la manière franche et constitutionnelle dans laquelle ils furent exprimés, recevront toujours l'approbation du monde, et prouveront en même temps qu'Haïti possédait alors des hommes qui comprenaient parfaitement les besoins de leur pays. Il s'en suivit un insuccès complet Ceci démontre clairement que l'intelligence seule, quelque grande qu'elle soit, ne peut pas suffire.

[145]

De la part de l'exécutif, cette affaire était sans aucun doute considérée comme un grand coup d'état, et elle l'était en effet.

Néanmoins la force de ce coup terrible rompit dans la suite le bras qui l'infligea, et donna la victoire à ceux sur lesquels il tomba. Jusqu'à ce jour Haïti a souffert des suites de cette erreur. Un attachement fidèle aux lois et aux institutions de la nation eut sauvé Boyer et son peuple de bien des remords ; tant il est vrai que souvent, sans le vouloir, les gouvernements occasionnent des révolutions.

Les idées du Président Boyer étaient essentiellement françaises. Ses vues quant au gouvernement avaient été pour la plupart formées sur un modèle français. Il était militaire au plus haut degré. Il donna pourtant des preuves de son intention de remplacer le pouvoir militaire par le pouvoir civil. Il est vrai que Pétion, son prédécesseur distingué, avait été élevé à la même école, quoique ses vues étaient plus larges et ses principes plus avancés. La même éducation ne produit pas toujours le même résultat.

Il existait à cette époque une autre singularité, qui avait un effet moral plus ou moins grand sur la société haïtienne ; nous parlons de l'ordre des Francs-maçons, dans la république entière. Quels que soient les mystères de cet ordre, s'il en existe aucun, il a continuellement déclaré que son but est d'enseigner à tout homme qu'il y a une Grande Cause Première, et aussi d'inculquer une pure moralité. Les Saintes Ecritures, qu'ils portent avec beaucoup de formalité dans leurs processions publiques, sont évidemment considérées par eux comme la base et le fondement de leur système, et que ces oracles sacrés sont ouverts à tous. Ceci, au moins, peut être regardé comme de la liberté religieuse, rendant l'homme indépendant de tout tribunal ecclésiastique. Nous n'avons pas l'intention de discuter la [146] justice ou l'injustice d'une telle indépendance. On ne peut toutefois douter que cette institution a eu un puissant effet sur la communauté catholique d'Haïti et qu'elle a pu contribuer à la production de cet amour pour la liberté religieuse qui a si longtemps distingué cette république. C'est ce qui paraîtra encore plus clair, quand on se rappellera qu'un autre point cardinal de cet ordre est, qu'on est libre de former aucune opinion religieuse, et que la liberté religieuse doit être complète et entière. Ajoutons que le chef magistrat de la nation avait été invariablement le protecteur de la Franc-maçonnerie en Haïti.

Il n'est pas du tout extraordinaire de voir à Port-au-Prince un pasteur protestant conduisant à son église les restes mortuaires d'une

de ses ouailles, suivi par un grand nombre de Francs-maçons respectables, presque tous Catholiques, qui pourtant s'unissent avec un grand sérieux dans le sublime office des morts de l'Église anglicane.

Dans tout ce que nous venons de dire de l'ordre des Francs-maçons en Haïti, nous avons voulu montrer tout simplement que cette institution est si largement étendue dans ce pays, qu'elle forme un trait distinct dans la société haïtienne, et qu'elle a pu plus ou moins agiter la question générale de la liberté religieuse dans cette république. On estime le chiffre des Francs-maçons dans la cité de Port-au-Prince à environ un millier. Leur nombre est dans une proportion égale dans toutes les villes de second et de troisième ordre, aussi bien que dans plusieurs villages.

Mais la particularité distinctive de la nation haïtienne est son système militaire. Ce système eut son origine pendant des circonstances extraordinaires, et nous allons maintenant nous en occuper. 'Les derniers rapports détaillés, placés entre nos mains par le gouvernement, [147] donne l'énumération suivante : — Sous l'article de Commandants Militaires de Districts il y a 9 généraux, 15 brigadiers-généraux, 63 colonels, 48 lieutenant-colonels, 9 capitaines, et 20 médecins-chirurgiens, dont les paies unies étaient de 188,407 dollars, ou 15,700 livres sterling » La paie d'un général est de £225 par an, celle d'un brigadier-général est de £170, et celle d'un colonel est de £125. L'armée permanente consiste de 33 colonels, 95 lieutenant-colonels, 825 capitaines, 654 lieutenants, 377 sous-lieutenants, 6815 officiers non-commissionnés, 25 chirurgiens, et 19,219 soldats. Ce qui nous donne un total de 28,151. La paie d'un simple soldat est de £3 par an. Il doit un service d'une semaine sur trois. La dépense totale de l'armée en 1838, y comprenant les arsenaux, les hôpitaux, et la marine, était en monnaie haïtienne de 1,418,557 dollars, ou 118,213 livres sterling. Une somme vraiment petite pour maintenir une armée si grande, mais une somme beaucoup plus grande qu'Haïti avait les moyens de dépenser. L'armée est dans un état de réduction graduelle. La force numérique en 1840 était de 25,000. D'après l'arrangement actuel le simple soldat fait du service une semaine, après quoi il a la liberté de retourner chez lui, ou de se procurer de l'ouvrage pendant les deux autres semaines. Ils ont ainsi

peu de temps a. donner à l'agriculture, surtout si l'on considère la distance que plusieurs ont à parcourir.' (Candler).

Quant à la discipline militaire, quoiqu'on ne puisse pas en dire grand chose, elle existe cependant, et bien qu'on ait parlé et écrit défavorablement sur ce sujet, les armes d'Haïti ont gagné et maintenu son indépendance contre des forces beaucoup supérieures. Qu'on ne suppose pas que les Haïtiens ne défendraient pas leur vie et leur liberté avec moins de courage qu'on en manifesta [148] alors. Il serait heureux pour le monde entier si toutes les épées étaient converties en socs de charrue. Dans l'état actuel de l'humanité, ce serait s'attendre à l'impossible.

Environ à cette époque, il existait une Garde Nationale en Haïti, d'environ 40,000 hommes. Cette garde avec l'armée régulière formait un contingent de 63,000 soldats, et ce nombre était fourni à l'armée d'une population d'un million. À cette époque la partie espagnole de l'île était unie à la république haïtienne. Cette nation présente l'organisation la plus singulière qu'on puisse concevoir. Cet état de choses était le résultat de circonstances particulières qui donnèrent naissance à la nation. Au commencement de leur existence comme peuple libre, les Haïtiens étaient tous soldats ; qui, semblables aux Juifs sous Néhémie, travaillaient l'arme au bras. Dans quelques circonstances les femmes mêmes se sont engagées dans la grande lutte pour l'indépendance nationale.

Si les Haïtiens n'avaient eu rien à craindre, une fois leur victoire nationale complète, les choses seraient maintenant très différentes. Mais pendant longtemps leurs affaires avec la France demeurèrent dans la plus grande incertitude, et exigèrent la plus grande surveillance, car les anciens maîtres de St. Domingue auraient aimé resserrer leurs chaînes. On forma des plans au nom de la liberté pour arriver à l'accomplissement de ce projet. Il était donc impossible pour les Haïtiens de mettre leurs armes de côté. Même quand la paix et la sûreté commencèrent à poindre sur la nation, et que ses institutions semblaient se former et s'organiser, l'orgueil et la jalousie commencèrent leur travail pernicieux, tellement que ceux qui s'étaient battus contre l'ennemi commun, tournèrent leurs armes les uns contre les autres, et les trempèrent dans un sang fratricide ! Par ce moyen ils devinrent un peuple [149] encore plus militaire, tellement que le pays entier formait un seul vaste camp. Tout ceci était très déplorable, mais

tel est l'homme. Il est bien peu de nations qui aient été plus profondément teintes du sang fratricide, que les trois grandes nations de l'âge actuel, l'Angleterre, la France, et la grande république de l'Amérique du Nord. Ce fait ne justifie pas Haïti, mais voilà l'humanité !

On ne peut donc pas être surpris que l'amour de la vie et du faste militaire ait été le résultat de tout ceci, surtout avec une masse ignorante comme les Haïtiens devaient l'être quand ils devinrent libres. À toutes ces explications il faut ajouter le fait qu'Haïti a pris pour modèle la France militaire. Il est vraiment surprenant que les produits de l'agriculture et du commerce aient été considérables, et non qu'ils aient été si limités. Considérant le système militaire qui a toujours régné dans le pays comme le résultat simple des circonstances et des événements, on ne peut pas être étonné que le progrès de la nation a été lent, ou que des idées justes de la liberté aient été mal comprises sous un régime essentiellement militaire.

Il est pourtant certain que sous Christophe et Pétion, quoiqu'ils étaient ennemis, l'industrie en général ne fut pas négligée. Il serait injuste aussi d'accuser d'indolence un peuple placé dans des circonstances semblables ; car il est certain qu'il y a bien peu de communautés, s'il était même possible d'en trouver une seule, qui à travers des difficultés semblables, et dans un tel climat, eussent été disposées ou capables d'accomplir un travail si grand. Il est facile de comprendre que l'inaction et la lenteur devaient exister dans une nation où des milliers d'hommes étaient continuellement sous les armes, et éloignés de leurs demeures, de leurs champs, et de leurs commerces.

[150]

Nous pourrions écrire plus longuement sur ce sujet, car un soldat haïtien dans le service actif, malgré l'indolence d'une vie pareille, est forcé de donner son attention à quelque branche de l'industrie, vu que sa paie ne suffit pas pour son maintien. Il nous reste pourtant à admettre que ce système est le plus malheureux qu'on puisse imaginer, dans ses effets sur la moralité et la civilisation de la nation.

Cependant l'industrie, qui sous des circonstances très désavantageuses a existé depuis le commencement, nous force à la conclusion qu'un pays et un peuple semblable, placés sous des

institutions civiles et chrétiennes, s'élèveraient rapidement dans l'échelle de la prospérité.

On doit admettre, qu'avec toutes sortes d'empêchements et de découragements, ressortant d'idées fausses et de faux principes dans le régime national, tant de la part du peuple que de ses gouverneurs, le peuple haïtien s'est montré capable d'une grande énergie dans l'agriculture et dans le commerce. Les maladies morales de la nation l'ont vraiment paralysée de toutes les manières, et il est à espérer que les hommes intelligents de cette république seront enfin religieusement convaincus que le seul espoir de leur pays est dans le développement de ces principes qui furent enseignés par le Fils de Dieu sur la terre.

[151]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre VII

‘Temples of truth and halls of science spring  
From love, and knowledge of the Great First Cause.’ \*

Arrivée de M. B. Bird au Cap — Arrivée de J. T. Hartwell à Port-au-Prince  
— Le clergé responsable au Ministre des Cultes — J. Candler et le prêtre —  
Différentes classes d’enterrements — L’Athéisme en Haïti — Une Université  
nationale désirable — Ecole de Médecine — Tremblement de terre en 1842 —  
Les étrangers ne sympathisent pas avec Haïti — Ouverture d’une église  
wesleyenne à Port-au-Prince — Voyage dans la partie espagnole de l’île.

[Retour à la table des matières](#)

Au mois de janvier 1804, un autre missionnaire wesleyen anglais, M. B. Bird, avec sa femme et son enfant, arrivèrent au Cap Haïtien. Il fut bien reçu par les Protestants de la belle cité du Cap. Il reçut aussi des marques de respect et de bonté des Catholiques Romains. Quant à l’état moral et religieux des habitants de cette ville, on ne peut en dire grand choses. Le champ moral semblait être stérile. Il y avait peut-être douze Protestants évangéliques, immigrants américains, qui se réunissaient ensemble pour le culte public. On n’avait pas encore fondé une église protestante dans le département français de la mission wesleyenne. On avait tenu des réunions publiques dans la langue française, mais l’auditoire dépassait rarement douze personnes, et souvent il n’était pas aussi nombreux. L’espoir de réussir dans une communauté catholique n’était pas très brillant.

---

\* ‘Les temples de la vérité et les collèges de la science naissent de l’amour, et de la connaissance de la Grande Cause Première.’

[152]

M. B. Bird sentit bientôt les difficultés particulières de son poste. Il commença à visiter le peuple, sans égard à leur croyance, et bien qu'il leur était étranger, ils le reçurent avec bonté partout.

L'année suivante, 1841, un autre missionnaire wesleyen anglais — le Revd. J. T. Hartwell — arriva à Port-au-Prince. Une petite église wesleyenne y avait été fondée pendant les années 1816 à 1818. À l'arrivée de M. Hartwell cette intéressante église existait encore. Elle était composée de Haïtiens français. Quelques Américains de couleur s'étaient unis à la branche anglaise de cette mission, tellement que le champ était plus ou moins préparé à recevoir les attentions du missionnaire. Cette petite église avait été maintenue dans une obscurité comparative. On avait réussi à se procurer un emplacement, qui quoique pas central était assez bien situé sous plusieurs rapports. Ce site était de 200 pieds de longueur et de 90 de largeur. Quelques Haïtiens avaient déjà embrassé l'évangile, et s'étaient soumis à être guidés par la Parole de Dieu.

M. Hartwell et sa femme bien-aimée furent très bien reçus par tous les habitants de la capitale. Peu de temps après son arrivée, ce missionnaire zélé et actif posa la pierre fondamentale d'une assez grande église. On avait depuis longtemps recueilli de l'argent pour cet objet. L'entreprise fut encouragée et soutenue par des marchands étrangers, auxquels s'unit le public en général. Pendant l'année suivante, il plut à la Providence de retirer la femme bien-aimée de ce digne missionnaire. Ses dépouilles mortelles reposent en paix dans une place appelée Poste Marchand, tout près de Port-au-Prince.

Il est très agréable d'avoir à signaler la présence d'hommes semblables dans un tel pays. Il est aussi agréable de pouvoir dire qu'à leur arrivée ils furent très-bien [153] reçus, bien qu'Haïti était un pays catholique. Les deux premiers missionnaires qui en 1816 arrivèrent en Haïti furent vraiment persécutés ; et pourtant ils avaient été bien reçus par le peuple, et réussirent assez bien, jusqu'à ce qu'un changement dans le gouvernement eut lieu. Les Haïtiens ne sont pas d'eux-mêmes persécuteurs. Quand la persécution a lieu, il y a ordinairement un élément étranger qui en est la cause, et qui pousse les habitants à cette action regrettable. Les Haïtiens ont toujours su apprécier les hommes dont le seul but a été de faire du bien. Malgré tout ceci, il est certain

qu'un pays dans lequel l'éducation et la piété éclairée manquent comme éléments nationaux, offre des difficultés particulières, surtout quand la religion de ses ancêtres domine.

Quant à l'établissement ecclésiastique national, il est remarquable que pendant bien des années après l'indépendance d'Haïti, la cour de Rome ne put jamais y exercer son autorité. Ceci était de la part des Haïtiens le résultat de pensées et de principes bien mûris. Le clergé catholique d'Haïti avait été depuis plusieurs années sans le contrôle d'aucun évêque, et n'avait aucun rapport avec la cour de Rome. Le clergé était composé de Français, de Corses, d'Italiens, et de n'importe qui. Leurs lettres de créance étaient examinées par le Ministre des Cultes, auquel ils étaient responsables. Pendant bien des années, le clergé d'Haïti tirait son revenu des prix fixes attachés aux enterrements, aux messes, etc. Une grande portion de ces taux était réclamée par l'état, pour la réparation des églises et pour les dépenses qui étaient attachées au culte. L'état promettait de réparer les églises quand elles en auraient besoin. Le revenu du clergé consistait donc principalement dans une portion des honoraires. Un fonctionnaire fut placé pour veiller au juste paiement [154] des deux parties. Cet individu était revêtu du titre de Marguillier. Les ministres de la campagne qui visitaient avec diligence les entourages de leurs paroisses, et qui recueillaient les honoraires des baptêmes, des messes et des enterrements de toutes classes, première, seconde, et troisième, telles qu'elles étaient alors divisées, chacune ayant un prix différent, pouvaient dans quelques années retourner en Europe avec de bonnes bourses.

Le fait suivant, tiré du journal du voyageur anglais déjà nommé — Mons. J. Candler — pourra éclaircir ce sujet. Ce monsieur raconte que dans une occasion pendant qu'il conversait avec un ecclésiastique, les remarques suivantes furent faites : « Je lui ai rappelé que 60 dollars haïtiens étaient accordés par la loi pour un enterrement de première classe, et un dollar pour chaque baptême. Ces dollars, dit le prêtre, sont gagnés à la sueur de notre front, mais le gouvernement en réclame une grande partie et l'applique à d'autres objets. Nous ne recevons que 20 dollars pour un enterrement et un demi-dollar pour un baptême. Qu'est-ce qu'un demi-dollar pour un baptême ? » Il est vraiment malheureux que par un système pareil la religion semble être

une affaire de commerce, surtout quand par d'autres plans et par d'autres moyens on pourrait pourvoir aux besoins de l'église.

Les remarques faites par l'abbé dont nous venons de parler, montrent que les enterrements en Haïti, quoique dans une république, ne sont pas dirigés sur le principe de l'égalité. Une aristocratie républicaine existe même à l'article de la mort. Il y a trois degrés d'honneur : dans la classe supérieure il y a beaucoup plus de cérémonie que dans la classe inférieure, plus de prières, plus de chants, plus de toutes choses, et tout ceci représente une plus forte somme d'argent. Une croix dorée, représentation de la richesse, précède le corps. Les honneurs [155] de l'église pour le pauvre sont bien mesquins. Il y a vraiment quelque chose de révoltant dans l'idée que le corps du pauvre reçoit bien moins d'attention de la part de l'église que celui du riche. Il est vrai que la richesse et la pauvreté exerceront toujours leur influence sur la société. Mais lorsque cela devient une partie du système religieux, au point que les ministres du Christ refusent d'agir sans honoraire, on fait cette action au nom du Dieu qui n'a point d'égard à l'apparence des personnes ; action qui constitue une infraction des premiers principes ; du christianisme. On doit regretter que l'observation des cérémonies de la religion ont trop suffi jusqu'à ce moment, pendant que la régénération du cœur par la puissance de Dieu — le grand but de la vraie religion, et le seul remède pour guérir les vices de notre nature — a été totalement oubliée, ou regardée comme une idée sectaire.

Veut-on prétendre que si un christianisme pur, dans tout son pouvoir et dans toute sa simplicité, eut été offert au peuple d'Haïti, il serait ce qu'il est maintenant ? Le christianisme tel qu'il est enseigné par Jésus Christ même, les aurait élevés comme nation, aurait changé leur caractère, et les aurait placés dans la voie de la vérité et de la prospérité.

Il aurait été dans les intérêts du pays de former un clergé national et natif. Ceci aurait empêché beaucoup d'argent de sortir du pays, ce qu'on ne pouvait empêcher pendant qu'on avait un clergé étranger. Il est certain aussi que le célibat romain ne convenait pas à la jeunesse d'Haïti.

La question religieuse en Haïti, dans la forme d'une religion d'état, doit dans la nature des choses être très compliquée. L'élément

athéistique de la France n'a pas été sans effet sur les classes instruites dans ce pays. Ce fait seul explique l'indifférence qu'on témoigna pour [156] la culture morale, par le moyen d'une éducation chrétienne, ainsi qu'à la religion dans son sens réel et positif. Il est certain que les idées dominantes et les éléments qui posèrent la fondation de la république haïtienne, étaient bien différentes de ceux qui fondèrent la grande république des États-Unis de l'Amérique du Nord. Dans ce dernier cas le peuple lui-même, avec le sentiment de ses besoins religieux, organisa des églises ; mais dans le premier cas il n'y avait aucun sentiment de besoins religieux, excepté comme moyen politique pour gouverner l'homme dans l'ignorance. On ne devait pas s'attendre à ce qu'il en fut autrement, car les masses étaient plongées dans l'ignorance, pendant que la partie intelligente de la nation était teinte, pour ne pas dire menée, par l'infidélité. Il y avait absence totale de tout élément nécessaire pour produire le sentiment de l'indispensable nécessité d'un clergé natif et honnête, sincère et évangélique. Cependant les avantages qui ressortent de l'indépendance dans ce département des intérêts nationaux, est tout aussi frappant et important que dans tout autre, comme on le verra dans<sup>7</sup> le fait que le seul insuccès d'Haïti se trouve dans son élément moral, qui est bien trop faible pour arrêter le torrent de la corruption qui l'a toujours menacée.

Une université nationale dans un style d'architecture digne de la grandeur de son objet, ainsi que des hommes bien qualifiés sous tous les rapports pour soutenir sa dignité scientifique et littéraire, dans le développement de toutes les branches de la connaissance humaine, aurait été un levain tellement puissant dans la république qu'il aurait été senti à travers toutes les ramifications de la société. Le pouvoir et la valeur d'une telle institution auraient produit un bien incalculable, surtout si elle avait été dirigée d'après des principes religieux, tels qu'ils sont révélés dans la Parole de Dieu. L'histoire [157] a clairement prouvé que quelques soient les pouvoirs intellectuels d'un peuple, le principe moral ne doit pas être absent. S'il ne s'y trouve pas, ce sera au péril de la nation quelle que soit son intelligence.

À l'époque de la présidence de Boyer on essaya de former un clergé national. L'effort fut : si faible, et sur une si petite échelle, qu'il ne mérite pas même l'attention. Comme l'Ecole de Navigation, ce fut bientôt oublié.

L'École de Médecine et de Chirurgie fut plus heureuse. Cette institution quoique sur une bien petite échelle fut sérieusement entreprise et reçut de grands encouragements. C'est ce qui sera prouvé par un extrait tiré d'un ouvrage sur Haïti écrit par un consul anglais demeurant dans le pays. Parlant de Port-au-Prince, il dit : 'Il y a un hôpital. Le président donne les degrés de Médecine. Le professeur de cette école est un médecin français. L'édifice où les étudiants se réunissent est bien situé, quoique peu imposant. Il est indigne du nom de Collège de Médecine. On essaya de planter un jardin botanique, dans lequel on plaça quelques plantes utiles. On y plaça aussi plusieurs modèles de chirurgie. Les parterres, quoique d'une petite étendue, sont bien arrosés. Cet établissement pourrait être facilement placé sur un pied qui le rendrait utile et qui ferait honneur au pays. Il a été depuis le commencement assez intéressant et utile. La seule cause de regret est qu'il n'a pas été soutenu avec une énergie telle que son importance le méritait et l'exigeait. Ceci paraît être un des défauts particuliers d'Haïti. De grandes sommes mal appliquées aux armes, appauvrissent toutes les autres ressources : tout ce, qu'on fait doit être fait à moitié, ou provisoirement, jusqu'à ce que quelque chose de mieux soit réalisé. Le résultat est que l'esprit national se contracte — l'habitude général étant de ne rien faire complètement et courageusement. [158] Il n'est pourtant que juste d'admettre que sous ce rapport il y a des signes évidents de progrès.'

Nous arrivons maintenant au grand événement qui eut lieu le 7 Mai, 1842, savoir, le tremblement de terre qui engloutit la cité du Cap Haïtien, ainsi que plusieurs autres endroits de l'île. Il est vrai que le Cap souffrit le plus, étant une ville comparativement grande et peuleuse, et surtout parce que toutes les maisons étaient construites en pierres et en briques. Ce terrible catastrophe fut plus ou moins ressenti sur l'île entière. La ville de Port-de-Paix, située entre le Cap Haïtien et le Môle St. Nicholas, au nord-ouest d'Haïti, fut non seulement bouleversée par le choc, mais fut aussi submergée par la mer, qui, contraire aux lois naturelles, sortit de ses limites et couvrit les ruines encore fumantes, engloutissant plusieurs des blessés et des mourants, ainsi que d'autres qui étaient encore en pleine vigueur. On vit des bateaux et de petits navires flotter dans les rues de la ville ; plusieurs mêmes y échouèrent. Le nombre des victimes fut grand en comparaison avec la population, qui n'était que de trois mille.

À St. Jago, dans la partie espagnole, sur le nord-est, le coup fut excessivement fort. Cette ancienne ville, située entre le Puerto Plata et la capitale espagnole Santo Domingo, était fortement construite. Les murs de son église ressemblaient plutôt à des fortifications qu'autrement ; et quoique les maisons étaient pour la plupart basses, n'ayant que le rez-de-chaussée, elles furent toutes, ainsi que l'église, renversées. Plusieurs des habitants furent tués.

Le Revd. W. Towler, missionnaire wesleyen, écrit de Puerto Plata à son comité à Londres : 'Vous aurez probablement appris plus directement que par moi-même, le désastre affreux qui vient d'avoir lieu dans cette île. Samedi, le 7 Mai, vers 5 heures de l'après-midi, [159] nous sentîmes trois chocs violents de tremblement de terre. Les deux derniers furent les plus forts. Les montagnes et les arbres environnants, ainsi que les maisons de la cité, chancelaient comme un homme ivre. "La terre trembla pour la présence du Seigneur, pour la présence du Dieu de Jacob." Même en y pensant et en écrivant sur ce sujet je me sens encore tout étourdi. La maison de missions roulait tellement que les chaises et les cruches à eau furent renversées, les livres et les bouteilles de médecine dans mon étude tombèrent des étages sur le plancher. La plupart des maisons de la cité éprouvèrent de semblables effets. Une rangée de maisons et d'édifices bâties en pierre et en briques furent renversés dans un moment ; mais le plus grand nombre de maisons ainsi que la vie de tous les habitants ont été providentiellement épargnées. Gloire à Dieu pour sa grande bonté envers nous !

'Il n'en a pas été ainsi de plusieurs des cités environnantes. St Jago, 60 miles dans l'intérieur, est en ruine. Plusieurs furent tués quand le tremblement eut lieu, et plusieurs souffrent maintenant faute des choses nécessaires pour leur maintien. Le Cap Haïtien, bâtie de pierres, fut surprise par une destruction soudaine. Pendant que tous les habitants étaient occupés à leur travail ordinaire, leurs maisons tremblèrent et tombèrent, ensevelissant plusieurs des habitants sous leurs ruines, d'autres furent blessés, et d'autres furent immédiatement tués. Notre frère Bird et sa famille ont été sauvés comme par un miracle. Je n'ai pas reçu de lettre de lui, mais j'ai reçu un message de vive voix d'un ami. "Dieu est notre retraite, notre force, et notre secours dans les détresses, et fort aisé à trouver." Nous avons entendu

que plusieurs des plus petites villes ont été submergées. Dieu “est terrible en exploits sur les fils des hommes.””

[160]

Le Revd. M. B. Bird, un autre missionnaire wesleyen avec sa famille entière était dans la ville de Cap Haïtien lorsqu'elle fut détruite. Echappant miraculeusement, il écrivit aussi à son comité à Londres. Nous tirons ce qui suit de sa lettre : —

‘Au moment de ce terrible catastrophe, j'étais assis sur le balcon de la maison qui projetait dans la rue. Madame Bird était dans un belvédère à deux étages du rez-de-chaussée avec deux de nos enfants, l'un âgé de 19 jours et l'autre de presque trois ans. Une jeune personne qui demeurait alors avec nous, au moment du choc était en voie de marcher d'une partie de la maison à l'autre. Notre second fils, qui commençait à marcher, était sous les soins d'une domestique dans la cuisine, sur le rez-de-chaussée. Madame Bird, qui n'avait pas quitté la maison depuis son accouchement, s'était retirée au belvédère avec les deux enfants, afin de jouir de la brise fraîche qu'on y trouvait généralement.

‘Dès que je ressentis le choc, je me levai de ma chaise, et je devins bientôt tout confus. Je ne savais pas si je devais courir en arrière ou en avant. Un regard lancé à travers la maison me montra que tout était dans un état d'ébranlement. Comme je me tenais à la balustrade du balcon, regardant à droite et à gauche, je vis la rue dans toute sa longueur remplie de poussière qui sortait des murs qui tombaient. Dans ce moment d'agitation inconcevable, le mûr auquel était attaché le balcon sur lequel j'étais fut précipité au milieu des ruines générales. Je fus lancé d'une hauteur de presque douze pieds, mais je ressentis à peine la chute. Je n'ai jamais pu me rappeler comment je suis tombé du balcon, ou même les sensations que j'éprouvai en tombant. Pour quelques moments après la chute je demeurai insensible. Quand je repris mes sens je fus étonné de me trouver en vie. J'étais assis sur les ruines, [161] la tête posée sur la main, et presque suffoqué par la poussière qui sortait des maisons tombées. Je restai dans cette position quelques moments, pendant lesquels la terre continuait à trembler. Je m'attendais à chaque moment qu'une poutre, ou un mur, me lancerait dans l'éternité. En attendant ce moment final, je remis mon esprit entre les mains du Seigneur. Mais sa grande miséricorde me prolongea la vie. Quand l'épais nuage de poussière eut passé, je me

levai, et je ne vis qu'une scène de ruines et de désolation, qui s'étendait aux plus grandes limites du Cap. Ici et là je voyais un homme sortir de ces ruines, ayant l'air d'un ressuscité ; ils étaient couverts d'une poussière blanche, qui leur donnait un aspect de mort.

'Me trouvant en vie et en sûreté — et pour un moment j'avais peine à le croire — je ressentis une vive inquiétude pour ma femme et mes enfants. Je me rappelais fort bien de les avoir laissés dans le belvédère de la maison. *Je m'élançai* vers ce lieu, doutant de les trouver en sûreté. Sur mon chemin, j'entendis la voix de notre domestique, qui me criait de la cuisine : "Nous sommes ici, sains et saufs !" Elle était debout dans la porte de la cuisine, tenant notre second fils dans ses bras, tous les deux sans avoir reçu de blessures ! J'embrassai le petit et je continuai ma recherche. Afin d'arriver au lieu où j'avais laissé ma femme et nos deux enfants, il me fallait marcher sur les ruines de la maison. Les deux escaliers qui conduisaient au belvédère — dont l'un était bâti de briques et l'autre de bois — avaient été ébranlés et étaient dangereux. Mais dans ma grande inquiétude je m'y élançai, et j'arrivai à la place mémorable. Là je trouvai Madame Bird et les deux enfants assis sur le plancher, ayant été fortement jetés par terre par le choc. Ma joie en les trouvant était inexprimable. Mon anxiété n'était pas terminée, car je n'avais [162] pas encore trouvé la jeune personne qui demeurait avec nous. Ne la voyant pas j'arrivai à la conclusion qu'elle était tuée. Nous eûmes pourtant le bonheur de la trouver en sûreté. Elle avait sauté par la fenêtre au moment du choc, et tombant sur ses pieds, elle avait été sauvée. C'est ainsi que par la miséricorde de Dieu ; notre maison entière fut sauvée d'une des plus pénibles visitations de Dieu qu'on puisse trouver rapportée dans l'histoire.

'Il est impossible pour moi de vous donner une juste idée ou une correcte description de cette terrible calamité. C'était un de ces événements qui défient toute imagination. Figurez-vous, Messieurs, l'action soudaine de cette visitation, littéralement comme "un larron dans la nuit," le gémissement des mourants, les cris déchirants de ceux qui, ensevelis dans les ruines, imploraient du secours sans en recevoir, la répétition des coups, la mer se dirigeant avec rapidité vers la cité ; pensez à une des plus fortes cités et une des mieux construites des Indes Occidentales, avec une population de près de neuf mille personnes, renversée dans un moment par la Toute-Puissance, et deux tiers de sa population ensevelis dans un moment dans un même tombeau, et vous

aurez une faible idée d'une scène qui déchire mon cœur pendant que j'essaie de la dépeindre.

'Dans la nuit qui suivit le tremblement de terre, les poutres et les charpentes qui avaient tombé prirent feu. Ceci fut causé sans doute par les feux des cuisines, allumés pour préparer le dernier repas du jour^ Ceci devait nécessairement ajouter aux agonies de ceux dont la mort ne fut pas instantanée.'

Le missionnaire donne aussi une description de la manière dans laquelle, avec sa femme, sa domestique, et ses trois enfants, ils eurent à grimper par-dessus les ruines de la cité pour arriver au rivage.

[163]

'Notre descente du belvédère était excessivement dangereuse et difficile. Les escaliers étaient tellement délabrés que chaque mouvement que nous faisons augmentait notre péril. Nous réussîmes pourtant à mettre pied sur terre sans accident. Craignant que les pans de mur détachés tomberaient sur nous, nous nous hâtâmes de grimper par-dessus ces ruines. Madame Bird, la domestique, et moi nous portions chacun un enfant. La mère portait son bébé âgé de 19 jours. Après avoir traversé cette scène affreuse, ayant à marcher sur les morts et près des mourants dont nous entendions les gémissements, nous arrivâmes enfin sur le rivage. Nous prîmes refuge à bord d'un navire, où pour quelques jours, avec une vingtaine d'autres personnes, nous souffrîmes littéralement de faim.'

Ce grand désastre fut suivi par des conflits sanguinaires pour les richesses ensevelies dans les ruines. Fait prouvé par un extrait tiré d'un journal favorable au gouvernement du jour : 'L'homme même ne respecta pas ces infortunes. Des êtres sans pitié arrivèrent de la campagne, et pillèrent tout ce qu'ils purent trouver dans les ruines, au lieu d'aider à leurs compatriotes dans cette grande détresse. Etrange résultat de la cupidité et de l'ignorance !'

L'église du Cap Haïtien était un noble édifice. Quelques mois avant ce tremblement de terre il avait été magnifiquement restauré par le Général Bottex, homme de discipline et d'ordre, qui était alors

commandant de la cité. Cette église tomba, et plusieurs personnes qui s'y trouvaient, quoique ce n'était pas l'heure des offices, y trouvèrent une mort soudaine.

Il était profondément humiliant pour l'étranger demeurant alors à Haïti de voir que les pays étrangers ne témoignèrent aucune sympathie pour Haïti dans sa grande affliction. Les Haïtiens le sentirent aussi, mais [164] ils gardèrent noblement le silence ! Honneur à Haïti qu'elle a toujours pu prendre soin d'elle-même. Ceci forme une des causes de son juste orgueil qui peut avoir été poussé à des extrêmes. ; Elle n'a jamais demandé du secours à qui que ce soit malgré la lourde dette de 60 millions de francs qu'elle devait à la France, dette qui est presque toute payée. <sup>19</sup>

Immédiatement après le tremblement de terre, une cour d'enquête fut instituée par le gouvernement Boyer, sur la conduite de plusieurs des autorités dans certaines parties de l'île, qui semblèrent fermer les yeux sur le pillage dégradant et inhumain qui eut lieu après cette catastrophe. Cette cour fut dissoute par l'attention absorbante que demandait la révolution de l'année suivante.

Le tremblement de terre "détruisit bien des plans et mit fin à bien des entreprises. Plusieurs ne savaient pas qu'elle voie poursuivre. Plusieurs autres, pendant quelques jours après l'événement, furent privés même du nécessaire. Parmi ceux-ci se trouvaient la famille du missionnaire wesleyen, qui avaient tout perdu, sauf leur vie. Leurs détresses furent soulagées dans peu de semaines par leur arrivée à Port-au-Prince, où ils furent reçus avec la plus ardente affection par le Revd. J. T. Hartwell, missionnaire wesleyen, demeurant alors dans la capitale. A leur arrivée la famille Bird fut entourée d'amis pleins de sympathie. Mais hélas ! les semences de la maladie avaient été répandues dans chacun d'eux. Le manque de provisions et de vêtements s'était fait sentir, ainsi que les effets du soleil [165] ardent et de la pluie, auxquels ils furent exposés pendant plusieurs jours, étant sans logement. Il n'est donc pas surprenant que les deux plus

---

<sup>19</sup> Le grand principe de surmonter le mal par le bien, fut manifesté par Haïti. Le 4 Nov. 1866, on fit des quêtes dans les deux églises protestantes de Port-au-Prince, en faveur de la population de l'île des Turcs, qui avait été visitée par un terrible ouragan, et qui avait presque tout bouleversé, laissant les édifices en ruines, et un grand nombre de familles sans abri et sans provisions.

jeunes enfants, après avoir été sauvés des horreurs de ce tremblement de terre, moururent et entrèrent dans le repos éternel tôt après leur arrivée à Port-au-Prince.

Vers la fin de cette année mémorable, un événement important d'un caractère purement moral et religieux eut lieu dans la capitale de cette république. Ce fut l'ouverture d'une église wesleyenne. La pierre fondamentale de cet édifice avait été posée un an ou deux avant, par le Revd. J. T. Hartwell. L'ouverture et la dédication de cette simple église, dont les murs étaient de briques et de pierres, et qui pouvait contenir près de 400 personnes, eut lieu le 4 Décembre, 1842. Ce jour étant un Dimanche fut complètement dévoué aux grands et solennels devoirs de cette intéressante occasion. On tint quatre services publics, deux dans la langue française et deux dans la langue anglaise. Chacun des ministres, Bird et Hartwell, divisèrent l'ouvrage en portions égales dans les deux langues. Les auditoires étaient nombreux, la petite église étant confortablement remplie. La libéralité du peuple à cette occasion est digne d'admiration, vu que la majorité des auditoires était composée de Catholiques Romains. On peut, à dater de ce moment, considérer que le Protestantisme avait pris un pied ferme, et exerçait une plus grande influence sur le public d'Haïti.

Nous n'avons pas l'intention de donner des détails autrement qu'incidentels dans cet ouvrage sur la partie espagnole d'Haïti. Les détails qui suivent peuvent être intéressants sous deux rapports : d'abord, tôt après le voyage que firent les deux missionnaires Bird et Hartwell, de Port-au-Prince à Puerto Plata, la partie espagnole se sépara de la partie française ; ensuite, le [166] lecteur pourra avoir une faible idée du peuple qui formait alors la république dominicaine. L'extrait suivant est tiré du journal du Revd. M. B, Bird : —

Lundi, le 9 Janvier, 1843. — Quitté la ville de Port-au-Prince, accompagné de mon collègue le Revd. J. T, Hartwell, à 4 heures du matin. Pris un guide. Nous étions tous trois à cheval. Le but de notre voyage était d'être présents à une assemblée annuelle, dite 'District Meeting qu'on devait tenir cette année à Puerto Plata. Nous nous sommes arrêtés à midi pour prendre un simple repas près d'un petit ruisseau, qui nous offrit tout le vin dont nous avons besoin. Vers le soir nous arrivions dans les environs d'Arcahaie, à environ 40 milles de la capitale. Des Américains de

couleur nous donnèrent l'hospitalité. Ils avaient réussi par une grande persévérance à s'entourer de bien des comforts.

Mardi, le 10. — Dans la soirée, arrivés à St. Marc. Nous avons traversé la rivière Artibonite dans une barque construite pour les voyageurs et leurs chevaux. Nous avons traversé un pays désolé et peu cultivé. La ville de St. Marc est d'une renommée historique. Au temps du pouvoir français, elle était importante et prospère. Pendant la grande révolution elle fut la scène du massacre de plusieurs centaines de colons français, par Dessalines. Nous avons laissé dans la ville plusieurs exemplaires de la Sainte Bible, etc.

Mercredi, le 11. — Arrivés à Gonaïves. On nous apprit qu'il y avait eu un grand incendie à Port-au-Prince. On nous montra une charte du feu. Voyant que notre établissement missionnaire n'avait pas souffert, nous continuâmes notre voyage.

Jeudi, le 12. — Nous nous sommes promenés dans la ville ce matin. Dans plusieurs endroits nous avons vu des traces de la destruction causée par le grand tremblement de terre de l'année précédente. La ville de Gonaïves est remarquable comme la place où Dessalines déclara l'indépendance d'Haïti. Cette ville a maintenant un commerce important. Sa population est d'environ 6000. Nous avons tenu une réunion publique ce soir, à laquelle quelques personnes ont assisté.

Vendredi, le 13. — Tôt après midi nous nous sommes dirigés vers la ville Cap Haïtien. Le pays entre Gonaïves et le Cap est très pittoresque, et quoique montagneux, il est ouvert et fertile. La place appelée Les Escaliers est célèbre. C'est une passe très rapide entre deux montagnes. La route est pavée de cailloux, et par conséquent est très dangereuse pour le bétail. Elle forme un vrai zig-zag. A chaque point de détour on voit celui qu'on a passé, et celui auquel on va arriver. C'est ce fait qui explique peut-être le nom donné à cette passe romantique. Il se fait une grande cultivation dans ce pays. Le coup d'œil est magnifique, les grandes montagnes des environs étant d'une verdure luxuriante.

Samedi, le 14. — Montés à cheval à 2 heures du matin. Vers le soir nous [167] sommes arrivés au Cap. Il nous fallut traverser beaucoup de boue, et il tombait une pluie torrentielle.

Dimanche, le 15. — Ce matin nous avons visité le Cap. Nous logions dans une petite campagne à environ 4 milles de la ville.<sup>20</sup> La cité nous présentait l'aspect de tombeaux en ruines plutôt qu'autrement. Je découvris avec difficulté les places qui m'étaient autrefois si familières. La scène me rappela des sensations que j'avais éprouvées autrefois. Je fus vivement touché lorsque je me rappelai qu'ici la main de Dieu m'avait si miraculeusement arraché à la mort, aussi bien que ceux qui m'étaient chers. Je fus plus que jamais frappé du fait qu'il existe une Providence particulière. Le marché public se tenait le Dimanche. Il nous fut impossible de tenir des réunions religieuses. Nous sommes retournés ce soir tout triste à notre logement, où nous avons tenu une petite réunion avec les quelques personnes qui demeuraient dans les environs.

Lundi, le 16. — Ce matin nous sommes allés à cheval au Cap. Nous y avons rencontré comme par accident deux Espagnols. Nous les avons engagés pour guides pendant le reste de notre voyage à travers la partie espagnole de l'île.

Mardi, le 17. — Nous sommes montés à cheval vers 5 heures du matin en route pour la partie espagnole, avec nos deux guides espagnols qui parlaient un peu de français. Après avoir traversé une partie plate et peu cultivée, nous sommes arrivés le soir à Terrière Rouge. Un militaire nous reçut avec beaucoup de bonté. Il nous apprit que sa femme était allée en pèlerinage à Higuey, place renommée parmi les Catholiques Romains, et située à l'extrémité est de l'île. On dit qu'il y a dans cette place une image de la Vierge qui possède des vertus extraordinaires. Le mari regardait la chose comme absurde. Mais comme bien d'autres, il préférait les ténèbres à la lumière. Il accepta avec joie un Nouveau Testament.

Mercredi, le 18. — Quitté Terrière Rouge vers 4 heures du matin. En route nous nous sommes arrêtés à Fort Dauphin, qui avait été autrefois une assez jolie petite place, mais qui maintenant n'était qu'un monceau de ruines, ayant ce triste aspect qui semble s'attacher à toutes les places visitées par le tremblement de terre. Nous avons passé par Ouanaminthe, où nous avons vu des traces du grand tremblement de terre de 1842. Nous avons aussi passé par Laxavon, une belle petite ville espagnole. L'église qui avait été bâtie en pierres n'était plus qu'une ruine complète. Elle fut renversée par le tremblement de terre. Les environs de cette ville sont

---

<sup>20</sup> La ville étant encore en ruines, il était difficile de trouver un logement parmi ses habitants encore souffrants.

beaux, et elle doit être bien saine. Les environs ressemblent un peu aux plaines de Salisbury en Angleterre. Arrivés à une petite maisonnette espagnole, nous y fûmes bien reçus. Notre bon hôte suspendit nos hamaques, et nous nous y sommes logés confortablement. La chambre dans laquelle nous couchions était occupée aussi par trois ou quatre coqs de [168] bataille. Les Espagnols haïtiens trouvent un plaisir indicible dans ce jeu il semble constituer leur seul bonheur terrestre. Le chant des coqs et le battement de leurs ailes durant la nuit aurait sans doute causé beaucoup de peine à de légers dormeurs, mais nous étions tellement fatigués que tout leur bruit ne pouvait pas nous tenir éveillés.

Jeudi, le 19. — En route vers 4 heures du matin. Nous avons traversé une contrée magnifique, qui ressemblait plutôt à un « park » anglais qu'autrement. À midi nous nous sommes arrêtés de nouveau à une petite maisonnette espagnole. On nous donna des rafraîchissements. Nous nous sommes reposés deux ou trois heures. De nouveau en route, voyageant lentement jusqu'au soir. Nous n'avons fait guère plus de trois milles à l'heure. Nous nous sommes arrêtés sur les bords du Mao, où nous avons couché dans une des plus tristes chaumières qui ait jamais été habitée. Il n'y avait ni fenêtres, ni portes ; d'un côté il n'y avait presque rien de reste excepté les piliers, qui supportaient un toit brisé. Quant à un siège il n'en était pas même question. Les habitants de ce logis étaient autour du feu assis par terre, ou sur des blocs de bois, leur menton entre leurs mains, et leurs coudes appuyés sur leurs genoux. Ces bonnes gens nous firent un bon accueil. Après avoir pris un petit repas, nous nous sommes couchés dans nos hamaques. La rosée et l'air auxquels nous étions exposés étaient froids, mais notre sommeil quoique court fut doux.

Vendredi, le 20. — Au point du jour nous avons traversé la rivière Mao. Nous ne fûmes pas longtemps avant d'arriver à la rivière Yague. C'est une belle rivière, qui avec peu de travail pourrait être rendue navigable pour plusieurs milles. Nous avons traversé cette rivière dans un canot, nos chevaux nageant à nos côtés. Le pays était riche, fertile, et splendide. Dans l'après-midi nous sommes arrivés à la demeure d'une famille d'Espagnols blancs, qui avaient l'air un peu 'Donish.' La maison nous garantissait à peine du soleil et de la pluie. Les airs que se donnaient les habitants étaient très significatifs, pour ne pas dire imposants, surtout ceux des jeunes demoiselles, dont le style indiquait une descente réelle ou supposée d'une ancienne nobilité, mais qui dans ces temps modernes n'avaient pour lit qu'une peau de vache ou le sol. Nous avons accepté avec

reconnaissance l'hospitalité qu'on nous a offert. Mais on était si malpropre qu'il nous fut impossible de bien souper. Nous sommes allés nous coucher, et nous en avons bien besoin car nous étions harassés de fatigue.

Samedi, le 21. — En route au lever du jour, déterminés d'arriver à Puerto Plata dans la soirée. Nous avons traversé pendant un certain temps des bois épais le long d'une colline rapide, où de temps en temps il n'y avait pas assez de place pour nos chevaux, A 10 heures du matin nous avons déjeuné. Jusqu'à cette heure nous avons eu de la pluie en abondance. Tout mouillés nous avons voyagé jusqu'à midi. Arrivés au village romantique d'Altamera. De nouveau en route et à travers d'une boue tellement épaisse que nous étions excessivement fatigués. Arrivés enfin à Puerto [169] Plata. Nos frères Eacott, Towler, et Cardy, qui nous avaient attendus avec impatience, nous reçurent affectueusement. Madame Towler était alors invalide. Notre voyage avait duré 13 jours. Nous étions très fatigués. Cependant nous avons bien joui. Un peu de repos nous ramena. Nous jouissions maintenant de quelques-uns des bienfaits du christianisme. Nous pûmes comprendre que sans le christianisme il était impossible de vivre dans l'indolence au milieu d'un pays qui abondait en richesses, et de trouver du repos dans la misère. Nous comprimes aussi les gloires et les grandeurs des coups d'œil les plus imposants, même des tropiques, manquent à purifier le cœur ou à élever la pensée. Il faut d'autres éléments que ceux-ci pour élever l'humanité à son juste niveau de moralité et d'immortalité. Le but de notre visite étant d'un caractère purement officiel, il ne sera pas nécessaire que nous en donnions des détails. Nous avons tenu plusieurs réunions publiques, qui ont été intéressantes et bien suivies par les immigrants américains. Quelques-uns de ces services ont été dirigés dans la langue française, mais la plupart dans la langue anglaise et pas un dans la langue espagnole. Puerto Plata est située près de la mer. C'est une ville de second ordre dans la république haïtienne. Au moment de notre visite, cette ville avait un certain air de respectabilité. L'établissement des missions wesleyennes était situé sur une belle élévation, et avait une belle vue de la cité et de la mer. Les Espagnols de cette cité ne s'étaient pourtant pas soumis à l'influence du Protestantisme. La propriété missionnaire à cette époque consistait d'une bonne petite église pouvant contenir près de 150 personnes, d'une maison très confortable, à laquelle on a récemment ajouté une école.

Lundi, le 30. — Quitté Puerto Plata ce matin pour Port-au-Prince, Mess<sup>rs</sup> Cardy et Towler nous ont accompagnés à une bonne distance.

Arrivés à Altimera un peu avant la nuit. Ce village singulier sous bien des rapports est situé sur une bonne élévation. Le climat y est très agréable. Pendant la nuit le froid était assez vif.

Mardi, le 31. — Quitté Altimera vers le point du jour. Nous avons traversé un pays assez intéressant. À midi nous nous sommes arrêtés à une maison espagnole. À 4 heures de l'après-midi nous sommes arrivés à l'ancienne ville de Santiago. Cette cité intérieure est bien située. Elle est entourée de fertilité et de beauté. Ses environs sont très pittoresques et la place est saine. Nous nous sommes promenés dans la ville, où nous avons vu par les ruines qui restent que cette cité avait été bien construite. Maisons basses, murs épais. L'église, édifice peu élevé, était remarquable pour sa solidité. Mais tout avait un air plus triste que Cap Haïtien, car la ruine générale y semblait plus complète et plus décidée. Nous sommes arrivés à la conclusion que le choc causé par le tremblement de terre avait été plus fort dans l'Est de File que dans l'Ouest. Retournés à notre logement, qui nous avait été offert par un colonel haïtien commandant de la place ; son hospitalité ne laissait rien à désirer.

[170]

Mercredi, le 1er Février. — Quitté Santiago après avoir déjeuné de bonne heure. Arrivés au Mao. Nous nous sommes reposés sur ses rives.

Jeudi, le 2. — En route vers 3 heures du matin. Déjeuné chez un Espagnol vers 8 à 9 heures. Il avait un jardin très productif. Mais sa demeure était le vrai portrait de la misère. Il nous fit un bon accueil. Pris des rafraîchissements. Continué notre route. Notre guide n'étant pas tout-à-fait au courant du chemin, nous nous sommes bientôt trouvés dans un bois, où nous avons vu des cochons sauvages et un grand nombre de bêtes à cornes. Nous avons continué à avancer, et nous sommes entrés dans un pays ouvert. La richesse et la splendeur de ce pays étaient enchantants. On ne peut imaginer un aspect plus féérique, tout dans la nature était pur, riche, et magnifique. On n'y voyait aucune trace de main d'hommes, point de cultivation, ni de maisons. Nous étions pourtant tristes, car nous avions voyagé si loin en vain. Que faire ? Après avoir mangé et pris un peu de repos, nous sommes arrivés d'où nous étions partis ce matin.

Vendredi, le 3. — Nos chevaux ayant besoin de repos, nous ne sommes partis que peu avant midi. Nous avons donné un Nouveau Testament espagnol à notre bon hôte. Il l'a reçu avec joie. Nous avons trouvé cet homme prêt à recevoir de l'instruction religieuse, comme tous

ceux que nous avons visités dans ce voyage. Nous avons fait la prière partout où nous nous sommes arrêtés le soir. Si ces pauvres gens avaient eu la moindre idée que nous étions des hérétiques, il est très probable qu'au lieu de nous regarder comme des chrétiens, ils nous eussent cru des démons. Avant son départ mon cheval fut mordu par un insecte venimeux. Il avait donné des signes de faiblesse depuis quelques jours. Comme nous continuions notre chemin il est tombé, et n'a pu se relever. Nous étions alors sur une route qui conduisait à travers d'un grand 'Savanna,' et nous y laissâmes mon cheval. Heureusement nous n'étions pas éloignés de maisons. Arrivés à l'une d'elles nous étions contents de n'avoir pas à voyager plus loin, car nous étions mouillés, fatigués, et surpris par la nuit. La première maison à laquelle nous sommes arrivés était celle d'un fonctionnaire public. Il nous fit bon accueil. Après nous être rafraîchis, nous avons réuni la famille pour le culte domestique, et nous nous sommes retirés pour la nuit.

Samedi, le 4. — Mon domestique est allé voir mon cheval. Il a pu le ramener. De nouveau en route. Mon cheval tombe une seconde fois. Obligés de le laisser où il est tombé. Quand ce malheur nous arriva, nous n'étions pas très loin de cette maison où nous passâmes la nuit avec les coqs de bataille, et nous y sommes entrés.

Dimanche, le 5. — Nous sommes restés tout le Dimanche dans cette maison espagnole, qui malgré les coqs de bataille et la dissipation nous a servi de lieu où nous avons lu les Stes. Ecritures en espagnol et en français, et où nous avons parlé de religion.

Lundi, le 6. — J'ai fait des arrangements avec mon Espagnol de prendre [171] soin de mon cheval jusqu'à mon retour dans trois ou quatre mois.<sup>21</sup> Au point du jour nous sommes partis pour la ville de Laxavon. Notre passeport nous a servi d'introduction au commandant de la place. Il nous a reçu avec beaucoup de bonté. J'ai dû acheter un autre cheval, Nous avons continué notre course à travers un pays assez peuplé et très riche, mais peu cultivé. Nous sommes arrivés au soir à une maison où des enfants se battaient et où régnaient la confusion et la misère. On nous a fait un bon accueil. On a fait tout ce qu'on a pu pour nous rendre confortables.

---

<sup>21</sup> Trois ou quatre mois plus tard je visitai ces environs, et je trouvai mon cheval très bien. L'Espagnol refusa toute récompense.

Mardi, le 7. — En route au lever du soleil. Arrivés à un poste militaire, on a examiné nos passeports. Cette garde spéciale avait été organisée à cause des rumeurs d'une révolte dans le Sud de l'île. Le commandant de Laxavon avait envoyé un homme avec nous, pour nous éviter toute difficulté à ce poste. Il n'avait qu'un message de bouche, et on n'a pas voulu le croire. On a voulu nous forcer à rebrousser chemin, mais sachant fort bien que nos papiers étaient en parfait ordre, et doutant si un de ces gardes était capable de les lire, nous avons refusé de retourner à Laxavon. Ayant vu que nous étions déterminés, on fit la garde mettre l'arme au bras et on nous entoura. Cette petite scène amena bientôt des chapeaux de paille et des redingotes déchirées autour de nous. Quand la garde a vu que nous étions résolus de ne pas bouger, on a envoyé un des soldats à Laxavon avec nos passeports. Il est très probable que ce messenger a rencontré quelqu'un qui savait lire, car il est bientôt revenu, assurant l'officier de la garde que tout était bien. On nous donna nos passeports, et on nous dit avec un ton assez humble que nous étions libres de continuer notre voyage. Le placement d'hommes incapables en office doit dans la nature des choses amener de grands inconvénients et même des maux. Après avoir traversé un pays ondulé et très épais de bois, où le riche bois de sapin abondait, nous sommes arrivés le soir à une maisonnette espagnole où la misère semblait régner. On nous reçut très bien, et notre fatigue nous plongea dans un doux oubli.

Mercredi, le 8. — À cheval vers le lever du soleil. Nous avons traversé un pays ondulant et plein de magnifiques sapins. Tard dans la soirée nous sommes arrivés à Banica. Le commandant nous a reçu très bien, et nous a procuré un logement.

Jeudi, le 9. — Le commandant nous a invité très cordialement à dîner. C'est un homme intelligent, agréable, et très bien élevé. En matières religieuses, comme plusieurs autres personnes dans le pays, il était Protestant, mais il n'avait pas assez de courage pour avouer ses convictions. On nous apprit que l'excitation dans le Sud de l'île avait cessé, et que la plus grande tranquillité y régnait. Dans l'après-midi nous nous sommes dirigés vers l'Ascahoba, Dans la soirée nous sommes arrivés à une petite [172] hutte, où nous nous sommes reposés pour la nuit. Nous commençons à nous habituer à ce genre de vie.

Vendredi, le 10. — Nous nous sommes mis en route vers 4 heures du matin. Après avoir voyagé 6 heures nous sommes arrivés à l'Ascahoba, où nous nous sommes reposés jusqu'au soir. Le cheval que j'avais acheté à

Laxavon commença à donner des signes de faiblesse. J'ai pensé qu'il valait mieux le laisser ici, et qu'on pourrait l'envoyer à Port-au-Prince dans quelques jours. J'ai monté sur la mule, et nous sommes arrivés à Mirebalais dans la soirée. Un membre de la Chambre des Représentants nous reçut avec beaucoup de bonté.

Samedi, le 11. - — Vers une heure du matin nous nous sommes mis en route pour la capitale. Après avoir voyagé 15 milles nous sommes arrivés à l'établissement de Fond Cheval, <sup>22</sup> qui est environ à 30 milles de Port-au-Prince. Ici nous avons une petite chapelle, et une église de 30 membres tous Haïtiens. Cette église fut bâtie par les Haïtiens à leurs propres dépens. Le terrain leur fut généreusement donné. Nous sommes restés au milieu de ces aimables gens jusqu'à midi. En route pour le dernier relais de ce long voyage. Ce dernier trajet a été assez pénible, hommes et montures étaient bien fatigués. Quant à moi, j'avais été très fatigué par mes chevaux qui avaient défailli en route. Mon aimable compagnon fut plus heureux, son cheval put faire tout le voyage. Nous sommes arrivés chez nous vers 8 heures du soir. Nous avons trouvé nos familles en bonne santé. Un feu dévastateur avait incendié une grande partie de la cité. On nous a appris que l'excitation dans le Sud de File commençait à être sérieuse. Le gouvernement fit tout ce qu'il put pour cacher la situation, mais tous ses efforts furent vains.

Le résultat et les impressions de ce voyage sont variées mais puissantes. Nous avons parcouru un vaste champ, où dans tous les sens il y avait beaucoup à apprendre et à voir. Notre course à Puerto Plata n'ayant pas été directe, nous avons fait probablement mille milles à cheval, et souvent à travers de chemins affreux. Le travail physique nous avait presque épuisés. Cependant le voyage nous intéressa beaucoup. Par ce moyen nous pûmes mieux connaître le peuple et le pays.

[173]

---

<sup>22</sup> L'église méthodiste dans ce lieu était bâtie de rameaux et couverte en chaume. Au moment de notre visite, cette église rustique bâtie par les indigènes avait été incendiée par l'ordre du commandant général du quartier, qui avait sans doute reçu l'ordre d'officiers supérieurs. On avait défendu de tenir des réunions pareilles dans les montagnes. Le Gouvernement Boyer n'avait pas de cœur sur la question de la liberté religieuse.

Le pays tel que nous le vîmes, dans un sens moral et intellectuel, ainsi que par rapport à l'agriculture et à l'industrie en général, éveillerait naturellement des pensées tristes, non seulement au missionnaire, mais au marchand, à l'homme de science, et au philanthrope.

Un pays qui ne peut pas être surpassé en beauté et en richesses naturelles, occupé surtout dans la partie espagnole par une population éparsée, dont nous avons reçu des marques de respect et une grande hospitalité, mais tout y était dans un état de stagnation ! Le manque de connaissances avait tout renfermé. Le pouvoir ou même l'idée de développer les ressources abondantes qui les entouraient n'existait pas. Ils ne connaissaient même pas les richesses qui étaient à leurs portes. L'ignorance, l'inaction, et la pauvreté semblaient régner partout. On ne pensait même pas qu'il fut possible de se faire une position confortable. On demandait à grands cris du capital ; et on ne songeait même pas au moyen de le créer.

Sous le point de vue de la moralité, nous rencontrâmes à chaque pas des résultats affreux des masses laissées à elles-mêmes, la proie de l'ignorance et utiles à rien. Partout où nous allâmes la nature était belle, mais l'homme était tombé, misérable, ignorant, et fréquemment sans les moyens, quoique toujours avec le désir de rafraîchir le voyageur fatigué. Nous vîmes partout un manque complet des plus petits comforts de la vie. Et tout ceci parmi un peuple chez lequel l'amour du gain est ardent, et qui ne demande qu'à être mené dans la voie qui conduit au bien, par un plus grand contact avec les hommes éclairés de toutes les classes, surtout avec l'artisan et le laboureur qui craignent Dieu et qui l'aiment.

Sur qui doit reposer le blâme ? Si Haïti avait été, comme plusieurs des tribus de l'Afrique, laissée aux soins [174] de chefs et de gouverneurs ignorants, notre regret serait celui du silence. Mais que dirons-nous quand une communauté éclairée dans une nation, avec un gouvernement intelligent à sa tête, permettent aux grandes masses de leurs frères de rester pendant soixante ans dans la plus complète ignorance. On fait mille excuses. Mais le temps est venu quand aucun raisonnement ne pourra être accepté comme justification pour l'entière ignorance des grandes masses d'une république. Sous des institutions libres comme doivent l'être celles d'une véritable république, le grand fait d'égalité ne doit pas être converti en

absurdité par l'incapacité complète des deux tiers des citoyens d'être républicains, ne connaissant pas eux-mêmes la différence dans les principes du gouvernement de Christophe ou de celui de Pétion.

Que tous les citoyens dans une république soient capables de comprendre et d'accomplir leurs devoirs comme tels, et quand même ils seraient un peuple faible, ils deviendront riches et puissants !

Il est digne de remarque, et surtout pour l'information de ceux qui sont disposés à traiter indignement la race africaine, que dans la population de la partie espagnole d'Haïti les noirs sont dans la minorité, et qu'une grande proportion de la population était composée d'hommes blancs, et plusieurs autres de sang mêlé. Les blancs sont principalement les descendants d'Espagnols européens, et ne sont pas sans le souvenir de leur ancienne nobilité espagnole. Le problème est facile à résoudre, si cette race qu'on suppose supérieure à l'homme noir, a réellement devancé les Haïtiens noirs quant au progrès général et à la civilisation. Nous n'allons pas discuter ce sujet maintenant. Il est pourtant certain que les noirs d'Haïti ne souffriront pas par une comparaison avec leurs frères orgueilleux de la Mexique ou de la Dominique, par rapport au commerce, à l'intelligence, ou à la politique.

[175]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre VIII

‘A people seizing on the nation’s reins, Draw oft opposingly,  
till madness seizes On their steed, and all is lost.’ \*

La nation en mouvement — Révolte de Hérard Rivière — Le gouvernement sans moyens de transport — Liberté ou la mort — Boyer envoie des forces — Ils fraternisent — Le canon d’alarme — Port-au-Prince dans une grande confusion — Abdication de Boyer — Rivière entre dans la capitale — Il défend toutes cérémonies — Dix mille troupes dans la capitale — Point de désordre — L’inauguration du nouveau gouvernement — Rivière marche sur les Espagnols — L’assemblée constituante — La Garde Nationale demande une paie — Rivière menace l’assemblée constituante — Voyage de M. B. Bird au Sud du pays — Il prêche dans une église catholique.

[Retour à la table des matières](#)

Les évènements de 1843 constituent une des grandes époques nationales dans l’histoire d’Haïti. Des faits déjà signalés l’on verra que depuis bien des années, des sentiments de dissatisfaction, réels ou supposés, augmentaient graduellement partout. Il y eut une crise nationale vers le commencement de cette année, et les passions révolutionnaires commencèrent à se manifester. La crise fut telle qu’un gouvernement capable sous bien des rapports, mais qui n’avait jamais su céder avec dignité aux désirs honnêtes du peuple, se trouva dans la nécessité de tout abandonner avec précipitation.

Pendant les trois premiers mois de cette année, la nation entière avait été dans un état de grande agitation. Au lieu de gagner les bons

---

\* ‘Un peuple qui saisit les rênes d’une nation tire souvent de côtés opposés, jusqu’à ce que la folie saisisse son coursier, et tout est perdu.’

sentiments du peuple, par [176] une déclaration honnête et ouverte de l'état réel des choses, le gouvernement lança des ordres et des proclamations qui cachaient tout ou qui donnaient de fausses idées de la situation. Des conversations politiques furent regardées comme autant d'actes criminels. Le peuple libre de la république semblait être considéré par le gouvernement comme n'ayant rien à faire ou rien à dire dans leurs propres affaires. Le fait est que la nation entière se soulevait, et les ordres que donnait le gouvernement de garder le silence avaient un effet tout contraire. Au lieu d'apaiser les esprits, on ne fit que de les enflammer. Tout ceci avait été prévu depuis longtemps par plusieurs. On ne doit pas être surpris que Boyer n'ait rien aperçu. Il était évidemment lié à ses propres idées de politique, et surtout aux opinions qu'il s'était formé du peuple haïtien — peuple qu'il pensait connaître parfaitement, et dont il était, d'après ses principes républicains, le serviteur. Il appartenait évidemment à un âge dans lequel il se faisait plutôt le maître du peuple que son serviteur.

Au commencement de cette année, Rivière Hérard, officier de l'artillerie, ainsi que plusieurs autres personnes d'influence, levèrent l'étendard de la révolte contre le gouvernement de Boyer. Ceci eut lieu dans une campagne appelée Praslin, près de la cité de Cayes, dans le Sud de l'île. Il paraît que cette campagne appartenait à Rivière.

Le Général Borgella, qui à cette époque était le commandant de la cité de Cayes, prit une position si déterminée contre les insurgés, qui l'avaient invité à s'unir à eux, qu'ils furent obligés de se retirer à l'autre partie de l'île. Ils établirent leur quartier-général à Jérémie.

Il paraît que juste à ce moment le parti révolutionnaire avait presque perdu courage. Il n'y a pas de doute que si le gouvernement de Boyer avait été en possession d'un [177] seul bateau à vapeur, pour expédier un petit nombre de troupes contre cet endroit, cette grande révolte aurait été immédiatement arrêtée. Mais il était sans ce moyen de transport, comme le savaient très bien les chefs de cette révolution — preuve qu'Haïti ne marchait pas avec l'âge.

Vers cette époque, ou un peu avant, un négociant américain avait demandé au gouvernement de Boyer la permission de faire naviguer deux bateaux à vapeur autour de l'île. Il était sous-entendu, qu'en cas de nécessité ces bateaux seraient placés à la disposition du

gouvernement. Cette demande fut cependant refusée. Le gouvernement se trouvait sans moyens de transport, et tout ceci était dû au manque d'un esprit d'entreprise, et non au manque de moyens, ou bien à des craintes imaginaires quant à la portée générale de la permission demandée. Si le gouvernement avait seulement eu l'énergie de se procurer des moyens de défense, la révolte, qui dans ses premiers mouvements branlait de faiblesse et d'incertitude, aurait pu être facilement étouffée. Mais ce gouvernement préféra avoir un million de dollars dans son trésor que de veiller aux défenses du pays.

On commença de grands mouvements militaires partout le pays. Des divisions de troupes comptant quatre ou cinq mille hommes, commandées par des généraux, avançaient de différentes directions. Les révolutionnaires organisèrent en même temps leurs plans, gagnèrent des forces, et formèrent un comité de sûreté publique. Ils n'étaient regardés par le gouvernement que comme une simple faction. Rivière fut nommé exécuter de la volonté souveraine du peuple par le comité de sûreté. Ce comité distribua des grades et des honneurs militaires, et la terrible devise sur leur étendard était 'Liberté ou la Mort.'

Le Général Borgella et quelques autres se montrèrent fidèles à l'ancien gouvernement, mais tout effort fut [178] inutile. Refusant de reconnaître le sentiment de la nation dans tout ce qui avait eu lieu depuis bien des années, et dédaignant tout comme l'ouvrage d'hommes jaloux et ambitieux, Boyer éteignit sa propre étoile et avança rapidement sa chute.

Quand l'heure a sonné et que le peuple parle, il se fera écouter même au risque de sa propre destruction. Heureux les gouverneurs qui savent comment et quand s'humilier ! De tels hommes deviennent des luminaires utiles aux générations futures.

Il se peut que quelques-unes des troupes expédiées par Boyer aient été disposées à lui être fidèle. Il est pourtant certain que plusieurs étaient déjà prédisposées à fraterniser avec le parti révolutionnaire. Les, flots de cette grande révolution montèrent avec rapidité, jusqu'à la fin de Février, quand le président fit un effort final. On ordonna d'envoyer 1500 hommes sous le commandement d'officiers de confiance pour rencontrer l'armée qui avançait sous un nouvel

étendard. Ces troupes approchaient de la ville de Léogane. La colonne d'armée de Rivière comptait environ quatre mille hommes.

Les officiers qui commandaient les forces du gouvernement étaient les amis dévoués de Boyer. Ils étaient déterminés de frapper un coup décisif pour maintenir le pouvoir existant. Les armées se rencontrèrent à Léogane. Au commencement de la bataille les Rivéristes répondirent en tirant un canon sans boulet. Le fait est que si ce n'avait été pour l'humanité des troupes de Rivière, il y aurait eu un massacre terrible. Une seconde attaque de la part des troupes du gouvernement fut reçue autrement ; on déchargea une pièce d'artillerie, qui tua et qui blessa plusieurs hommes. Ceci eut l'effet d'amener la décision. Comme plusieurs s'y étaient attendus, l'armée de Boyer fut dispersée, et le plus grand nombre d'officiers retournèrent à la capitale.

[179]

Le président aurait pu faire un autre effort. Mais quelques mères, dont les fils avaient été tués dans l'affaire de Léogane, s'assemblèrent devant le palais. Elles adressèrent d'amers reproches au président, et donnèrent libre cours au sentiment de haine qu'elles éprouvaient pour le gouvernement. Ceci détermina Boyer à s'arrêter, et le convainquit que tout était perdu.

Le canon d'alarme fut tiré trois fois et le tambour battit aux armes. Le pays était en danger, et la voix du peuple était entendue avec terreur. Dans quelques moments on vit régner la confusion la plus complète. On voyait des hommes marcher à travers la cité dans toutes les directions, les uns avec des pistolets à leur ceinture, d'autres avec des épées au côté ou des carabines sur l'épaule ; c'était un terrible spectacle militaire à demi-sauvage. Dédaignant les ordres de ses supérieurs, chacun poursuivait sa propre voie, comme si la main de chacun était levée sur son voisin sans savoir pourtant ce à quoi on voulait arriver. C'était la confusion d'un rêve malheureux, car personne ne semblait avoir la moindre idée quant à celui contre lequel on levait les armes, ou même si on devait s'en servir du tout

Les terreurs causées par une horde de pillards, qui au milieu de toute cette confusion s'avançaient sur la cité, saisirent la portion la plus éclairée du peuple. On vit des charges de marchandises portées de tous les côtés, sur des ânes, sur la tête d'hommes, etc., qu'on allait déposer à bord des navires dans la chaussée, dans les plaines voisines,

et sur les montagnes. Tout le monde était dans la plus grande inquiétude, quoiqu'on croyait en général qu'il n'y avait rien à craindre de la part de l'armée qui approchait. Elle était même regardée par plusieurs comme une armée patriotique, n'ayant en vue que l'honneur et la prospérité du pays.

L'armée du Sud était maintenant puissante et avançait [180] rapidement sur la capitale. La crise du moment était terrible, et ne termina que le 13 Mars, 1843, quand le Président Boyer avec sa famille s'embarquèrent sur une frégate anglaise, qui était à l'ancre au dehors de la chaussée de Port-au-Prince. Les réponses faites à tous les vivas militaires étaient partout : 'Patriote,' ou, 'L'âme populaire.' Quoique tout était calme, l'excitation et le suspens de cette nuit étaient pénibles. Un homme qui avait tenu les rênes du pouvoir et dirigé les destinées d'Haïti pendant un quart de siècle, s'était maintenant décidé de tout abandonner et de quitter un peuple par lequel il était bien estimé. Un silence de mort semblait régner sur la cité entière. On n'y entendait ni cri de joie, ni cri de douleur, quoiqu'on savait que le Président Jean Pierre Boyer et sa famille s'embarquaient pour une terre étrangère.

Le 4 Mars suivant, l'abdication du président fut lue au Sénat. Nous en donnons un extrait. Sa simplicité et sa vérité sont dignes d'être remarquées : 'Citoyens Sénateurs, les efforts de mon administration ont toujours été d'économiser les fonds publics. Au moment actuel il y a près d'un million de piastres dans le Trésor national, outre certaines sommes en France qui y sont tenues en dépôt pour la république. En me soumettant à un exil volontaire j'espère détruire tout prétexte d'une guerre civile causée par mon moyen.'

Sous le point de vue de finances, le Président Boyer laissa en effet la république dans des circonstances comparativement prospères. Ceci est prouvé par les détails suivants, recueillis par un ami pour ce volume : 'Peu de temps avant la Révolution de 1843, il y avait eu en circulation outre deux millions et demi de billets d'un et de deux dollars, un nombre considérable de billets de dix dollars que le président rappela au taux de 40 dollars le doublon. Au commencement de cette [181] même année 1843, la république avait un surplus d'un million deux cents mille piastres déposées dans les caves particulières, outre une somme considérable à l'administration à Port-au-Prince, comme cela est certifié dans l'exposé. Le Président Boyer était

déterminé de racheter avec ce surplus le montant de papier-monnaie qui était encore en circulation. Pour effectuer ce plan il assembla un comité d'hommes bien choisis, pour prendre en considération ce projet important, espérant de le voir presque immédiatement réalisé au taux de 40 dollars le doublon' (W. G. Smith, M.D.).

Ces faits font honneur à Boyer. Il serait injuste de flétrir sa mémoire non seulement dans ces matières mais aussi dans bien d'autres. Il existait sans doute des défauts dans son gouvernement, mais c'était plutôt des fautes d'omission que de commission. S'il avait su se plier il aurait pu conquérir, mais il fit naufrage sur le rocher de l'orgueil, ce rocher sur lequel plusieurs se sont naufragés. Il eut été heureux pour Haïti si les maux que Boyer craignait eussent été évités par ses successeurs, et s'ils avaient fait le bien qu'ils accusaient Boyer d'avoir manqué de faire.

Parmi les exportations de 1840 on a énuméré celles qui suivent : —

Café, ....	46,000,000	livres.
Cocoa, ....	442,365	livres
Tabac, ....	1,725,389	livres
Différentes sortes de bois,	39,283,205	livres
Acajou, ...	4,072,641	pieds.

Dans un journal haïtien appelé « Le Manifeste » daté du 2 Avril 1843, on trouve un manifeste adressé 'À nos amis et à nos ennemis.' C'était un appel à la nation. Ce manifeste était un peu long, et entrait pleinement dans la discussion de ce que les partis considéraient les griefs du peuple, tels qu'une législation défectueuse, le manque d'éducation nationale, le manque de liberté [182] pour la presse, l'expulsion des représentants, etc. Ce manifeste est daté du 1<sup>er</sup> Septembre, 1842. On trouve dans le même journal, un serment pris par ceux qui étaient disposés à s'unir au parti déterminé de soutenir les idées et les sentiments renfermés dans cet article. Nous donnons ici un extrait du serment : 'Je jure devant Dieu et devant les hommes, sur la foi que j'ai dans mon pays, et sur ma réputation, d'être fidèle et dévoué à cette association formée pour la régénération et le salut d'Haïti.' Le reste de ce serment ressemble à la première partie, par rapport à l'organisation secrète de la révolution qui éclata l'année suivante. Ces pièces sont suivies par une proclamation à la nation,

dans laquelle le système entier de Boyer est dénoncé comme faux, tyrannique, et dirigé par une organisation d'espions. Le tout est terminé comme suit : 'Aux armes, Haïtiens ! Les regards du pays sont tournés vers ses citoyens, et nous sommes assurés que vous vous montrerez dignes de sa confiance.'

Plusieurs des résolutions dans cet appel montrent qu'on devait former un gouvernement provisoire, composé de militaires et d'autres. Ceci semble avoir constitué le plan de ce grand mouvement. La grande idée était que la vraie liberté avait été foulée aux pieds, et que maintenant la souveraineté du peuple devait être ardemment soutenue. La détermination des insurgés était manifestée par leur devise, 'Liberté ou la Mort.'

Il sera évident d'après ces procédés que ceux qui avaient préparé ce mouvement n'étaient pas suffisamment avancés eux-mêmes pour voir que les moyens par lesquels ils se proposaient de réformer les abus étaient dans la nature de choses destinés à les augmenter plutôt qu'à les détruire. Quoique ce grand effort national, fait au nom du patriotisme et de la réforme, unissait la plus grande portion de l'intelligence de la république, le [183] recours aux armes était une erreur fondamentale, et démontrait qu'une grande intelligence peut exister sans une vraie connaissance des vrais principes de la véritable liberté. Le même nombre d'hommes intelligents, qui eut recours aux armes dans cette révolution, déclarant publiquement leurs opinions et leurs désirs d'une manière raisonnable, étant eux-mêmes désarmés, n'auraient jamais été ébranlés par aucun gouvernement. Haïti n'est pourtant pas la seule nation qui a besoin d'apprendre cette leçon. Il vaut mieux laisser mourir les erreurs d'un gouvernement modéré, que d'essayer d'introduire la réforme par des moyens faux et pernicieux.

Le 20 Mars de cette année mémorable 1843, le chef nouvellement choisi, Hérard Rivière, se trouvait avec l'avant-garde de son armée, qui comptait près de cinq mille hommes, à une place appelée Marquissant, située à environ une lieue de la capitale. L'excitation dans la ville augmentait à mesure qu'il approchait. La joie y était intense. Le peuple se laissait tromper par l'espoir de voir des jours meilleurs sortir de ce nouvel armement.

Le 21 Mars, 1843, Charles Hérard Rivière entra dans la capitale de la république, au milieu d'acclamations telles qu'on a rarement

entendues en Haïti. Le comité populaire, qui avait été déjà formé par des délégués de l'armée Rivériste, avait préparé une grande démonstration. Mais le nouveau chef défendit qu'on obéit aux ordres du comité, vu qu'il désirait faire le moins de parade possible. Cette manière d'agir produisit une bonne impression.

Ce général vainqueur fut, pendant un certain temps, presque adoré par le peuple. Jamais révolution dans ses premiers mouvements ne donna de plus grandes espérances ! Jamais homme n'eut une plus belle occasion d'immortaliser son nom et d'élever une nation à [184] la dignité, à l'honneur, et à la prospérité ! Cette révolution fut pendant un temps très populaire. Plusieurs, avec de grandes espérances, avaient fait d'immenses sacrifices, et aidèrent à maintenir le bien-être et la prospérité de leur pays. Des proclamations, des adresses, et des appels de tous les genres furent faits par les nouveaux gouverneurs. Ceux-ci dénonçaient l'état des choses passées comme un système de tyrannie et d'oppression. Ils firent de belles promesses au pays, lui assurant une carrière glorieuse. Tout indiquait l'espoir le plus brillant. La nation entière se réjouissait dans l'espoir de l'avenir.

La capitale était remplie de soldats, l'armée entière y ayant fait son entrée avec le Général Rivière. Quoiqu'ils étaient presque sans casernes, on vit près de dix mille hommes sans abri, logés principalement dans les rues, sous les piazzas ; et quoiqu'ils n'avaient pas une abondance de provisions eu de vêtements, la plus grande tranquillité régnait parmi eux. Jamais peuple ne reçut une armée avec plus d'amitié que ne le fit les Haïtiens dans ce grand événement national.

Le 4 Avril, on inaugura le gouvernement provisoire. Cette cérémonie eut lieu sur l'autel de la patrie. Quoique sans pompe, cette inauguration fut très imposante. Sur cette place nationale on voyait les conducteurs de la nation, tant militaires qu'autrement. Les consuls de plusieurs nations, en grand costume, s'y trouvaient aussi, indiquant par leur présence la sanction des pouvoirs étrangers. La vue était gratifiante. On avait l'espoir que toute cette affaire était réelle et saine en principe, et ceci lui donnait l'aspect de la grandeur. Les cérémonies à l'autel de la patrie étant terminées, on forma une procession qui marcha à l'église nationale, où tout fut terminé par les cérémonies de l'Église de Rome.

[185]

La nouvelle organisation était jusqu'ici provisoirement arrangée, et donnait l'espoir de la permanence dans l'avenir. Le gouvernement provisoire crut qu'il était nécessaire que le nouveau magistrat en chef visitât la partie espagnole de l'île. Hérard Rivière était membre du gouvernement provisoire. L'objet de cette mission était d'établir partout le nouvel ordre de choses. Le Général Charles H. Rivière fut revêtu du pouvoir de faire tout ce qu'il lui plairait. Il était pourtant responsable au gouvernement, auquel à son retour il devait donner un juste compte de toutes ses actions. Il devait aussi à son retour se démettre du pouvoir qui lui avait été donné. Ce décret fut signé le 7 Avril, 1843.

Le 16 du même mois, un Dimanche, l'avant-garde sortit de la capitale. Le Général Rivière la suivit pendant la nuit.

Port-au-Prince était alors sans soldats, et la ville fut laissée à la protection de la Garde Nationale. Cette garde, appelée au service actif, demanda une paie au comité de sûreté, qui avait été organisé par des délégués envoyés exprès de l'armée populaire. Ce comité ayant entendu la demande de la garde envoya sa démission, le 22 Avril, au gouvernement provisoire. Le 24, deux jours après, les officiers de la Garde Nationale se réunirent au palais avec le comité, à la requête du gouvernement provisoire. On réussit à s'entendre et le comité reprit ses fonctions ordinaires.

Il était nécessaire de travailler à l'accomplissement des desseins de la révolution. La principale mesure d'alors était de former une constitution, qui donnerait à la nation tout ce qu'elle désirait en harmonie avec l'esprit de l'époque. On sentit que c'était une œuvre importante, et qu'on devait faire son possible pour se procurer des hommes capables. Cette grande assemblée fut appelée l'Assemblée Constituante. Elle était composée [186] de représentants d'arrondissements, choisis par ceux qui avaient été eux-mêmes élus par le suffrage universel. Cette assemblée se réunit le 15 Avril, 1843.

La nation était très inquiète. Tout le peuple sentait que c'était une entreprise qui entraînerait de la manière la plus sérieuse les intérêts et les espérances de la république. On discuta dans tous leurs détails les différents articles de la constitution. On fit plusieurs discours argumentatifs et bien raisonnés, qui manifestèrent beaucoup de tact et

de talent. Une bonne proportion de l'élite du pays était présente à cette assemblée. On eut de claires indications que l'intelligence du pays avait fait de grands progrès, et essayait de toutes ses forces à suppléer aux besoins de l'époque.

Au début de ces discussions on fit preuve d'une grande animation. Tout promettait d'aller bien. Ce grand travail dura plus de trois mois. Vers la fin il s'y trouva des éléments d'opposition. Chacun exprima ses idées librement en présence du grand chef militaire. Fait qui dans la nature des choses devait plus ou moins restreindre le corps en général, surtout quand l'une des idées dominantes de la chambre semblait être que le pouvoir régnant du pays devait être en partie militaire. L'épée servant la nation, était une idée qui semblait être limitée à quelques esprits, qui raisonnaient sur le vieux principe si souvent répété, qu'Haïti était un pays exceptionnel. Cette idée a été le point de départ de bien des raisonnements dans cette république, tant sur les sujets civils que sur les sujets politiques, mais qui, quelques vrais qu'ils soient, ont toujours conduit à l'erreur et à l'inaction.

La formation de cette constitution nouvelle fut accomplie à la fin de l'année 1844. Le 4 Janvier suivant, le Général Charles Hérard Rivière fut proclamé Président d'Haïti.

[187]

Il est à regretter que ce grand réformateur eut été si impatient avec l'Assemblée Constituante. Voyant que leurs discours se prolongeaient indéfiniment, il fit amener deux canons, par le moyen desquels il fit cesser ces discours interminables. Il est à regretter aussi que comme chef militaire, possédant alors le pouvoir et l'affection du peuple, il ait forcé l'assemblée de nommer un président, quoiqu'elle était alors bien capable d'en nommer un.

Les éléments étaient déjà en conflit. Des jalousies, des conspirations, etc. indiquaient déjà des feux cachés. Il serait impossible d'entrer dans ces détails maintenant, ils seront peut-être écrits par d'autres plumes. Pendant l'existence du gouvernement provisoire, c'est-à-dire moins d'une année, Haïti était dans toute la force du terme un pays libre. Chacun sentait qu'il respirait l'élément pur et réel de la véritable liberté.

L'extrait suivant tiré du journal de M. B. Bird, missionnaire wesleyen, qui, pendant le règne du gouvernement provisoire, fit un tour missionnaire à travers la partie Sud de l'île, où ce grand mouvement commença, donnera une idée assez correcte de la liberté du pays sous cette nouvelle dispensation. Cet extrait montrera aussi comment la nation était mûre pour recevoir les soins du missionnaire et du philanthrope. À cette époque l'Église Catholique était l'église nationale d'Haïti. Son pouvoir n'était pas très grand, car on n'avait pas encore signé de Concordat avec Rome. On était libre dans toutes les paroisses et dans toutes les maisons d'ouvrir la porte à tout homme qui désirait y prêcher l'évangile. C'était un moment propice pour répandre largement la semence du Christianisme, soit par l'éducation, soit par le ministère public, soit par tout autre moyen. On représenta ces [188] faits aux chrétiens de l'Angleterre, mais en vain. L'on verra par l'extrait qui suit, que pendant ce voyage, remarquable sous bien des rapports, on plaça des églises catholiques romaines à la disposition du ministre protestant. Le simple paysan, aussi bien que l'homme instruit, sentaient qu'un moment heureux était arrivé pour Haïti.

Les détails du voyage de M. Bird montreront la grande différence qui existe dans les mœurs et dans les habitudes des communautés haïtiennes françaises et espagnoles : —

Le 12 Décembre, 1843. — Quitté Port-au-Prince au lever du soleil, avec un guide. Nous étions tous deux à cheval, la seule manière de voyager en Haïti, méthode assez fatigante dans un climat si chaud. Nous avons traversé un pays assez peuplé et assez bien cultivé. Nous sommes arrivés dans l'après - midi à la ville de Léogane. Sa population est d'environ trois mille. À mon arrivée, sans aucun retard, j'envoyai une circulaire annonçant qu'à une telle heure, à une telle place, je tiendrais une réunion. L'auditoire nombreux était très attentif. Le service terminé, je distribuai des traités et je conversai avec plusieurs de mes auditeurs.

Mercredi, le 13. — Quitté Léogane ce matin vers le point du jour pour Jacmel, une distance de quinze lieues. Traversé un pays pittoresque, bien arrosé et montagneux. Arrivés à Jacmel vers la nuit. Reçus par un ami auquel je présentai une lettre d'introduction. Nous étions fatigués et mouillés, ayant eu à traverser près de 80 fois un ruisseau tortueux.

Jeudi, le 14. — J'ai présenté mon passeport au maire de la ville ce matin. La présence d'un officier civil est due à la révolution qui venait d'avoir lieu. Avant cette époque ces postes étaient occupés par des militaires. La ville de Jacmel est propre, assez jolie et bien saine. Elle est située sur la côte du Sud d'Haïti. Sa population est d'environ sept mille. Son commerce est important. À cette époque il n'y avait pas d'établissement missionnaire protestant dans cette ville. Par le moyen d'une circulaire, j'obtins un bon auditoire dans la soirée. Quoiqu'il était composé essentiellement de Catholiques Romains, cet auditoire a été très attentif. J'ai prêché à près de deux cents personnes dans l'école nationale.

Vendredi, le 15. — En route vers 4 heures ce matin pour Baynet. La route, qui était fort mauvaise, traverse un pays bien boisé. Il n'y a presque pas de population ni de cultivation. Après avoir voyagé lentement huit lieues, nous sommes arrivés à midi à notre destination. Comme [189] il n'y a pas d'hôtels, règle générale en Haïti, le voyageur est forcé de compter sur l'hospitalité du peuple. Les Haïtiens sont remarquables pour leur hospitalité. Arrivés à Baynet, on nous a donné une chambre, où pendant la soirée nous avons prêché à un bon auditoire.

Samedi, le 16. - — Quitté Baynet vers 4 heures ce matin pour Côte de Fer, un petit village important singulièrement situé au bord de la mer, à 10 lieues de Baynet. Le chemin que nous avons traversé est excessivement mauvais, et le pays triste. Lorsque nous sommes entrés dans cet étrange village j'ai demandé pour le maire. Je l'ai bientôt trouvé, et il m'a fort bien reçu. Pendant mon séjour ici j'ai demeuré chez lui. Ayant expliqué le but de mon voyage à ce digne magistrat, il m'a trouvé une place convenable pour prêcher l'évangile dans la soirée. L'auditoire était excellent. Il est probable que l'évangile n'y avait jamais été prêché, du moins par aucun missionnaire wesleyen. Le lendemain étant le jour du Dimanche, j'ai annoncé qu'une autre réunion aurait lieu dans la soirée.

Dimanche, le 17. — Je suis resté à Côte de Fer. Pendant toute la journée je n'ai presque rien entendu excepté le bruit des armes, le battement de tambours, et le train du commerce. Le Dimanche était alors le principal jour du marché dans tout Haïti. Le maire a fait tout ce qu'il a pu pour me procurer un bon auditoire ce soir. Il m'a demandé de parler au peuple sur le sujet de l'industrie en général, ce que j'ai fait sans hésitation. La réunion était nombreuse. Côte de Fer est une des places les plus singulières que j'ai jamais vu. On se croirait facilement éloigné de la république dans une place isolée, où le crime pourrait être commis

impunément. Les habitants sont pourtant d'un caractère doux et très intéressants.

Lundi, le 18. — Nous avons eu assez de peine à trouver nos chevaux. Nous sommes partis un peu tard accompagnés du maire et de l'ex-maire. À deux lieues du village ils nous ont quittés. Notre destination était le vieux bourg d'Acquin, à une distance de douze à quatorze lieues. La plus grande partie de notre voyage aujourd'hui a été à travers d'un pays désert, chaud et sablonneux ; la chaleur et la monotonie du chemin nous ont bien fatigués. Arrivés aux fertiles plaines d'Acquin, dans peu de temps nous sommes entrés dans le bourg, vers 5 heures de l'après-midi. Ce petit bourg bien connu était commandé par un officier de l'armée auquel j'ai présenté mon passeport. Ce monsieur de couleur nous a reçus très poliment et nous a logés chez lui. Lui ayant dit que quoique fatigué j'aimerais prêcher ici dans la soirée, et lui ayant demandé s'il pourrait me trouver un local convenable, il m'a répondu : 'Votre passeport vous donne le titre de ministre de l'évangile, et je crois que l'évangile doit être prêché dans l'église. Voulez-vous y prêcher ?' À cela j'ai répondu que je serais fâché de faire de la peine au prêtre de la paroisse ou à aucune autre personne. 'J'essaierai donc de vous trouver un endroit.' Il revint bientôt et me dit : Il se fait tard et il est difficile de trouver un local convenable. [190] L'église de la paroisse n'appartient pas au prêtre mais à la république et à ses citoyens. Si vous consentez à prêcher dans notre église j'en prendrai toute la responsabilité, car il n'y a qu'un évangile et il devrait être prêché dans l'église.' J'ai consenti, et vers sept heures le commandant a fait éclairer l'église et sonner la cloche. Presque tout le village a dû s'y rassembler, car l'église était presque remplie. Entrant dans l'église j'ai pris ma place à côté de la Vierge. Elle était à peu près de ma taille, bien habillée, mais elle ne m'a pas dit un mot : 'Une bouche, mais ne parlant pas.' L'auditoire a écouté avec une attention soutenue. Au milieu du sermon, le prêtre, qui revenait d'un enterrement dans la plaine, approcha. Il écouta tranquillement près de la porte, et lorsque le service fut terminé le commandant me présenta à Monsieur l'Abbé le \_\_\_\_\_ qui me reçut amicalement. Nous avons conversé ensemble pendant quelques temps. Avant de le quitter il m'a invité à prendre le café chez lui le lendemain matin, ce que j'ai promis de faire.

Mardi, le 19. — Quitté ce village assez singulier et qui vivra toujours dans ma mémoire. J'avais peine à croire que j'avais non seulement prêché dans une église catholique romaine, mais qu'un pays catholique, ouvert à

la vérité, n'était pas recherché comme champ missionnaire. Arrivés à la grande ville d'Acquin. J'ai pris le café avec l'Abbé selon ma promesse. Il habite la ville d'Acquin située à une lieue du vieux bourg. Etant sortis d'Acquin nous sommes arrivés au joli petit village de St. Louis du Sud. Pendant le règne des Français ce village était très important. Nous y avons laissé quelques traités religieux. Peu de temps après, arrivés au grand village de Cavaillon à 7 lieues d'Acquin. Je me suis présenté au maire. Je lui ai expliqué le but de ma visite. Je lui ai demandé l'hospitalité et un local où je pourrais prêcher l'évangile ce soir. Tout ceci m'a été immédiatement accordé. L'auditoire était composé de personnes respectables et intelligentes.

Mercredi, le 20. — Arrivés à la cité de Cayes vers onze heures du matin. Cordialement reçu par un Américain, membre de la municipalité. J'ai tenu une nombreuse réunion dans la soirée, quoique le peuple n'a pas eu un long avertissement.

Jeudi, le 21. — Je me suis présenté à la municipalité. J'y ai été bien reçu. La plupart de ces hommes paraissent intelligents et bien instruits. Quand j'ai annoncé le but de mon voyage au maire, il m'a offert avec bonté l'usage d'une de ses maisons neuves, qui avait de grandes chambres sur le rez de chaussée. On devait enterrer le prêtre de la paroisse dans la soirée, et je n'ai pas eu de réunion. Etant libre je suis allé à l'enterrement. La foule était grande. De tous les bruits intolérables que j'ai jamais entendus dans un service religieux, celui-ci les dépassait tous. Le chant n'était littéralement qu'un cri perçant. Les réponses du peuple étaient des cris aigus. Je n'ai jamais été plus fatigué ou plus dégoûté, car je savais très bien que le peuple prononçait à tue tête des paroles qu'il ne [191] comprenait pas. À la fin de cette terrible tempête qu'on appelait une célébration des louanges de Dieu, j'ai écouté avec intérêt une oraison funèbre très éloquente faite par un prêtre français, avec lequel j'ai eu le plaisir de souper chez un ami. Notre conversation a été très agréable.

Vendredi, le 22. — J'ai envoyé une circulaire invitant les habitants de Cayes à assister à une réunion publique qui aurait lieu ce soir à sept heures. On a bien répondu à mon invitation, et mon auditoire a écouté avec attention. La nouveauté d'un service protestant était une grande attraction pour le peuple, car depuis la visite d'un membre de la Société des Amis, on n'avait jamais tenu une réunion semblable dans cette cité.

Samedi, le 23. — Accompagné de mon hôte aimable j'ai passé la journée à visiter les habitants de Cayes. Nous avons été bien reçus partout. J'ai tenu une autre réunion publique ce soir. L'auditoire très nombreux.

Dimanche, le 24. — Bruit ordinaire des armes, des tambours, et du commerce. Le Sabbat chrétien n'est pas encore observé dans le pays. Dans la soirée j'ai pu réunir un assez grand nombre de 'personnes, auxquels j'ai prêché l'évangile.

Lundi, le 25. — Accompagné de Monsr. D. j'ai visité le colonel commandant de la ville. Voyant que j'étais décidé de traverser l'île par la Montagne Plymouth, il m'a offert une garde militaire, qui me servirait de guide aussi. J'ai accepté avec reconnaissance. J'ai tenu ma dernière réunion à Cayes ce soir. Mes auditoires avaient été nombreux. On se tenait un peu partout pour écouter.

Mardi, le 26. — Quitté Cayes au lever du soleil pour Jérémie. Nous sommes accompagnés d'un guide envoyé par le commandant de Cayes. Il doit nous accompagner jusqu'au poste militaire de Campéran. Il était muni d'un ordre au colonel commandant ce poste d'envoyer des hommes avec nous pour traverser la fameuse montagne de Plymouth. Arrivés à Campéran de bonne heure ce soir, une distance de six lieues de Cayes. Le colonel nous a bien reçus. J'ai examiné un échantillon de charbon trouvé dans les environs. Après quoi le colonel nous a accompagné à un autre poste militaire, où il ordonna à quelques soldats de nous accompagner à travers la montagne. Restés ici pendant la nuit. C'est une place des plus désertes que j'ai jamais visitées. Le peuple dans cette région élevée est excessivement rude, mais plein de bonté. J'ai essayé de faire la prière, mais il était impossible de maintenir l'ordre, et j'ai dû faire de mon mieux.

Mercredi, le 27. — Quitté ce poste vers le point du jour, accompagné de trois soldats armés d'épées. Ils avaient l'ordre de nous accompagner et de nous voir arrivés en sûreté au-delà de la montagne, dont nous avons commencé l'ascende en quittant ce poste. Avant longtemps nous avons découvert la vérité de tout ce qu'on nous avait dit par rapport à cette passe dangereuse. Dans certains endroits la montagne était si rapide et les [192] rochers si perpendiculaires, que nous avons été obligés de descendre de cheval, et de nous mettre à grimper. Nos pauvres chevaux ont eu bien de la peine à se tenir sur leurs pieds. Après beaucoup de fatigue, telle que je n'ai jamais éprouvé dans aucun de mes voyages, nous sommes enfin arrivés au sommet de cette montagne. Avant de trouver une place convenable pour

nous reposer, nous avons dû traverser une boue très épaisse. Nous avons trouvé de l'herbe où nous nous sommes arrêtés, au grand confort des chevaux et des hommes. De ce sommet élevé la vue des riches plaines de chaque côté de nous s'étendait jusqu'à l'océan. Cette vue est tellement belle qu'on ne peut la décrire. Cette montagne s'élève peut-être quatre mille pieds au-dessus du niveau de la mer. Le climat y est salubre et fortifiant, quoiqu'il était midi quand nous sommes arrivés au sommet. Après notre repas nous avons commencé la descente. J'ai préféré la faire à pied, dans cette région froide et fortifiante. Le chemin était assez rude. Nous sommes arrivés à la rivière glacée. Ici nos guides nous ont confié aux soins de trois autres, qui avaient reçu l'ordre de nous accompagner jusqu'au village de Corail, situé au fond du côté Nord de cette montagne sur le bord de la mer. Vers 5 heures de l'après-midi, nous sommes arrivés à une maisonnette sur le bord du chemin, où, étant très fatigués, j'ai demandé et obtenu l'hospitalité pour la nuit. Le propriétaire a essayé de me persuader de continuer ma route, donnant pour raison que je pourrais obtenir des comforts, qu'il ne pouvait pas me donner, au village de Corail. Je suis pourtant resté, et nous avons été bien confortables. On nous a donné de l'eau avec tout ce qui était nécessaire.

Jeudi, le 28. — Nous sommes partis, vers le point du jour, pour le village de Corail, où nous sommes arrivés dans deux heures. J'y ai été poliment reçu par l'officier de l'armée auquel je devais présenter mon passeport. À mon grand étonnement je me suis rappelé que je l'avais laissé à Cayes ; ceci était très mortifiant. Cet officier fit l'observation qu'il ne doutait pas de mon honnêteté, mais il ne voyait pas comment il me serait possible, d'après la loi, de continuer mon voyage sans passeport. Il a envoyé chercher le maire, qui, apprenant ma position, a secoué la tête assez significativement, comme si l'affaire avait été de la plus sérieuse importance, quoique nous étions accompagnés de soldats, qui n'auraient pas pu être avec nous sans ordres spéciales. Le maire nous a laissés après nous avoir demandé de rester où nous étions. J'occupais presque la position d'un prisonnier. Je fus cité à comparaître devant le Corps Municipal de Corail. Je fus reçu avec politesse et on me demanda de m'asseoir. Un des membres m'a demandé officiellement si j'avais un passeport ? J'ai répondu que j'en possédais un avant de quitter Port-au-Prince, mais que je l'avais oublié chez le maire de Cayes que je venais de quitter. On m'a alors demandé si je pouvais montrer mes lettres de créance. À ceci j'ai répondu qu'elles étaient ensevelies dans les ruines du Cap Haïtien. On m'a alors demandé de quel pays j'étais. Ayant répondu

que j'étais Anglais, un des membres [193] de la municipalité, pour éprouver mon honnêteté, et qui savait l'anglais très mal, a commencé avec difficulté à m'interroger en anglais. Dès que j'ai répondu il m'a aussitôt déclaré Anglais. On m'a dit qu'il me fallait rester à Corail jusqu'à ce que je recevrais mon passeport de Cayes. Ceci aurait occasionné un tel délai que mes plans et mes arrangements auraient été renversés, aussi ai-je protesté contre ce délai inutile. J'ai proposé qu'on m'envoyât à Jérémie sous la charge d'une garde militaire. Ma proposition étant acceptée, j'ai invité le corps municipal à assister à un service religieux qui aurait lieu dans le village pendant la soirée. Sur cela, l'un d'eux m'a offert sa maison, que j'ai acceptée avec reconnaissance. La réunion fut nombreuse.

Vendredi, le 29. — Quitté cette place mémorable pour Jérémie vers 3 heures ce matin. La garde militaire qui devait m'accompagner, me dit qu'il n'avait pas de souliers, que le chemin était très mauvais, sombre, et froid. Je lui ai répondu que je pouvais bien me passer de lui, et je me suis mis en route, lui disant qu'il pourrait me suivre quand il le jugerait à propos. La rosée était abondante. Il faisait même froid sur les collines que nous avons traversées, aussi avons-nous été heureux de voir le lever du soleil. Ce pays est très pittoresque, et sa population assez nombreuse, la cultivation n'y était pas mauvaise. Vers midi nous sommes arrivés à Jérémie, où le missionnaire Bauduy, qui habite cette ville, nous a chaleureusement reçus. Dans la soirée j'ai prêché à un auditoire très sérieux. La population de Jérémie est d'environ six mille. Cette ville est remarquable pour son climat salubre, étant ouverte à la mer. Ce fut dans cette ville qu'éclata la révolution qui venait d'avoir lieu. L'évangile a un cours libre ici, il a accompli de grandes choses et nos espérances sont belles. J'ai été saisi par la fièvre. J'en ai souffert pendant une semaine. Le 10 Janvier, 1844, j'ai quitté Jérémie accompagné par le frère Bauduy, qui venait à notre assemblée dite « District Meeting » qui devait être tenue à Port-au-Prince. Nous étions donc une compagnie de quatre hommes à cheval. Nous sommes partis de Jérémie vers le soir, afin de traverser une rivière près de la ville, et nous mettre en route de bonne heure le lendemain.

Jeudi, le 11 Janvier, 1844. — Quitté le bord de cette rivière vers deux heures du matin, pour Corail. La lune était belle et l'air du matin rafraîchissant. J'étais bien faible et à peine en état de commencer le voyage, mais déterminé à faire de mon mieux. Arrivés à Corail à midi,

munis de passeports. Nous avons tenu une bonne réunion pendant la soirée.

Vendredi, le 12. — Vers 7 heures ce matin nous nous sommes embarqués dans un canot pour Pestel, après avoir envoyé nos chevaux à travers la montagne, chemin trop fatiguant pour un invalide. Bientôt arrivés à ce singulier petit village, situé sur le bord d'une colline rapide qui se baignait dans la mer, sans laisser de terrain plat. Tenu une réunion dans la soirée qui a causé une assez grande agitation dans cette place isolée. Il est probable que c'était la première fois qu'un pasteur protestant ait jamais prêché ici. La réunion a été bonne.

[194]

Samedi, le 13. — Vers deux heures ce matin, quitté Pestel pour Baradère, voyage de neuf lieues. Route mauvaise et dangereuse. Nous avons voyagé lentement. Arrivés à Baradère vers midi. Ce village est situé dans un beau petit vallon à une petite distance de la mer. Il est entouré de collines fertiles, et l'apparence générale de la nature est riche et belle. Nous avons une lettre au préposé. Il nous a bien reçus. Dans l'après-midi nous avons visité le prêtre, homme intelligent. Dans la soirée nous avons eu une nombreuse réunion.

Dimanche, le 14. — Dans la première partie du jour, bruit du tambour, des armes, et du commerce. Le marché se tenait au face de l'église. Plusieurs profitèrent d'un moment si propice, laissèrent leurs marchandises à la porte, entrèrent dans l'église, firent le signe de la croix, de nombreuses génuflexions, et dirent une prière, après quoi ils retournèrent vendre ou acheter. Pendant la soirée nous avons tenu un service public. Dans le cours de mes remarques j'ai déclaré qu'il n'y a qu'un seul Médiateur entre Dieu et les hommes, et que ni la Vierge ni aucun autre ne pouvait prendre sa place ; sur quoi le prêtre que nous avons vu pendant l'après midi, étant dehors incognito, demanda assez furieusement et dans un ton menaçant où j'avais trouvé ma religion ? Je ne lui ai rien répondu, la police lui a imposé le silence, et il s'est retiré bien tranquillement.

Lundi, le 15. — Quitté Baradère vers 8 heures ce matin, dans un bateau ouvert pour Petit Trou. Nos chevaux sont allés par terre pour nous y rencontrer. Les hommes qui ramaient avaient une bouteille de taffia, et ont rendu notre voyage assez dangereux. Reconnaisants d'arriver en sûreté à Petit Trou. Le colonel commandant, auquel nous avons une lettre

d'introduction, nous a bien reçus. Il nous a trouvé un local convenable pour y tenir une réunion dans la soirée. Ayant été publiée, elle fut<sup>7</sup> bonne.

Mardi, le 16. — Quitté Petit Trou à 3 heures du matin pour l'Anse à Veau, où nous sommes arrivés après un voyage de quatre heures. Un citoyen civil nous a reçus avec une grande affection. Il nous a offert sa maison pour y tenir une réunion ce soir. Le prêtre l'ayant appris, nous fit toutes sortes d'opposition. Nous avons pourtant eu un nombreux auditoire, qui a manifesté un grand désir d'entendre et de connaître la vérité.

Mercredi, le 17. — Ce matin vers 2 heures en route pour Miragoane, une distance de neuf lieues de l'Anse à Veau. Nous y sommes arrivés entre 9 et 10 heures ce matin. Pays peu cultivé quoique fertile. Population éparsée, faute de capitalistes. Nous avons été reçus à Miragoane par un monsieur noir dont la carrière est assez remarquable. Né en Afrique, il fut enlevé de son pays avec plusieurs autres. Il fut sauvé d'un négrier par un navire de guerre anglais et libéré à Sierra-Léone. Il fut envoyé de cette place à l'école de Borough Road à Londres, où il reçut une bonne éducation anglaise. On lui permit de choisir pour lui-même de retourner dans son pays natal ou d'aller ailleurs. Il choisit Haïti, et y fut envoyé. Quand [195] nous le vîmes à Miragoane il y exerçait une grande influence, et depuis lors il a occupé plusieurs postes importants dans la république. Malgré la grande opposition du prêtre nous avons eu un bon auditoire dans la soirée.

Jeudi, le 18. — Quitté ce petit port de mer actif vers 3 heures du matin. Après avoir voyagé sept lieues nous sommes arrivés dans la matinée à Petit Goave. Un membre de la municipalité nous a bien reçus, et nous a trouvé un local pour la prédication ce soir. Il est évident que la nation désire l'évangile. Petit Goave est un village magnifiquement situé au bord de la mer. Il est bien arrosé et est entouré par un pays riche et fertile. Il est cependant considéré malsain.

Vendredi, le 19. — Vers 4 heures du matin partis pour Grand Goave, une distance de trois lieues. Arrivés tôt après le lever du soleil. Un militaire nous a reçus avec bonté, et nous a donné sa maison pour le service public, etc. Mais sa femme et le prêtre étaient trop puissants pour lui, et il a été obligé de céder à leurs instances. Nous nous sommes rendus chez le maire, où sans nous y attendre, nous avons rencontré le prêtre, qui sans hésiter nous a fait comprendre qu'il était opposé à nos réunions religieuses. Le frère Bauduy lui a rappelé qu'il était dans son propre pays,

et qu'il ne lui céderait sa liberté dans aucun sens. Le maire, qui était présent, nous a offert l'Ecole Nationale, et l'opposition violente du prêtre nous a procuré un bon auditoire.

Samedi, le 20. — Quitté Grand Goave vers 3 heures ce matin, pour Léogane. Traversé un pays riche et assez bien cultivé. Journée fatigante. Arrivés tout épuisés ce soir à Léogane. Nous avons pourtant essayé de tenir une réunion dans la soirée, mais nous avons été interrompus par une danse africaine. Ces assemblées païennes avaient lieu ordinairement soit après la mort de quelqu'un ou bien lorsqu'on priait pour le mort quelque temps après. Le fait est qu'en Haïti il ne manque pas d'occasions pour célébrer les danses et les fêtes. Des veilles, des repas pour prendre la crémaillère, des baptêmes, etc., sont autant de causes de dissipation parmi certaines classes. Dans quelques cas on a même vendu des propriétés pour suffire à l'extravagance de ces fêtes païennes.

Dimanche, le 21. — Le Président Rivière est arrivé ici ce matin à cheval de Port-au-Prince. Sa suite était très modeste et sans prétention. Tôt après son arrivée il a fait la revue d'un régiment, auquel il a annoncé que le gouvernement avait décidé de donner douze acres de terre à chaque soldat de ce corps, comme récompense pour la part active qu'ils avaient pris dans la dernière grande lutte. Dans la soirée nous avons tenu un autre service public, mais on dansait toujours et notre réunion a été petite.

Lundi, le 22. — Quitté Léogane vers une heure du matin pour Port-au-Prince, le terme de notre voyage. Arrivés de bonne heure. Trouvé tout notre monde sain et sauf ; nous étions bien reconnaissants d'avoir du repos.

[196]

On pourrait dire bien des choses quant à la cultivation générale du pays que nous avons traversé, ainsi que du caractère et de la condition du peuple. La nature y était partout riche et belle, mais faute de culture était dans un état sauvage. Comme d'habitude, les routes étaient mauvaises, et quoique pas entièrement négligées, indiquaient le manque d'énergie publique et de jugement. Quoique cette grande péninsule est plus peuplée que toutes les autres parties de la république, le manque d'une population suffisamment grande est évident. Les fermes et les propriétés sont très éloignées les unes des autres, et presque sans clôtures, aussi le pays présente-t-il l'aspect

d'une grande étendue de terre. Des plantations de café abondent, mais elle sont très négligées, à cause des devoirs militaires qui empêchent l'accomplissement de tout autre travail. Quoique quelques-unes des maisons sont assez belles, elles sont en général mal disposées et très mal maintenues. Quelques voyageurs pourraient croire que cet état de choses est causé par la paresse ; dans plusieurs cas ils ne se tromperaient pas. Il faut pourtant prendre en considération les faits suivants : la masse du peuple est dans l'ignorance ; leurs idées et leurs besoins sont limités sous tous les rapports ; pendant plus d'un quart de siècle elles ont été laissées à elles-mêmes ; le laboureur a été enlevé de son ouvrage pour le service militaire, ce qui empêchait la continuation de l'ouvrage ; considérant toutes ces choses, on verra que la condition du peuple n'était pas due à la paresse seulement.

On verra d'après ces notes que nous avons souvent rencontré un peuple intelligent, de toutes les nuances de couleur. Quarante années d'indépendance ont donné à ce peuple, dont la majorité sont des noirs, cette apparence de virilité qui appartient uniquement aux hommes qui possèdent le sentiment des droits et de la dignité de la [197] liberté, et qui sentent qu'ils demeurent dans un pays libre, ayant leurs propres institutions, avec des lois administrées par eux-mêmes, et à part de toute influence étrangère. L'indépendance a, en effet, mis son cachet sur le caractère haïtien. Ce sentiment a besoin d'être un peu modifié par une plus grande expérience nationale, et par un contact plus grand avec les pays et les peuples étrangers. L'indépendance, qui est la vie et la gloire du peuple, ne peut jamais être exclusive.

L'espoir d'un progrès général, ressortant de la grande révolution qui venait d'avoir lieu, était alors très grand. Toutes les voies semblaient ouvertes au progrès. Mais on ne comprenait pas que l'élément moral d'un peuple constitue un de ses plus puissants ressorts, et que dans son absence on ne peut s'attendre au progrès véritable et réel, quelle que soit l'intelligence du peuple.

[198]

[199]

[200]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre IX

‘The postal messenger o’er hill and dale, Charg’d with the people’s written thoughts, proclaims Another onward step.’ \*

Remarques sur le voyage — Le Gouvernement Provisoire essaie de donner une éducation aux masses — Rivière prend Azua — Guerrier proclamé Président — Les arrangements de postes — Rivière essaie d’aborder — Mort de Guerrier — Pierrot Président — Il entre dans Port-au-Prince — Spectacle étrange à Port-au-Prince — La mission baptiste fondée à Jacmel — Riché proclamé président — Une école wesleyenne ouverte à Port-au-Prince.

[Retour à la table des matières](#)

Les notes du voyage, par lesquelles nous avons terminé le dernier chapitre, offrent de nombreuses réflexions quant à Haïti et à ses traits généraux à cette époque. On pourra se former une idée des vues religieuses d'alors, par le fait que les missionnaires qui firent ce voyage à travers un pays catholique romain, placé sous les soins d'un clergé catholique, étaient des missionnaires protestants. Ces hommes voyageaient avec le but avoué de prêcher l'évangile selon leurs propres idées et d'après leurs propres convictions. Ils firent ouvertement connaître leur objet partout où ils allèrent. Ils invitèrent à leurs réunions les autorités et le peuple, par lesquels ils furent aidés et encouragés dans tous les cas. On remarquera aussi que ces missionnaires étaient libres de converser avec le peuple et de faire la controverse ; on leur permit aussi de distribuer les [201] évangiles dans la langue du pays, et même de distribuer des traités qui

---

\* ‘Le messenger de postes voyageant sur les collines et dans les vallons, portant les pensées écrites du peuple, proclame le progrès.’

attaquaient l'église nationale, et qui traitaient sur tous les sujets en général. Quoique le but de ce voyage était dans tous les sens défavorable à l'église nationale, on accorda à ces missionnaires une parfaite liberté. Il est un autre fait remarquable, c'est que les missionnaires écrivirent leurs propres passeports, se donnant la liberté de prêcher où ils le voulaient. Ils n'avaient qu'à les envoyer aux propres autorités, qui les revêtaient de leurs signatures. Une liberté si grande n'avait pas existé depuis les jours de Pétion. Elle était due au gouvernement provisoire. Jamais liberté si parfaite n'a existé dans aucun pays catholique dans le monde.

On doit aussi se rappeler, qu'à cette époque, des sentiments révolutionnaires animaient le peuple entier. Il régnait même un esprit d'émulation, qui les poussait à se surpasser l'un l'autre dans leurs vues libérales. Dans des circonstances aussi remarquables, le vrai caractère du peuple haïtien allait se manifester devant le monde entier. Un désir plus ardent et plus universel pour le progrès en général ne fut jamais manifesté par aucun peuple au degré que le peuple d'Haïti le manifesta sous le gouvernement provisoire.

On ne permit pas au missionnaire de voyager à travers le pays seulement, mais on lui accorda toute la protection nécessaire. Il fut reçu partout avec une bonté exceptionnelle. Il existait un intense désir d'entendre les vérités qu'il prêchait. Le peuple avouait qu'ils avaient besoin de lumières, et regrettaient l'ignorance dans laquelle ils étaient plongés. Vers cette époque, dans une conversation qu'un des membres du gouvernement actuel eut avec le missionnaire, ce monsieur dit : 'Si je le pouvais, chaque homme en Haïti aurait un missionnaire.' Dans la même conversation il dit : 'Ce n'est pas la tolération seulement que je demande de [202] Il n'est pas surprenant qu'un tel commencement d'existence nationale ait engendré non seulement une affection pour les armes, mais aussi un grand nombre d'autres maux, qui dans la suite seraient difficiles à déraciner ou à corriger graduellement Le gouvernement de Boyer avait été défavorable aux usages africains. On fronça sur ces danses païennes. Mais il existait toujours un vide moral. On chercha à abolir le mal sans le remplacer par un bien positif et réel.

Un événement important, dû à la grande révolution par Rivière, fut l'établissement d'une école primaire wesleyenne, pour garçons et filles. La municipalité de Port-au-Prince en avait fait la proposition

aux missionnaires wesleyens qui habitaient cette ville. On leur promit que s'ils voulaient seulement prendre la direction d'une telle école, le corps municipal se chargerait des dépenses. On leur promit aussi qu'ils seraient parfaitement libres de la diriger comme ils le trouveraient bon. Les missionnaires acceptèrent cette offre, et l'année suivante le Revd. J. T. Hartwell ouvrit l'école sous la présidence du maire de Port-au-Prince.

On tint l'école pendant longtemps dans l'église wesleyenne. Sa prospérité fut encourageante. Ce fait nous donne une autre preuve des idées libérales qui existaient dans la nation à l'époque de cette révolution extraordinaire. Il est probable qu'il n'y avait pas un seul Protestant dans le corps municipal. Ils n'étaient pas indifférents quant à la croyance religieuse, mais ils n'étaient pas étroits en matière de religion. Ils avaient vu et ils avaient connu les missionnaires wesleyens pendant quelques temps. Ils avaient sans doute remarqué leur manière de vivre et la nature de leur travail, et ils étaient convaincus de la fermeté de leurs principes et de la pureté de leurs motifs.

Les membres du corps municipal d'alors étaient de [203]

presque toutes les nuances de couleur, excepté de la nuance blanche. Ils étaient presque tous instruits, et dans ce grand mouvement ils avaient pour but le bien public. Les sentiments les plus nobles animaient plusieurs des Haïtiens dans ce grand mouvement révolutionnaire. Nous avons dit plusieurs, car tous n'étaient pas animés de sentiments semblables. La grande idée du mouvement était pourtant la régénération nationale. On oubliait cependant que Dieu seul régénère le cœur.

Vers le commencement de l'année 1844, on commença à entendre des rumeurs de mécontentement parmi les Espagnols qui habitaient l'Est de l'île. Deux ou trois exécutions avaient eu lieu depuis que le pouvoir était tombé entre les mains de Rivière. Le crime des coupables était d'une nature politique. Une des choses étranges qui ressortent de ces révolutions éphémères ! Un homme ou un parti arrive au pouvoir par le moyen d'une révolution militaire, et aussitôt ils s'imaginent avoir le droit de mettre à mort tous ceux qui font précisément ce qu'ils ont eux-mêmes fait ; ce qui prouve qu'ils méritent eux-mêmes une semblable punition. Que peut-on attendre de

tout ceci sinon l'amertume, la haine mutuelle, et l'esprit de parti ? Qui sont ceux qui s'élèvent ainsi au-dessus de leurs frères ? Le fait est qu'Haïti, mieux que tout autre pays, aurait dû savoir depuis longtemps que les exécutions politiques sont de toutes les actions les plus impolitiques.

Il commença aussi à se manifester quelques tendances du gouvernement d'une nature malheureuse. On s'aperçut graduellement que les institutions civiles du pays, qui étaient sorties de la révolution, commençaient à être moins aimées par le pouvoir régnant, On entendit que Rivière n'était pas fidèle à ses engagements. Pendant un certain temps on répétait ceci à voix basse, [204] mais ces pensées et ces sentiments finirent par être exprimés hardiment.

Les nouvelles espagnoles commençaient déjà à donner de l'inquiétude. On savait qu'ils avaient pris les armes contre le gouvernement Rivière. Le 9 Mars, 1844, Rivière quitta de nouveau la capitale. Il était accompagné d'une armée considérable, et avait pour objet d'apaiser la révolte et de soumettre les Espagnols. Ce fut le commencement de grands malheurs. Plusieurs de ceux qui recherchaient la paix, la prospérité, et le bonheur, furent alors arrachés du sein de leurs familles pour commencer une longue et pénible marche de trois cents lieues, à travers des montagnes et des rivières, contre les Espagnols, qui étaient leurs voisins et leurs frères. Il arrivait continuellement des nouvelles du succès des armes haïtiennes. On apprit qu'une lutte avait eu lieu entre les deux armées et que Rivière avait pris Azua. Mais la nation était déjà sérieusement malade. L'esprit de parti avait gagné des forces. Les erreurs de Rivière, en cherchant à renverser les institutions civiles qui ressortirent de sa propre révolution, devinrent le soutien de ses plus grands ennemis. Le suspens et l'incertitude régnèrent jusqu'au 3 Mai, quand le Général Guerrier fut publiquement nommé à la présidence, sur la Place Pétion à Port-au-Prince. On donna pour raison de sa nomination que Rivière avait violé son serment de soutenir la constitution. Le 9 Mai, six jours plus tard, Philippe Guerrier fut proclamé président d'Haïti.

Ainsi tomba l'homme qui s'était servi des armes pour la régénération de son pays. Des institutions civiles s'étaient élevées par son moyen, mais à peine furent-elles établies qu'il les renversa de ses propres mains, afin de régner par le pouvoir de l'épée. Il tomba couvert de honte. Il ne rentra jamais dans la capitale, [205] où

quelques mois auparavant il était entré avec triomphe. Son armée, qui apprit graduellement la vérité, l'abandonna à son sort et retourna en petites bandes à Port-au-Prince.

Ne sachant pas comment Rivière et son armée agiraient dans ce cas, les autorités nouvellement constituées mirent la capitale dans un état de siège. Toute la population de la cité capable de porter les armes s'enrôla et forma une milice temporaire. Les remparts étaient quelques fois gardés par des hommes en uniforme, quelques fois par des citoyens en habit bourgeois. Il régnait une indignation intense, — delà part des amis du vieux gouvernement, parce qu'ils regardaient la révolution contre Boyer comme une grande injustice, — et de la part des anciens amis de Rivière, qui le considéraient comme traître à sa propre cause. Rivière comprit parfaitement bien sa position, et se voyant abandonné par son armée, il s'embarqua pour la Jamaïque avec ceux dont les conseils l'avaient ruiné. Il mourut dans ce pays là après y avoir séjourné paisiblement quelques années.

Il régnait un grand mécontentement dans la partie du Sud de l'île, où la révolution avait éclaté. Cette agitation avait été apaisée par une députation conciliante et prudente, envoyée par ceux qui avaient le soin des affaires pendant l'absence du président. À peine la paix > fut-elle établie que Rivière bouleversa tout par une commission qu'il avait formée pendant qu'il était dans l'Est de l'île, lorsqu'il allait, d'après son intention, châtier ceux qu'il considérait comme offenseurs politiques. Par ce moyen il souleva contre lui-même la partie entière du Sud. Il devint l'originateur d'une rébellion qui fut dans la suite dirigée par un homme inconnu nommé Acaau. Cet homme fut élevé au grade de général, et pendant un certain temps il exerça un [206] grand pouvoir et causa beaucoup de peine au gouvernement. Il y avait donc partout des éléments de lutte. Le gouvernement Guerrier gagnait pourtant des forces, et l'ordre du jour semblait être le progrès général.

À cette époque on organisa une nouvelle institution nationale. Nous parlons du système de postes. Il est assez singulier qu'une nation si longtemps dirigée par des hommes intelligents, et avec un commerce croissant, ait été tant d'années sans posséder un système de postes et de correspondances. Jusqu'au moment actuel, des lettres, etc. adressées aux marchands avaient été transmises par des courriers employés pour ce travail ou par aucune autre occasion qui se présentait, ce qui sous tous les rapports était très inconvenient. On

apprécia dans peu de temps cette nouvelle institution. Son avantage et sa nécessité devinrent sa sûreté.

L'espoir commençait à revivre dans tous les cœurs. Les idées de ceux qui étaient restés fidèles aux principes du gouvernement révolutionnaire commencèrent à être mises au jour. C'est ce que prouvent les extraits suivants, pris d'un ou de deux circulaires officiels, imprimées en 1844 par le ministre des cultes et de l'instruction publique. La première de ces circulaires est adressée aux fonctionnaires de la justice, de l'éducation, et de l'église, tant Catholiques Romains que Protestants : —

‘MESSIEURS, — L'influence de la religion, sur l'éducation publique et sur le bonheur du peuple n'est plus un sujet de dispute. Napoléon I sentit la nécessité de rétablir une croyance publique ; son puissant instinct de législation lui enseigna qu'où il n'y a point d'autel, il ne peut y avoir de peuple, comme il ne peut pas y avoir de peuple sans lois et sans magistrats. À l'époque actuelle, frappés comme nous le sommes par un fléau intérieur, et désirant honnêtement employer le remède nécessaire, en cherchant la source et la cause de cette maladie, nous l'avons trouvée dans la négligence et dans l'indifférence du gouvernement [207] qui, a précédé celui-ci, et qui n'avait jamais adopté les mesures nécessaires pour éloigner du pays des ministres indignes et mal intentionnés, qui, renvoyés par leurs propres évêques, n'étaient que des intrus dont personne ne se donnait la peine d'examiner les papiers ; hommes qui venaient plutôt encourager les vices que de les anéantir ; hommes qui avaient plus soif de richesses que de gagner des âmes à Dieu ; et qui devant une autorité indifférente, avaient impunément fait de la religion un vrai commerce, ajoutant à leurs simonies scandaleuses le scandale d'une vie mauvaise, aveuglant ainsi un peuple qui aurait suivi de meilleurs exemples.

‘Ministres protestants, continuez à observer vos cérémonies religieuses avec la plus grande liberté. Nos croyances peuvent différer, mais notre espoir est dans le même Dieu. Que toutes nos autorités subordonnées se rappellent que l'intolérance est une chose abominable. Le sujet de l'industrie générale est digne de toute chaire chrétienne, c'est un des grands piliers de la société, et un des moyens de conserver les pouvoirs de notre nationalité. Que la Sainte Parole rappelle de leurs erreurs tous ceux qui par l'ignorance, par la dépravité, ou par aucune autre cause, attachent

aucune importance à la couleur de la peau. Qu'on se rappelle que celui qui a créé nos corps, et qui leur a donné des nuances différentes, a aussi créé l'âme, la partie la plus noble de l'homme, et qui n'a pas de couleur.

*'Je prie tous les membres des corps municipaux et des corps législatifs ainsi que le clergé catholique et protestant de recevoir ma considération la plus distinguée.'*

L'extrait suivant est tiré d'un document officiel qui fut publié par le même département d'état, sur le sujet de l'éducation : —

#### L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

'Le système entier de l'éducation doit être maintenant réorganisé ; il n'existait que de nom sous le dernier gouvernement. Quel a été le résultat de l'éducation pendant le dernier quart de siècle ? Comme on doit regretter la perte de ce temps !

'Il est maintenant évident que si pendant la prospérité passée du pays, on eut fait un effort réel, sur une échelle assez grande, pour répandre la lumière et la connaissance dans la république entière, Haïti à ce moment aurait présenté un spectacle sublime au monde ; elle occuperait une place honorable parmi les nations civilisées de l'époque. Avec nous la société a rétrogradé, et maintenant elle est remuée dans ses dernières profondeurs.

'Il est à désirer que dans chaque endroit où se trouve un corps municipal, une partie des fonds publics soit dévouée à l'établissement d'une [208] école primaire. Il est certain que le gouvernement accorderait aussi du secours. Dans mon jugement, il serait préférable d'avoir des écoles sur le même plan que l'école protestante de la capitale, savoir pour les deux sexes.

'Je ne terminerai pas cette circulaire sans demander à tous les comités d'éducation de m'envoyer note de toutes les instituteurs publics qui sont dignes de recevoir notre attention, afin qu'ils reçoivent l'encouragement qui leur est dû. Ceux qui se dévouent avec énergie au travail de bannir de la société toute ignorance, méritent bien de leur pays.'

L'extrait suivant d'une oraison publique prononcée par le même homme très distingué, nous montrera le zèle manifesté sur le sujet de

l'éducation. Cette oraison fut prononcée à la distribution publique des prix au lycée national après l'examen annuel, en 1844. On fit à cette occasion de grands préparatifs. On avait l'intention non seulement d'encourager les élèves, mais aussi de prouver au monde, de la manière la plus pratique possible, quelles étaient les vues et les sentiments du gouvernement actuel sur ce sujet important. L'habitude en Haïti, depuis longtemps, a été de couronner de lauriers les élèves victorieux, et de leur donner quelques fois d'autres marques d'encouragement. Le président de la république ainsi que les ministres de l'état et les consuls étrangers étaient présents à cette occasion. On avait érigé et décoré une tente spéciale pour cette assemblée nombreuse et brillante. Dans les intervalles on fit de la musique militaire. Peu après l'arrivée du président, Mons. H. Féry, Je secrétaire d'état et ministre des cultes, s'avança et prononça une oraison dont nous donnons l'extrait suivant : —

‘Jeunes Elèves, — Cette fête d'éducation, établie pour démontrer devant vos familles les progrès que vous avez faits, et pour distribuer ces couronnes que votre assiduité et votre ardeur ont méritées, etc., forme la joie patriotique des autorités qui vous entourent maintenant. Cette scène touchante nous rappelle à tous que l'éducation efface toutes les distinctions nationales, et lie tous les cœurs dans une unité parfaite. La dissémination de la lumière abolit tous les préjugés, unit les peuples, polit [209] l'homme, et introduit dans la communauté les charmes de l'urbanité et de l'honneur. La jeunesse d'Haïti a soif de connaissance ; elle désire boire à la source de la vérité, et semble poussée par un instinct irrésistible vers le grand but de son existence. Nous espérons donc que désormais la concurrence sera grande. Le gouvernement actuel salue avec joie ce mouvement intellectuel, et désire s'y identifier et l'encourager sous tous les rapports. Le gouvernement sait que l'amour de la connaissance est le trait distinctif de l'âge actuel. Cette connaissance bien fondée et dirigée par la religion fait briller les espérances futures d'une nation. Vous serez appelés peut-être sous peu, jeunes élèves, à mettre en activité les talents que vous acquerez maintenant. C'est pourquoi, sous le bouclier d'une foi éclairée et d'une moralité pure, résistez sans cesse à toute mauvaise passion, amassez le précieux trésor. Votre pays a besoin, non seulement d'hommes éclairés, mais d'hommes dont la connaissance sera d'un caractère solide et honorable. Puisse cette Providence qui a toujours veillé

sur Haïti, vous rendre meilleurs que vos pères ! Vive le Président Guerrier !'

On dit bien d'autres choses dans cette assemblée ; l'extrait que nous avons donné suffira pour montrer les sentiments louables qui animaient non seulement le secrétaire d'état mais la nation en général. Il est impossible de lire ces adresses sans être profondément impressionnés par l'esprit de noblesse et de libéralité qui existait dans presque chaque sentence. Le plaisir qu'on ressent en lisant l'extrait de ce discours devient plus grand quand on se rappelle que Mons<sup>r</sup> H. Fery était un Catholique Romain très consciencieux. Il était instruit, intelligent, et digne d'occuper la position honorable auquel il avait été élevé. L'esprit dominant du jour était libéral et actif. Mais hélas ! la révolution, tout en introduisant plusieurs hommes honnêtes sur la scène d'action, ouvrait en même temps les portes d'iniquité et allumait les feux de l'esprit de parti, savoir la jalousie et la haine.

La Providence était à la veille de changer le cours des événements ; les jours du Président Guerrier étaient presque tous comptés, il approchait des rives de la mort.

[210]

Environ à ce temps Rivière fit un effort suprême pour regagner sa place ; il rôda autour de son pays natal. L'alarme que causa son approche courut à travers le pays entier. On ressentit pour un moment une grande anxiété ; mais cet homme avait entièrement perdu l'affection de ses concitoyens. Le gouvernement lança une proclamation à l'effet que Rivière ne méritait plus que son pays lui montra aucune compassion. Son jour était terminé, et il n'y avait plus rien à craindre.

Une autre épreuve nationale, et qu'on avait craint depuis quelque temps, menaçait le pays : le Président Guerrier mourut le 15 Avril, 1845. Sa mort fut déplorée par la république entière.

Le jour suivant le Général Pierrot fut proclamé président d'Haïti. La résidence de ce chef militaire était au Nord de l'île, près du Cap Haïtien. On pourra se former une idée d'une des faiblesses nationales qui existaient alors par l'anecdote suivante de Pierrot, qui était agriculteur militaire .plus qu'autre chose : Avez-vous remarqué que

tous les poussins de la poule diffèrent en couleur, etc. ? Ils viennent cependant tous de la même source ?

Ceux qui ne connaissent pas Haïti auront peut-être de la peine à croire que le préjugé quant à la couleur peut même être possible dans un pays où des hommes de toutes les nuances ont demeuré ensemble et ont eu des relations étroites pendant plusieurs générations. On ne peut pourtant pas cacher le fait que cette grande et impardonnable absurdité a été assez puissante pour créer un esprit de parti en Haïti. On a toujours senti que l'expression ouverte de sentiments pareils était un outrage au sens, commun. Le Président Pierrot, connaissant les sentiments de son peuple sur cette question, répudia ouvertement une idée si absurde.

L'ivraie semée pendant la révolution de Rivière [211] devenait plus forte que le blé. Comme le prouve les pages précédentes, il s'était fait du bien. Mais on verra qu'un seul mal qui domine sous aucune forme donnera naissance à des maux innombrables. Ce fut le cas alors. Qu'on tire l'épée de son fourreau et on ne l'y replacera pas facilement.

Le 8 Mai, le Président Pierrot fit son entrée formelle et officielle à Port-au-Prince, au milieu du bruit du canon, et de toute autre manifestation de joie et de respect qu'on croyait convenable à l'occasion. Il existait pourtant un grand malaise parmi le peuple. C'est ce qui est prouvé par un incident tiré du journal du missionnaire wesleyen demeurant alors à Port-au-Prince :

‘Dimanche, le 18 Mai. — Pendant que je me reposais après le service du matin, j'ai entendu un grand tumulte dans la rue. Regardant par la croisée, j'ai vu que la ville entière était en confusion — généraux, colonels, officiers de tous les grades, soldats, et citoyens couraient ensemble pêle-mêle, les uns à cheval, les autres à pied, et tous en grande hâte, quelques-uns tombant de leurs chevaux, d'autres se ceignant de leurs épées en chemin. Le tambour d'alarme fut battu, et quoique peu de gens en connaissaient la cause, un son si bien connu en Haïti fut naître la confusion la plus grande. La cause de tout ce tumulte était que la Garde Nationale, qui avait reçu l'ordre de marcher sur les frontières, au lieu de s'y rendre immédiatement, demanda le temps de se préparer. Le président les déclara en état de rébellion. Aussi fit-il battre le tambour d'alarme, et

la scène que nous avons décrite eut lieu. Pendant quelques moments la terreur et la confusion régnèrent, mais tout le tumulte fut bientôt apaisé.’

Le fait est qu’à ce moment tous les habitants du pays étaient dans l’agitation la plus grande. La partie de l’Ouest de la république était mécontente de la voie poursuivie par le peuple dans le Nord. L’esprit de parti était pourtant déterminé de choisir un homme du Nord, quand même il serait incapable de remplir la position honorable de la présidence.

Vers la fin de cette année, quelques hommes mal dirigés essayèrent de créer une agitation dans la ville de [212] Léogane, située à une petite distance de Port-au-Prince. Dans leurs luttes avec les autorités, quelques-uns furent mis à mort, et la paix fut rétablie.

Pendant cette année, la Mission Baptiste fut fondée à Jacmel, par le Revd. E. Francis. Il arriva à Jacmel le Décembre, 1845. Sa grande politesse et son caractère aimable lui gagnèrent bientôt l’affection du peuple. Au grand regret de cette communauté, ce digne missionnaire mourut le 26 Juillet, 1846. La promptitude avec laquelle cette mission gagna sur le peuple donnait le plus grand espoir de succès, qui aurait été accompli si la vie du missionnaire avait été prolongée. Il fut suivi par le Revd. W. H. Webley, qui arriva de l’Angleterre à Jacmel le 14 Février, 1847. Par son zèle intelligent et infatigable, il forma une petite église. Bien peu de temps après son arrivée des Américains bâtirent un beau petit temple. Le missionnaire avait visité l’Amérique pour l’accomplissement de ce projet. L’édifice est bien disposé. La chapelle et la maison du pasteur sont sous le même toit. L’église, qui est sur le rez de chaussée, peut contenir environ deux cents cinquante personnes. Deux belles rangées de colonnes corinthiennes aident à supporter la maison au-dessus de l’église, et donnent un air d’élégance à l’édifice entier. La chaire est dans le style américain. Il y a sur cette plate-forme un canapé confortable. On a placé un instrument de musique (melodeon) dans l’autel. Cet instrument fut donné par Madame Webley, dont les dépouilles mortelles furent déposées dans le petit cimetière à Jacmel, le 30 Octobre, 1852, par le missionnaire wesleyen M. B. Bird de Port-au-Prince.

La façade de cet édifice est vers la rue. Ses colonnes corinthiennes quoique en bois, comme l’est d’ailleurs l’édifice entier, ont une

apparence imposante dans la petite ville de Jacmel. Cet établissement est un objet gratifiant pour tous les Protestants de la ville. Le 13 [213] Mars, 1853, cette église fut ouverte et consacrée au service de Dieu par M. B. Bird. L'ouverture d'édifices semblables forme une importante et intéressante époque dans les annales du protestantisme haïtien. Les auditoires du matin et du soir étaient composés pour la plupart de Catholiques Romains, bien instruits et très respectables. L'accueil chaleureux donné à cet événement par les Catholiques et par les Protestants de Jacmel était évident, et faisait naître l'espoir. Nous le disons avec reconnaissance, depuis longtemps la vérité a silencieusement agi sur l'erreur dans cette grande œuvre. Cette mission importante était établie sur des fondements solides. Les amis des missions doivent se rappeler pourtant que l'établissement d'une mission n'est que la formation d'une pépinière, et que la plus grande partie de l'ouvrage reste incomplète.

Le grand travail de l'éducation fut bien commencé sur cette station. Le bien qui se fit par le moyen d'une école dirigée par deux dames anglaises très dévouées est incalculable, et dans plusieurs cas sera éternel dans sa durée. Dans la suite ces dames quittèrent cette institution. Leur départ peut être considéré comme une grande calamité qui tomba sur cette mission et sur la ville de Jacmel. On doit regretter qu'on n'ait pu trouver les moyens de continuer cette œuvre. Le maintien d'une école semblable dans une telle communauté aurait été digne de tous les sacrifices qu'on aurait pu faire, et aurait été d'un profit incalculable aux habitants de cette ville.

La satisfaction du peuple quant au gouvernement Pierrot ne dura pas longtemps. La nation entière était convaincue que cet homme était incapable sous tous les rapports de diriger le pays. Cette conviction s'approfondit jusqu'au 28 Février, quand le canon d'alarme fut tiré du Fort National de Port-au-Prince. On s'y attendait [214] tellement que personne n'en fut surpris. Le 1<sup>er</sup> Mars 1846, on fit connaître au peuple que le Général Riché venait d'être nommé président d'Haïti. Le pays demeura en suspens pendant dix ou onze jours, ne sachant pas comment la partie du Sud, qui était encore dans un état d'agitation, envisagerait ce changement soudain. On ne savait pas non plus comment le Nord accepterait le déplacement : d'un président de son choix, et qui demeurerait dans cette partie du pays. . On ne savait pas s'il en résulterait la paix ou la guerre. Mais l'incapacité de l'homme

qu'on avait démis de sa charge semblait surmonter toutes les autres considérations partout le pays. Le 12 Mars, 1846, le Général Riché fut dûment proclamé président d'Haïti. Le même jour sur l'autel de la patrie, ayant une épée à la main et dans l'autre une constitution nouvellement formée, Riché dans la présence d'une grande multitude jura fidélité à la nation. Ce serment fut suivi des vivas du peuple et du bruit du canon. Il régnait partout une joie excessive. La nation était favorable à ce changement. La cérémonie terminée à l'autel de la patrie, la procession marcha à la cathédrale, précédée et accompagnée de toutes sortes de musique. Ayant observé les rites habituels, le prêtre prononça un discours éloquent. Le 24 Mai 1846, le Président Riché prit le serment de fidélité à la nation, d'une manière officielle et avec toute la formalité exigée.

Le pays était de nouveau tranquille, et on croyait voir l'aurore de jours meilleurs — jours ardemment désirés par le président ainsi que par ses ministres. Le président qu'on venait d'élire, quoique sans éducation, était de bonne foi. Il s'était entouré d'hommes instruits et intelligents, dans lesquels il reposait une grande confiance ; aussi réussit-il à produire une impression favorable sur le peuple en général.

On se rappellera qu'en 1843 le corps municipal de [215] Port-au-Prince proposa aux missionnaires wesleyens, demeurant dans cette cité, de commencer une école publique, qui serait ouverte gratuitement aux deux sexes, promettant de la maintenir. Les changements qui eurent lieu dans la suite furent défavorables à cette institution. Jusqu'à l'année 1847, elle avait reçu plus ou moins de secours des gouvernements qui avaient suivi celui de Rivière. Le corps municipal sous lequel cette école avait été commencée, ayant changé la forme de son existence, elle perdit plusieurs de ses ressources pécuniaires. Les circonstances avaient tellement changé, et les moyens de soutenir cette institution importante étaient maintenant si embarrassants, qu'on commençait à se demander si elle devait continuer à exister ou non. La grande difficulté fut la création de fonds. Les fonds de la mission anglaise ne devant être appliqués qu'à la prédication de l'évangile, on ne pouvait pas s'attendre à en recevoir aucun secours. Le missionnaire fut donc obligé de faire un appel au public ou bien de suspendre ce département important de son œuvre.

Mais comment permettre à une telle école de tomber ? Il s'y trouvait alors près de trois cents élèves des deux sexes, auxquels on

enseignait la parole de Dieu. IL nous semble que ce fait seul aurait dû justifier l'appropriation des fonds missionnaires. On réussit parfaitement dans l'appel qu'on fit pour des souscriptions mensuelles. Plusieurs Haïtiens firent preuve d'un grand dévouement, et les marchands étrangers manifestèrent une libéralité louable. Cette institution exigeait un travail presque incessant, mais le missionnaire obtint pour récompense un succès brillant.

Depuis longtemps le besoin d'un local pour y tenir l'école s'était fait vivement sentir. On s'était servi de l'église wesleyenne jusqu'à cette époque. Mais la grande difficulté se trouvait dans le manque de fonds. Les [216] moyens nécessaires pour continuer l'œuvre de l'éducation dépendaient déjà dès la libéralité des habitants de Port-au-Prince. On résolut de faire un effort spécial, c'est-à-dire que tout en recueillant les souscriptions mensuelles, on fit une souscription publique. La bonne volonté du peuple fut telle qu'on réussit parfaitement. On bâtit sur la propriété de l'église wesleyenne un édifice de cinquante pieds carré et d'une hauteur du plancher au plafond de quinze pieds. On bâtit aussi une maison à côté, pour le maître principal.

Cette salle d'école fut ouverte et consacrée au grand objet de l'éducation chrétienne le 1<sup>er</sup> Juillet, 1846. Le fauteuil de la présidence fut occupé à 8 heures du matin, par Monsieur Larochel, le secrétaire d'état pour l'instruction publique, etc. Le conseil d'éducation ainsi que le conseil des notables étaient officiellement présents. Selon les usages de l'école, on commença par le chant d'un cantique. Le chant fut accompagné par plusieurs instruments de musique ; — plusieurs des artistes de la capitale avaient volontairement offert leurs services comme témoignage d'estime pour l'institution. Le chant terminé, le missionnaire fit la prière. Le président de la réunion expliqua à un nombreux auditoire le but qu'on avait en vue. Il félicita les amis et les partisans de cette institution du grand succès qu'ils avaient eu. Dans le cours de ses remarques, ce monsieur parla avec émotion, et dans un ton d'encouragement, de ceux qui avaient quitté leur pays pour le bien de l'humanité. Cet estimable secrétaire d'état ayant terminé son discours, qui lui faisait honneur ainsi qu'à sa position, surtout comme vrai représentant de la famille de Cam- — l'édifice fut formellement consacré par le pasteur de l'église méthodiste à Port-au-Prince, au nom du Père, du Fils, et du Saint Esprit.

Le missionnaire expliqua alors le but, l'objet, et les [217] principes de cette institution. Plusieurs autres personnes prirent la parole à cette occasion, parmi lesquels se trouvaient des membres du barreau. Tous ces orateurs firent preuve d'une grande ardeur d'esprit. Un de ceux-ci surtout, avocat distingué, déclara que l'amour de sa patrie l'avait forcé à être présent à cette occasion. Il était convaincu que l'éducation basée sur le christianisme pur, était d'une importance vitale à la prospérité d'Haïti. <sup>23</sup> Le missionnaire annonça alors qu'il restait une petite dette, mais qu'il était sûr de la voir disparaître sous peu. L'hymne national composé pour l'institution fut chanté sur l'air de l'hymne national de l'Angleterre, et on termina la cérémonie par la prière.

On ne doit pas oublier que la plupart des orateurs et des auditeurs étaient Catholiques Romains ; et que cette école wesleyenne ne fut pas encouragée parce qu'il y avait un manque d'écoles catholiques — pas du tout, ces gens avaient à cœur l'éducation des masses, et firent des efforts louables pour atteindre leur but. Cette institution fut donc soutenue et patronisée par des hommes dont les principes et les motifs étaient purs, ainsi que par le gouvernement et le peuple en général, qui avaient confiance dans la mission wesleyenne. La liberté donnée aux églises évangéliques de l'Amérique et de l'Europe était, sans aucun doute, un trait national qui n'appartenait qu'à Haïti comme pays catholique romain. L'indifférence manifestée envers un pays tellement ouvert à la vérité, par les chrétiens des deux côtés de l'Atlantique, est un fait très surprenant. Il semblait régner une complète indifférence quant à Haïti.

Il est vrai que nous aurons à parler des sombres jours de l'impérialisme en Haïti, mais le fait signalé sera toujours un reproche à tous ceux qui ont professé avoir à cœur le bien-être d'Haïti, et qui avaient le pouvoir de [218] la placer dans la position qu'ils désiraient la voir occuper — mais ils ne le firent pas.

Il fut nécessaire dans la suite de soutenir cette école par le moyen de paiements réguliers et de souscriptions qu'on recueillait un peu partout Elle devint enfin un pensionnat ouvert à la république entière. On abandonna pour le moment le département des filles, avec l'espoir de le reprendre plus tard sur une plus grande échelle. On fit dans la

---

<sup>23</sup> Dumai l'Espinasse.

suite un effort spécial dans les États-Unis ainsi qu'en Europe pour accomplir ce projet, mais en vain.

Il n'est que juste de dire que les membres du gouvernement d'Haïti qui proposèrent l'établissement de cette école avaient en vue la culture morale, qui, en 1843, était considérée comme une grande et indispensable nécessité. Ce fait ne perd rien de son importance par l'insuccès qui eut lieu dans un sens national. Il y a toujours eu des Haïtiens qui ont vu et senti que c'était l'élément moral de leur pays qui était défectueux, et quoiqu'ils aient été engloutis par les flots de la dépravité humaine, ces convictions existent encore, et dans la suite devront dominer.

[219]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre X

‘ Th’ ancient Hebrews, daring Heav’n, chose a crown, And found the warnings of its despotism True.’ \*

Riché arrive à Cayes — Sa proclamation — Son retour à la capitale — La demi-paie — Mort de Riché — Soulouque Président — Le 16 Avril, 1848 — Départ de Soulouque pour la partie espagnole — J. T. Hartwell bâtit une église au Cap — Faustin I. — Lettre de M. B. Bird au gouvernement — L’église wesleyenne à Jérémie terminée par C. H. Bishop — M. B. Bird en fait l’ouverture — A. Folsom, Ecuyer — Soulouque couronné — Cannibalisme — Une autre marche sur l’Est — L’empereur entre à Port-au-Prince à minuit — Brochure du Dr. Smith — La science nécessaire dans l’éducation.

[Retour à la table des matières](#)

Le Président Riché entra dans la cité de Cayes le 4 Juillet, 1840. De cette place il lança une proclamation dans laquelle il parla ouvertement du but de son tour officiel. Le but qu’il avait eu en vue était d’apaiser une révolte qui avait été organisée par quelques individus mal dirigés. Le chef de cette bande s’étant fusillé, empêcha un terrible versement de sang.

L’esprit du gouvernement actuel était manifesté dans une phrase que nous tirons de la proclamation de Riché : ‘ Des réformes de finances ne suffiront pas, il nous faut plus que ceci. Il est temps de rendre les fondements de nos institutions sûres et solides. Je ne

---

\* ‘Les anciens Hébreux, défiant le Ciel, choisirent une couronne, et trouvèrent que les avertissements de son despotisme étaient correctes.’

tarderai pas à réviser la constitution de 1816, et de nous mettre en harmonie avec les idées dominantes de l'âge actuel. Par ce moyen nous pourrons travailler [220] d'accord, et retirer notre pays malheureux des difficultés dans lesquelles il est plongé par les nombreux tumultes et les divisions qui l'ont déchiré. Soldats ! et compagnons en armes, soyez fidèles à vos étendards. Le moment n'est pas éloigné quand la paix sera la récompense de vos labeurs ?

Ce discours à la nation a un ton tout militaire, et ne manifeste pas un vrai républicanisme. C'était l'adresse d'un homme que les circonstances avaient élevé au pouvoir militaire, et qui était disposé à s'en servir pour avancer de son mieux les intérêts du pays. Le pays à cette époque, dans tous ses intérêts et dans toutes ses institutions, balançait entre l'espoir et la crainte. Il se trouvait pourtant, pendant ce temps d'épreuve, des hommes bien intentionnés à la tête des affaires. Le président tenait aussi à se montrer digne de sa position comme chef magistrat de la nation.

Les circulaires officielles à cette époque étaient remarquablement calmes et inspirées par la prudence. À côté du plus grand bien on trouve quelquefois le mal — vérité qui semble s'appliquer tout particulièrement aux affaires politiques d'Haïti. Aussi malgré les meilleures intentions, les bonnes théories, et les bons principes qui abondaient dans les institutions du pays, et malgré les proclamations du gouvernement, a-t-on vu le désappointement paraître partout. On ne peut en être surpris, car la nation n'a jamais été préparée à recevoir ses propres principes et ses propres théories. En saisissant leurs libertés, les Haïtiens s'étaient montrés hommes ; mais ils oublièrent que l'indignation qui avait aboli l'esclavage, ne suffisait pas à leur enseigner comment user de leurs libertés par le moyen de justes lois. Des éclats de fureur purent accomplir le premier but, mais pour l'accomplissement du second il faut le temps et le sens commun. Dans l'entretemps [221] il faut s'attendre à voir de grandes erreurs et bien des insuccès mortifiants ; de là l'insuccès de l'école de navigation, etc.

On a essayé de cultiver les sciences, on a même introduit, à de grandes dépenses, une variété d'appareils, étant convaincus qu'ils serviraient au développement des ressources d'Haïti ; mais on n'a jamais dirigé ce travail avec persévérance. On pourra dire qu'une action semblable est indigne, et on ne se trompera pas ; mais il faut

pourtant se rappeler qu'il est impossible de faire un saut de l'état d'enfance à celui d'homme. Cette simple vérité explique la position d'Haïti comme nation. Quoiqu'elle n'a pas donné de satisfaction ni à ses amis ni à elle-même, son élément véritable et sa dignité existent dans son indépendance. Le manque de progrès chez ce peuple n'a donc pas eu son origine dans, un manque de capacité et d'intelligence. C'est ce que prouvent les documents nationaux, les plans et les théories de ce peuple. Le manque de progrès se trouve dans l'absence de la culture morale, qui, à part de toutes croyances, a Dieu lui-même pour élément et pour objet, et respire cette énergie qui seule peut conduire à l'accomplissement de grandes entreprises nationales et individuelles.

Vers la fin d'Août, 1846, le Président Riché revint de son voyage dans le Sud. La capitale lui accorda une joyeuse réception. Les détails pénibles de la suppression de la révolte devront être laissés aux futurs historiens d'Haïti. Nous remarquerons seulement que, quel que fut le sang versé dans la suppression de cette révolte, causée par la folie d'Acaau, le Sud fut sauvé du règne de la terreur, et la nation entière jouit de la paix et de la tranquillité.

Les voyages officiels du chef magistrat sont généralement formels et formidables. Il se fait accompagner [222] par plusieurs milliers de soldats et souvent par la majorité des principaux officiers d'état » Le trait le plus singulier dans ces voyages officiels est l'insuffisance de la paie du soldat pour fournir à son maintien. Il est surprenant comment ces armées subsistent. Il ne faudrait pourtant pas examiner de trop près la moralité de leur conduite lorsqu'elles sont en marche. L'origine de ce mal date de la naissance de cette nation, quand chaque soldat vivait comme il le pouvait. Il est impossible de comprendre pourquoi on a permis l'existence de ce mal. S'il est nécessaire de maintenir une armée, il est certain qu'une petite armée bien disciplinée, et servant de modèle à la nation, serait beaucoup préférable à une armée nombreuse, non payée, mal nourrie, indisciplinée, et mal vêtue.

Après cette marche militaire dans le Sud, le gouvernement d'Haïti continua à avancer dans la voie du progrès. L'état général des choses donnait de l'espoir. Le gouvernement était modéré et prudent, et avait pour but d'améliorer l'état actuel du peuple et du pays. C'est ce qui est prouvé par la phrase suivante tirée d'un document officiel adressé

aux généraux des différents arrondissements, et daté du 28 Septembre, 1846 : 'Éclairez toutes les classes des citoyens ; veillez avec attention sur le mouvement général ; secondez et dirigez le vers le grand objet que nous voulons accomplir, savoir le bonheur de tous.' Une des mesures du gouvernement à cette époque fut la diminution de la paie de l'armée, ainsi que de tous les autres employés, d'une moitié pendant six mois. On s'y soumit sans murmurer, et cette mesure aida beaucoup à soulager les finances de la nation.

On se rappellera qu'à l'avènement au pouvoir du Général Riché, on promit que la constitution de 1816, formée sous Pétion, formerait, avec quelques [223] modifications, la base du gouvernement actuel. Le 14 Novembre, 1846, les corps principaux de l'état, y compris les sénateurs et les secrétaires d'état, se rassemblèrent pour accomplir ce travail important. Comme résultat de ce travail, le président lança une proclamation dans laquelle se trouvent les remarques suivantes : 'Haïtiens ! les principes d'amélioration ont été établis, et sous peu nous en moissonnerons le fruit. Je vous demande encore de m'aider à l'accomplissement de ce grand travail si heureusement commencé ; je suis sûr que vous me seconderez dans mes efforts pour donner de la certitude aux espérances futures du pays.'

Nous savons que l'Anglais préfère l'opération libre et entière d'institutions d'un autre ordre, qui, sans la crainte de tumultes, expriment la volonté du peuple. Haïti n'a jamais eu cette forme d'existence, elle n'a jamais été placée dans cette voie ; son républicanisme a consisté principalement dans l'absence d'une couronne. Elle n'aurait jamais existé comme nation sans l'épée, et sans cette arme elle aurait bientôt terminé son existence. Son cas était sans doute particulier, et toutes ses actions s'en sont ressenties. Elle est devenue une nation militaire, et quoique nous regrettons le fait, il n'est pas étonnant qu'elle soit restée telle. Ce qui doit surprendre, c'est que dans un pays semblable on n'ait jamais admiré la théorie d'institutions civiles et libres ; car on sait que l'autorité et le pouvoir militaire sont incompatibles avec de telles institutions. De là toutes les luttes d'Haïti. Les armes y ont toujours combattu contre la raison, et la raison même s'est souvent servie de ses ennemis pour sa propre défense, elle est même devenue l'amie des armes, jusqu'à ce qu'il en est résulté la plus grande confusion.

Toutes les espérances humaines sont pourtant passagères et incertaines. Le Président Riché, dont le [224] gouvernement avait fait naître de si brillants espoirs, mourut après une courte maladie le 27 Février, 1847, à 7 heures du matin. Son gouvernement commençait à inspirer la confiance. Dans moins de deux heures après la mort du président, les membres du Sénat se réunirent pour choisir son successeur.

Le 1<sup>er</sup> Mars de la même année, le Général Faustin Soulouque fut choisi président d'Haïti par le Sénat. Une députation fut envoyée de la part du Sénat, pour annoncer à ce général qu'il venait d'être élu à ce poste honorable. Un honneur moins recherché ou moins attendu ne peut jamais être accordé à un homme.

L'élection d'un président par le suffrage universel semble être un objet de grandes craintes en Haïti. Malgré l'amour dominant du républicanisme, on craint le tumulte parmi un peuple qui n'est pas habitué à donner libre expression à leurs pensées sur les questions nationales et politiques, et on a raison de craindre. La postérité devra pourtant juger si les tumultes qu'on craignait auraient occasionné un plus grand versement de sang, plus de confusion, ou plus de honte, que le choix actuel fait par quelques hommes ; elle devra aussi juger si l'élection par le suffrage universel n'aurait pas sauvé la nation de faire un pas en arrière, qui lui coûta beaucoup de pertes et de souffrances. Toutes les fois qu'on présente un homme au peuple comme président d'une république, l'honneur national ne pourra pas souffrir qu'il soit incapable, sous aucun rapport, de remplir le poste auquel on veut l'élever ; pendant que les luttes de la nation — bien dirigées — auraient pour effet l'éducation du peuple. Il est bien vrai que l'esprit de parti dans une nation composée de toutes les nuances de couleur, peut être plus compliqué et plus dangereux que partout ailleurs ; mais il n'y a pas d'homme, quelque soit sa couleur, qui n'aime la justice. [225] Il est certain qu'il n'y aurait pas autant à craindre des suites d'une action ouverte dans le choix d'un président par tout le peuple, que du jugement timide et limité de quelques hommes, quand même ils seraient parfaitement honnêtes dans leur choix et dans leur décision.

Des esquisses déjà données dans ces pages de l'histoire passée de ce pays, l'on verra que depuis son commencement, des causes sans nombre ont contribué à semer largement les semences de toutes

espèces de discordes, et d'enflammer les mauvaises passions de notre nature. Pour l'homme qui possède des sentiments chrétiens, il serait pénible de tracer l'origine des passions terribles qui éclatèrent en Haïti vers cette époque. Il serait même impossible d'en donner une juste idée.

La question malheureuse de la couleur forma un des traits principaux dans le bouleversement national à cette époque. On vit naître la jalousie entre les deux grandes divisions de la nation pour le pouvoir ; et dans ce cas, le pouvoir du nombre se trouva du côté de l'ignorance. Ces quelques faits aideront peut-être à faire comprendre tout ce qui eut lieu dans la suite. Nous n'avons pas le dessein d'entrer dans les détails de cette affaire. Il suffit de dire pour le moment que dans toutes les querelles publiques l'on trouvera plus ou moins d'erreurs de chaque côté.

L'événement du 16 Avril de cette année est pourtant d'un caractère si national et d'une portée si importante qu'il doit être signalé. Pendant ce jour mémorable, l'esprit de parti, qui régnait depuis longtemps dans la nation sur le sujet de la classe et de la politique, éclata dans toute sa fureur. Dans la matinée du Dimanche, l'armée s'était réunie, comme d'habitude, au Palais National dans la capitale. Il s'y trouvait aussi plusieurs consuls étrangers. Un des partis militaires [226] qui était en dehors du palais fit feu sur ceux qui étaient réunis dans le palais. Quelques-uns furent tués et d'autres furent blessés. Cet événement mystérieux fut suivi quelques heures plus tard par un combat que se livrèrent d'autres partis armés au bord de la mer. L'un de ces partis était composé de troupes du gouvernement, l'autre parti était composé de citoyens, dont quelques-uns étaient armés. On commanda à ceux-ci de se disperser. Ils refusèrent. On fit feu sur eux et on en tua plusieurs, tant étaient grandes l'amertume et la passion du moment. Il en tomba plusieurs dans ce jour mémorable. Quelques-uns furent tués au palais quand ils ne pensaient pas au danger dont ils étaient menacés ; d'autres furent fusillés par l'autorité militaire parce qu'ils levaient les armes contre le gouvernement ; pendant que d'autres furent mis à mort sans aucun jugement, au nom de la loi militaire. Tout n'était que désolation et tristesse, qui s'étendaient sur tout le pays.

Le journal du missionnaire wesleyen qui demeurait alors à Port-au-Prince renferme les notes suivantes : —

‘Dimanche, le 16 Avril, 1848. — Nous étions assis dans la maison, lorsque tout-à-coup nous entendîmes la détonation d'armes à feu. Ce bruit venait du palais dont nous étions assez proche, et nous frappa de terreur. Dans un moment toute la cité fut jetée dans la plus grande consternation, et pendant longtemps personne ne pouvait dire ce qui avait eu lieu. Craignant un conflit général, qui avait été prédit depuis longtemps, je me décidai à mettre ma famille à bord d'un navire anglais. C'est ce que je fis immédiatement. Je fus pourtant forcé de les y laisser ; et quoique le navire était dans le port je ne pus y arriver, car on se battait sur le lieu d'embarcation. Personne n'osait bouger. On entendait partout des coups de feu. Je fus ainsi séparé de ma famille pendant cette triste nuit, dans laquelle je ne pus trouver aucun repos. Je m'étais réfugié au consulat suédois, qui était près de la mer. Le lendemain lorsqu'il fit jour, nous vîmes, de la galerie où nous nous étions placés, quelques pauvres malheureux qu'on amenait sur la place d'exécution. Nous en remarquâmes trois qu'on n'avait pas attachés. Quand ils arrivèrent près du lieu où on allait les mettre à mort, ils s'échappèrent ; un de ces pauvres malheureux courut [227] dans la rue, fut poursuivi et mis à mort ; le second se réfugia au consulat anglais ; le troisième courut vers la maison où j'avais passé la nuit, il fut saisi à la porte, et reçut tant de coups de poignards et tant de balles de pistolet que j'en devins tout malade. Accompagné d'un ami je me hasardai à sortir. Je traversai le lieu où j'avais vu le combat la nuit précédente, et je vis de 18 à 20 hommes vautés dans leur sang. Prenant un canot j'arrivai à bord du navire où j'avais laissé ma famille. Je la trouvai en sûreté, mais elle avait été bien des fois exposée au danger. Madame Bird, sans avoir aucune idée du risque qu'elle courait, regardait du pont la scène du combat. Elle fut avertie par notre domestique, plus habituée au sifflement des balles que ma femme, que les boulets atteignaient le navire. Elle fut persuadée de se coucher sur le pont, et par ce moyen sauva probablement sa vie.’

Que de choses ne pourrait-on pas dire sur cette malheureuse affaire ! S'il est plus facile de prévenir les maux d'une nation que de les guérir, nous nous verrons forcés de considérer de nouveau la grande question de l'éducation primaire et chrétienne. Nous le disons encore une fois, et nous ne cesserons jamais de le dire, que si on avait travaillé depuis l'année 1804 jusqu'au moment actuel à l'éducation

des masses, il n'y a aucune doute que les scènes sanguinaires qui distinguèrent si péniblement la première partie de la présidence de Soulouque, n'auraient jamais eu lieu. Il est impossible de justifier ce criant défaut par aucun argument. On plaidera en vain les guerres, les révolutions, et toutes sortes de difficultés, on ne réussira jamais à changer le fait qu'on n'avait jamais sérieusement commencé et continué l'éducation universelle dans cette république. S'il en eut été ainsi la présidence de la nation n'aurait jamais été confiée à un homme, qui, comme le président actuel, n'avait ni éducation morale, ni éducation littéraire. On n'a jamais compris que l'éducation est la véritable source du développement universel dans tous les sens, et qu'un homme instruit conduisant sa charrue est d'une plus grande valeur à lui-même, à sa famille, et à son pays, que s'il était dans l'ignorance.

[228]

Il sera heureux pour Haïti, si ses erreurs ont l'effet, dans la suite, de lui ouvrir les yeux au fait qu'une honnêteté véritable, qui ne craint pas d'exposer son administration à la lumière universelle, est tout ce dont elle a besoin pour lui assurer la paix et la tranquillité, et sans laquelle, elle est sûre de travailler à sa propre destruction.

Qu'il est triste de voir une nation déchirée par des luttes intérieures et par des récriminations mutuelles ! Ce fut la condition d'Haïti pendant un certain temps. Plusieurs cherchèrent de la consolation auprès de Dieu dans les temples catholiques et dans les temples protestants. L'église wesleyenne fut alors toute remplie, et on aperçut les symptômes d'un grand mouvement religieux. On crut qu'il serait nécessaire d'agrandir le temple wesleyen, — circonstance qui ne pouvait pas être envisagée avec indifférence par tous ceux qui croyaient que hors l'Église de Rome il n'y a point de salut. Dans l'estime de ces gens, la prospérité du Protestantisme était une des indications les plus alarmantes du moment. Plusieurs y voyaient une preuve qu'Haïti était sur la voie de la ruine. Aussi arriva-t-on à considérer le Protestantisme comme incompatible avec la sûreté et la fermeté de la nation. On dénonça les Protestants de la chaire de la cathédrale. On avertit le peuple de se tenir sur leurs gardes contre les dangers actuels. Toutes ces invectives eurent pourtant l'effet d'exciter le peuple à se demander si un tel esprit pouvait bien être l'esprit du Christ. D'autres vinrent voir si Luther avait vraiment un pied fourchu,

comme on le disait, et voyant que c'était un mensonge, plusieurs se décidèrent à le suivre.

Le progrès de la vérité chrétienne, à part celle de l'Église de Rome, reçut un échec momentané par les froncements des autorités. Le grand coup était réservé [229] pour un jour futur. Il est vrai que des coups et des chocs semblables font plus de mal dans la suite à ceux qui les donnent qu'à ceux qui les reçoivent. Plus la sonnette tombe souvent, plus elle enfonce le pieu sur lequel elle tombe ; il en est ainsi de la vérité éternelle. Le sens commun de l'humanité a depuis longtemps reconnu la folie de la persécution religieuse, quelle que soit la forme dont elle se revêt. Le Haïtien n'est pourtant pas intolérant. Ceci est abondamment prouvé par le fait qu'on permit au missionnaire wesleyen de Port-au-Prince de prêcher dans les rues de la capitale, — liberté qui n'a peut-être jamais été accordée à aucun pasteur protestant dans aucun autre pays catholique. Le fait est que si on n'avait pas répandu la fausse idée que ceux qui manquaient de fidélité à la religion catholique pourraient aussi commettre un crime semblable envers le gouvernement, le Méthodisme sous Soulouque n'aurait jamais souffert la moindre persécution. Il se peut que le président s'imaginait qu'il y avait du danger, ou que ses craintes étaient sincères ; la possibilité de craintes semblables va très loin pour montrer l'ignorance qui régnait. Ce n'était pourtant pas la faute du pouvoir régnant, mais c'était la faute de ceux qui avaient choisi un homme ignorant pour leur chef, plutôt que de choisir un homme instruit.

Pendant l'année 1849, le gouvernement fut coupable d'une autre folie : il fit un effort futile pour conquérir ou pour se gagner la partie espagnole de l'île, qui s'était révoltée contre le gouvernement Rivière. Le 6 Mars, le Président Soulouque quitta la capitale avec une grande armée pour les frontières espagnoles. On essaya d'abord de cacher l'objet de ce mouvement militaire, et le peuple resta dans l'ignorance jusqu'au retour de l'armée, excepté pourtant, que le 24, on annonça au battement du tambour — l'habitude en Haïti de publier [230] les proclamations du gouvernement — qu'une victoire avait été remportée sur les Espagnols. Dans une autre occasion, quelques partisans du gouvernement se vantèrent que le drapeau haïtien avait été arboré sur les murs de Santo Domingo. Mais le 6 Mai suivant la vérité fut connue. Le président entra dans la capitale vers 8 heures du

matin, au milieu du bruit du canon et d'un tapage militaire. On aurait pu se passer de tout cet éclat, vu que l'entreprise avait misérablement échoué, l'armée entière ayant été à peu près cernée à la Passe de Dessalines, et forcée de battre une honteuse retraite, après avoir souffert la faim pendant cinq ou six jours. Le besoin de nourriture s'était tellement fait sentir, que quelques soldats mangèrent leurs sandales, d'autres étaient si faibles qu'ils furent forcés de laisser leurs armes derrière eux. C'est ainsi que les masses malheureuses de l'humanité ont souvent souffert par l'ambition de quelques hommes ! Aussi le répétons-nous, la dissémination de la lumière et de la connaissance parmi un peuple constituent la véritable défense de leurs libertés.

Le pays en ce moment était en proie à des luttes continuelles. De temps en temps la nation semblait être menacée d'un bouleversement complet, et manifestait un intense désir de rejeter le fardeau d'une oppression insupportable. Mais tous ses efforts étaient inutiles ; ceux qu'on découvrait essayant de troubler la paix publique étaient jugés et fusillés.

Il est agréable, au milieu de ces scènes pénibles, d'avoir à parler des progrès de l'évangile dans ce pays. Nous nous arrêterons donc pour contempler les succès du missionnaire J. T. Hartwell, au Cap Haïtien. Au milieu des plus grandes difficultés il réussit à bâtir une église et une maison de missions. L'église fut ouverte vers cette époque. Son collègue de Port-au-Prince [231] devait en faire l'ouverture, mais une maladie l'en empêcha. <sup>24</sup> Ce fut ainsi que parmi les ruines du Cap tombé, où peu de temps avant tout annonçait la stérilité et le découragement, la semence de la vérité chrétienne, semée par ce missionnaire *zélé et prudent*, avait pris racine. Plusieurs avaient déjà commencé à servir et à aimer Dieu avec ferveur. La mission wesleyenne, ou plutôt la vérité évangélique au Cap Haïtien, doit beaucoup à la persévérance et au zèle éclairé du Revd. J. T. Hartwell. Quand le gouvernement Soulouque arriva au pouvoir, il fit tout ce qu'il put pour arrêter cette œuvre. Le président voulait retirer le bail que le gouvernement précédent avait accordé, mais la ferme attitude de ce digne missionnaire lui assura le triomphe.

---

<sup>24</sup> Dans la suite, le Revd. C. H. Bishop y ajouta une salle d'école. Ses travaux utiles sur cette station vivent dans la mémoire du peuple.

On était à la veille de voir paraître une autre phase de la civilisation haïtienne. On crut que, considérant l'état chaotique des choses, il était nécessaire d'introduire quelque amusement national, afin de soustraire la pensée de ces scènes de détresses qui avaient affligé le peuple. Du moins c'était ainsi qu'on raisonnait ; mais l'orgueil et la vanité contribuèrent à convertir la république d'Haïti en un empire. Ce changement étonnant eut lieu le 26 Août, 1849, quand le président et sa dame furent couronnés temporairement dans la cathédrale de Port-au-Prince, et ainsi commença le règne de la dynastie de Faustin I.

Le sceptre du despotisme est vraiment un sceptre de fer, comme le montrera l'étrange métamorphose qui eut lieu. Les grandes afflictions de la nation avaient, comme nous l'avons déjà dit, tourné bien des cœurs vers Dieu. Dans plusieurs cas on chercha le conseil et la direction du pasteur protestant, acte qui dans les yeux de l'empereur constituait un grand crime. C'est [232] ce qui sera prouvé par l'extrait suivant tiré du journal du missionnaire wesleyen demeurant alors à Port-au-Prince : —

'Dimanche, le 24 Mars, 1850. — La cité entière est dans un état d'agitation, le gouvernement ayant ordonné de faire des recrues. Pendant le service du matin, lorsque notre estimé missionnaire indigène Monsr. Heureaux officiait, on vit un corps de police armée entourer l'église. Ce corps avait reçu l'ordre de saisir chaque jeune Haïtien comme il sortirait du temple. On en saisit neuf ou dix qui lurent conduits à La Place. Comme le jeune missionnaire indigène descendait de la chaire, il fut fait prisonnier par un officier de police. Lorsque je suis arrivé à La Place, le gouverneur m'a dit que je n'avais rien à dire dans cette affaire. Je persistai pourtant à dire que le jeune Heureaux était ministre de l'évangile et mon collègue. Le gouverneur de la cité paraissant très content que je n'avais plus rien à dire, me dit ; Emmenez le donc avec vous. Quant aux autres, étant un étranger, je ne pouvais pas intervenir, et je fus forcé de les voir enlevés comme autant de criminels. Arrivés à bord d'un navire de guerre, on les reçut non comme des marins, mais comme des prisonniers. On leur dit qu'on allait leur montrer ce qu'un changement de religion leur coûterait — conduite qui prouve ce que nous avons dit. C'est ainsi que le pouvoir du prêtre était exercé sur le faible esprit impérial.'

Ce coup était sévère. Nous dirons pourtant que cet esprit n'était pas seulement et simplement celui du peuple haïtien. L'étroitesse et l'esprit de l'inquisition européenne se trouvaient derrière la scène. Le moment était arrivé quand il devint nécessaire de faire des efforts puissants pour la conservation de la liberté religieuse. On adressa un 'Mémorial' sur la question à un des secrétaires d'état. Cette adresse parut plus tard dans une brochure publiée tous les mois par le comité missionnaire wesleyen à Londres, et intitulée 'Notices Missionnaires.' L'adresse était conçue dans les termes suivants : —

« PORT-AU-PRINCE, LE 19 JUIN, 1851.

'MONSEIGNEUR, — Etant persuadé qu'une expression franche et entière sur le sujet de la liberté religieuse ne peut donner aucune offense à un gouvernement qui s'est avoué l'ami de la tolérance, je prends la liberté, comme l'ami de l'humanité, de vous adresser quelques remarques sur ce) sujet.

[233]

'Nous demandons seulement l'extension de la vertu et de la connaissance chrétienne ; la même liberté qui est accordée à tant de choses qui ont un effet pernicieux sur la société, telles que les danses africaines, qui ne peuvent qu'encourager la superstition et le vice, et détourner l'attention des masses de l'industrie, qui est essentielle à la prospérité de la nation. Nous demandons que les ministres de l'évangile, jouissent de la même liberté qui est accordée aux chefs et aux reines de ces danses immorales. Oh ! permettez à la lumière de la vérité céleste de luire sur les masses du peuple dans toutes les parties de votre empire !

'On dira peut-être que la religion de Jésus-Christ existe déjà en Haïti, et qu'elle y a existé depuis longtemps. J'admets que les symboles du Christianisme, soit en bois, en or, en argent, ou en d'autres matériaux, ont été longtemps connus en Haïti. Mais la religion chrétienne dans les temps passés fit disparaître l'idolâtrie de la Grèce et de Rome ; car la lumière et les ténèbres ne peuvent pas se réunir. L'erreur et le vice ont toujours disparu devant la lumière et la force de la vérité chrétienne. Que dira-t-on donc d'un soi-disant Christianisme qui laisse le vice et l'erreur intacts ?

‘Monseigneur, j’ai voyagé dans presque toute la partie française d’Haïti. Mais hélas, qu’ai-je vu ? Il est vrai que j’ai vu, un peuple doux, docile, et très hospitalier. Je n’ai jamais reçu, tant des autorités que du peuple en général, que les plus grandes marques de respect. Mais en ce qui regarde l’éducation, la civilisation, l’information générale, et la connaissance, j’ai été, obligé de me demander : Si la religion chrétienne existe vraiment en Haïti, où sont ses fruits ? car l’évangile, partout où il est prêché, produit des effets bienfaisants. Quand j’entends dire que la religion chrétienne existe déjà en Haïti, je me demande tout naturellement : Où sont ces institutions auxquelles la religion du Sauveur partout où elle est bien comprise ne manque jamais de donner naissance ? Où sont ces établissements qui devraient orner les plaines et les montagnes où le Christ règne ? Où sont ces institutions, dans lesquelles les facultés et les capacités de la population rurale devraient être développées, et les habitudes générales formées et purifiées ? Où est la noble institution du Sabbat, ce jour de repos, ce don du ciel à la terre, et dont l’humanité a tant besoin pour se rappeler les obligations qu’elle doit au Grand Créateur et pour cultiver la religion du cœur ?<sup>25</sup> Si, Monseigneur, la religion chrétienne existe en Haïti, comment se rendre compte de l’absence presque totale des bienfaits qu’elle produit partout où elle est comprise ? Je pourrais entrer dans de plus grands détails et déplorer bien d’autres maux. J’aurais pu parler de l’impardonnable négligence du mariage ; et des milliers d’enfants désavoués par leurs parents, et qui, comme les sauvages de l’Afrique, sont dans une nudité complète. Mais je m’arrêterai ici, et je désirerais assurer à votre seigneurie que l’église wesleyenne n’a pas en vue le prosélytisme. [234] Non, monseigneur, cette église offre ses humbles services aux amis de l’humanité, de toute nation, pour aider à arrêter le progrès du vice, pour avancer la régénération générale et universelle de l’homme, et pour le conduire à la gloire et à l’immortalité par le moyen de la religion de Jésus-Christ — religion qu’il serait désirable de voir établie dans les coins les plus reculés de tous les pays.

‘L’ordre de la nature ainsi que l’ordre de Dieu, tant dans le monde moral que dans le monde intellectuel, est le progrès et le perfectionnement. Aussi la pensée et la conscience sont-elles laissées libres, et Dieu a donné à tout homme la liberté de tout faire excepté le mal. Il a donné aux gouvernements du monde le soin de développer la liberté, de maintenir l’ordre, et de punir le vice. Aussi, monseigneur, pendant que

---

<sup>25</sup> Le Dimanche à cette époque était le grand jour de marché en Haïti.

nous sommes reconnaissants au gouvernement haïtien pour le degré de liberté religieuse qu'il accorde au petit nombre qui est confié à nos soins, nous voudrions en même temps demander que la liberté religieuse, don du ciel, soit accordée comme Dieu lui-même le veut, comme il l'a lui-même donnée, pleinement, entièrement, et sans limites. Sa Majesté l'Empereur d'Haïti a déjà donné une constitution à ce pays, qui est digne de lui-même et de la nation. Nous demandons cependant, que la liberté religieuse en Haïti ne soit pas une lettre morte, mais une glorieuse réalité.

‘Les amis d’Haïti en Europe, et surtout en Angleterre, regretteraient sincèrement d’apprendre que la tolérance en matière de religion, si ouvertement déclarée par la constitution, est en réalité limitée à certaines villes de l’empire.

‘Si, monseigneur, mes opinions et mes sentiments étaient ceux d’un sectaire je n’aurais pas osé parler si franchement sur cette question importante. Je n’ai parlé, ni comme Anglais, ni comme Wesleyen. J’ai parlé comme ami de l’humanité et surtout comme l’ami d’Haïti. Je désire ardemment la voir occuper sa place parmi les nations éclairées de la terre ; et je ne ressens aucune hésitation à dire qu’elle ne le fera jamais, pendant que la grande masse du peuple, dans les plaines et dans les montagnes, sont laissées dans l’ignorance et ainsi dépourvues des moyens de l’éducation et de la civilisation. Les amis d’Haïti ont longtemps regretté le fait qu’au lieu de trouver cent mille enfants placés sous une bonne instruction, il n’y en a guère dix mille qui jouissent de cet avantage — fait vraiment lamentable, qui fait beaucoup parler les ennemis de la race africaine, et qui remplit ses amis de terreur.

‘C’est avec un sincère regret que je me trouve forcé de placer ces faits et ces remarques devant le public européen ; mais comme il a été officiellement annoncé que désormais on mettrait des limites à la tolérance religieuse, il est urgent que les philanthropes de l’Angleterre et d’ailleurs sachent que leurs efforts pour le bien de ce pays ne peuvent plus s’étendre sur la population entière ; ils pourront ainsi épargner les dépenses qu’auraient pu entraîner des entreprises qui ne pourraient être mises en opération — [235] dépenses que nous avons eu le malheur de faire, y étant poussées par la confiance inspirée par la constitution et par les institutions du pays.

‘Je ne puis douter pour un moment, monseigneur, que votre grande bonté m’accordera un plein pardon pour la liberté que j’ai prise de vous

écrire ouvertement et franchement sur ce grand sujet. J'ai eu pour unique objet de placer devant vous les motifs et les désirs qui dirigent notre œuvre en Haïti,

‘Croyez moi, monseigneur, plus que jamais, je désire le bonheur et la prospérité d’Haïti.’

Nous devons en toute justice dire que les hommes intelligents d’Haïti avaient honte et qu’ils étaient indignés par cet outrage sur la liberté religieuse. Le despotisme était soutenu par une armée puissante, et par le grand pouvoir de l’ignorance des masses aveuglées de la nation. On était donc obligé de souffrir dans le silence. Il ne sera pas surprenant que pendant qu’il régnait des vues et des sentiments pareils dans le gouvernement, la prospérité du Protestantisme reçut un échec, d’autant plus que cette prospérité était générale et remarquable. Mais la voie poursuivie par le gouvernement, comme d’ailleurs c’est souvent le cas, attira l’attention du pays et la sympathie du peuple vers le Protestantisme.

Vers cette époque on posa la pierre fondamentale d’une église wesleyenne à Jérémie ; mais avant que les quatre murs furent bâtis, l’esprit public, mu par des causes différentes, s’exprima clairement et fortement contre ce travail. Le gouvernement-impérial, sans en donner la cause, commanda la suspension de cet ouvrage. On adressa plusieurs appels au gouvernement,<sup>26</sup> et après un délai de quelques mois, on reçut la permission de bâtir l’édifice, qui, malgré l’opposition d’une nation [236] papale, fut consacrée le 28 Août, 1851 ; on choisit le Jeudi au lieu du Dimanche, qui était alors le grand jour du marché. Le service d’ouverture commença à 8 heures du matin. Il fut dirigé par le Revd. M. B. Bird de Port-au-Prince. Le service du soir fut confié au Revd. C. H. Bishop, qui était récemment arrivé d’Angleterre, et qui, par sa grande prudence et son savoir-faire, avait réussi, malgré des difficultés innombrables, à bâtir cette église.

---

<sup>26</sup> Les amis de la liberté religieuse en Haïti étaient dans ce cas, comme dans plusieurs autres, redevables au consul anglais, qui manifesta une grande sagesse et un zèle infatigable dans ses efforts pour la conservation de leurs droits.

On avait préparé, pour la même journée, de grandes cérémonies dans l'église catholique de la paroisse, ce qui fut regardé par plusieurs comme une opposition faite au culte protestant. Mais malgré tous les efforts que firent les Catholiques, l'église protestante fut remplie. La grande majorité des auditeurs étaient Catholiques, et manifestèrent par cet acte un esprit d'indépendance en harmonie avec le caractère haïtien.

Nous ne pouvons pas oublier de dire que l'église wesleyenne de Jérémie fut bâtie aux dépens de A. Foulson, Ecuyer, un Méthodiste américain très zélé, marchand à Jérémie. Qu'il est heureux que la cause de Dieu trouve de temps en temps des cœurs dévoués jet nobles pour la soutenir ! L'église bâtie par M. Foulson est très jolie ; elle est très bien située, et peut contenir deux cents auditeurs.

Le gouvernement impérial semblait s'affermir. Du couronnement temporaire au couronnement permanent, il y eut une intervalle de trois ans. Pendant ce temps on essaya d'obtenir de la cour de Rome un dignitaire ecclésiastique pour solenniser ce grand événement. Mais comme Haïti n'avait pas encore signé un concordat avec Rome, ceci leur fut refusé.

Le 28 Avril, 1852, la cérémonie pompeuse et imposante du couronnement de l'empereur et de l'impératrice eut lieu au Champ de Mars, situé derrière le Palais National à Port-au-Prince.

[237]

La position du Champ de Mars est excessivement belle, elle commande une vue magnifique de la grande baie de Port-au-Prince. Cette baie s'étend quelques centaines de milles. L'île spacieuse de La Gonave est située dans cette baie. Du côté sud s'élève une splendide rangée de montagnes verdoyantes et belles, où une industrie bien dirigée ferait ressortir des richesses abondantes. Les collines au pied de ces montagnes sont couronnées de forteresses et d'habitations. Les plaines et les montagnes du côté nord de la baie sont aussi d'une grande beauté, mais bien plus éloignées de la capitale. La cité, qui repose sur une pente douce, s'élevant graduellement du rivage, présente un coup d'œil imposant au voyageur qui en approche du côté de la mer. Le panorama entier offre un bel ensemble et de grands charmes à la plaine bien arrosée sur laquelle est située la capitale de ce qui était alors l'empire d'Haïti.

Sur ce bel endroit on bâtit un immense tabernacle pour l'usage du jour. Le cadre de l'édifice était en bois, et la couverture en toile. L'intérieur était disposé comme celui d'une église. Il y avait un autel décoré de fleurs, de cierges, et de tout ce qu'on considérait essentiel à la dignité de l'occasion. Cette vaste tente pouvant contenir de sept à huit mille personnes était garnie dans l'intérieur de drapeaux nationaux. Malgré le ridicule attaché à la cérémonie ; le spectacle était imposant. Une nation, quelque petite qu'elle fut, y était représentée.

À 3 heures du matin on entendit le tambour appeler les troupes. Cet appel devait aussi rappeler aux habitants le grand événement du jour. Peu après le lever du soleil le Champ de Mars fut rempli par une foule brillante et gaie de citoyens, civils et militaires. De très bonne heure le bruit du canon, les vivas, le résonnement des armes, et la confusion créée par les cors et les trompettes [238] et par plusieurs corps de musique, annoncèrent l'arrivée de la splendide voiture impériale, traînée par huit chevaux américains de couleur grise. Lorsque la famille impériale arriva à une tente placée à trois ou quatre cents pieds de la grande tente, elle descendit de voiture. De cette place, après un arrêt assez long, tout étant bien arrangé, sa majesté revêtu de ses robes et de son sceptre, et accompagné par l'impératrice, suivi d'une brillante procession composée d'une noblesse nouvellement créée, avança jusqu'à ce qu'ils arrivèrent à l'entrée de la grande tente. De là ils marchèrent jusqu'au grand autel, où l'on avait préparé des sièges pour cette suite selon leur rang et leur position.

Les costumes de la plupart de ceux qui étaient en office étaient décidément antiques. On avait imité la cour et l'époque de Louis XIV. La splendeur et les richesses étalées à cette occasion, quoique dans un sens grotesque, donnaient une idée frappante du goût et de la richesse du peuple haïtien. L'infanterie présentait un aspect de propreté, et sa tenue était aussi imposante que celle d'aucune infanterie européenne. Les costumes des civils étaient gentils et dignes du jour.

Un grand nombre de prêtres étaient présents, mais on ne prononça ni sermon ni oraison. Le chant et la musique en général étaient assez bons. L'empereur s'étant lui-même couronné, couronna ensuite l'impératrice. Cette cérémonie terminée, le bruit du canon et celui des armes, avec la musique, vinrent tout engloutir. Tout ce passa bien, et on était content de voir arriver le soir.

On pourrait admettre que tout ceci eut lieu dans un temps et sous des circonstances qui exigeaient un changement national. Mais il est à douter si un changement de la république à un empire était ce qu'il y avait de mieux. Ne s'éloignait-on pas de [239] justes principes et du sens commun ? La postérité d'Haïti et le monde en général devront en décider. Un gouvernement meilleur que celui qui avait existé pendant près d'un quart de siècle, sous la présidence de Boyer, surtout s'il avait été plus décidé et avait davantage contribué au bien des masses, ne pouvait pas être désiré.

Pour que le bien soit réel dans ses effets, quelle que soit sa nature, il doit être positif et actif ; il doit même posséder assez de force pour déplacer le mal. Mais le caractère trop négatif du bien, sous Boyer, n'était pas égal aux exigences du moment. Un tel bien ne pourvoira jamais aux besoins d'Haïti, ni d'aucune autre nation. Le fait qu'en 1851 quelques paysans furent accusés de canibalisme — accusation qui selon toute probabilité n'était pas fausse — prouve ce que nous avons dit. Quand même ces accusations eussent été fausses, la seule possibilité d'un tel rapport dans un pays faisant profession de Christianisme est déplorable, et devrait forcer chaque homme intelligent de la nation à reconnaître la nécessité d'une éducation chrétienne et universelle dans toute la république, — pas un Christianisme mort et inactif, mais vivant et réel, répandu dans la famille entière d'Haïti.

L'intérêt, l'ambition, et mille autres considérations créèrent, dans le gouvernement impérial, le désir de faire, un autre effort pour gagner la république dominicaine, ou pour la soumettre par le moyen de l'épée. Le mécanisme militaire de la nation fut mis en activité, et le 10 décembre, 1855, la cité de Port-au-Prince fut de nouveau remplie de soldats. Les troupes du Sud de Pile arrivaient dans la capitale, et avec celles de la ville, commencèrent leur marche vers l'Est, les troupes du Nord devant renforcer cette armée un peu plus tard. On entendit de nouveau le bruit [240] mélancolique des armes dans les rues de Port-au-Prince. Ce mouvement causa beaucoup de peine à bien des familles paisibles et industrieuses. Car on doit se rappeler qu'une armée haïtienne est composée d'hommes, qui pour la plupart, à cause de l'insuffisance de la paie militaire, sont forcés de se maintenir eux-mêmes, leurs propriétés, leurs industries, et leurs commerces constituant la principale espérance et la ressource de leurs familles. Ce

simple fait montrera la tendance ruineuse d'une campagne militaire haïtienne, tant pour les officiers que pour le simple soldat. Tôt après minuit, le 11 Décembre, les régiments qui étaient restés dans la ville se mirent en marche, et vers quatre heures du matin l'empereur et son état-major se mirent en route.

Tous les soldats se livraient à la gaieté, car on leur avait dit qu'ils n'allaient pas se battre. On leur avait répété la vieille histoire que le parti haïtien qui se trouvait parmi les Espagnols était tellement fort qu'il n'attendait que l'arrivée d'une armée haïtienne pour le secourir dans une révolte ouverte contre le gouvernement. Cette histoire, qui ne pouvait être acceptée que par une masse d'ignorants, aveugla pourtant cette armée. Les Espagnols n'étaient pourtant pas de cet avis. Ils étaient bien préparés, et quand les deux armées ennemies se rencontrèrent sur les frontières espagnoles, les Haïtiens, trompés et déçus, furent furieusement attaqués. Dès que les Haïtiens découvrirent qu'on les avait trompés, ils furent remplis d'indignation. L'empereur se trouva aussitôt dans une position périlleuse ; il avait autant à craindre de la part de son armée que de celle des Espagnols, aussi se retira-t-il sur les frontières du Nord de son empire avec ceux qui lui étaient fidèles.

Nous devons observer ici que les sentiments de la [241] grande masse du peuple haïtien envers les Espagnols, étaient ceux d'une amitié réelle, et que dans cette occasion il n'y avait rien qui était de nature à exciter les passions guerrières.

Pendant le séjour de l'armée haïtienne à Ounaminthe, sur les frontières du Nord de la partie française, on fit un ou deux efforts pour vaincre les Espagnols, mais on ne réussit pourtant pas. De nouveau convaincu de son incapacité, l'empereur retourna à sa capitale. Il y arriva, couvert de honte, vers minuit le 14 Février, 1856. On n'entendit ni le bruit du canon ni le son d'instruments de musique à cette occasion. Il régnait un complet silence, qui indiquait un grand bon sens.

On avait eu l'intention de faire un effort suprême contre la partie espagnole. On avait réuni près de trente mille hommes de toutes les parties du pays pour cette grande entreprise ; et pour résultat, il n'y eut que des pertes. Un grand nombre de vies humaines et beaucoup de bétail furent sacrifiés, et le pays entier fut affligé par de grands maux.

Assurément rien n'est plus déplorable que de voir des hommes, auxquels on avait confié le soin de la nation, la conduire à la ruine et à la misère. On laissa sommeiller les énergies de la nation pour le bien. Rien n'était dirigé par la sagesse, et les ressources nationales étaient négligées, où employées à l'accomplissement de projets inutiles et ambitieux.

L'extrait suivant tiré d'une brochure, publiée en 1844, sur les mines et sur les ressources d'Haïti, donneront au lecteur une idée des vastes richesses de ce pays : 'De l'année 1494 à l'année 1504, les mines d'or d'Haïti furent travaillées avec des profits considérables. En 1694, un rapport officiel de Charlevoix constate que "dans la partie est d'Haïti, l'or abonde.' Mais des disputes s'étant élevées, la cour espagnole commanda [242] de faire remplir les mines. Le même auteur dit qu'on y trouvait aussi une grande quantité d'argent. En 1503, Ovando trouva du vif argent sur un emplacement où il bâtissait un couvent. On dit que cette mine aussi fut remplie, par ordre du gouvernement espagnol, à cause de certaines difficultés avec les moines qui demeuraient sur cette place. Le fer abonde dans le pays ; on en trouve dans différentes parties de l'île, et il est à croire qu'il y en a partout. On y trouve aussi du cuivre. Parlant des mines de cuivre dans les montagnes de Maymon, Moreau de St. Méry déclare que leur produit est abondant Outre les métaux, on y trouve du soufre et du charbon en grandes quantités.' <sup>27</sup>

Depuis la publication de cette brochure on a trouvé du pétrole dans la partie est de l'île ; on dit qu'il est de première qualité. Il est probable qu'on pourrait en trouver dans plusieurs autres parties du pays. La nature en Haïti est très prolifique, son produit est incessant, et n'est jamais arrêté par le froid de l'hiver qui lui est inconnu. Une certaine espèce de pomme de terre douce y arrive à la perfection dans trois mois, et on peut la récolter pendant toute l'année. Comme dans quelques autres des îles des Indes Occidentales, les simples légumes donnent trois récoltes par an, et on peut cueillir deux récoltes de raisin tous les ans. Le fait est que les Haïtiens vivent au sein de la plus abondante richesse. On ne peut comprendre — et il est certain qu'on ne peut l'excuser — l'existence de la pauvreté dans un pays semblable.

---

<sup>27</sup> W. G. Smith, M.D.

Outre les ressources dont nous avons parlé, on y trouve aussi une grande quantité de bois de valeur de toutes espèces, tels que l'acajou, etc.<sup>28</sup> Sur ce sujet [243] nous empruntons ce qui suit à la brochure dont nous avons déjà donné un extrait. Elle est bien digne d'attention, étant écrite par un homme intelligent, plus ou moins uni à l'Afrique. Il écrit : 'Le moment est arrivé pour Haïti d'avoir recours à ses nombreuses ressources naturelles et de se débarrasser ainsi de ses difficultés de finances, en profitant des avantages que lui offre son sol riche et fertile. Dans plusieurs parties du monde, le cultivateur est souvent l'esclave d'un climat défavorable et sujet à de grandes variations. Haïti a l'avantage et la jouissance d'un climat continuellement productif. Pendant que nos plaines sont toujours sous un soleil d'été, nos montagnes offrent un printemps perpétuel égal à celui du Sud de l'Europe. Avec bien peu de travail, le sol d'Haïti fournit une récolte abondante, et comme on le sait très bien, nos ruisseaux fertilisants sont très nombreux. Jusqu'à ce moment (1844) on a oublié ces choses. Notre dette nationale aurait pu être effacée si on s'était servi des richesses que le pays offrait. L'Européen encouragerait sans aucun doute une production plus grande ; et il y a des bois de valeur en abondance dans le pays, qui réaliseraient une somme d'argent dont les Haïtiens eux-mêmes n'ont aucune idée.'

Les régions montagneuses d'Haïti sont charmantes sous tous les rapports. Sur les hautes sommités, le froid est vif pendant la nuit, et l'air du matin et du soir est rafraîchissant et fortifiant. Le sol est fertile sur plusieurs des montagnes, et on pourrait y cultiver les fruits des latitudes du Nord. Ce qu'on manquerait le plus sur ces élévations serait l'absence de sources. On pourrait pourtant y construire des réservoirs qui recevraient la pluie en assez grande quantité pour suppléer [244] à l'arrosage. D'ailleurs les sources de montagnes existent. Les anciens maîtres français d'Haïti ne se trompèrent pas lorsqu'ils déclarèrent que St. Domingue était le Paradis des Français ! Il est bien vrai que la population d'Haïti à part de l'armée est petite, et que ses capitalistes sont peu nombreux. On est aussi forcé d'admettre

---

<sup>28</sup> Pendant longtemps on doutait quant à la valeur de la petite île appelée La Gonave située dans la baie de Port-au-Prince. On n'en doute plus maintenant ; l'acajou y est abondant, ainsi qu'une grande variété de bois de valeur. La richesse de cette île est inconnue.

que les arts et les sciences, ainsi que tout ce qui encourage l'homme à l'activité, ont été détruits par la guerre et par la discorde.

Il est à regretter que les ressources naturelles d'Haïti n'aient pas eu l'effet de convaincre la famille haïtienne qu'elle était coupable d'une grande erreur en limitant l'éducation de ses enfants à l'usage de la plume. Il est surprenant qu'un gouvernement paternel, ayant la direction entière de l'éducation nationale, n'ait pas attiré l'attention du peuple sur cette importante question. Les ressources du pays, les idées de l'époque, ainsi que les intérêts généraux de la nation, exigent maintenant une connaissance des sciences. Celles-ci sont étroitement unies au commerce, aux manufactures, et à toute autre branche d'industrie. C'est la clef qui ouvre les ressources de la nature, sur lesquelles Dieu a établi l'homme comme serviteur responsable. Il est impossible pour une nation à cette époque de renfermer ses ressources sans être coupable d'ingratitude envers le Créateur, et sans s'exposer au ridicule des hommes, ainsi qu'au danger d'être engloutie par le grand océan de la civilisation qui est sûr de s'élever autour d'elle. La science est le livre de Dieu, et ses grandes vérités devraient être enseignées à tous nos enfants<sup>29</sup>. S'il [245] était possible de rendre l'esprit visible à l'œil humain, il n'y aurait pas de spectacle plus beau que celui d'un esprit bien développé et orné de la vérité divine, tant sous le rapport de la science que de la moralité. Partout où ces éléments manquent, l'éducation des enfants et de la jeunesse sera pauvre, et même dangereuse. Il n'y a peut-être pas de pays où les effets d'une éducation partielle ou simplement séculaire ont été plus clairement démontrés qu'en Haïti. C'est un des ressorts cachés de ses maux innombrables !

Nous ne faisons pas ces remarques dans le but d'adresser des reproches à la nation haïtienne. Notre raisonnement a été suggéré par les signes frappants des temps, auxquels il est impossible d'être aveugle : le télégraphe électrique entourera bientôt le globe ; la vapeur est en usage partout pour avancer les intérêts de l'homme. On s'en sert pour voyager ainsi que pour la manufacture ; et quoique nous

---

<sup>29</sup> On a longtemps senti dans l'établissement wesleyen à Port-au-Prince la difficulté d'introduire la science élémentaire dans les écoles commerciales d'un peuple essentiellement livré à l'agriculture. Que le gouvernement ainsi que les différents conseils d'éducation travaillent à l'introduction et au maintien de cette branche d'éducation.

espérons dans la suite que le commerce, la science, et la religion de l'humanité rendront la guerre incompatible avec les intérêts généraux de la race humaine, les nations et les peuples ne peuvent pas rester simples spectateurs dans ce grand mouvement universel. L'isolement semble maintenant impossible. Il peut y avoir eu, et il peut y avoir encore des cas où l'isolement temporaire semble être juste ; mais si la famille humaine est vraiment une, de tels cas doivent être considérés comme passagers et préliminaires plutôt qu'autrement. L'isolement permanent est incompatible avec les distances qui sont presque anéanties par le progrès et la marche de l'époque.

Les goûts variés, les capacités, et l'intelligence de chaque branche de la race humaine prouvent que tous les hommes de toutes nuances et de toutes langues forment une même grande famille, dont chaque membre est destiné à remplir une certaine place et à occuper [246] une certaine position. Cette thèse est soutenue par le fait que chaque division de la terre a ses productions, etc., qui lui sont particulières, ce qui nous amène à la conclusion que les intérêts des hommes sont mutuels, et qu'une fraternité universelle n'est pas un rêve. La haine internationale est donc le fruit de l'ignorance, et doit faire place à l'harmonie du sens commun et de la paix, pour que la prospérité du monde continue dans tous les sens. L'aurore d'une civilisation chrétienne se lève sur la terre entière. Il sera impossible pour une nation, ou pour un peuple quelconque, de contempler dans l'inactivité ce grand spectacle ; tous sont et doivent être acteurs sur cette vaste scène. L'arche qui s'élève sur les eaux montantes sauve la race humaine. Malheur à la nation qui ne s'élève pas avec elle, car les flots du progrès sont irrésistibles !

Comme toute autre nation, Haïti doit s'élever ou doit se laisser engloutir. Elle ne peut pas rejeter loin d'elle aucun des éléments par le moyen desquels la Providence travaille au bien général de la famille humaine. Les jours de l'exclusivisme en Haïti, ainsi que les raisons qui semblaient autrefois les justifier, sont passés, et tout ce qui empêche ou qui retarde la prospérité et la dignité humaine doit tomber. Les grandes nations de l'époque ont traité avec Haïti dans les termes de l'égalité la plus parfaite ; on ne lui a refusé aucun honneur ni aucun privilège. Elle ne peut donc repousser dans aucun sens ses amis, ou pour quelque raison que ce soit leur fermer la porte ; elle ne

peut pas être exclusive quand toutes les grandes nations de l'époque sont maintenant ouvertes au monde entier. <sup>30</sup>

Qu'on ne suppose pourtant pas qu'Haïti n'a pas fait [247] quelques progrès ; ses mouvements ont été lents, mais son commerce indique l'activité et l'industrie à un degré suffisant pour donner l'assurance qu'avec de bonnes institutions civiles le produit et les richesses générales du pays augmenteraient avec rapidité. Les difficultés d'Haïti ont été uniques. Nous n'allons pas demander si on aurait pu les éviter, mais il est certain qu'un système militaire de la pire espèce a pesé lourdement sur la nation. Malgré des obstacles continuels, on a toujours vu ce peuple manifester un grand désir pour le gain — désir qui indique que si seulement il possédait des institutions civiles, il obtiendrait de beaux résultats.

Dans une brochure américaine publiée en 1853, on voit qu'à cette époque les exportations d'Haïti étaient comme suit : — Café, 40,000,000 de livres ; Bois, immenses cargaisons de bois de campêche, d'acajou, etc. ; outre de grandes quantités de cacao, de chanvre, de rhum, de coton, de miel, etc. <sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> Au moment où cet ouvrage fut commencé, un des articles de la constitution haïtienne excluait l'homme blanc comme propriétaire foncier en Haïti.

<sup>31</sup> B. C. Clark, de Boston.

[248]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre XI

“Oh, save me From the man whose giant mind but makes him  
Clever to deceive ! the hollow soul, where All of hell lies fairly hid  
under a Mask of light ! ’ \* ”

La famille, c'est la nation — Garçons et cigares — Les femmes en Haïti —  
Les hommes libres des États-Unis — La croix de bois n'est pas le Christ — Le  
caractère français dans les Tropiques — Costume haïtien — Table haïtienne —  
Mobilier — Un artiste indigène — La musique en Haïti — Difficultés du service  
domestique — Enterrements — Baptêmes — Mariages — Enterrement d'un  
général — Enterrement des francs-maçons — Ecoles de mérite encouragées — Le  
peuple assis à leurs portes — Chemins publics — Pour être grand il faut être libre  
— Les mères absorbées par le commerce — Le divorce.

[Retour à la table des matières](#)

Une des grandes leçons qu'Haïti n'a pas encore apprise, c'est que le caractère d'une nation est formé par les familles ; si le cercle domestique est bien formé, la nation le sera aussi... Il est donc évident que si la famille n'est pas bien élevée, la nation s'en ressentira. Ce principe nous donnera le droit d'examiner minutieusement et dans tous ses détails la vie intérieure d'un peuple. Et nous ne devons pas hésiter devant le fait que ce sujet est un des plus importants, et qu'il mérite l'attention de l'homme d'état, du chrétien, et du philanthrope. Nous sommes forcés d'admettre que la formation du cercle domestique n'a jamais vivement intéressé [249] le gouvernement

---

\* ‘Oh, sauvez moi de l'homme dont l'esprit gigantesque ne le rend habile qu'à tromper ! l'âme creuse, où tout ce qui vient de l'enfer est caché sous un masque de lumière !’

haïtien. Il est vrai qu'il serait difficile de faire des lois à ce sujet, mais le bon exemple des grands dignitaires d'une nation aurait un effet puissant sur le vice sous toutes ses formes.

On ne cesse de se plaindre en Haïti que le peuple n'est pas préparé, etc. ; cette idée qui y a régné depuis longtemps a sans aucun doute contribué largement à rendre Haïti ce qu'elle est. Dans le cercle politique comme dans le cercle domestique elle aurait dû avoir un effet stimulant, mais au contraire cette idée a tout paralysé, pour ne pas dire tout flétri. On a complètement perdu de vue les premiers principes, et on a étudié les mathématiques avec beaucoup de succès, au milieu d'un Chaos domestique. L'ensemble d'un splendide édifice est admiré, mais on a oublié que la maison doit être bâtie sur le roc, et qu'on doit étudier en même temps les plus petits détails, soit dans un sens politique, soit dans un sens religieux.

L'éducation domestique d'Haïti (et par là nous entendons la masse entière du peuple) est une question très sérieuse. Il serait injuste de dire qu'elle n'existe pas, mais il est impossible que quelques familles bien élevées forment le caractère d'un peuple. Il est vrai que le contrôle paternel existe, mais l'exercice de ce contrôle demande une éducation et des sentiments qu'on trouve rarement sur ces rives. Ne peut-on pas révoquer en doute la possibilité de former le cercle domestique ou le caractère de la jeunesse dans un sens chrétien, où le libertinage et le concubinage existent ? Une nation sous le pouvoir et sous le charme d'un tel état de choses est des plus malheureuses. Il sera impossible d'arrêter un abandon dans le vice dans un tel cas, comme cela est démontré par le fait qu'on rencontre trop souvent le garçon et le cigare en Haïti. Le cigare peut être regardé comme l'idole de l'homme fait, vu qu'il ne peut [250] s'en séparer que lorsqu'il se livre au sommeil ; et règle générale le condamné marche au supplice le cigare à la bouche. On ne sera pas surpris que le caractère négligé par faute d'éducation n'apprécie pas la valeur du temps. Pour l'étranger en Haïti, ce défaut est fertile en ennuis, l'expose à de grands inconvénients, et entraîne une perte nationale qui ne peut être comptée.

Il est plus que probable que le grand obstacle à la bonne formation de la jeunesse d'Haïti jusqu'à présent, a été la réquisition militaire, qui, actuellement et pour une longue période, a fréquemment eu lieu aussitôt qu'un garçon a été capable de porter les armes. Le fait

alarmant reste donc que la plus grande partie de la jeunesse est forcée au sein d'une armée sans discipline, — qui n'est certainement pas nécessaire comme moyen de défense contre l'étranger, — où elle passe la moitié de sa vie dans l'indolence, se livrant au jeu et au vice. On ne peut donc pas s'attendre à la formation d'un caractère viril, vertueux, et national. Ce serait comme si l'on voulait cueillir des figes sur des chardons.

Quel doit être le caractère de la femme, où la grande majorité d'une nation offre le spectacle d'un chaos domestique ? La justice nous force d'admettre que le caractère de plusieurs des filles d'Haïti est bien formé, et qu'elles ont acquis de grandes connaissances. Comparées pourtant avec les grandes masses de la nation elles ne forment qu'une très petite exception. Le fait est que l'éducation générale et la position de la femme en Haïti sont des sujets très pénibles. L'influence dominante de la femme, fondée sur une éducation solide et utile, fortifiée et confirmée par la vérité chrétienne, n'existe presque pas. Ce fait, plus que tout autre, peut-être, a contribué à répandre et à maintenir le vice dans la nation. On a été coupable de grandes erreurs sur ce sujet ; car pendant qu'on a témoigné un intérêt assez [251] vif pour l'éducation des garçons, on a complètement négligé celle des filles. Si on avait donné plus de soin aux mères de la république, si on avait veillé davantage à l'éducation des filles, l'industrie et l'élément moral de la nation auraient été plus élevés, les révolutions auraient été moins nombreuses, et l'amour des armes moins fort.

La formation du caractère de la femme est d'une importance vitale aux plus hauts intérêts d'un peuple. Les énormités du concubinage reparaissent ici. La mère dans ce cas sent que sa dignité est avilie, et elle a le sentiment que sa fille tombe avec elle. La société reçoit en même temps de l'outrage.

L'éducation domestique, qui agit avec force sur le caractère d'un peuple et qui en effet le forme, comme en Angleterre et en Amérique, est le résultat du travail de bien des générations. Néanmoins la nation ne peut être que ce que la famille est ; et la famille, quant à l'éducation domestique, dépend de la mère. Quand une nation est en présence de femmes honnêtes et vertueuses, elle manifestera une attitude morale et un pouvoir qu'autrement elle ne posséderait jamais.

Un des plus beaux spectacles qu'on ait jamais vu, quant à son influence morale, et qui est digne de l'attention d'Haïti, est le noble mouvement qui suivit de près l'abolition de l'esclavage dans les États-Unis de l'Amérique. Nous parlons du mouvement qui eut pour objet de placer l'homme libre sous l'influence d'une éducation chrétienne. Cet effort est probablement unique dans les annales de l'histoire. Il plaça plusieurs milliers de personnes sous l'influence bénie d'une culture mentale et morale, moyen par lequel l'homme est préparé pour une vie libre et indépendante. Vit-on jamais rien de plus beau que cette armée de pionniers honnêtes et remplis d'affection, munis de plumes et de livres élémentaires, etc., et surtout de la Parole de Dieu, [252] déterminés en vrais missionnaires d'arracher partout l'ignorance et le vice, et de répandre la semence d'une connaissance vraie, soutenus par l'espoir que pas un seul homme libre resterait dans l'ignorance, mais qu'au contraire, ils deviendraient capables, aussitôt que possible, de comprendre et de remplir leurs devoirs comme citoyens chrétiens d'une république ?

Un tel sentiment patriotique donne une idée correcte des moyens par lesquels le monde entier sera converti à Dieu. Pour accomplir ce grand travail il ne suffira pas de placer un seul missionnaire ici et là, quoique sa solitude rend sa position plus noble, mais il faudra faire avancer des armées nombreuses, composées d'hommes sincères et dévoués, qui auront pour toute arme, la vérité. On pourrait demander pourquoi Haïti n'a pas suivi l'exemple des États-Unis ? Si ceci avait été véritablement désiré par les gouvernements qui ont dirigé Haïti depuis son indépendance, les moyens et le pouvoir n'ont jamais manqué, mais il est évident que lorsque le christianisme a perdu sa vie et sa puissance, il est de peu de valeur. Les Haïtiens ont depuis longtemps connu une certaine forme de christianisme ; mais une croix de bois n'est pas le Christ !

Comme il est nécessaire lorsqu'on donne des descriptions de la vie domestique d'un peuple d'entrer dans des détails, le lecteur sera peut-être intéressé par la lecture des mœurs et des coutumes de cette petite mais remarquable république. Considérant l'histoire particulière d'Haïti, les circonstances qui lui ont donné naissance, son climat chaud, et les coups d'œil magnifiques qu'elle présente, on devra s'attendre à y trouver plusieurs singularités dans le caractère général de sa civilisation qui lui donneront une identité et un intérêt spécial. Si

Ton considère qu'Haïti a été une colonie française, presque l'idole de la France, on s'attendra à [253] y voir l'empreinte du caractère français quant à ses mœurs et à ses habitudes. Mais tout ce qui est d'un caractère français dans ce pays a été formé dans un moule tropical, et par conséquent on y trouve plusieurs choses qu'on ne verrait jamais en France.

Parmi les classes les plus intelligentes de la république haïtienne, les notions héréditaires et la tendance générale sont françaises, surtout dans tout ce qui a rapport à la civilisation. Haïti en toutes choses a pris la France pour modèle. Ceci est très naturel ; la langue française étant le seul moyen d'entretien et de connaissance. La civilisation et les institutions de l'Europe et des États-Unis ne sont connus que par le moyen de la presse française, et, par conséquent, sont considérés sous un point de vue français. Il y a cependant quelques exceptions. Quelques-uns des Haïtiens ayant reçu leur éducation en Angleterre, et d'autres en ayant effectivement étudié la langue anglaise sans quitter leur pays, se sont plus ou moins familiarisés avec les institutions anglaises et américaines.

Le caractère, le progrès, et la civilisation générale d'Haïti ne peuvent être bien compris que d'après le point de vue auquel on se place. Les grandes masses du peuple sont d'origine africaine, et leurs avantages quant à l'éducation primaire ont été peu nombreux. Cependant si l'on compare sa civilisation avec ses premiers mouvements pour la liberté, on trouvera que ses progrès ont été grands. Mais si on compare ses progrès avec ceux de l'Amérique ou de l'Europe, ils seront très petits et très faibles. Il faut juger Haïti d'après les circonstances qui l'ont formée et qui l'ont gouvernée. Son progrès ne peut donc être estimé avec justice que par ceux qui la connaissent parfaitement.

Les costumes des Haïtiens sont en général semblables à ceux de la France. Les paysans, comme dans les [254] Indes Occidentales, sont plus élégants, plus fashionables, et plus gais que ceux de l'Europe. On peut attribuer ce fait à un climat toujours magnifique et rayonnant. Dans leurs jours de fêtes, dans leurs assemblées publiques, et dans de grandes occasions le brillant du costume des Haïtiens harmonise avec leur climat. Les hommes de tout rang suivent les goûts de Paris. Les dames de toutes les nuances conservent l'habitude ' de porter, comme parure pour la tête, soit le mouchoir blanc, ou le mouchoir

brillamment colorié de Madras, qui est souvent si gracieusement arrangé qu'il a l'air élégant, surtout lorsqu'il est porté par les dames de nuance foncée. Les dames instruites d'Haïti portent en général un chapeau, importé de l'Europe ou confectionné dans le pays ; habitude qui s'accroît rapidement. Le châle grand et coûteux est encore préféré par plusieurs. Parmi les plus riches et les mieux élevées des jeunes filles, les costumes parisiens sont préférés ; mais dans les tropiques les hommes et les femmes préfèrent avec raison le blanc simple et pur, comme étant le mieux adapté à la chaleur continuelle.

On ne sera pas surpris que dans un climat brillant on a une grande faiblesse pour toutes sortes d'ornements, dans l'achat desquels on dépense des sommes énormes — dépenses qui pourraient certainement être mieux placées — l'ornement de l'esprit étant d'une importance plus grande qu'une décoration extérieure. Le fait est qu'on ne sacrifie pas seulement le nécessaire sur cet autel, mais aussi la gentillesse et le bon goût. Nous signalons seulement ce fait, car on ne peut nier que la décoration extérieure est une faiblesse humaine qui n'est pas particulière à Haïti, mais qui se trouve partout ailleurs. Quoique ces détails ne sont pas sans intérêt, ils serviront à éclaircir la question quant au degré de civilisation extérieure à laquelle la majorité du peuple [255] haïtien est parvenu — qu'on n'oublie pas le point de départ de ce peuple lorsqu'on cherche à former une opinion correcte sur ce sujet.

On pourra trouver qu'on gagne très peu à juger de cette façon ; mais nous n'avons pas la prétention de dire que le progrès en Haïti sous aucun rapport a été satisfaisant. On aurait pu et on aurait dû faire davantage. Cependant un peuple ainsi vêtu, et qui manifeste une affection extrême pour l'apparence, doit par sa propre industrie s'être procuré les moyens de satisfaire à son goût. Nous pourrions ajouter que le revenu de cette petite république a été suffisant non seulement pour suppléer à ses dépenses nationales et ordinaires, mais aussi à payer annuellement une partie de l'indemnité à la France.

Ce portrait brillant d'Haïti auquel on pourrait ajouter beaucoup de choses n'est pourtant pas sans ses ombres. Il ne serait pas juste de ne pas les signaler afin de compléter un portrait national. On doit se rappeler que ce qui a été dit des costumes a rapport tout spécialement à ceux dont on se revêt lorsqu'on veut paraître en public. Les ombres du portrait que nous essayons de peindre sont manifestées dans la vie

privée et domestique. Après avoir été exposé quelque temps, vêtu d'un costume parisien très gênant, à l'ardeur d'un soleil brûlant, il est naturel que de retour chez soi on cherche ses aises. Aussi y a-t-il un grand contraste entre le costume de la maison et celui du dehors. Mais ceci n'est pas particulier aux Haïtiens seulement. L'Européen et l'Américain du Nord, sous les mêmes circonstances, se débarrassent des chaînes de la mode pour jouir d'une pleine liberté chez eux. On doit pourtant toujours regretter la négligence quelle qu'en soit la cause. La négligence est intolérable. Les ombres du portrait que nous avons essayé de peindre [256] sont très naturelles. Faute d'une bonne administration, ces ombres constituent la source de tout le désordre domestique qu'on a toujours regretté de voir en Haïti, et qu'il serait inutile de vouloir cacher. L'éducation de la femme est le seul moyen de remédier à ces maux.

Partant du principe que le caractère de la nation est formé par la famille, on peut dire que les scènes de l'intérieur se reproduiront à l'extérieur, etc. On sait parfaitement qu'il y a dans certaines cités les plus civilisées du monde des scènes plus horribles que celles qu'on voit dans les rues de Port-au-Prince et dans d'autres villes de la république. Mais ceci ne change pourtant pas le fait que les rues de Port-au-Prince ne présentent pas les marques de civilisation qu'on a le droit de s'attendre à y trouver.

Il est assez singulier que chaque propriétaire a le droit de bâtir sa maison sur cette partie de la rue qu'on appelle le trottoir en Angleterre et aux États-Unis. Le trottoir n'est pourtant pas fermé à l'usage du public, mais on bâtit l'étage supérieur sur des piliers, qui sont souvent d'un à deux pieds au dessus de ceux de la maison voisine. Le trottoir comme tel n'est donc d'aucune utilité. La direction des bâtisses et des rues n'est pas placée sous la surveillance du corps municipal. Les piétons préfèrent marcher au milieu de la rue plutôt que d'avoir toujours à descendre et à monter.

Nous espérons que dans la suite, un système d'éducation bien organisé, et fondé sur les préceptes modestes et vertueux de la religion chrétienne, aura un effet puissant sur les femmes du pays, et placera Haïti sur la voie de sa destinée. Il règne un abandon déplorable parmi la classe inférieure, qui s'étend dans toute la vie intérieure. Les articles de valeur sont souvent jetés de côté par le manque d'économie, cet agent si utile dans le ménage d'un intérieur, mais

qui dans ce pays [257] est regardé comme une preuve d'avarice. Ici, comme en Europe, la pauvreté est convertie en misère par le manque de soin. Il y a pourtant une certaine classe du peuple haïtien qui est particulièrement propre et dans laquelle il règne un ordre parfait. Dans quelques cas ils ont hérité ce bienfait de leurs ancêtres ; dans d'autres cas, cet état de choses est dû à l'éducation, ainsi qu'à d'autres moyens.

Il est digne de remarque que dans les places les plus isolées dans la république, où Ton s'y attendrait le moins, le voyageur fatigué trouvera une table très propre, avec des couverts d'argent, et un simple, mais bon repas. Nous ne disons pas que ceci est commun dans le pays, mais le fait qu'on trouve de telles tables ici et là, parmi un peuple séparé de tout contact avec l'Europe, est remarquable et intéressant. La table haïtienne est tout-à-fait française, avec les modifications nécessaires dans un climat chaud, et par rapport aussi aux productions des tropiques, etc. Les Haïtiens ont dans ce cas suivi les enseignements instinctifs de la nature ; car les tropiques ne permettent pas l'usage de toutes sortes de nourriture. La table haïtienne est très bien adaptée à la conservation de la santé, dans cette latitude. On peut douter du bien qui résulte de leurs soupers, coutume qui existe presque partout. Le déjeuner est presque toujours un repas léger. Vers midi, on prend le déjeuner à la fourchette ; mais le repas principal a lieu après les heures de travail, qui en Haïti est à cinq heures, aussi on dîne très tard dans la journée.

Les Haïtiens manifestent un grand goût dans le choix de leur mobilier. Quand ils en ont le moyen, ils ne regardent rien comme trop coûteux pour l'embellissement et le confort d'une maison. On comprendra facilement qu'on n'y trouve guère de tapis de laine, ils ne sont même pas à désirer. On trouve souvent sur les planchers des [258]

toiles cirées ; le rez de chaussée est souvent pavé de marbre, ce qui ne contribue peut-être pas à la santé des habitants, dans un pays chaud. Les bois-de-lit, les armoires, les tables, etc. sont fréquemment construites en acajou du pays, le travail est bien fini, et ce mobilier est fait dans le pays par des ouvriers indigènes et étrangers. Des peintures et des portraits de famille, travail d'artistes haïtiens, embellissent les salons et les vestibules des maisons respectables. Quelques-uns de ces portraits sont bien finis, d'autres laissent beaucoup à désirer. On peut

voir de beaux spécimens du talent haïtien dans le palais national, dans la chambre du Sénat, et dans la cathédrale. Pendant que plusieurs de ces peintures portent les marques de l'insuccès, on en trouve d'autres qui font preuve d'une grande capacité et d'un goût exquis pour les beaux-arts. On regrette que ce goût n'est pas développé davantage ; mais quand les guerres et les révolutions cesseront, la paix offrira le loisir pour cultiver ces branches élevées de la civilisation. Il existe des ressources de toutes espèces en Haïti, ainsi que chez les Haïtiens qui les rendraient capables d'être heureux et riches.

La musique a aussi reçu beaucoup d'attention en Haïti ; mais jusqu'à la fin du règne de Soulouque, rien ne donnait de la satisfaction sur ce sujet, excepté qu'il était évident que le peuple avait le talent et le goût nécessaires pour l'acquisition de cet art. Il est assez singulier que la musique vocale n'a jamais formé une des particularités d'Haïti, quoiqu'il y a un goût prononcé pour la bonne poésie, dont les Haïtiens ont eux-mêmes fourni quelques bons exemples. Pour tous ceux qui peuvent se le procurer, le piano est regardé comme indispensable. On trouve des Haïtiens qui savent jouer avec goût et élégance.

Avant le jour du mariage on s'attend parmi toutes les classes que la maison sera meublée d'après les moyens [259] des partis qui doivent se marier — habitude qui en elle-même est bonne. Ceux qui n'ont pas les moyens de suivre cette coutume, et qui n'osent pas pécher contre les convenances, préfèrent le concubinage.

La question des domestiques présente actuellement de grandes difficultés. Ceci n'est pas le résultat de l'ignorance seulement, et pourtant partout où l'ignorance existe on aura de fausses idées de l'égalité. Fait qui prouve que les hommes ignorants comprendront les principes les plus solides d'une manière fautive ; fait qui démontre aussi la nécessité d'instruire les masses du peuple. Plusieurs ont attribué cette difficulté domestique à la paresse ; ce qui est en partie vrai ; mais il y a d'autres causes : des fausses notions de l'indépendance sociale, et la notion fautive, d'origine européenne, que le travail est dégradant, ont été de grands obstacles dans ce département important de la vie haïtienne. On n'a fait aucun effort national pour enseigner que le vice seul avilit.

Les enterrements, les baptêmes, et les mariages sont autant de traits remarquables dans la civilisation haïtienne. Dans ces occasions,

partout où les moyens le permettent, on fait un grand étalage. Quelle que soit l'importance de ces traits de civilisation chrétienne dans tout autre pays, on les considère plutôt comme formant partie du train ordinaire de la vie, mais en Haïti ils sont d'une importance première. Il est certain que ni à New York, ni à Paris, ni à Londres, on ne verra pas des foules suivre une procession funéraire comme on le voit en Haïti. Avec les grandes occupations de ces peuples ceci serait impossible. En Haïti ces occasions sont autant de démonstrations d'affection et de respect, et quoique on ne puisse pas désirer de les voir diminuer, il est certain qu'une plus grande activité nationale aurait le tendance de modifier ces habitudes.

À la mort de quelque personne respectable en Haïti on [260] a l'habitude d'envoyer aux habitants des billets richement ornés et décorés, sur lesquels on imprime quelquefois la vignette du décédé, annonçant l'épreuve de la famille, le lieu d'où la procession funèbre partira, l'heure, et si le service aura lieu dans l'église catholique ou dans l'église protestant. Dans ces occasions il y aura une grande foule, que le décédé soit protestant ou non. La tenue générale est très respectable. Le corps sera suivi par des centaines de personnes toutes bien habillées, marchant un peu partout et sans aucun ordre. Si l'enterrement est celui d'un Protestant haïtien, les parents et les amis catholiques du défunt n'hésiteront pas à entrer dans l'église protestante, et se conduiront très bien pendant le service. Ce fait mérite l'attention des Protestants anglais et américains, vu qu'il présente une phase religieuse de la civilisation. Il est vrai que l'air de tristesse et de regret qu'on voit dans les processions funèbres de ces nations, ne se trouve pas en Haïti ; le silence que la présence de la mort devrait commander est totalement inconnu dans ce pays ; on fait la conversation, on fume le cigare, les porteurs du cercueil, s'il n'y a pas de corbillard, ne se gêneront pas de parler à haute voix, et parmi la classe la moins élevée on se permettra de rire aux éclats. Nous signalons ces faits pénibles pour montrer que l'éducation religieuse sur ce sujet a été négligée dans ce pays.

Il est digne de remarque que quoique Haïti est un pays catholique romain, les Protestants et les Catholiques sont enterrés dans le même cimetière, sans aucune distinction. Le prêtre et le pasteur se rencontrent souvent sur le même terrain. On accorde aussi les honneurs militaires au soldat protestant, d'après son rang, comme on

les accorde au soldat catholique. On est beaucoup plus avancé sur cette question en Haïti que dans plusieurs des nations de l'Europe.

[261]

Aux enterrements des classes ignorantes, les cris et les lamentations sont d'une nature choquante ; dans certains cas on a la tête cassée à la fosse. Parmi les plus intelligents, on étouffe la douleur. Les honneurs qu'on rend au moment de la mort et de l'enterrement d'un général paraîtront extraordinaires à l'Américain ainsi qu'à l'Européen. Quand on annonce la mort d'un officier distingué, une compagnie d'artillerie se rend à la maison du défunt, avec un petit canon. Cette compagnie reste devant la maison jusqu'au moment de l'enterrement. Au grand ennui de tous les malades et de toutes les personnes nerveuses du voisinage, on tire le canon de minute en minute, jusqu'à ce que le corps soit enlevé pour l'enterrement. En même temps on fait de la musique militaire dans la maison. Ce déplorable manque de révérence pour les morts est pénible au Protestant et surtout aux étrangers, à leur arrivée dans le pays. Ce manque de solennité témoigne de l'absence de ce profond sentiment que les Protestants considèrent comme faisant partie de la religion chrétienne. Nous devons remarquer que les enterrements des francs-maçons en Haïti sont conduits en général avec le plus grand décorum. Dans ces occasions les francs-maçons marchent en file de chaque côté de la rue, le corbillard dans le milieu. Les dames marchent avec la foule qui suit, et où règne le désordre habituel.

Les mariages sont en général très bien fréquentés en Haïti. Dans la plupart des cas ils sont célébrés dans la maison d'un des partis ou chez un ami, en présence d'une compagnie bien choisie et brillante. Le mariage dans la république d'Haïti n'est reconnu que comme contrat civil. Il n'est pas valide s'il n'est pas fait par un magistrat civil. La partie religieuse de cette institution est séparée de la partie civile. Un mariage purement religieux ne serait pas reconnu par la loi haïtienne. Le magistrat [262] civil ayant terminé ses devoirs, les formalités de la loi étant observées, le Catholique Romain fait venir le prêtre, et le Protestant appelle le pasteur ; ou si comme cela se rencontre quelquefois, un des partis est protestant et l'autre catholique, le magistrat, le prêtre, et le pasteur se suivent l'un l'autre, donnant ainsi un triple caractère à la circonstance. Des mariages ont quelquefois lieu dans l'église catholique et dans l'église protestante, mais rarement.

Dans ces occasions le pasteur protestant peut parler fidèlement sur la question de la moralité publique, comme essentielle au bien-être général de l'humanité. Il peut aussi montrer que la polygamie est défendue par le fait que le Créateur ne donna qu'une femme à Adam ; il peut aussi expliquer comment la monogamie bien observée assure le bien de la génération naissante.

Le concubinage en Haïti est sans doute une des malheureuses reliques de ces vices européens pratiqués sous les ombres flétrissants de l'esclavage, et que la nation haïtienne n'a jamais eu le courage de mépriser et d'abandonner. La seule explication qu'on puisse donner quant à l'existence de ce mal et de sa durée est dans le manque de convictions religieuses qui conduisent à l'action, surtout en ce qui concerne l'élévation de la femme à sa position normale. Comme théorie, cette idée a été acceptée, mais c'est dans la pratique que le défaut s'est glissé. Personne n'y a donné une attention soutenue. Ce travail demanderait le Christ plutôt que Voltaire. Aussi pendant plusieurs années l'éducation de la femme a été négligée en Haïti, et le progrès de la vraie civilisation a été arrêté. Il y a eu pourtant un grand progrès sous ce rapport. Nous espérons que le moment n'est pas éloigné lorsque l'éducation de la femme dans ce pays sera telle, que les filles ainsi que leurs parents auront en horreur le concubinage. Il reste encore beaucoup à accomplir ; le vice et l'ignorance sont encore puissants, et [263] ne pourront être soumis que par la persévérance active d'une ou de deux générations. On commence à comprendre que les intérêts réels de la nation ressortent de la vertu chrétienne domestique. Le bon exemple surmontera dans la suite ces maux ruineux qui ont été si longtemps des flétrissures morales.

Qu'on ne suppose pas qu'il n'y a pas de mariages vertueux dans ce pays, ou qu'il y a une absence totale de familles bien organisées où la bonne éducation est un objet de la plus grande sollicitude. Il y a des familles dans le pays qui seraient prêtes à faire les plus grands sacrifices pour assurer l'éducation de leurs enfants. Les directeurs du pensionnat wesleyen de garçons à Port-au-Prince ont reçu des preuves nombreuses de ce fait. Ils ont connu des parents qui se sont même privés du nécessaire pendant quelque temps, dans l'intérêt de leurs enfants. D'autres familles, croyant mieux faire, ont envoyé leurs enfants en Europe, et on commence à les envoyer aux États-Unis de l'Amérique. Ces parents semblent déterminés de faire tout en leur

pouvoir pour donner à leurs enfants tous les avantages de la science et d'une bonne éducation. On peut donc s'attendre à de beaux résultats. Une des particularités distinctives du caractère haïtien ressort du fait qu'on encourage toutes les bonnes écoles, qu'elles soient dirigées par des Catholiques ou par des Protestants ; du moins on a ainsi agi jusqu'au moment actuel. Il n'y a pas beaucoup à craindre, même maintenant, quoique Rome et Haïti ont été plus étroitement unies par un concordat récemment établi. Nous ne voulons pas dire que comme nation catholique Haïti ne montre pas de l'étroitesse religieuse, mais nous affirmons que comme telle, elle a fait de grands progrès sur ce sujet, et que sous ce rapport elle n'a jamais été dépassée par aucune autre nation catholique.

Les baptêmes forment un autre trait dans les habitudes [264] nationales d'Haïti. On trouve facilement des parrains et des marraines qui accomplissent fidèlement la charge qu'ils ont entreprise en ce qui concerne les besoins ordinaires de l'enfant à la mort de ses parents. Dans une telle circonstance l'enfant est le sujet de grandes attentions, et en cas de pauvreté on s'en charge complètement. L'église catholique romaine reçoit au sacrement du baptême tous les enfants légitimes ou illégitimes. Quel que soit le motif de ce manque de distinction dans la réception accordée par l'église, il faut admettre que plusieurs enfants malfortunés trouvent par ce moyen des parrains et des marraines qui leur viennent en aide. Quoique le baptême en Haïti est regardé comme un sacrement, on en abuse beaucoup. On baptise des moulins, des engins à vapeur, des maisons, etc., avant d'en faire usage, abus inexcusable d'une coutume qui à son origine n'avait tout simplement en vue que d'implorer la bénédiction de Dieu. Cet abus a été poussé à un tel excès qu'il dégénère souvent en luttes, en combat, etc. On a souvent vu des catholiques dans ce pays occuper la position de parrains et de marraines au baptême d'enfants protestants, et cela avec l'entente que les enfants seraient élevés dans la foi protestante. Il se peut que si l'on continue à observer le concordat avec Rome, cette habitude vienne à périr. <sup>32</sup>

---

<sup>32</sup> Un des missionnaires wesleyens allant un jour visiter un prêtre qu'il connaissait très bien, fut reçu par l'observation significative, que le jour précédent il avait fait baptiser sa maison.

Il y a une habitude particulière à Haïti et que nous devons signaler, c'est l'habitude observée, par les individus et les familles, de s'asseoir à leurs portes en pleine rue, surtout où il y a un piazza pour les protéger du soleil. Pour un étranger, cette habitude, quoique agréable, est un peu étrange. Dans les Indes Occidentales anglaises les habitudes anglaises plus retirées dominant, [265] mais en Haïti l'habitude dont nous avons parlé y est universelle. Le climat encourage cette coutume, quoique l'abandon des habitudes françaises en ont été l'origine. On croit augmenter la jouissance de cette position en plaçant la chaise dans une position oblique contre un mur ou contre un pilier, le pied reposant sur un des barreaux. On voit fréquemment de petits groupes ainsi assis, jouissants de la conversation au frais. Il est possible qu'à l'habitude de s'asseoir ainsi dans la rue on doit celle qu'ont les Haïtiens de saluer tous ceux qu'ils rencontrent, étrangers ou non ; les réunions de rue étant nombreuses, il est à présumer que l'impolitesse de passer outre sans les saluer a fait dégénérer la politesse en espèce de tyrannie.

Il est présumable que l'établissement de bonnes bibliothèques publiques, qu'une culture morale et chrétienne, et qu'une bonne éducation auraient beaucoup contribué à changer ses habitudes, en fournissant aux Haïtiens les moyens d'employer autrement leurs moments de loisir. Quel malheur pour un peuple quand il n'a pas le goût de la lecture ! car l'esprit non cultivé doit engendrer des habitudes de paresse et d'ennui. On ne doit pas être surpris si en Haïti on a abusé de la liberté, ce doux et ce grand don de Dieu, ou si la grande idée de l'égalité des hommes a été mal comprise.

L'état général de l'intérieur du pays quant aux routes publiques, etc., forme un autre département de la civilisation haïtienne. La voie qui conduit d'une place à une autre est ordinairement bien tracée ; mais les chemins dépendent complètement de la nature. Si le sol est mou, les routes seront impraticables dans une saison pluvieuse ; le trajet sera impossible, et les pauvres ânes s'enfonceront dans la boue profonde pour y trouver peut-être la mort. Que feraient les paysans sans ânes ? Ces petites créatures sont bien adaptées aux besoins des [266] paysans haïtiens, qui dans un jour de marché les amènent par centaines dans les villes ; il est même intéressant de se tenir sur quelque chemin public aux environs de Port-au-Prince, pour voir la longue file d'ânes, de femmes, et d'enfants tous chargés de légumes

pour le marché. Cette vue indique une grande énergie, et rappelle à l'étranger que ce qui fait tort au pays, n'est pas autant l'indolence réelle que le manque de jugement dans l'emploi de son activité.

On ne néglige pourtant pas absolument l'entretien des routes publiques. Dans bien des cas il vaudrait mieux ne pas les entretenir du tout que de les réparer comme on le fait souvent. Des compagnies de soldats sont quelquefois envoyés par leurs généraux pour faire ce travail. Ce travail leur étant imposé, et ces soldats n'y apportant aucun intérêt, on peut juger comment leur tâche est accomplie. Quelquefois on enfonce des poteaux d'un côté de la route à l'autre. On place horizontalement de longues poutres auprès de ces poteaux — arrangement très malheureux pour le voyageur et son cheval, la distance entre les poutres étant quelquefois si grandes qu'elles menacent la vie du cheval et du voyageur. Il serait inutile même de penser à conduire une voiture sur une route semblable. Certainement les anciens colons français ne réparaient pas ainsi les routes, du *moins on* a de la peine à le croire, sachant que les routes en France sont toutes excellentes. Les Haïtiens ne peuvent offrir aucune excuse pour le mauvais état de leurs chemins, car on trouve partout des pierres qui serviraient à faire des routes convenables. Jusqu'à présent l'ancienne méthode a continué, quoiqu'il ne serait pas plus coûteux de faire de bons chemins. Le travail qu'on fait au nom du patriotisme et de l'état ne peut pas être accompli avec de bons motifs. Il est possible qu'un homme expose sa vie en combattant pour son pays, mais [267] on ne peut guère s'attendre qu'il vive dans la pénurie au nom du patriotisme, sans recevoir de récompense pour son travail, surtout lorsqu'il a une famille à maintenir.

Les amis du progrès aspirent après, le moment quand Haïti aura ses chemins de fer. Seraient-ils rémunératifs ? Cette question demande la réflexion. Il est certain que les chemins de fer créent presque toujours un commerce, et s'assurent ainsi des ressources financières. Ils réussiraient parfaitement dans certaines parties du pays. On pourrait même signaler des districts où la population est suffisamment grande pour autoriser un essai. Les épées innombrables, etc., qui ont été achetées pour Haïti pendant les cinquante dernières années, dépense inutile, aurait plus que suffit pour mettre en opération ce grand projet, qui aurait développé les ressources du pays.

Un peuple longtemps laissé à lui-même comme les Haïtiens l'ont été, doit dans la nature des choses adopter des idées bien étroites. C'est ce qui a eu lieu dans ce pays, surtout chez les masses qui ont un<sup>1</sup> attachement regrettable à toutes les vieilles habitudes. On s'est tellement tenu aux vieux usages, qu'on n'a pas encore introduit la charrue dans ce pays, malgré les belles plaines qui s'y trouvent. Jusqu'à ce jour chacun laboure la terre avec la houe. On essaya le télégraphe électrique à Port-au-Prince, mais voyant qu'il n'était pas nécessaire on l'abandonna. Les machines à coudre ont eu plus de succès, car plusieurs familles s'en servent. On fait usage aussi des engins à vapeur pour moudre la canne à sucre, dans les plaines. À une certaine époque on introduisit des scieries à la vapeur, mais on ne s'en sert plus.

L'un des faits les plus singuliers par rapport à ce pays, c'est l'inefficacité du système militaire, quoique la nation s'est presque épuisée pour le maintenir pendant le dernier demi-siècle. Comparée avec les besoins [268] et les progrès du moment actuel, l'armée haïtienne est très arriérée sous tous les rapports. Elle a fait peu de progrès depuis l'année 1804. Les détails de la discipline militaire sont peu différents de ce qu'ils étaient au commencement de la carrière nationale. On peut encore voir la sentinelle assise sur une chaise fumant son cigare. Et pourtant les Haïtiens sont préparés pour le progrès général. On doit jeter tout le blâme sur leurs chefs, qui dans bien des cas ont été des hommes intelligents qui auraient pu introduire les progrès de l'âge, tant dans les armes que dans les tactiques militaires, qui auraient donné à une armée de cinq mille hommes une force égale à une armée de vingt mille, et qui aurait ainsi avancé l'industrie, l'agriculture, et les intérêts du pays.

La vapeur a commencé sa carrière dans le pays. On se sert maintenant de bateaux à vapeur pour le commerce de la côte. Ce mouvement est apprécié par tous ceux qui connaissent ce qu'Haïti était il n'y a que quelques années. Un missionnaire déjà nommé dans cet ouvrage donne un récit assez amusant d'un voyage fait à la vieille mode haïtienne. Il dit : Le 1<sup>er</sup> Novembre, 1843, nous nous sommes embarqués sur le petit caboteur "St. Joseph," jaugeant 17 tonneaux, pour Port-au-Prince. Je venais de passer une semaine ou deux chez un ami à Gonaïves avec nos bons amis de Cornouailles en Angleterre. La seule place convenable pour ma femme, mon enfant âgé de quatre ans,

et moi-même était la cale du bateau. En face de cette cale, sur le pont, il y avait un foyer de cuisine, tellement que lorsque le vent était contraire la fumée était insupportable. Nous n'osions pas aller sur le pont de peur d'être rôtis par l'ardeur du soleil et par le feu du cuisinier, car il n'y avait pas de pavillon. Tel était alors le mode de voyager en Haïti. Vers la fin du [269] voyage deux des marins se querellèrent ; ils essayèrent de se battre, mais ils ne réussirent pas, faute de place sur le pont Ils ne pouvaient se battre que d'une main pendant que de l'autre ils se tenaient accrochés au cordage. Qu'il fût doux le moment quand nous pûmes sortir de cette prison flottante et arriver en sûreté à Port-au-Prince.'

Parmi les étranges coutumes qui existent en Haïti, et dont on ne connaît pas l'origine, est celle de demander d'être excusé toutes les fois qu'on se sépare de quelqu'un, qu'on ce soit rencontré par accident ou non. Le petit gamin vêtu d'une chemise déchirée, après avoir fait sa commission, saluera gentiment et dira : 'Excusez !'

Les étrangers devront s'habituer à voir des enfants nus dans les rues de la ville. On doit attribuer cette habitude au climat chaud, car on voit la même chose partout dans les tropiques. Cette habitude est pourtant mauvaise, et des gens bien élevés ne pourraient pas la tolérer. C'est un grand mal et une des sources de cet abandon qui existe partout le pays, et surtout dans les lavoirs publics, où les femmes s'exposent beaucoup trop.

La coutume de se couvrir la tête d'un mouchoir prédomine parmi les hommes d'Haïti, habitude qui contribue peut-être à la conservation de la santé. Néanmoins il est assez étrange et même ridicule de voir un officier de l'armée avec un mouchoir plié autour de sa tête, et placé sous son képi.

On se sert guère de voitures en Haïti. Il y en a quelques-unes dans la capitale. Le principal mode de voyager est à cheval. Les Haïtiens, hommes et femmes, sont de bons cavaliers. Il est regrettable qu'on ne veuille pas davantage à la conservation d'une bonne race de chevaux dans le pays, quoique comme chevaux de selle, il n'y en a peut-être pas de meilleurs.

Comme peuple, les Haïtiens sont renommés pour leur [270] hospitalité. C'est un trait tout spécial dans leur caractère, et qui

contribue beaucoup au confort du voyageur fatigué, qui ne rencontre presque jamais ni hôtels, ni pensions.

Les gardes-malades en Haïti sont infatigables dans les soins qu'ils donnent à ceux qui leur sont confiés. L'étranger qui tombe malade n'a rien à craindre dans ce pays. Cette attention incessante semble être particulière aux Indes Occidentales. Ceci peut être le résultat d'une connaissance instinctive que la maladie dans les tropiques fait des progrès rapides — surtout les fièvres. L'attention des gardes-malades dans les tropiques est beaucoup plus soutenue que dans les climats plus froids.

Haïti et les Haïtiens présentent un champ magnifique pour le développement de toutes sortes de progrès. Comme nous l'avons vu, les ressources naturelles du pays, telles que le bois, les minéraux, le commerce, et la grande fertilité du pays, sont immenses, et pourraient produire de grandes richesses. Pour cela il faut que la paix et la sécurité complète règnent.

La superficie géographique d'Haïti, y comprenant celle des îles voisines, est plus grande que celle de l'Irlande. Une population de huit à dix millions laisserait encore de la place pour une grande augmentation. Si le territoire haïtien était pleinement occupé par une population industrielle jouissant des avantages de l'éducation ; si Haïti avait ses flottes commerciales et autres, bateaux à vapeur et à voile, de sa propre construction, elle pourrait alors convaincre l'humanité de la réalité de ses progrès. Dans un tel cas les révolutions seraient remplacées et deviendraient impossibles. L'esclavage des armes, de la pauvreté, et de l'ignorance cesserait. Sous des circonstances favorables Haïti pourrait accomplir toutes ces choses.

[271]

Avant d'être grand, l'homme doit être libre. La parole et la plume doivent avoir pleine liberté, et les gouvernements doivent écouter la simple vérité annoncée par un peuple éclairé tels que les Haïtiens devraient l'être. Si tel était le cas en Haïti, des milliers des descendants de l'Afrique, venant de toutes parts, arriveraient en foule dans ce pays, et y apporteraient non seulement de l'or, mais ce qui est d'une valeur plus grande, la force, le sens commun, et l'industrie.

Nous avons maintenant devant les yeux une esquisse générale du progrès social d'Haïti pendant plus de soixante ans. Ce progrès ne donne pas une satisfaction complète, ni aux Haïtiens, ni à leurs amis qui ont suivi avec sollicitude sa marche progressive. Nous disons qu'Haïti doit être jugée avec équité. Il faut se rendre compte de son origine et de son enfance comme nation ; il faut considérer son progrès en rapport avec les nombreux empêchements qui se sont amassés sur son chemin ; il ne faut pas oublier ses nombreux ennemis, les éléments terribles qui existent encore dans le pays, les masses plongés dans l'ignorance, la vanité et l'orgueil dans lesquels ses victoires sur la France la plongea ; et si l'on se rappelle toutes ces choses, on verra que si les progrès d'Haïti n'ont pas été plus satisfaisants, la raison en est assez claire. Elle a pourtant donné des preuves qu'elle possède tous les éléments nécessaires d'une vraie civilisation.

Les nations les plus avancées de l'époque ne sont arrivées à leur position actuelle qu'après plusieurs siècles d'éducation et de travail. Il est vrai qu'à leur début elles ne possédaient pas quelques - uns des avantages qu'Haïti a possédés. Mais il faut se rappeler qu'Haïti a eu pour point de départ une civilisation reculée et des circonstances très défavorables. On ne peut pas s'attendre qu'avec les plus grands avantages [272] Haïti accomplisse dans un peu plus d'un demi-siècle un travail qui dans d'autres nations a été le résultat d'une expérience de quelques centaines d'années. Et il faut le dire quelques-unes de ces nations avancées sont encore très arriérées quant à leurs institutions libres.

Il y a une particularité en Haïti que nous ne devons pas oublier de mentionner, c'est que la plus grande partie du commerce est dirigé par les femmes. Cet état des choses est dû au fait que les hommes sont presque toujours absents de leurs demeures, à cause du service militaire dans lequel ils sont engagés. Dans les districts agricoles les femmes et les enfants récoltent le café, principal article d'exportation, et qui pendant l'année exige peu de soin. Les femmes conduisent le commerce dans les villes. Plusieurs d'entre elles font preuve d'une grande aptitude pour ce genre de travail. Les marchands leur accordent un crédit immense, et dans plusieurs cas amassent de grandes richesses. La femme haïtienne a le talent du commerce, fait qui a influencé la civilisation haïtienne beaucoup plus qu'on ne le

croit. Quand les mères d'une communauté sont occupées du commerce, l'éducation domestique doit en souffrir, sinon disparaître complètement. Une telle industrie est bonne en elle-même, mais le système est malheureux. Les familles ainsi situées doivent manquer un des traits principaux d'une civilisation véritablement chrétienne, ainsi que tout ce qui a rapport à la meilleure formation du cercle domestique. Il est certain qu'une nombreuse famille exige tous les soins de la mère. Qu'on néglige de donner ces soins, et la nation entière en souffrira, car la nation est formée par les familles. ..

Quelle doit, être la position des filles placées dans de telles circonstances ? Le père est absent, et n'exerce aucune influence dans la famille. La mère [273] est à la maison, mais elle ne peut prendre soin de ses enfants occupée comme elle l'est dans le commerce. Le seul correctif à tout ce qui a rapport aux intérêts et à l'élévation véritable d'Haïti se trouve non dans des croyances nationales et nominales, qui ne peuvent rien unir, mais dans la diffusion de principes moraux bien fondés.

Le sujet du divorce appartient aussi à la question de la civilisation chrétienne, et exige quelque attention. Toute loi, dans une communauté, qui a pour tendance d'abaisser la dignité du mariage, ou d'en diminuer l'importance, est déplorable. Elle affecte sérieusement la position générale de la femme. Elle abaisse Je type de la vraie civilisation, elle oppose le but du divin législateur par rapport à la famille humaine, quant à son nombre, et à son développement physique et mental. On obtient facilement le divorce en Haïti, le mariage étant simplement un contrat civil. Il n'est pas fait au nom de Dieu, qui établit cette institution dans le jardin d'Eden, mais il est contracté au nom de la loi humaine, qui est une loi immuable.

Nous constatons avec regret que le clergé romain en Haïti ne traite presque jamais les grands principes du mariage, lorsqu'il est appelé à présider dans ces occasions. Si pendant un demi-siècle le clergé du pays avait enseigné ces principes, il est certain que ce travail n'aurait pas été en vain, et il est probable que la moralité de la nation aurait eu un ton plus élevé. Le clergé catholique romain s'est contenté de célébrer simplement la cérémonie. Aussi le devoir d'inculquer des idées chrétiennes sur ce sujet important a-t-il été laissé aux pasteurs protestants ; qui, considérant les cérémonies seules comme inutiles, ont toujours essayé dans de telles occasions de montrer les effets

ruineux du libertinage, du concubinage, et d'un divorce non [274] scripturaire, sur Haïti ; et ils ont montré en même temps le pouvoir élévateur du mariage honorable sur la société.

Il n'est pas à supposer que le laisser aller sur un point si important n'ait pas eu des effets désastreux sur le caractère moral de cette nation. Cette négligence impardonnable portera son fruit dans l'avenir, et conduira au vice et au malheur, surtout dans une communauté où des principes d'athéisme ont ébranlé l'esprit et la conscience quant à l'autorité du christianisme. La diffusion de la vraie religion, remplaçant des croyances nationales et nominales, exige la considération sérieuse du peuple haïtien, comme seul moyen d'assurer la pratique universelle de principes solides sur cette grande question.

[275]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre XII

‘The prison of a gloomy empire falls, And day again upon the  
captives dawns ; Happy if now their brighter lot they know !’ \*

Chute de Soulouque — Geffrard choisi par le peuple — Son entrée à Port-au-Prince — Credo exclusif — Les masses comme elles ont toujours été — Exécution de cannibales — Jeunes gens envoyés en Europe par le gouvernement — Bateaux à vapeur — Le long quai — Ouvrages hydrauliques — Explosion de l’arsenal — Introduction du gaz — La fonderie — Progrès dans la musique — Marchés haïtiens — Prisons — Maison pénitentiaire — Liberté religieuse — Concordat — Boyer est à blâmer — Statistique des Protestants — Comité de finances méthodistes — Position nouvelle des États-Unis — Appel aux églises.

[Retour à la table des matières](#)

La chute de l’Empereur Soulouque est un évènement important dans l’histoire d’Haïti. Rien ne pouvait être plus naturel ou plus inévitable, car depuis quelques temps la voix de la Providence semblait dire, « Tu iras jusqu’ici, mais pas plus loin ». À une certaine époque l’empire semblait ferme et solide. Le despotisme était pourtant l’âme de ce système, et servit finalement de leçon à ceux qui ne cessaient de répéter qu’il faut gouverner Haïti avec une main de fer. Sans aucun doute il faut qu’Haïti soit gouvernée par une main ferme, mais une main de fer n’a encore jamais réussi à mener ces amis de la liberté et de l’égalité. Comme forme de gouvernement, l’empire en Haïti était très arriéré ; les amis d’un gouvernement sévère parmi les

---

\* ‘La prison d’un empire obscur tombe, et le jour se lève encore un fois sur les captifs ; heureux s’ils connaissent leur sort plus brillant.’

classes instruites, et ceux qui parmi les classes ignorantes avaient pendant [276] un certain temps presque adoré l'empereur, commencèrent à se refroidir, et ouvrirent leurs yeux au fait qu'un chef ignorant dans un pays quelconque est un grand malheur pour le peuple. De plus, le peuple commença à se fatiguer de toutes ces grandes marches militaires qu'on faisait au Nord, à l'Est, et au Sud. Aussi se fit-il un mouvement dans le pays qui eut pour résultat la chute de l'empire. Un gouvernement provisoire fut formé le 22 Décembre, 1858, à Gonaïves ; Ce gouvernement choisit pour chef le Général Geffrard.

On craignit, au début de ce mouvement, qu'il se livrerait un combat entre les troupes impériales et l'armée républicaine que Geffrard réunissait ; car on s'attendait à ce que l'empereur ferait un effort suprême pour renverser ses ennemis. C'était sans doute ce qu'il avait dessein de faire, car il fit de grands préparatifs. Mais quelque déterminé qu'ait été ce chef couronné, la patience de ses sujets était à bout ; on détestait suprêmement l'impérialisme et son despotisme. D'ailleurs, le mouvement contre l'empire était si bien soutenu et si bien dirigé, que le succès du parti républicain était assuré. Les républicains quittèrent Gonaïves et prirent St. Marc. De là, ils se mirent en route, sous le commandement de leur chef nouvellement élu, pour la capitale.

Les impérialistes avaient fait une ou deux sorties pour opposer l'armée ennemie, mais tous leurs efforts furent vains et inutiles. Ils revinrent à la capitale, où ils s'enfermèrent. Ils placèrent l'artillerie et l'infanterie sur tous les points d'où ils pouvaient commander les routes par lesquelles les républicains pourraient entrer dans la capitale. Mais il n'y avait plus d'espoir ; le sceptre avait été arraché d'une main incapable. Durant la nuit du 15 Janvier, 1859, le Général Geffrard entra dans la cité de Port-au-Prince par un chemin qui lui était bien connu et qu'on avait négligé de garder ; l'armée formidable [277] qui avait pour objet de défendre et de maintenir l'impérialisme, s'échappa soudainement, et pas un seul homme essaya de défendre le pouvoir déchéant.

Soulouque avait fait emprisonner Madame Geffrard, avec l'espoir qu'elle lui donnerait des informations quant à la position de son mari. Mais le monarque ne réussit pas. Lorsque Geffrard entra dans la cité, il brisa les portes de la prison où étaient enfermées sa femme dévouée

et ses filles, qui avaient volontairement accompagné leur mère. Les prisonniers politiques furent mis en liberté, et quelques-uns d'entre eux ne tardèrent pas à publier publiquement l'histoire triste des souffrances cruelles qu'on leur avait fait endurer, les uns pendant dix ans, les autres, douze ans.

On fut sage de choisir une nuit obscure pour opérer une transformation nationale. Les ombres de la nuit facilitaient l'ouvrage des conquérants et cachaient les désertions nombreuses qui se faisaient dans l'armée impérialiste ; ces désertions se firent avec tant de rapidité qu'avant le lever du soleil l'impérialisme avait totalement disparu, laissant la république aussi complète que si on n'avait jamais entendu parler d'une couronne en Haïti. L'empereur infortuné était prisonnier dans sa capitale. On lui permit pourtant de se réfugier au consulat français, avec sa suite, d'où il s'embarqua à bord du « Melbourne », transport anglais, pour la Jamaïque.

Il n'entre pas dans notre plan de donner des détails sur l'état des choses en Haïti à cette époque. Les amis d'Haïti, qui ont depuis longtemps veillé sur ses intérêts et considéré attentivement ses mouvements, ont le droit de nous demander un aperçu général. Quand le Général Geffrard arriva au pouvoir, Haïti était tombée bien bas quant au progrès et au développement général. Ce n'était pas le résultat d'un dessein mauvais poursuivi par le gouvernement impérial, quoique 'ses corruptions [278] étaient grandes, mais c'était plutôt parce que les éléments qui régnaient avaient été pendant dix ou douze ans en arrière des besoins de l'époque. Il est certain que plusieurs étaient animés des meilleures intentions, mais ce qui manquait était cette connaissance qui aurait mené le pays dans la voie du progrès, surtout dans ceux qui avaient les rênes du pouvoir, mais qui par la force de la terreur avaient imposé le silence tant à la plume qu'à la langue. Il est donc évident que l'insuccès quant au progrès réel d'Haïti était aussi naturel qu'il était grand.

Le Général Geffrard arriva au pouvoir au milieu d'un chaos presque universel. Dès qu'il fut nommé à la présidence il fit des efforts louables pour exciter le peuple vers le progrès. Son système indiquait une vitalité réelle, et donnait de grandes espérances pour l'avenir. Une des premières mesures du nouveau gouvernement fut en faveur de l'éducation. L'échelle des opérations, quoique grande, n'atteignait pourtant pas les masses rurales. On réussit néanmoins à

obtenir de beaux résultats. On établit des écoles pour les deux sexes, et dans bien peu de temps on vit que l'éducation n'avait jamais été si large et si vaste dans le pays. La nature et la portée de cet effort est une autre question. Il est à douter si la culture morale avait le caractère élevé, ennoblissant, et non sectaire, désiré par plusieurs en Amérique et en Europe. Le clergé national, c'est-à-dire le clergé catholique, avait pour devoir de visiter ces écoles, ce qui prouve qu'on n'avait en vue que la formation d'un credo national, romain, et exclusif. Malgré la sphère d'éducation largement étendue, il n'est pas certain si parmi la population de sept cent mille plus de dix mille jouissaient au même moment des avantages de l'éducation. On n'avait pas encore atteint les masses dans l'intérieur, ni dans les villes. Le fait est que le [279] jour n'est pas encore arrivé quand les pouvoirs régnants de cette république auront tellement honte de l'existence de l'ignorance, qu'ils veilleront à l'éducation de chaque enfant dans le pays. Bienheureux le moment pour Haïti quand la liberté de demeurer dans l'ignorance cessera !

Ce gouvernement donna le coup le plus sévère qui ait été jamais reçu par les superstitions africaines existant encore dans le pays.' Nous ne pouvons pas cacher le fait que le Vandouisme — danse superstitieuse d'origine africaine — est encore observée par un grand nombre de personnes en Haïti, non seulement dans l'intérieur, mais aussi dans la capitale. Cette danse a une certaine portée religieuse, et entraîne la manducation de chair humaine, sacrifiée au dieu Vandoux. Le gouvernement ayant appris qu'une de ces actions abominables venait d'être commise, poursuivit les coupables devant une cour de justice. Il fut prouvé qu'on avait volé un enfant, qu'on l'avait ensuite tué et mangé en honneur du dieu Vandoux. Les coupables, huit en nombre, parmi lesquels se trouvaient quelques femmes, ayant été jugés, furent publiquement fusillés, comme mesure de sûreté pour la société. La justice de ce sévère exemple ne peut être questionnée. Il est pourtant certain que ni Haïti, ni aucun autre pays, ne pourra être régénéré par de tels moyens.<sup>33</sup> Qu'on ouvre les yeux des masses au printemps de leur vie par le moyen d'une éducation primaire et chrétienne, et il y aura quelque espoir de réussir à détruire ces maux.

---

<sup>33</sup> Le fait est bien connu que cet acte public fut sans effet salulaire, excepté pourtant à rendre plus secrète cette pratique abominable. Des cas semblables ont eu lieu depuis.

Nous regrettons que la connaissance de ces actes barbares et atroces n'a jamais été de nature à éveiller, chez les gouverneurs et chez le peuple éclairé, des sentiments d'horreurs qui les aurait poussés à bannir cette iniquité [280] dégradante du pays entier, par le moyen de l'éducation que Dieu a placé à la portée de tout gouvernement éclairé et bien disposé. Si l'ignorance est une plaie dans une république chrétienne, qu'on rende obligatoire l'éducation de chaque enfant dans la nation.

Dirigés par l'idée qu'une éducation universelle était impossible, ou qu'il n'était pas prudent d'instruire les masses du peuple, les gouvernements différents d'Haïti ont eu pour but : de former un petit noyau national d'intelligence, et ils ont parfaitement réussi. On doit pourtant se rappeler que le succès a été purement d'un caractère mental, et que l'élément moral a toujours été négligé. Cependant on a réussi à former un nombre suffisant d'hommes et de femmes instruites pour donner la plus complète assurance quant au résultat heureux d'une éducation individuelle. Si l'on poursuit longtemps cette voie, savoir d'instruire un nombre très limité, on réussira à former une espèce d'aristocratie, qui, dans une république, où depuis son existence on a enseigné l'égalité absolue même aux plus ignorants, aura un effet désastreux, comme les faits l'ont déjà prouvé.

À la restauration de la république, on arriva à une décision belle, et digne d'être signalée. On décida d'envoyer un certain nombre de jeunes gens en France, pour y être instruits dans plusieurs branches de l'industrie. L'idée n'était pas mauvaise, mais jusqu'à ce moment les résultats de cette action ont été frustrés par le système militaire, qui a depuis si longtemps entraîné vers la ruine la jeunesse de la nation. Il est vrai que quant à l'éducation nationale, dans le sens complet du terme, Haïti a misérablement échoué. Elle a pourtant réussi à prouver qu'avec sa plus jeune sœur républicaine, La Libérie, elle était capable de représenter les branches africaines de la famille humaine. Quant à La Libérie, il est digne de remarquer que dans sa capitale il y a actuellement une [281] université. Elle est bien organisée, et possède le droit de conférer des honneurs littéraires. Elle a comme source, l'éducation des masses. Si les sentiments d'Haïti s'étaient dirigés de ce côté, avec ses grandes ressources pécuniaires, elle aurait depuis longtemps possédé un établissement semblable.

Les espérances d'Haïti ne furent peut-être jamais plus brillantes que dans ce grand mouvement du 22 Décembre, 1858, comme on peut l'imaginer quand on se rappelle qu'il dispersait la longue nuit du despotisme connu par le nom de monarchie impériale. Le désir du progrès universel, si clairement manifesté à cette époque par le gouvernement et par le peuple, était honnête et sincère. On proposa beaucoup de choses dont plusieurs furent mises sur pied. Il manquait pourtant la vraie vigueur du principe moral. On établit une petite flotte de bateaux à vapeur, qui devaient faire le commerce de la côte. Cette entreprise fut dirigée par une compagnie d'indigènes, elle devait être encouragée par un subside annuel du gouvernement, avec l'entente qu'en cas de nécessité ces bateaux à vapeur seraient au service du pays. Ce pas progressif est d'autant plus agréable au public, qu'il est fondé sur des principes de commerce dépendant sur ses propres mérites pour son succès. On espère que dans la suite ses opérations seront étendues tout autour de l'île, même dans la partie espagnole. Actuellement il y a trois steamers dans la chaussée de Port-au-Prince ; ces bateaux sont employés au service du gouvernement. Il y en a cinq autres appartenant à la compagnie haïtienne. C'est un vrai progrès sur le passé. Pour ceux qui sont dans l'habitude de voir une forêt de mâts, cette flotte haïtienne peut paraître petite et insignifiante et indigne d'être remarquée, mais pour ceux qui connaissaient Haïti dans son enfance, ces quelques steamers qui ploient les mers haïtiennes, portant le [282] drapeau haïtien, forment un spectacle intéressant et donnent de l'espoir pour l'avenir. Il est à espérer que lorsque les devoirs militaires de ce pays auront diminué ou cessé, le nombre de ces steamers aura augmenté en proportion des grandes ressources que la nature offre partout en Haïti, et qu'ils offriront de plus grandes facilités entre les différents ports de mer de cette grande île.

À cette époque le commerce avec les pays lointains commença à présenter une importance remarquable et de bonne augure. Le gouvernement fit preuve d'une grande disposition à encourager ce mouvement. Le résultat a été des plus beaux, l'Amérique, l'Angleterre, et la France ont été rapprochés de cette petite république. Le fait que plusieurs steamers font un commerce assez considérable avec Haïti prouve qu'on commence à avoir une connaissance pratique des ressources naturelles de ce pays. Comme résultat de ce commerce avec l'étranger, on voit de grandes améliorations à la maison de

coutumes ; on a aussi bâti un long quai, qui s'étend plus de six cents pieds dans la mer ; on a aussi fait des 'tramways,' etc., pour faciliter le transport des marchandises, des navires à la maison de coutumes. Le progrès et l'amélioration quant aux communications par voie de mer est donc un fait ; mais quant aux facilités pour l'intérieur, on est encore sans chemins de fer et sans de bonnes routes.

Quant aux chemins de fers publics pour l'accommodation des voyageurs, il n'est guère possible d'en établir sur une grande échelle à cause de la population éparsée de la république. Mais il est un fait qui nous porte à croire que des chemins de fer dans ce pays pourraient réussir mieux qu'on ne le suppose, c'est qu'une grande quantité de produits dans l'intérieur du pays sont perdus simplement parce qu'il n'y a pas de moyens de les transporter. Dans l'état actuel des routes publiques, il est impossible de transporter de grands arbres ; les routes sont remplies de [283] trous creusés par les pluies torrentielles, et embarrassent ainsi le plein développement du commerce intérieur. N'est-il pas présumable que les grandes pertes ressortant de l'impossibilité de transporter le produit couvriraient les dépenses nécessaires à l'établissement de voies ferrées ? Par le moyen des chemins de fer on pourrait apporter ces immenses arbres aux ports de mer, où on pourrait établir de grandes scieries qui créeraient un commerce important dans le pays, et le rendrait capable de suppléer à ses propres besoins, ainsi qu'à augmenter ses exportations.

Sous la république nouvelle, on avait pensé commencer des ouvrages hydrauliques pour suppléer aux besoins de la capitale. On avait l'intention de les faire d'une grandeur suffisante pour les besoins ordinaires de la ville, et pour servir de protection contre ces terribles incendies, qui, parmi une population non instruite et négligente, sont inévitables ; population qui marche toujours le cigare à la bouche, tant dans les usines de charpenterie et dans les magasins de coton que dans les rues. Cette grande entreprise fut commencée par le gouvernement Geffrard. On dépensa de grandes sommes d'argent dans l'achat de tuyaux, etc. On creusa le réservoir et on commença le travail de la maçonnerie. Mais ce mouvement progressif fut arrêté par des disputes nationales et tout fut suspendu. On le regretta vivement alors du grand incendie, qui, en 1866, détruisit près d'un quart de la ville.

Une autre preuve de la grande négligence de ce peuple fut donnée le 12 Septembre, 1866, vers 4 heures du matin ; nous parlons de

l'explosion de l'arsenal. Près de 30,000 livres de poudre fit explosion, et couvrit la ville entière de toutes sortes de balles et de boulets. Plusieurs maisons furent renversées, et les habitants de la cité furent exposés au plus grand péril. À l'heure [284] mentionnée la ville entière fut jetée dans la plus grande consternation. Ce qu'on croyait être un tremblement de terre fut bientôt expliqué par le sifflement des balles, etc. ; quelques-uns des boulets furent lancés à une distance d'un mille ; quelques-uns des habitants perdirent la vie, et de grandes propriétés furent perdues. Ceux qui se rappelaient une explosion semblable qui avait eu lieu près 40 ans avant, dirent que la dernière était beaucoup plus terrible que la première. Plusieurs des maisons situées près de l'arsenal furent complètement détruites, et partout la cité, un grand nombre de maisons reçurent de grandes avaries. Il est surprenant que dans une catastrophe semblable si peu de vies aient été perdues.

Pendant l'année, on fit un faible effort pour introduire le gaz dans la cité de Port-au-Prince. En 1859, le missionnaire wesleyen, qui avait depuis longtemps habité la capitale, visita les États-Unis de l'Amérique, sur son voyage en Angleterre, son pays natal ; il était accompagné de sa famille. Dans ces deux pays il plaida chaleureusement la cause de l'éducation wesleyenne. Son intention était de se servir de l'argent qu'il pourrait recueillir pour établir une école de jeunes filles. On applaudit à ce projet, mais il échoua. Triste fait, pendant que des chrétiens riches admiraient son dessein, ils refusèrent d'y contribuer ! Le missionnaire réussit pourtant à recueillir une petite somme de moins de cent livres sterling, somme beaucoup trop petite pour entreprendre un travail si grand. Cette somme fut prêtée pour l'achat d'un gazomètre, etc., à New York. L'entreprise réussit parfaitement, et pendant plus de deux ans on s'en servit sur l'établissement de missions wesleyennes, qui consistait alors d'une église, de deux maisons, et d'une école. Cette innovation attira l'attention publique, et cette petite usine fut visitée, examinée, [285] et admirée par le président d'Haïti et par ses ministres.

Le pasteur wesleyen pensait réussir ainsi à faire introduire le gaz dans la cité. Mais il fut désappointé. Il arriva un petit accident à l'usine, et aussitôt les voisins envoyèrent défense au pasteur de continuer la manufacture du gaz, avec l'ordre de démolir l'usine dans les 24 heures. Ce protêt fut soutenu par le gouvernement, qui demanda

au pasteur de tout suspendre pour le moment C'est ainsi que se termina le premier effort d'introduire le gaz dans Haïti. Cet effort fut fait par un des meilleurs amis du pays, et son intention était d'introduire un des plus grands perfectionnements de l'âge. Il est certain que les autorités qui avaient tant admiré cette petite usine n'auraient pas dû commander qu'on cessât de s'en servir. On pourrait avec raison dire que la république avait besoin d'améliorations plus importantes que celle-ci, mais on a parlé de la sorte pendant cinquante années, et rien n'a encore été fait. Ne vaudrait-il pas mieux commencer quelque-chose que de ne rien faire, et simplement parce qu'on a besoin d'autres choses ? Quelque regrettable qu'ait été l'insuccès de l'introduction du gaz en Haïti, on doit davantage regretter qu'on ne put pas réussir à établir une bonne école pour filles — fait très humiliant, surtout pour le missionnaire qui avait à cœur ce travail, et qui se vit délaissé par un public chrétien. <sup>34</sup>

On établit aussi une fonderie à Port-au-Prince à cette époque. La force de vapeur employée était un peu moindre que cent chevaux, et la distribution générale du [286] pouvoir était bien-disposée. Si le travail pouvait être soutenu et continué, ce serait sans aucun doute un avantage incalculable pour un pays si entièrement agricole qu'Haïti, où on a toujours besoin d'outils, et où maintenant des bateaux à vapeur font un service régulier et ont besoin de raccommodements. Mais hélas ! des événements d'une nature révolutionnaire vinrent paralyser cette entreprise nationale. Ces constructions, bâties principalement en fer, pourraient pourtant avec peu de dépenses servir à leur premier usage. Tout d'abord on plaça la direction de cette fonderie sous les soins d'ingénieurs français, qui, quoique compétents, furent singulièrement malheureux sous tous les rapports, tant dans leurs arrangements avec le gouvernement que par rapport à leur santé — les tropiques étant très malsains pour l'ouvrier européen.

Parmi les particularités qui 'distinguèrent la restauration de la république nous devons remarquer le sujet de la musique nationale ou militaire. Jusqu'à la fin de l'empire la musique avait été négligée,

---

<sup>34</sup> Ce qui reste des fonds pour l'accomplissement de ce grand travail peut être obtenu à aucun moment. On espère que — sinon les chrétiens, du moins les chrétiennes — de l'Amérique et de l'Europe protestante auront assez de foi et de courage pour aider à cette mission à travailler à l'éducation de la femme et à élever sa dignité, travail négligé par Haïti.

malgré le goût du peuple d'Haïti pour cette science. Le pouvoir inspirant de la musique a un effet salubre même sur la démarche et la tenue des troupes. Comme science elle forme un salubre exercice mental. On rechercha des hommes capables en France et en Haïti pour enseigner la musique, et le résultat de leur travail parut bientôt. Le fait est que les Haïtiens, bien dirigés et bien enseignés dans cette science, seraient aussi capables qu'aucun peuple dans le monde.

Quant à l'organisation militaire et à la discipline générale nous devons dire qu'on forma à cette époque un corps de tirailleurs, qui bien discipliné par des étrangers, et leur musique en tête, avait l'air le plus martial de tous les corps d'Haïti. La masse de Farinée resta pourtant dans l'état où elle avait été pendant [287] longtemps, c'est-à-dire sans vraie discipline. Dans la chose qu'elle a le plus longtemps adorée, savoir tout ce qui a rapport à l'épée, Haïti est arriérée à un degré humiliant

Il reste beaucoup à faire par rapport aux arrangements municipaux. Les rues de Port-au-Prince demandent de grandes améliorations sous tous les rapports. Les marchés présentent une des scènes les plus africaines qu'on puisse imaginer ; ils sont dangereux quant aux épidémies, etc., par les restes de légumes et d'autres choses qu'on y laisse amassées de toutes parts. La halle de bouchers, quoique pas complètement négligée, demande beaucoup plus de soin qu'elle ne reçoit actuellement. Il est donc à espérer qu'on augmentera les pouvoirs et les ressources financières du corps municipal, et que des marchés en fer sur le même principe que les Halles de Paris, tels que le digne maire de Port-au-Prince avait en vue en 1863, brillamment éclairés au gaz, seront construits. Il est à regretter que la nouvelle république, qui avait réussi à renverser un empire despotique, n'ait pas eu assez de persévérance pour développer des mesures qui auraient fait honneur à Haïti, ainsi qu'à son caractère africain.

Nous regrettons de ne pas pouvoir dire du bien des réformatoires et des prisons d'Haïti. Les infortunés qui sont en prison pour des fautes morales, sont placés sous un pouvoir vengeur plutôt que sous la puissance de la réforme. Il n'y a aucune influence réformatrice dans ces prisons. Le gouvernement semble avoir oublié que le temps, la force, et la pensée de ces infortunés pourraient être employés à leur propre bien et à celui de la république. Pendant le règne de Soulouque, lorsqu'on prenait un voleur dans la cité, les agents de police le

battaient de verges pendant qu'ils le conduisaient [288] en prison — spectacle regrettable sous tous les rapports, tant pour les coupables que pour la société. De tout temps il a été d'usage en Haïti défaire travailler les prisonniers dans les rues publiques, sous la surveillance d'une police militaire. Ces prisonniers portent de pesantes chaînes aux jambes. Il est inconcevable comment un gouvernement éclairé peut permettre des scènes tellement dégradantes. C'est pourtant le cas, et jusqu'à ce moment on n'a pas songé à remédier à ce mal.

Les prisons, quoique passablement propres et bien fournies d'eau, sont sans discipline et sans culture morale. On n'a encore jamais pensé à améliorer la condition des prisonniers ; qui, quoique nombreux, ne le sont pas autant qu'on pourrait le supposer, en les faisant travailler à quelque ouvrage utile. Il est vrai qu'on fit à cette époque un effort pour fonder une maison pénitentiaire en Haïti. On fit même de grandes dépenses pour bâtir un édifice convenable. Pendant l'empire on envoya un officier militaire très intelligent en Jamaïque pour étudier le système qu'on y avait adopté, et à son retour il présenta son rapport au gouvernement. Tout fut admiré et approuvé, mais on ne fit presque rien de plus que cela. L'édifice qu'on avait bâti pour servir de réformatoire, et appelé La Maison Centrale, existe toujours, avec ses forges, etc. ; et on s'en sert maintenant pour le service du gouvernement ou pour le public, mais comme établissement de réforme il a complètement échoué.

Nous allons maintenant examiner la question importante de la liberté religieuse en Haïti pendant cette époque. Marchant sur les traces du monde en général, elle n'a pas toujours été sans blâme sur ce sujet, elle a persécuté les croyances qu'elle ne regardait pas comme siennes. Il est vrai qu'elle l'a fait avec grâce et avec un certain [289] sentiment d'honneur ; car lorsqu'elle a prié les missionnaires chrétiens, de se retirer du pays, elle a offert de payer tous leurs frais de voyage. Les disciples du Christ dans le pays furent pourtant vivement persécutés, emprisonnés, etc., — non les missionnaires eux-mêmes, mais les indigènes qui avaient embrassé leurs doctrines, et qui avaient osé penser pour eux-mêmes en matières de religion. Soulouque déshonora son pays dans le même sens, quoiqu'il ne renvoya pas les missionnaires. La restauration de la république plaça la liberté religieuse sur un pied juste et ferme. Nous devons pourtant admettre que tous les gouvernements d'Haïti depuis l'année 1843, excepté celui

de l'empire de Soulouque, ont été très libéraux sur la question religieuse.

Pour expliquer l'établissement d'un concordat ecclésiastique avec Rome, on avance de sérieuses raisons. Nous savons très bien que le pays avait besoin d'un clergé beaucoup plus pur ; mais nous ne sommes pas préparés à prononcer notre jugement quant aux avantages d'une alliance étroite avec Rome ; la postérité en jugera. Nous ne sommes pas animés par un esprit de secte, et nous ne faisons pas ces remarques en homme religieux. La simple question que nous faisons est celle-ci : Le système ecclésiastique de Rome n'est-il pas très en arrière des idées avancées de la portion instruite du peuple d'Haïti ? Un tel compact n'est-il pas incompatible avec l'esprit de l'époque, vu le désir qui existe chez tous les hommes d'être libres sous tous les rapports, et responsables à Dieu seul en tout ce qui a rapport à la conscience ? <sup>35</sup> Il est certain que l'amour [290]

de la liberté chez les Haïtiens est tel que Rome n'a encore jamais pu tolérer. Il nous est donc impossible de faire harmoniser ces faits.

Sous la république nouvelle la liberté religieuse peut être regardée comme étant entière et parfaite ; c'est ce qu'on ne pourrait peut-être pas dire d'aucun autre pays catholique. Nous ne voulons pas dire que le Protestantisme ne rencontre pas de petites difficultés locales en Haïti, de la part d'un prêtre étroit ou d'un magistrat arriéré ; mais dans un cas pareil le gouvernement et le peuple seront toujours prêts à défendre le droit. Ceci n'a pas toujours été le cas en Haïti. Boyer craignait une liberté religieuse entière et complète, parce que, selon

---

<sup>35</sup> Nous sommes redevables à un ami pour les notes suivantes sur le concordat entre Rome et le gouvernement haïtien. À part des fonds nécessaires au maintien du service catholique dans la république et des séminaires ecclésiastiques, la hiérarchie catholique romaine choisie par le concordat a le droit de demander au trésor public les sommes suivantes : —

L'archevêque	20,000 francs par an.
Les deux évêques (chacun 12,000 frs.)	24,000 francs par an.
Le grand vicaire de Port-au-Prince	4,000 francs par an.
Les autres quatre grands vicaires	12,000 francs par an.
Chacun de 40 prêtres, 1200 francs	48,000 francs par an.
	<hr/>
	108,000 francs par an.

lui, Haïti n'y était pas encore préparée, quoique Pétion et Christophe avaient cru et agi autrement ; ces deux présidents avaient introduit le Protestantisme parmi leur peuple, et l'avaient entouré de leur protection. Sous leur présidence les Protestants ne furent jamais molestés par le peuple, au contraire, on les respectait. On n'entendit jamais la moindre discorde entre les deux églises. La liberté la plus grande régnait tant dans le royaume de Christophe que dans la république de Pétion ; chacun de ces chefs était déterminé, que le Romanisme et le Protestantisme existeraient l'un à côté de l'autre, et que le peuple serait parfaitement libre de choisir entre les deux croyances. Le clergé romain dut quelquefois voir avec regret plusieurs membres de [291] leurs églises devenir Protestants, mais sans oser les opposer. Tout ceci se faisait dans la paix la plus parfaite ; c'est qu'on n'avait pas encore signé de concordat avec Rome.

Depuis cinquante ans le Protestantisme a été introduit en Haïti, et son influence y a été considérable. Il a opéré comme un petit levain caché sur la nation entière ; aussi on ne doit pas juger de ses progrès par le nombre et la grandeur de ses églises, ni même par le nombre de membres qui y sont attachés. Le gouvernement provisoire fit un pas de géant vers la complète liberté religieuse. Tout fut très bien maintenu jusqu'au moment malheureux pendant lequel le Général Soulouque fut placé à la tête des affaires. Avec de meilleurs conseillers Soulouque aurait pu mieux faire ; sa volonté était bonne, mais son intelligence était non-cultivée.

Nous aimons à constater que les chrétiens des États-Unis de l'Amérique commencent à tourner leur attention sur Haïti. Il est à espérer que la cessation de l'esclavage dans cette république modèle conduira les chrétiens de toutes les dénominations à s'occuper plus complètement de leurs voisins, déchirés par des révolutions intérieures, et qui ont tellement besoin du pouvoir adoucissant du christianisme. Nous signalons avec joie l'arrivée en Haïti du Revd. J. T. Holly, pasteur de l'église épiscopale de l'Amérique. Ce digne missionnaire arriva le 26 Mai, 1861, accompagné d'une colonie missionnaire de cent onze personnes, qui venaient de New Haven, dans le Connecticut. Cette colonie avait deux choses en vue ; d'abord de se former des demeures confortables, et ensuite d'exercer une influence salutaire sur les habitants du pays parmi lesquels ils venaient demeurer. Le président d'Haïti leur donna la campagne qui appartenait

autrefois au gouvernement Drouillard, à trois [292] milles de Port-au-Prince. Ils montrèrent leur caractère tout américain par leur grande énergie et par leur esprit entreprenant. Mais il est difficile pour les habitants des latitudes du Nord de comprendre le soin et la prudence que les tropiques exigent de ceux qui viennent y travailler. Pendant la première année on regarde cette prudence et ce soin, comme de l'indolence et de la timidité, aussi s'expose-t-on à la maladie et à la mort. Il en fut ainsi de plusieurs de ces colons chrétiens ; aussi, 19 mois après leur arrivée dans le pays, leurs rangs avaient été tellement décimés, qu'ils se virent forcés de changer leurs plans. Le pasteur habita Port-au-Prince. Il est à espérer que l'église épiscopale de l'Amérique l'y gardera longtemps.<sup>36</sup> Il est certain que tout travail missionnaire dans la république d'Haïti devra s'attendre à rencontrer des découragements, mais ne doit-on pas laisser le résultat de cette œuvre à Dieu ? Le raisonnement doit se taire lorsque le devoir appelle.

S'il était possible d'envoyer des bandes de chrétiens sur ce champ, le fruit obtenu serait certainement plus nombreux et plus beau. Il ne serait peut-être pas prudent dans les tropiques de faire cet essai. Les travaux agricoles sous un soleil vertical demandent une introduction graduelle — on doit employer les heures où le frais se fait sentir, et on ne doit s'exposer à la grande chaleur que par degrés.

L'arrivée du pasteur Holly complète les statistiques suivantes, qui nous donneront une faible idée du travail d'évangélisation qui a existé et qui existe dans ce pays depuis l'arrivée des premiers missionnaires wesleyens en 1816.

---

<sup>36</sup> Depuis 1861, la mission épiscopale américaine à Port-au-Prince a reçu le cadre entier d'une petite église, d'une maison, et d'une école, en bois. Cet établissement aide à embellir la capitale de cette république.

[293]

*Églises en Haïti, apart de celles appartenant à  
l'Etablissement Ecclésiastique dît pays ; —*

DÉNOMINATIONS. — Méthodistes Wesleyennes Anglaises,

	Nombres d'églises	Nombres de personnes qui les fréquentent.
Port-au-Prince,	I	600
Fond Cheval	I	40
Jérémie,	I	100
Gonaïves,	I	100
Cap Haïtien,	I	200
Gross Morne du Nord	I	40
L'Anse à Veau	I	40
Cormunin	I	40
Dans la partie espagnole —		
Puerto Plata	I	50
Samana	I	100

Méthodistes Africaines — Américains de Couleur.

Port-au-Prince	1	150
Arcahaie	1	50
Jérémie	1	50
Santo Domingo	1	50

Baptistes — Anglaises.

Jacmel	1	350
St. Raphaël	1	50

Baptistes-Américaines.

Port-au-Prince	1	100
St. Marc	1	50

Épiscopales-Américaines, etc.

Port-au-Prince	1	200
Cabaret Quatre	1	30

Américaines de couleur, dispersées par toute  
la république, et qui sont sans pasteurs, 400

*Nombre d'enfants qui ont reçu dans leur éducation les différentes Écoles Protestantes depuis le commencement des Missions Évangéliques en Haïti ; —*

Dans l'École Primaire Wesleyenne à Port-au-Prince	1000
Dans l'École Primaire Wesleyenne du Cap Haïtien	500
Dans l'École Primaire Wesleyenne de Gonaïves	500
[294]	
Dans l'École Primaire Wesleyenne de Jérémie	400
Dans l'École Primaire Baptiste Anglaise de Jacmel	200
Dans l'École Primaire Wesleyenne Américaines de Port-au-Prince,	100
etc	

Ceux qui sont au courant de l'antagonisme qui existe dans le sein de l'église de Rome contre tous ceux qu'elle appelle hérétiques, seront étonnés du succès qui a couronné le travail des Protestants dans cette république. Les chiffres que nous venons de donner sont d'origine catholique. On doit se rappeler que le travail d'éducation dans les postes différents du pays a été soutenu par les habitants d'Haïti, par le moyen de paiements réguliers dans les écoles, et par le moyen de collectes et de souscriptions, travail laborieux pour les missionnaires. Les statistiques suivantes donneront une idée des dépenses faites pour l'érection d'églises, de maisons, et d'écoles protestantes dans ce pays, fonds qui ont été presque entièrement recueillis en Haïti : —

ÉGLISE MÉTHODISTE WESLEYENNE.

*Port-au-Prince.*

Terrain et Église (or)	15,000 dollars.
Maison, Ecole, etc.,	12,000 dollars.
Plusieurs Maisons sur la propriété,	1,000 dollars.
Terrain et Église	5,000 dollars.
Maison, etc.	3,000 dollars.

*Cap Haïtien.*

Terrain et Église — bail du Gouvernement,	5,000 dollars.
Maison, Ecole, etc.	3,000 dollars.

*Cayes*

Terrain et Église	5,000 dollars.
-------------------	----------------

*Fond Cheval*

Une petite Chapelle, etc.	100 dollars.
---------------------------	--------------

*Cabaret Quatre*

Une petite Chapelle, etc.	100 dollars.
---------------------------	--------------

ÉGLISE BAPTISTE ANGLAISE.

<i>A Jacmel</i> — Église, Terrain, Maison, etc.	12,000 dollars.
---	-----------------

ÉGLISE BAPTISTE INDIGÈNE.

<i>A St. Raphaël</i>	1,000 dollars.
----------------------	----------------

ÉGLISE MÉTHODISTE AFRICAINE.

<i>A Port-au-Prince</i> — Église, etc.	2,000 dollars.
<i>A Arcahaie</i> — Église, etc.	100 dollars.
<i>A Jérémie</i> — Église, etc.	500 dollars.

ÉGLISE AMÉRICAINE EPISCOPALE.

<i>A Port-au-Prince</i> — Terrain, Église, Maison, etc.,	3,000 dollars.
--	----------------

Outre le maintien de l'éducation qui coute pas moins de 2 mille dollars en or par an, Haïti a contribué largement au maintien du ministère public. Il est probable que le comité missionnaire de l'église méthodiste wesleyenne à Londres n'a pas dépensé plus de 200,000 dollars en or en Haïti — somme assez grande si on pense aux

difficultés avec lesquelles on l'a recueillie, mais somme très petite si l'on considère le travail qu'il reste à faire.

On ne peut concevoir comment il est jamais entré dans l'idée des églises chrétiennes d'abandonner une mission semblable — et pourtant cette idée a été entretenue. Nous ne cachons pas le fait que cette mission a présenté de grands découragements aux méthodistes wesleyens anglais, les pionniers des missions protestantes dans cette île. Nous l'avons dit ailleurs, les deux premiers missionnaires furent obligés d'abandonner ce champ de travail par la persécution qu'on souleva contre eux. Après cette époque on ne fit que tolérer le Protestantisme, ce qui retarda son progrès. *Le* pays a aussi été la victime de révolutions nombreuses, et quoiqu'on a obtenu de grands résultats, ce n'a été qu'à travers des plus grandes difficultés. Le plus grand nombre des missionnaires européens, pour des raisons qui leur ont paru suffisantes, ont graduellement abandonné le pays, et les [296] églises indigènes se sont peu à peu séparées des églises anglaises, quoiqu'elles conservent toujours une grande affection pour elles.

La tenure de terre en Haïti est sans doute un des obstacles au succès des sociétés étrangères, — la tenure de terres étant défendue aux étrangers, excepté pourtant par l'entremise de fidéi-commissaires indigènes. Le but de chaque mission est l'indépendance ; et on ne doit pas supposer qu'on ait fondé les colonies ou les missions avec un autre but.

Ayant cet objet spécial en vue, on forma un comité de finances à Port-au-Prince en 1865, avec l'espoir de créer des fonds par toute la république pour le maintien de la mission wesleyenne en Haïti. Ceci fut une mesure préliminaire, car on avait dessein dans la suite non seulement d'aider à soutenir cette mission, mais à la soutenir et à la maintenir entièrement. Ce comité indigène offrit au comité de Londres la somme de trois cents livres sterling, à condition qu'on leur envoyât cinq missionnaires. On n'accepta pas cet offre en Angleterre, parce qu'on n'était pas prêt à déboursier les sommes d'argent qu'une telle entreprise demanderait. Les Haïtiens perdirent confiance, et doit-on en être surpris, quand on considère toutes les difficultés dont nous avons fait mention, et quant à ceci on ajoute le fait, qu'on a bien peu d'espoir de réussir à former un ministère indigène dans ce pays ? La formation d'un tel comité de finances en Haïti doit être regardée comme formant une époque dans la mission wesleyenne de ce pays.

Le comité de Londres admit que leur effort était louable et digne d'attention, mais ce fut tout, aussi on ne s'est guère occupé de renouveler des efforts semblables. Ce qui est regrettable c'est que si les missionnaires qu'on demandait avaient été envoyés, on aurait recueilli une somme beaucoup plus considérable que celle qu'on avait promis de recueillir.

[297]

On regarde Haïti sans doute comme ayant mal accompli sa mission par rapport à l'Afrique et à l'Africain. Nous sommes forcés d'admettre que sous bien des rapports on ne se trompe pas ; et à cause de cela on a jugé qu'elle était une nation indigne. Sous bien des rapports on l'a encore bien jugée. Mais n'est-ce pas là la plus forte raison qu'on puisse assigner pour que les hommes éclairés et chrétiens lui viennent en aide ? Si le Rédempteur n'eut béni que les portions de la terre qui étaient dignes de recevoir ses bénédictions, où faudrait-il aller pour trouver ce pays ou ce peuple ? Quelle que soit l'opinion qu'on forme, il est présumable que si on avait, depuis les trente dernières années, augmenté le nombre des missionnaires en Haïti, on aurait placé cette nation sur un pied tout différent, et un ordre de choses tout différent y existerait aujourd'hui.

On ne doit pas oublier que le travail des missions chrétiennes est encore à son état d'enfance en Haïti. C'est ce que le comité wesleyen a toujours enseigné à ses missionnaires. Et le temps n'est pas encore venu quand on pourra mettre de côté les préliminaires de ce grand travail. On a encore besoin de pionniers, et on en aura besoin jusqu'à ce que les églises plantées dans le pays seront capables de se maintenir en toutes choses. Permettre à ces églises de disparaître pour quelque autre raison, sauf celle que le grand chef de l'église reconnaît comme une impossibilité, serait un acte criminel.

Il est évident que la Providence prépare une suite de circonstances qui contribueront au bien de la famille humaine, et par conséquent au bien d'Haïti. Nous parlons du renversement de toutes ces barrières, et la destruction de toutes ces limites, qui ont si longtemps opéré dans un sens exclusif. Le temps arrive quand le monde entier sera libre dans le sens le plus complet du terme.

[298]

Pendant plusieurs années les États-Unis ne regardèrent pas Haïti et l'Africain en général avec aucun degré d'affection. Maintenant il s'opère un changement. Les jours ténébreux du passé sous ce rapport n'existent plus, et pourtant pendant ces jours de découragement les Wesleyens de l'Angleterre envoyèrent des missionnaires dans ce pays. Ils y ont travaillé longtemps au milieu de grandes difficultés, et leur travail n'a pas été en vain, comme les pages précédentes l'ont prouvé. Pendant bien des années ce champ de travail semble avoir été laissé aux seuls soins de cette église, mais le jour est venu quand les empêchements de tous genres seront renversés par le pouvoir du Tout-Puissant. Ce pays est ouvert à tous. Et on espère que les églises américaines penseront maintenant à Haïti. Que toutes les églises chrétiennes en Europe et en Amérique écoutent et obéissent à la voix de l'Esprit Saint par rapport à l'éducation et à l'évangélisation de ce pays !

Les triomphes de la justice dans les États-Unis, par le moyen de la dernière guerre civile, pourront peut-être être envisagées comme indiquant les desseins de la justice divine envers l'humanité. Une grande nation, jouissant maintenant d'une liberté parfaite sous tous les rapports, est libre d'opérer comme elle le veut dans la diffusion du christianisme. Et le pouvoir qu'elle exerce lui donne l'autorité de dire aux autres grandes nations libres et civilisées : Suivez-moi ! Il est à espérer que ses armées puissantes, avec la seule arme de la vérité, l'épée de l'Esprit, savoir la Parole de Dieu, s'uniront à d'autres armées semblables, et que se plaçant sous la direction du grand Chef Emmanuel, elles aideront à élever, à transformer la condition morale du monde, et à faire régner par toute la terre, la paix et la connaissance. Haïti peut donc s'attendre à recevoir sa part de ce bien ; d'autant plus qu'elle a prouvé au monde entier qu'elle est [299] préparée pour tout le bien que toutes les églises chrétiennes pourront lui faire. Haïti n'a besoin que de cela, elle est capable sous tous les autres rapports d'agir pour elle-même. Son seul défaut se trouve dans la lacune de l'élément moral ; et sous ce rapport elle est faible et malade. Que les églises chrétiennes lui apportent donc ; la force et la santé, et elle s'élèvera à son propre niveau !

[300]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## Chapitre XIII

‘Nations clos’d up, like stagnant waters, to Corruption haste.  
Let, then, the living stream Corne in !’ \*

L’immigration — Son manque de succès — Assassination de la fille du président — L’intention de tenir une réunion publique à l’occasion de la mort de Lincoln — Les tirailleurs — Querelle entre les Anglais et Salnave — Dernier message de Geffrard — De grands projets de réforme — La nuit du 22 Février, 1867 — Geffrard s’embarque pour la Jamaïque — Le nouveau gouvernement.

[Retour à la table des matières](#)

Rien ne peut être plus déplorable que la grande instabilité d’Haïti. On ne peut la justifier. Cependant on peut dire beaucoup de choses en faveur du développement de ses ressources. Les devoirs militaires et les révolutions nombreuses n’ont pas été assez puissantes pour détruire la vie réelle du pays. Quoique le progrès du commerce a été lent, il a pourtant existé et cela malgré les grands obstacles à son développement. Les exportations de café ont augmenté, et on a créé une exportation de 10,000,000 de livres de coton par an au milieu des plus grands désordres politiques. On a maintenu l’éducation quoique sur une bien petite échelle, et les intérêts différents de cette vie ont continué leurs courses. Malgré la grande dette qu’on doit à la France, dette qui forme un continuel écoulement sur le trésor public, on a réussi à accumuler l’argent et à faire des fortunes.

---

\* ‘Lorsqu’une nation se ferme, elle se corrompt comme les eaux stagnantes. Qu’on laisse donc circuler la source vivante !’

[301]

Les révolutions elles-mêmes ont souvent servi à présenter au monde des hommes de talent Nous pensons avoir prouvé clairement qu'il y a dans ce pays d'immenses ressources physiques et morales qui ne demandent que des circonstances favorables pour se manifester.

Les chapitres précédents montrent que pendant les premières années du gouvernement Geffrard, malgré les erreurs de jugement, et bien d'autres, quant aux principes généraux du républicanisme et de la liberté politique, tout présentait un aspect encourageant, et on avait l'espoir de voir un avenir heureux. Mais Haïti n'a encore jamais compris pleinement les principes d'un gouvernement libre dans un sens pratique.

Aussitôt que la république fut restaurée, ou tôt après, on manifesta un grand désir d'augmenter la population par le moyen de l'immigration, qu'on voulut établir sur une vaste échelle. Le gouvernement d'Haïti employa de nombreux agents, qui devaient tenir des réunions publiques parmi les gens de couleur des États-Unis, et donner des conférences sur Haïti. Par ce moyen des milliers de gens entendirent parler d'Haïti, de son climat, de sa fertilité, de ses ressources sans bornes, et de tous les avantages que ce pays offre. Plusieurs crurent que les descriptions qu'on faisait d'Haïti étaient grandement exagérées. Le fait existe pourtant que le climat et le sol de ce pays offrent des ressources incalculables. Mais quelles que soient les ressources d'un pays, on doit toujours user de la plus grande prudence lorsqu'on persuade à des familles entières de venir l'habiter. Des immigrants, entrant en possession même d'un riche désert, occupent immédiatement la position de pionniers ; leur tâche au milieu des plus grandes ressources sera toujours grande et pénible, et dans quelques cas plusieurs tomberont sous le fardeau. [302] Il ne serait pas étonnant si dans des cas semblables on entendrait des accusations de cruauté, d'injustice, et de déception.

On doit admettre que de tous les côtés il y eut un grand défaut de jugement dans ce projet louable. Le gouvernement haïtien dépensa de grandes sommes d'argent, et plusieurs hommes influents dans la république avaient à cœur l'exécution de ce projet. Des centaines de familles arrivèrent en Haïti à la fois ! L'espoir de tous était brillant,

mais on ne tarda pas à sentir combien étaient grandes les difficultés de former de nouveaux homes, d'adopter de nouvelles habitudes, et d'oublier les jouissances d'une haute civilisation qu'ils avaient laissé derrière eux. Incapables de porter leurs lourds fardeaux, plusieurs succombèrent. Le climat tropical eut un effet désastreux sur ces Africains habitués à un climat froid ; ces gens furent remplis de crainte. Des centaines retournèrent chez eux, et le récit de leurs désappointements, de leurs souffrances, et des pertes qu'ils avaient essuyées, tant de propriété que d'amis, mit fin à cette immigration.

L'intention des Haïtiens était bonne, et si cette immigration avait réussi, comme elle l'aurait fait si on l'avait bien dirigée, elle aurait produit des avantages incalculables de toutes parts, non seulement pour Haïti mais aussi pour les immigrants eux-mêmes, et au grand principe de l'indépendance qui est si cher à tous les Haïtiens. Ce manque de réussite ne devrait pas décourager pour l'avenir. Qu'on ait toujours et plus que jamais cet objet en vue ; mais au lieu d'embarrasser par l'arrivée de centaines, sans faire des préparations pour les recevoir, que ce plan soit développé lentement, et qu'il devienne un mouvement perpétuel plutôt qu'autrement. Qu'on choisisse tout d'abord des positions convenables où l'eau et la fertilité rendront le [303] succès certain, et où à leur arrivée les immigrants pourront se diriger sans aucun délai, et qu'on fasse venir un petit nombre de familles » Qu'on veille ensuite à ce qu'il n'y ait plus d'augmentation avant que la prospérité des premiers soit assurée. Si on poursuivait cette voie pendant vingt ans, ou sur le principe d'une augmentation continue, l'immigration réussirait parfaitement, et la réputation du pays serait établie avec permanence.

Pour ceux qui possèdent des richesses plus ou moins grandes, Haïti pourrait devenir une banque solide, payant un bon intérêt, sur un capital bien appliqué à la cultivation d'un sol fertile. Haïti est aussi digne d'attention dans un sens littéraire, par rapport au barreau, à la médecine, et au sénat.

L'objet de cette immigration était louable. Il démontrait clairement qu'Haïti en avait besoin. On pensait peut-être qu'il était nécessaire d'y introduire un élément moral plus sain, et on avait bien raison. Outre ceci, on savait que la population d'Haïti ne suffisait pas pour la cultivation de son vaste territoire. On savait aussi que ce défaut aurait pour résultat la faiblesse et la stagnation. La stagnation est en vérité

un mauvais levain. Qu'on permette donc à une source morale et intellectuelle de traverser le pays ; mais qu'elle vienne sûrement pour tous les partis. Le système militaire qui a existé depuis longtemps en Haïti, et le langage du pays sont des obstacles, mais le premier devra dans la suite, et peut-être dans bien peu de temps, perdre sa puissance. Cette question fut même considérée sérieusement sous le gouvernement Geffrard. Un despotisme militaire deviendra impossible. Que ceux donc qui ont à cœur ce travail viennent à l'aide de cette nation dans ses efforts pour le triomphe de *la paix et de l'industrie*. Quant au langage, le commerce [304] viendra indiquer la voie, La langue anglaise a déjà fait de grands progrès dans le pays.

Dans ce dernier effort d'immigration comme dans le premier, on reconnut le principe qu'il était impossible qu'aucune branche de la famille humaine demeurât dans l'isolement. L'homme ne peut pas exister seul dans aucun sens. Il ne fut pas formé pour la solitude, et il ne peut pas y être heureux. Une des plus grandes bénédictions pour la Grande Bretagne depuis le temps de Jules César a été que l'Europe entière s'y est dirigée. La gloire actuelle des États-Unis consiste dans le fait qu'elle est ouverte au monde entier. Et il est un fait incontestable, c'est que pas une de ces grandes nations a perdu un seul iota de leur identité, malgré les flots d'immigration qui sont venus se diriger sur elles. Haïti a donc tout à gagner par une immigration prudente et bien dirigée. Qu'elle veille seulement au maintien de sa dignité par la culture morale et universelle de ses enfants.

Malgré tout ce qu'il y avait de bon dans le gouvernement Geffrard, on ne put empêcher à des éléments de discorde de se manifester. Il est certain qu'on s'était fait de nombreux ennemis par le moyen des exécutions politiques, par le bannissement, par le mépris de l'opinion publique, par l'extravagance dans les salaires publics, par le maintien d'une vanité excessive, et par mille autres moyens.

On ne pouvait pas s'attendre à ce que la classe privilégiée, créée sous l'empire de Soulouque, se laisserait renverser aisément. Aussi le 3 Décembre, 1859, une des actions les plus diaboliques rapportées dans l'histoire d'Haïti eut lieu. Un certain parti, formé des débris de l'empire, conçut le dessein d'assassiner le président L'histoire raconte que le gouvernement le savait ; mais on permit à ce plan de se mûrir, ayant [305] l'espoir de pouvoir plus facilement se saisir des coupables. On choisit la nuit pour commettre cet acte sanglant. On

avait 'arrangé de fusiller Madame Blanfort, la fille du président, avec l'intention de se saisir du père lorsqu'il viendrait à l'aide de sa fille. Cette victime innocente fut fusillée par des meurtriers qui la couchèrent en joue à travers d'une des croisées de la chambre où elle était assise à lire. La balle lui perça la tête, et elle mourut presque aussitôt. Les amis de Geffrard connaissaient heureusement les éléments qui régnaient, et ils l'empêchèrent de s'exposer. Ce fut ainsi que ce vil projet échoua. L'histoire de cette affaire, avec les détails du jugement et de l'exécution, est d'un intérêt triste et sombre, et est très bien connue en Haïti. Il est donc évident, que dès le commencement du gouvernement Geffrard, les éléments moraux étaient en conflit. La cause du progrès avançait pourtant, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent.

Les principes vrais et purs de gouvernement ont toujours fait défaut dans ce pays, et les meilleurs projets ont échoué par l'usage de mesures fausses. Le grand défaut politique d'Haïti a été de ne pas permettre à ses principes républicains d'avoir un libre cours. Le chef magistrat, empereur, roi, ou président, a, jusqu'à ce moment, été le maître et non le serviteur du pays. Il a exécuté sa propre volonté et non celle du peuple. On a donc eu recours aux armes meurtrières plutôt que de céder un pouvoir qui ne pouvait être maintenu que par une force brutale. Sous Geffrard, le pouvoir militaire chercha la perfection comme système ; sa musique, sa discipline, et son uniforme dépassaient tout ce qu'on avait encore vu en Haïti.

Néanmoins, jusqu'à l'année 1862, pendant la république restaurée, une chambre de représentants, dans [306] laquelle se trouvaient des hommes capables qui exprimèrent leurs opinions, avait été très active. Le résultat fut, que le gouvernement fut quelquefois sérieusement interpellé. C'était un nouvel ordre de choses dans le pays qui ne fut pas apprécié par le pouvoir régnant. Aussi au commencement de l'année 1862, ce parlement fut dissous, le président dans cette occasion exerçant son droit. Il ne serait peut-être pas difficile d'expliquer pourquoi les mêmes représentants ne furent pas réélus par le peuple. Une chambre toute différente fut constituée, ce qui n'aurait jamais eu lieu, si le gouvernement n'avait pas exercé une influence injuste. Il est certain que la dissolution de cette chambre fut le commencement de grands malheurs pour le pays.

Les hommes qui avaient courageusement et légitimement parlé en faveur de leur pays avaient été réduits au silence et renvoyés, le levain du mécontentement avait été déposé dans la nation, et ses effets se manifestèrent bientôt. On entendait ici et là des murmures, et les pouvoirs régnants, sentant les premiers symptômes d'une plaie révolutionnaire, conclurent que l'épée serait leur meilleur protecteur. On commença donc à organiser une forte armée. Le pays était en danger, menacé, non par une puissance étrangère, et on devait le protéger ; ou, pour parler plus clairement, les Haïtiens étaient menacés par les Haïtiens, et il était nécessaire d'avoir recours aux armes. Tel a été la voie poursuivie par Haïti, et ses victoires ont été souvent remportées sur elle-même. On avait formé un nouveau corps militaire sous le gouvernement Geffrard, qu'on nomma les tirailleurs. Ce corps, qui comptait de deux à trois mille hommes, avait été formé, quant à sa discipline et à sa musique, par des Européens. Il présentait une apparence militaire très comme il faut. Il [307] était choyé et adoré par le président, qui se croyait invulnérable sous l'ombre de ses armes.

Au commencement de l'année 1865, le parti révolutionnaire forma un gouvernement provisoire au Cap Haïtien, et le 13 du même mois et de la même année, Port-au-Prince fut jetée dans une grande agitation. On avait conçu le projet de tenir une réunion publique à l'occasion de l'assassination du Président Lincoln ; cette réunion devait se tenir dans l'église wesleyenne le même jour, et devait être présidée par un des secrétaires d'état, mais l'excitation publique était telle qu'il fut impossible de la tenir. Haïti était de nouveau aux prises avec une autre révolution, qui était le résultat de deux causes différentes : d'abord, la résistance de Longfusse, auquel le commandant Salnave s'était uni ; le premier fut pris, jugé, et fusillé, mais le dernier put échapper. Ensuite, la dissolution de la chambre des représentants, cause évidente d'un grand mécontentement. Ces deux circonstances peuvent être regardées comme les principaux ressorts en activité parmi mille autres, et qui, dans la suite, jetèrent Haïti en pleine révolte.

Dans la première partie du pouvoir de Geffrard, la presse publique s'était exprimée avec clarté sur les désirs de la nation que la punition de mort pour les fautes politiques serait supprimée. Le gouvernement ne fit aucune attention à ce désir si clairement exprimé. Il est déplorable qu'un gouvernement éclairé osa braver les désirs du peuple

et mettre à mort un grand nombre de coupables politiques. Assurément, ce que l'on sème on le moissonnera aussi.

L'armée du gouvernement provisoire au Cap Haïtien occupait une forteresse appelée Bel Aire ; forteresse qui commandait la principale et presque la seule entrée au Cap Haïtien. Cette forteresse était sous le commandement de Salnave, qui avait été promu au [308] grade de général, par le gouvernement provisoire. Le Général Geffrard se vit forcé de réunir ses troupes. Il envoya une armée de cinq à six mille hommes au Nord du pays. On se battit à plusieurs reprises, et il tomba plusieurs hommes des deux armées. Mais Salnave avec une poignée d'hommes conserva la forteresse, et la grande armée de Geffrard fléchit longtemps devant cette petite armée résolue et courageuse. Geffrard lui-même se mit en route avec de nouvelles forces ; mais tous ses efforts furent inutiles, jusqu'à ce que quelques difficultés existèrent entre les Anglais et le parti de Salnave. Le drapeau anglais avait reçu des insultes, et les Anglais poursuivirent les coupables ; mais dans leur poursuite, ils coururent à terre dans la chaussée du Cap, et reçurent un bombardement des troupes de terre. Les forces britanniques retournèrent le compliment ; Salnave fut forcé de sortir de la forteresse, et avec plusieurs autres fut pris à bord d'un navire de guerre américain alors dans le port. La voie étant maintenant préparée, Geffrard et son parti entrèrent dans la ville. Mais on fut très mécontent qu'il se servit d'une telle occasion et qu'il profita de l'aide que lui avait donné des canons étrangers.

Il y eut une pause, et Geffrard retourna à la capitale. Si à cette époque il avait réformé la constitution, et établi une présidence de quatre ans, quittant lui-même le pouvoir à l'expiration de ce temps ; s'il avait réduit son armée, et son propre salaire de 40 mille à 20 mille dollars par an ; si alors il avait poussé l'économie par toute la république, et s'il s'était sérieusement occupé de l'éducation des masses, il aurait immortalisé sa mémoire en Haïti. Mais il préféra une autre voie, et changea sa position.

Le levain du mécontentement opérait puissamment partout le pays, et le gouvernement sentit qu'il devait [309] se protéger par la force militaire ou tomber. Le résultat fut que la république devint un grand camp militaire. Pendant ces mouvements on entendait de temps à autre de grandes vérités dans le Sénat ; on avait pourtant cessé de demander au gouvernement un compte-rendu de ses actions. Les

journaux publics, plusieurs desquels avaient publié de simples vérités, de leur propre chef cessèrent d'exister. Ils avaient parlé en vain, aussi ne firent-ils plus entendre leur voix, et ils laissèrent la barque nationale dériver sur une mer orageuse, qu'on aurait pu calmer par l'usage de justes moyens.

Les marches et les contre-marches, ainsi que l'armement d'une nation entière, l'achat de grands navires, etc., aurait naturellement vidé les trésors d'une grande nation. Les travaux publics et les entreprises diverses furent discontinués ; la pauvreté régnait partout ; le crédit public n'était pas solide ; il ne fut pas possible de faire des emprunts, et la nation entière fut dégoûtée et épuisée par la fatigue. Pour ajouter aux calamités publiques il y eut deux grands incendies dans la capitale. Port-au-Prince fut réduite à la plus grande misère ; des milliers de familles avaient perdu tout leur avoir, et étaient sans abri. On ne pouvait donc s'attendre qu'à des complications politiques très « sérieuses. Il est difficile de comprendre comment des hommes intelligents, ayant la direction du pays, ont pu ainsi contempler une ruine menaçante qu'ils auraient pu éviter, sans chercher à se sauver eux-mêmes ainsi que leur pays. Mais on est surpris davantage de la conduite du président, qui connaissant la volonté du peuple aussi bien qu'il connaissait la sienne, refusait de l'accomplir.

Le parti Salnave ayant été forcé de se retirer du pays, coalisa avec les nombreux ennemis de Geffrard, qui avaient été bannis du pays, et réussit à former une armée assez considérable, qui exerça une influence pernicieuse [310] contre le gouvernement hors des limites de la république. Plusieurs de leurs amis en Haïti sympathisèrent avec le parti Salnave. À ce parti vint s'unir celui de Soulouque, qui avait été exilé en 1859, et contribua à rendre l'état des choses encore plus difficile que jamais. Malgré toutes les erreurs du gouvernement Geffrard, le pays avait fait quelque progrès ; et il se trouvait un assez grand nombre d'hommes intelligents qui auraient préféré voir ce gouvernement s'élever au-dessus de ses abus, plutôt que de voir les intérêts du pays à la merci d'une révolution sanguinaire. Mais l'orgueil d'un des partis, et l'amertume de l'autre, s'élevaient au-dessus de tout contrôle, et le naufrage politique semblait inévitable.

Le mécanisme national n'avait pourtant pas cessé de travailler. Le président lui-même entama le sujet d'une présidence périodique, mais sa proposition était entourée d'un tel nombre de conditions, parmi

lesquels était celle que le président qui se retirait recevrait une belle pension annuelle avec des honneurs militaires, etc., qu'elle tomba d'elle-même et eut l'effet d'abaisser le président dans l'estime du peuple.

Le septième article de la constitution par laquelle Geffrard professait de gouverner défendait à l'homme blanc de devenir propriétaire foncier en Haïti. Ce sujet fut aussi discuté ; on proposa certaines modifications qui auraient peut-être été adoptées, mais les agitations du pays continuaient à augmenter, et le sujet de la paix ou de la guerre entre les citoyens d'Haïti absorbait tout autre.

Le message suivant du Président Geffrard à la Chambre des Représentants et du Sénat, donnera au lecteur un aperçu de l'état du pays pendant la dernière partie de sa présidence : —

‘Aux Messieurs de la Chambre des Représentants.

‘Vous êtes parfaitement au courant des événements qui ont eu lieu dans le courant du mois passé à Gonaïves, à Hinche, à Ouanaminthe, etc. Ces [311] nouvelles révoltes furent facilement apaisées, et l'ordre immédiatement rétabli, mais elles ont eu l'effet de renouveler l'alarme et d'augmenter le malaise de l'esprit public. Ces événements ne sont pas isolés ou éloignés les uns des autres ; ce sont évidemment les efforts continués d'une même conspiration.

‘Au commencement de ces malheureux mouvements, j'avais l'espoir de réussir à calmer la violence des sentiments et des passions dans lesquels ils avaient eu leur origine. J'avais espéré réussir par le moyen d'une politique modérée et généreuse, mais en ceci j'ai été désappointé ; ma modération a été interprétée comme de la faiblesse, et ma générosité comme de la timidité. Toutefois, quant à toutes les attaques personnelles, j'ai suivi la voie de la conciliation. Cependant la persistance avec laquelle ces hommes factieux ont mené leurs desseins et la ruine qu'ils continuent à amasser ont fait naître des circonstances qui menacent la paix de la société et les espérances futures du pays.

‘Dans un tel état d'agitation, je manquerais à mon devoir si je ne supprimais pas les sentiments généreux de ma nature. Désormais ces coupables trouveront ce qu'ils cherchent ; ma main miséricordieuse ne retiendra plus l'épée de la justice. Au milieu d'une telle agitation et de

telles attaques sur la paix publique, vous avez dû, messieurs, remarquer une chose qui me donne une grande satisfaction ; car, pendant qu'elle est la force du gouvernement, elle doit, en même temps, remplir ses ennemis de désespoir. Je parle du calme entier qui règne parmi les paysans qui poursuivent l'industrie dans toutes les communes de la république. Avec un bon sens admirable ils ont résisté aux promesses tentantes et attrayantes que des hommes corrompus leur ont fait. Ces intrigues ont rencontré de l'insuccès dans tous les districts agricoles. C'est ce qui explique le fait que ces agitations se sont bornées aux places où elles ont éclaté.

‘Je le répète, ces troubles, ces agitations, et ces alarmes sont les fruits d'une et de la même conspiration dirigée et soutenue par des hommes malheureux, la plupart desquels ont perdu leur position sociale, soit par des condamnations judiciaires, ou par des malheurs causés par leurs propres imprudences, — des hommes qui sont excités par l'aveuglement, par l'orgueil, par la convoitise, et par la haine.

‘Ce parti a évidemment deux centres d'opérations : le premier se trouve parmi nous, et a pour objet de répandre leurs idées politiques, de fermenter des mouvements révolutionnaires et de réunir ensemble tous ceux qui sont mécontents et non satisfaits. L'autre centre se trouve sur des terres étrangères. Il est formé d'hommes qui, dans leur propre pays, étaient divisés en matière de politique, et qui se haïssaient l'un l'autre, mais qui maintenant sont animés par le même motif, savoir, de fabriquer des calomnies et des mensonges, et de fournir des ammunitions, des armes, et de l'argent aux mécontents du pays, pour leur aider à accomplir leur dessein.

[312]

‘Quel est l'objet que cette faction a en vue ? Nous savons que c'est de déplacer le gouvernement actuel, avec l'espoir de satisfaire à son propre égoïsme. Quels sont les plans qu'elle a formés ? Dans une correspondance qui a été interceptée, un de ses conducteurs s'exprime de la manière suivante : — “La révolution, est inévitable ; elle sera sanguinaire, amère, et profondément triste, à cause des différentes nuances d'haine devenues une par le fait que pas un citoyen ne prendra les armes en faveur du tyran, etc. L'inertie même exercera un grand pouvoir ! ”

‘Voilà leur plan. En vain cherchons-nous des noms d'hommes connus pour leur vrai patriotisme, mis à l'épreuve par un long service, ou distingués par le mérite et par des vertus personnelles. Derrière les

ramparts de la cité du Cap Haïtien on entendait le cri : Salnave ! À l'arrivée du brave Général Berthelemy, ils le proclamèrent l'homme de leur choix. Devant la cité de Gonaïves, le Général Guerrier devint immédiatement l'homme de leur prédilection ; et il est probable que chaque jour en produira un autre. On n'entend partout que la calomnie, l'insulte, et le mensonge ; mais on n'entend rien de défini — pas une seule nouvelle idée, pas même la forme d'un système qui donnerait la moindre assurance que le futur sera meilleur que le présent ; et ces hommes se livrent à des excès odieux de toutes sortes tels qu'on n'a jamais encore vu en Haïti.

‘Les meurtres, les incendies, le pillage de propriétés particulières et publiques — aucun crime ne peut les arrêter ; et pour couronner le tout, ils cherchent à rejeter tout le blâme sur le gouvernement. Vainement prétendent-ils n'attaquer qu'un seul homme. Leur prétention fautive ne réussira pas à cacher la vérité. Le fait est qu'ils veulent faire la guerre à la société en général. J'aurai pour but de protéger la société, par un juste usage de tous les moyens que la constitution placera à ma disposition ; l'ardeur et la fermeté de ma défense sera proportionnée à l'intensité de l'opposition que j'aurai à rencontrer.

‘Dans la noble tâche qui m'est imposée par les circonstances actuelles, je compterai, messieurs, sur votre support loyal. Des ombres très épaisses apparaissent sur l'état général des choses, mais après tout on ne les trouve qu'ici et là. La position des affaires dans la république inspire après tout de la confiance — fait qui démontre que nous ne sommes troublés que par une simple faction, car les masses sont tranquilles. Pendant plus d'une année cette faction a déclaré qu'une révolution était sur le point d'éclater et qu'elle était visible sur tous les points de l'horizon politique ; mais, messieurs, quand des révolutions sont ainsi imminentes, la nation se soulève sans délai.

‘Nous avons donc dans le pays une minorité audacieuse qui a pour objet de créer une révolution. Se trouvant incapables de créer l'enthousiasme nécessaire, ils cherchent à obtenir leur désir par le désespoir. Pendant que ces hommes conspirent et travaillent à ruiner le pays, le peuple — le peuple vrai et fidèle — s'enrichit par l'industrie. Nos marchés [313] Sont pleins et nos exportations n'ont jamais été plus grandes, pas même au moment de la plus grande prospérité. Le 30 Juin dernier, le produit de la demi-année était comme suit : —

Café.	40,000,000 livres.
Coton.	2,000,000 livres.
Bois	50,000,000 livres.
Cocoa	2,500,000 livres.

‘Toutes les autres exportations étaient dans la même proportion. Que les fonds publics soient cotés, et on verra que tout a été aussi rémunérateur que par le passé. Il est vrai qu’à cause de la détérioration de notre monnaie, dont on trouvera la cause dans nos révolutions, dans les incendies publics, désastres qui ont été augmentés par les difficultés de finances d’autres pays, ainsi que par la guerre qui éclate en Europe, les importations ne se sont pas maintenues dans les mêmes proportions.

‘Il est à espérer que ces faits auront l’effet d’établir la confiance publique et de donner une assurance générale. Il me tardait, messieurs, de vous montrer le terrain solide sur lequel nous sommes placés, avant de nous séparer les uns des autres. Je suis persuadé que vous ferez tout ce qui sera en votre pouvoir dans vos sphères différentes pour apaiser l’esprit public, et pour décourager toute tendance au désordre, qui est ruineux à tous les intérêts. Dans l’exposé que j’ai placé devant vous, j’ai eu en vue de donner cette assurance aux nations étrangères dont notre commerce a besoin, et de créer cette confiance en nous dont nous nous estimons dignes. En vous quittant, messieurs, j’ai l’honneur de vous Saluer en toute sincérité.

(Signé) ‘Geffrard’

Il est bien peu de discours procédant de trônes ou de chaires présidentielles plus clairs et plus au point que celui-ci. Geffrard ne fait aucun effort pour cacher les difficultés et l’état réel des choses.

Le message du président montre que les efforts continuels qu’on faisait pour amener un changement, et qui commençaient à ébranler fortement le cadre de la société, étaient faits en faveur d’un seul homme. Il serait donc juste de demander si le gouvernement haïtien a été sous la direction d’un seul homme, ou si on a tout fait conformément aux lois et aux institutions libres, auxquelles l’exécutif de tous les gouvernements est responsable, et sans lesquelles l’anarchie et la confusion doivent régner. Le point de départ de Geffrard aurait dû être la culture [314] morale universelle,

commençant par son propre gouvernement. Ceci l'eut sauvé lui-même ainsi que son pays.

Haïti n'a encore jamais appris l'avantage de laisser le champ libre à chaque division du pouvoir et de l'autorité, et de rendre chaque fonctionnaire responsable pour la conduite de leur département — ce qui débarrasserait le chef magistrat d'un grand poids de responsabilité.

Il y a quelque chose d'admirable dans le fait que pendant tout ce temps les masses étaient calmes au milieu des tumultes qui régnaient dans la république. On n'aurait pas pu en dire autant lors de la déchéance de l'empire sous Soulouque. À cette époque les masses se soulevèrent aussi bien que les classes supérieures — preuve que le joug écrasant pesait sur tous les habitants ; aussi, comme nous l'avons vu, pas un seul homme resta attaché au monarque. Dans ce dernier cas les masses n'avaient pas la conscience de l'oppression, mais on les avait toujours laissés dans l'ignorance et le vice, quoiqu'on possédait les éléments solides de toutes espèces.

Le message que Geffrard envoya à la chambre prouve qu'il y a beaucoup à craindre de la part d'ennemis qui ont été bannis du pays, ou qui se sont expatriés afin d'éviter toute poursuite politique. Un homme exilé deviendra en toute probabilité un homme désespéré ; et dans un pays où les révolutions se suivent de près, le nombre de ceux qui seront forcés de s'échapper du pays deviendra tellement grand qu'il formera une force ennemie et dangereuse pour le pays.

La France, comme peuple nombreux, pourrait être assez puissante pour résister à une armée d'exilés qu'elle pourrait avoir ; mais un gouvernement faible et petit, ayant un grand nombre d'ennemis exilés à l'étranger, est dans une position toute différente ; pendant que [315]

l'intense désir de retourner dans leur pays et l'amertume d'hommes expatriés se croyant innocents sera facilement comprise.

Malgré la longue période où des circonstances fâcheuses vinrent paralyser le pays, le commerce et l'activité industrielle continuèrent. Mais beaucoup dépendait de l'activité de la femme, les hommes étant presque toujours sous les armes. Ce fait indique clairement combien ce peuple désirerait voir l'établissement de la paix. S'il était possible d'élever et de purifier le ton de la nation, il n'y aurait probablement

que peu de pays de la même grandeur qui pourraient surpasser Haïti en richesses. (

Quant aux importations dont le président fait mention dans son adresse, il faut nous rappeler que par rapport aux manufactures elles n'existent pas dans ce pays. Savon, saindoux, beurre, riz, et les articles semblables sont apportés dans le pays, simplement à cause que les énergies du peuple sont dépensées par un système militaire, qui détourne tout de sa voie réelle, quant au produit général et à l'industrie, et qui en même temps corrompt, démoralise, et ruine la jeunesse entière du pays. On a donc recours aux marchés étrangers, avec lesquels on fait un commerce considérable. Ceci n'eut jamais été nécessaire si les armes n'avaient pas été la constante occupation du pays. Le fait est qu'on n'a presque jamais pensé à la création d'une classe de mécaniciens. Il est vrai que, pendant un temps, on semble y avoir pensé, mais comment pouvait-on espérer de réussir quand les besoins de l'armée ne donnaient aucun temps aux jeunes gens de finir leur apprentissage ?

Les vrais amis d'Haïti, indigènes et étrangers, seront forcés d'admettre que ces détails sont profondément déplorables ; car on ne peut pas s'empêcher de sentir que l'humanité n'a pas été créée pour le seul but de porter [316] les armes. Le message du Président Geffrard dévoile un état de choses très regrettable. Il montre que la structure entière de la société est ébranlée, que tous les esprits sont agités, que toutes les espérances sont obscures, que la monnaie du pays est depuis longtemps un objet de marchandise et change de valeur continuellement, état de choses qui demandera beaucoup de tact, de talent, et de bonne foi avant que le pays ne soit sauvé de cette misère. Néanmoins tous les matériaux nécessaires à la formation d'un bon état de choses existent. Le peuple n'a besoin que d'une voie large et sûre, éclairée par le vrai christianisme et la liberté pleine et entière d'y marcher à grands pas, — cette liberté qui n'est pas asservie par les armes, et qui ne demande qu'une conscience chrétienne pour la rendre sûre.

Ce qu'il faut à la nation, c'est une chambre de représentants composée d'hommes éclairés, honnêtes, et fidèles, enseignant au gouvernement à faire son devoir et l'y contraignant. Il est certain qu'on pourrait former une chambre semblable en Haïti. Les luttes de toutes les nations convergent vers ce but, et la gloire des États-Unis et

de l'Europe consisté en ce qu'elles l'ont atteint. Si Haïti travaillait à l'atteindre, elle se rendrait digne d'elle-même.

Les flots d'une révolution inévitable approchaient avec rapidité. Les rumeurs et les agitations augmentaient ; le commerce était dans un état de prostration ; on ne voyait partout que des hommes armés. Des propositions de réforme commençaient à abonder. Le gouvernement les accepta toutes, et commençait à ouvrir les yeux sur ce qu'il aurait dû voir depuis longtemps. Mais on les avait fermés trop longtemps ! La tempête politique approchait. Des troupes furent envoyées en toute hâte un peu partout. Les hommes étaient inutilement harassés et fatigués jusqu'à ce que le mécontentement et [317] le dégoût se manifestèrent par une explosion extraordinaire de passions. On se rappellera qu'on avait formé un corps de tirailleurs. Ce corps était devenu le grand espoir de ce gouvernement déchéant. On leur avait bâti des casernes confortables, dans lesquelles ils étaient logés, nourris et disciplinés à la manière européenne. Les tirailleurs haïtiens n'étaient pourtant pas préparés pour une telle rigidité militaire ; leur paie devint irrégulière et incertaine, et ils commencèrent à être mécontents de la nourriture, aussi ils n'aimèrent pas ce nouvel ordre de choses. Ces sources de mécontentement ainsi que plusieurs autres les avait préparés à augmenter le nombre de mécontents qui remplissaient la nation.

Ces troupes formèrent un terrible complot, qui aurait pu détruire le président et sa famille. Pendant la nuit du 22 Février, 1867, la cité de Port-au-Prince fut réveillée par la décharge d'armes à feu qui semblait venir du palais national. On apprit bientôt que les tirailleurs se vengaient en faisant feu sur le palais. Rien ne pouvait être plus terrible que cette décharge de mousqueterie. Pendant un moment on croyait que les soldats tiraient à blanc, mais le sifflement des balles prouva bientôt qu'on s'était trompé. La pensée qui saisit la foule par rapport à ceux qui pourraient être tués dans le palais fut poignante, et ce sentiment fut intensifié par le rapport d'un canon qu'on avait placé devant le palais, et auquel le gouvernement répondit. Plusieurs personnes innocentes tombèrent dans les rues de la ville, et ceux qui étaient restés chez eux évitaient toutes les ouvertures, craignant d'être atteints par les boulets destructifs.

Vers deux heures du matin la scène était des plus excitantes. On cessa de faire feu sur le palais, mais la cité entière était bouleversée ;

le cri de Vive Salnave ! semblait être le seul qu'on put entendre. La population entière semblait être en proie à un accès de folie. À [318] la clarté de la lune on voyait les tirailleurs marchant dans toutes les directions, armés et en petites compagnies sans aucun ordre. Il semblait que personne n'était à la tête de ce mouvement extraordinaire. On ne discernait que le nom de Salnave, qui semblait être l'âme de ce mouvement. Le jour se fit, et avec le jour le gouvernement poursuivit ceux qui étaient engagés dans cette révolution nocturne. On en trouva un certain nombre dans une des forteresses au nord de la capitale, parmi lesquels se trouvait plusieurs gens très respectables ; on en fusilla treize, et cette malheureuse affaire se termina.

Le pouvoir du gouvernement était maintenant dans un état de déchéance avancée. Le corps militaire sur lequel il se reposait fut le premier qui envoya le bâtiment national à la dérive. Les dieux qu'on avait adorés avaient été mystérieusement saisis de colère, et ainsi se termina une mauvaise voie poursuivie trop longtemps, même par des hommes intelligents, qui avaient confiance dans leur savoir-faire et dans leur connaissance.

Le lendemain du 13 Mars suivant, on apprit que le Président Geffrard et sa famille, etc. s'étaient embarqués pendant la nuit à bord d'un navire de guerre français, appelé 'Le Destin ;' et que ce navire était éloigné du territoire de la république en route pour la Jamaïque.

Il serait hors de place de dire grand choses du gouvernement qui suivit celui de Geffrard. On forma un gouvernement provisoire de plus de vingt hommes ; ce gouvernement fut remplacé par une assemblée constituante, choisie par le peuple ; on forma une nouvelle constitution ; on abandonna le principe d'une présidence à vie durant, qu'on remplaça par une présidence de quatre ans ; on établit de grandes réformes quant à l'armée et autrement ; et on déclara que la presse publique serait parfaitement libre.

[319]

Mais la reconstruction et la consolidation sont un ouvrage de temps. Sans aucun doute le passé deviendra l'instructeur d'Haïti. Le commerce et le contact avec les nations étrangères feront disparaître tous les obstacles qui retardent sa prospérité, et les demandes urgentes pour une éducation universelle viendront éveiller la nation au

sentiment de son devoir. Les missions chrétiennes augmenteront, et l'immigration aussi ; la nation entière s'élèvera dans l'échelle de la civilisation dont elle est très capable.

[320]

Notes historiques.  
L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE

## Chapitre XIV

---

# LA CAUSE ET LE REMÈDE DES RÉVOLUTIONS EN HAÏTI.

‘Conspiracies which seek the deep-hid cave, To blow the  
revolutionary flame, Are oft the offshoots of the rulers’ frowns On  
the loud thoughts of a free people’s will.’ \*

[Retour à la table des matières](#)

Dans l’estimation d’un grand nombre, Haïti est révolutions ; nous ne voulons rien dire au contraire. Mais Haïti s’est considérée depuis longtemps comme un pays exceptionnel. Elle est pourtant devant le monde, et plusieurs, plus capables qu’elle-même, la jugeront. Ceux qui contemplent une querelle, peuvent mieux en juger, que ceux qui sont engagés dans la lutte et aveuglés par la passion.

Si Haïti est à blâmer sous ce rapport, elle ne le mérite pas plus que l’Angleterre, la France, ou toute autre nation. Car la voie de folie poursuivie par Haïti est celle qui a été parcourue par toutes les nations, dans tous les âges. De terribles convulsions de l’humanité constituent principalement les testes de l’histoire du monde. Les plus belles nations de l’époque sont arrivées à leur position actuelle au travers de luttes pénibles et sanguinaires. On pourrait dire que quant à

---

\* ‘Les conspirations qui cherchent les cavernes profondes pour augmenter la flamme révolutionnaire, ne sont souvent que le résultat des regards menaçants que le gouverneur jette sur les pensées exprimées de la volonté d’un peuple libre.’

Haïti cette voie était [321] inévitable ; quelque vraie que soit cette assertion, elle ne l'est que dans un sens qui pourrait s'appliquer à toutes les branches de la famille humaine, dans tous les âges. Nous devons examiner les faits tels que nous les trouvons ; car personne ne doute que le monde dans toutes ses générations aurait pu être meilleur.

Il n'est donc pas question de savoir si les révolutions d'Haïti ou d'aucun autre pays étaient inévitables ou non, mais de chercher à savoir si on peut les expliquer, ou si elles ont été produites par le caprice et la fantaisie d'un peuple prématuré. En faisant cette recherche par rapport à Haïti, elle pourra être utile à ses générations à venir. On a continuellement perdu de vue les grands points cardinaux du bien et du mal, et on a toujours été dans la nécessité de signaler les mêmes défauts ; démontrant en même temps les seuls principes solides par lesquels un gouvernement peut, avec sûreté et avec de grands avantages, diriger les intérêts d'un peuple libre et intelligent.

Nous ne devons pas oublier dans cet examen, que dans toutes les branches des intérêts humains, soit politiques, soit religieux, soit scientifiques, il y a des principes cardinaux dont on ne peut pas impunément s'éloigner. Nous n'avons pas la prétention de dire rien de nouveau, nous affirmons simplement, que si un gouvernement s'éloigne des principes par lesquels un pays doit être gouverné, il s'en suivra des conséquences désastreuses qu'aucune force militaire ne pourra arrêter. On ne peut pas contrôler l'opinion publique par le moyen des armes. La force brutale ne peut pas imposer le silence à la pensée. Les intérêts et les opinions, nationaux ou autres, ne peuvent être dirigés avec sûreté que sur les grands principes de la justice et du droit. Haïti n'a jamais encore compris cette simple vérité. Tout gouvernement qui ne se soumettra pas à observer ces [322] principes devra tomber. Les causes qui ont un caractère tout local et qui exercent une grande pression sur chaque individu, produiront des effets plus prompts et plus immédiats. Quand les erreurs domestiques de l'esclavage furent une fois agitées, leurs effets se manifestèrent presque aussitôt. La mort violente de Dessalines, et les querelles entre Christophe et Pétion, peuvent être comptées parmi ces luttes domestiques qu'on rencontre si souvent dans l'histoire, quoiqu'on ne puisse ni les justifier, ni les excuser.

Nous allons essayer d'expliquer les causes et le remède des révolutions en Haïti. Dans cet examen le simple principe de cause et

d'effets sera le fondement de notre raisonnement. Nous éviterons toutes les questions abstruses, et nous ne signalerons que des faits bien connus. Les causes des maux nationaux sont souvent cachées, et on les perd de vue très fréquemment. Nous avons l'intention de les faire ressortir, quoiqu'on ne les trouve pas toujours sur la surface.

On trouve la liberté dans tous les branches anglo-saxonnes de la race humaine ; aussi notre attention sera-t-elle dirigée de ce côté. Quoique le droit constitue le pivot sur lequel tout gouvernement bien constitué doit tourner, quelques-uns de ceux qui vantaient la liberté nationale en Europe ne furent jamais libres ! Ils se sont même montrés incapables de jouir de la liberté dans le sens le plus complet du terme. Aussi quoique la vérité et le droit sont clairement des devoirs, on est obligé sans cesse d'annoncer et d'enseigner ces principes, non seulement à l'homme d'état et au marchand, mais à toutes les classes d'hommes. On ne peut accepter pour excuse une habitude et une éducation nationale pour couvrir la violation du droit, soit de la part de peuples ou de gouvernements.

Le lot d'Haïti n'a pas été celui d'avoir une origine ou [323] une éducation anglo-saxonne, quant aux importants détails municipaux qui semblent être particuliers à cette partie de la famille humaine ; et pourtant il n'y a pas de peuple plus prompt à discerner entre les grands principes cardinaux de la justice et de l'injustice sur les sujets politiques. Aussi l'excuse incessante en Haïti, aussi bien qu'ailleurs, que le peuple n'est pas préparé pour ce qui est juste, est, et a été depuis longtemps, le point de départ d'où des erreurs innombrables ont résulté. Cette excuse a en effet resserré la nation dans des limites trop étroites pour ses justes instincts moraux ; c'est pourquoi par le moyen de révolutions continuelles elle a essayé de les élargir. Cette nation a ainsi montré sa vitalité instinctive, et a prouvé que sa tendance est de dépasser ces bornes étroites ; montrant aussi que la vraie sagesse de l'homme d'état consiste à conduire et à développer cette impulsion nationale. Lorsque la crise a lieu, si on ne se sert pas de l'arme puissante de la raison, on la mettra de côté et on se saisira follement de l'épée.

L'idée que les Haïtiens ne sont pas préparés pour tout ce qui est juste et équitable, est simplement une erreur commune. Quand même cette assertion serait vraie, ne serait-ce pas une raison de plus pour qu'ils commencent à marcher dans une meilleure voie ? Mais cette

idée appartient aux temps anciens ; ce fut par son moyen qu'on réussit à maintenir l'esclavage ; elle n'est donc pas propre pour le moment actuel. Quand nous parlons du peuple de cette république, nous voulons dire les classes instruites ; car quoique les plus ignorants comprennent et sentent l'injustice, on ne peut pas supposer qu'une masse de gens, qui pour plus d'un demi-siècle ont été gardés dans l'ignorance par une fausse politique, comprennent les détails ou même les grands et les vrais principes du républicanisme.

[324]

Les descendants de Toussaint l'Ouverture doivent tout particulièrement se rappeler que la vaste étendue de tous les principes cardinaux est remplie de toutes sortes de détails minutieux, qui exigent une attention soutenue, et qui forment un sujet important d'étude et de recherche. Il peut y avoir, et il y aura sans doute, des différences d'opinion quant à l'application et au développement de principes dans leurs détails, ressortant de la différence du climat, des habitudes, etc. ; mais, par rapport aux principes cardinaux eux-mêmes qui constituent le grand cadre du gouvernement en général, ils ne peuvent pas être négligés sans amener des maux innombrables. Quelle que soit la chose qui écroule, les points principaux qui servent de piliers pour le soutien de l'édifice doivent rester debout — c'est ce qu'on a vivement senti en Haïti. L'erreur s'est trouvée dans les détails. Jusqu'à un certain point la liberté de la presse et de la parole sont nécessaires, mais ce point, limité par le sens commun, doit pourtant accorder une liberté juste et honnête.

L'usage du grand luminaire cardinal peut être modifié comme on le juge nécessaire, mais on ne peut se passer de sa présence et de son pouvoir ; quelque soit notre désir de modifier ses rayons, il doit pourtant briller. Un peuple instruit et libre deviendra inquiet si le soleil de toutes ses espérances — qui devrait être leur gouvernement exécutif — est rendu obscur par l'erreur, et sentira bientôt ce froid vif qui précède la fièvre de ces passions, devant lesquelles la raison s'envole et disparaît. Les deux grands besoins d'Haïti, ainsi que de tout autre peuple indépendant, sont la liberté et la connaissance dans un sens chrétien ; bienfaits qui doivent être accordés à toutes les classes de la population, sans une seule exception. Car l'expérience a souvent démontré en Haïti, qu'une 'masse ignorante [325] deviendra un piège et une entrave à tout gouvernement libre, et engendrera le

despotisme <sup>37</sup> la fraude, et la vanité. Un orateur moderne a dit que 'la vraie liberté ne vient pas des gouvernements mais qu'elle vient du peuple.' \* Qu'on élève donc le peuple entier au vrai niveau de ses propres intérêts par le moyen d'une éducation chrétienne !

Sous une forme républicaine de gouvernement, et surtout dans une petite nation, l'éducation doit être universelle, ou bien, dans un pays où tous sont égaux dans un sens politique, les chocs inévitables deviendront insupportables, pour ne pas dire fatals. On a quelquefois vu des tourbillons terribles s'élever dans ce pays parmi les deux extrêmes de l'ignorance et de l'éducation, et l'histoire nous en a montré le résultat.

La connaissance qui unit les éléments moraux et qui peut seule soutenir la vie nationale, doit venir de Dieu. Le point de départ du principe moral dans ce pays a été ce que les hommes appellent l'honneur, plutôt que Dieu et sa parole. L'expérience nous a longtemps enseigné en Haïti, ainsi que partout ailleurs, qu'il est nécessaire d'appuyer fortement sur ce point, vu que l'éducation, dans l'absence du principe moral, est plutôt dangereuse qu'autrement. Il faut qu'on reconnaisse une loi suprême, et alors on pourra en toute sûreté répandre partout la connaissance. C'est un des besoins de tout gouvernement libre et constitutionnel, par le moyen duquel chaque homme deviendra, dans un sens réel, souverain, capable de diriger ses propres affaires et d'enrichir son pays en s'enrichissant lui-même. Et pourtant il est assez étrange, qu'en Haïti, on admet avec le plus grand sang-froid, que les masses sont dans la plus complète ignorance. On ne peut pas comprendre comment un gouvernement éclairé et [326] chrétien, ou une communauté intelligente, peuvent contempler un tel spectacle sans éprouver la sollicitude la plus grande. Un tel fait indique clairement l'absence de quelque chose de très essentiel. Il n'est donc pas étonnant que sous de telles circonstances on ressent partout un élément flétrissant ; et que les énergies de la nation ne peuvent ni se fortifier, ni se développer. Aussi la position de la république a-t-elle été toujours humiliante, et les matériaux nécessaires pour la formation de révolutions continuelles ont été abondants, et ont toujours augmenté.

---

<sup>37</sup> H. W. Beecher.

Le 'grand malheur d'Haïti a donc été le manque de culture morale et d'une éducation universelle. Ces avantages ont sans doute existé dans une petite mesure dans cette république, et elles ont produit des hommes intelligents, mais leur nombre est très limité ; pendant que l'ignorance est répandue partout comme un terrible fléau. On a négligé la religion, du cœur, et l'orgueil et l'avarice ont pris possession de l'éducation et du pouvoir, créant ainsi le soupçon et l'envie. L'éducation que le Christ commanda à ses disciples de répandre par tout le monde, a été très imparfaitement répandue en Haïti. Au lieu de convertir leurs épées en socs de charrue, les Haïtiens s'en sont servis contre leurs frères, ils ont paralysé tous les intérêts, et ont ébranlé toutes les espérances.

Il est certain que si depuis le commencement de leur existence indépendante le peuple d'Haïti avait été républicain dans toute la force du terme ; si ses masses avaient possédé la connaissance à un certain degré, quant à leurs droits comme citoyens d'une république et quant à la souveraineté individuelle, ils auraient été différents de ce qu'ils sont actuellement. Par ces moyens ils auraient évité plusieurs luttes révolutionnaires, et auraient sauvé des centaines, pour ne pas [327] dire des milliers, d'exilés. Un ferme principe moral aurait formé le cercle domestique, augmenté et consolidé les intérêts généraux et la responsabilité de la nation, et aurait placé le pays dans sa vraie position parmi les nations les plus prospères du monde. La piété virile, et la vertu publique, avancent toujours les intérêts de la famille humaine. Les masses d'Haïti sont toujours restées dans l'ignorance, et sont devenues la proie des superstitions les plus viles et les plus dégradantes. L'instruction nationale a toujours été limitée au plus petit nombre, qui, depuis le commencement de la carrière nationale du pays, ont laissé au pouvoir régnant la tâche d'instruire la grande masse du peuple. L'éducation reçue par le petit nombre en Haïti et ailleurs n'a pas été de nature à inspirer chez ces personnes de la sympathie pour les masses ignorantes, elle ne les a pas contraints à faire briller leur lumière parmi la population rurale et à améliorer leur condition. L'idée d'une œuvre semblable n'existe presque pas en Haïti. Dans les États-Unis de l'Amérique on cherche à instruire moralement toute la population, par le moyen des écoles du dimanche ; travail qui n'est pas réservé au clergé seulement, mais dans lequel les laïques font preuve d'un grand dévouement.

L'éducation du petit nombre en Haïti a produit le sentiment d'une certaine supériorité, qui à son tour a engendré un grand orgueil. Les institutions du pays ont en même temps enseigné l'égalité entière et absolue au peuple ignorant, plaçant ainsi ces deux classes dans une fausse position l'une vis-à-vis de l'autre. Cet état de choses a été malheureux, car il a conduit la classe ignorante à rechercher des honneurs et des postes qu'elle n'est pas capable de remplir. On comprendra donc, que, pendant que d'un côté on enseigne l'égalité [328] absolue, même aux ignorants, et que d'un autre côté ceux-ci ne réussissent pas à obtenir les postes d'honneur, il se manifeste un esprit révolutionnaire. Le gouvernement doit donc user de prudence en plaçant des hommes dans les positions d'honneur que le pays leur offre.

Toutes ces réflexions nous rappellent que la culture morale et chrétienne est la seule chose nécessaire à l'humanité. Une éducation toute littéraire n'a, encore jamais formé la conscience d'une nation. Pour arriver à ce but il faut inculquer des vérités qui enseignent les destinées éternelles de l'homme. Une telle culture ferait détester toute révolution sanguinaire. On admet maintenant la nécessité d'une telle éducation. On sent que le développement de l'intelligence seule ne peut pas suppléer aux besoins du commerce et de la vie en général ; car, sans un ferme principe moral et sans la bonne foi, tout est paralysé.

Pendant que les éléments restent les mêmes, on ne peut s'attendre à une réforme nationale, même après des révolutions sanglantes. Haïti ne semble pas comprendre que sa maladie est morale, et qu'elle ne peut être guérie ni par l'épée, ni par un changement de gouverneurs. Il n'y eut jamais de parole plus applicable à cette nation que celle que Jésus prononça dans un de ses discours : 'Il faut que vous naissiez de nouveau.'

Nous concluons donc, que la première cause des révolutions en Haïti a été d'un genre négatif. Il y avait une absence totale des éléments véritables de la société. Le vide moral a été rempli par un chaos de maux qui ont engendré des malheur ; innombrables. On a beaucoup raisonné ; les uns ont dit une chose, les autres ont exprimé des idées différentes ; les hommes de politique ont exposé leurs théories, et les hommes âgés [329] ont fait valoir leur expérience,

mais chacun pensait qu'Haïti n'était pas préparée à recevoir les théories des autres.

Tous ceux qui ont étudié les systèmes de liberté — l'honneur et la gloire de l'âge actuel — n'hésiteront pas à, dire qu'Haïti n'a jamais compris les principes d'un gouvernement libre. Les vieux prétextes usés qu'Haïti n'est pas encore préparée pour une telle liberté, ont toujours relégué la liberté dans l'ombre, comme quelque chose qu'on devait plutôt craindre qu'autrement, et comme quelque chose d'impossible pour Haïti. On ne semble pas avoir compris que les soulèvements incessants de la nation indiquent clairement qu'elle sent le besoin de ce qu'on lui a longtemps refusé. L'idée principale d'une république est, que le peuple gouverne. Mais jusqu'au moment actuel, l'idée en Haïti a été, que l'exécutif gouverne. Avec des institutions purement républicaines, le peuple discute librement et partout toutes les questions politiques ; mais en Haïti, depuis plus de 60 ans on a considéré que de telles discussions sont dangereuses, et qu'on ne doit pas les permettre. Il viendra sans doute de meilleurs jours ; mais telle a été l'histoire du passé.

La conséquence inévitable et naturelle de telles idées a été de détruire l'opinion publique. Il est facile de défendre à un peuple de s'exprimer publiquement, mais il est beaucoup plus difficile d'empêcher la formation d'idées et d'arrêter leur développement. Si par l'usage de moyens quelconque, on essaie de forcer le peuple à les garder dans le secret, on ne fera qu'ajouter du bois au feu, qui dans la suite éclatera en révolution ; et ceux qui se croyaient en sûreté seront peut-être les premiers qui sentiront les effets de leurs procédés rusés. La presse rendue muette par l'ordre du gouvernement, la conversation politique défendue, et la [330] pensée même menacée, devront dans la fin être les causes d'une terrible explosion. Les gouvernements d'Haïti ne semblent pas avoir compris que, sous ce rapport, ils ont jusqu'à présent suivi une voie impossible, et qu'ils sont devenus les auteurs de ces révolutions qui les ont si souvent renversés.

Il serait superflu de dire à un Anglo-Saxon que le développement libre et juste du système représentatif est de la plus grande importance ; et que son interruption entraîne des résultats désastreux. Il est vrai que dans la Grande Bretagne, le monarque a le pouvoir de dissoudre le Parlement, mais la réélection d'une nouvelle chambre est laissée au libre choix du peuple. Le but de la dissolution d'une

chambre anglaise est de consulter la nation. C'est ainsi que le corps représentatif, librement choisi, exprime l'opinion du peuple, et devient une soupape nationale par laquelle tous les éléments révolutionnaires s'échappent. Heureux le peuple où l'esprit national est libre, et dont les institutions donnent un libre cours à ces passions qui, parmi les hommes, sont inévitables.

Il est probable que le point de départ des difficultés de Pétion, à part de l'erreur d'une présidence à vie durant, fut la dissolution du Sénat ; action qu'il n'aurait jamais pu faire s'il n'avait pas eu l'épée pour soutien. Ce fut aussi le malheur de Boyer. Et il est assez remarquable qu'après tant d'expérience, Geffrard se soit rendu coupable de la même faute. Il est vrai que la constitution de son gouvernement lui donnait le pouvoir de renvoyer les représentants ; mais ce pas lui fut fatal. Dans chaque cas la nation fut très mécontente ; le pouvoir constitutionnel avait été arrêté dans ses mouvements, et il s'en suivit des révolutions, qui à vrai dire furent causées par les gouvernements mêmes.

Une des causes du peu de succès des bonnes institutions [331] en Haïti a été l'influence que les gouvernements ont exercé dans les élections générales. Faute d'autant plus inexcusable qu'il se trouve des hommes capables, de toutes les nuances, qui comprennent et qui peuvent veiller aux besoins de leur pays. L'exécutif a fait sa propre volonté plutôt que celle du peuple ; et il en est résulté le despotisme qui n'a que l'épée pour espoir. Qu'on établisse une chambre de représentants qui sera libre et bien dirigée, et toute autre chose sera d'une importance secondaire ! Qu'on exerce toujours la justice, et le peuple sera satisfait ! Un tel gouvernement recevra l'affection du peuple ; on évitera les révolutions, et le chemin au progrès général sera complètement ouvert !

Nous concluons qu'un gouvernement qui met des entraves aux élections libres, devient révolutionnaire. Une telle action n'est qu'une conspiration contre le peuple, qui, comme Haïti a dû malheureusement l'apprendre, amène de grands malheurs. Un principe fondamental une fois violé conduira inévitablement à la ruine. On a toujours enseigné au peuple d'Haïti qu'il est libre et indépendant, et cependant leurs gouvernements ont toujours semblé croire que le peuple n'était pas préparé à recevoir ce qu'on leur donnait le droit d'attendre. Dans des cas pareils la force des armes

sera inutile ; et on n'aura aucun droit de se plaindre des agitations, de l'ingratitude, et des tendances révolutionnaires du peuple. Quand l'exécutif méprise les principes cardinaux, il prépare sa propre chute, et il faudrait vouloir être aveugle pour ne pas voir que telle est la tendance de l'époque actuelle ; les armes dans un gouvernement civil deviennent inutiles et doivent disparaître. En Haïti des armées se rencontrent, mais souvent le sentiment de la justice les contraint à fraterniser.

Le manque d'une plus haute moralité en Haïti, et [332] l'absence de cette hardiesse républicaine qui ne craint pas de parler ouvertement, est vivement à regretter. Dans ce pays un homme chuchotera, et finira par tirer l'épée, sans craindre pour sa propre vie, tout en exposant celle de plusieurs autres. Il craint d'abjurer l'épée et de parler ouvertement sans être armé, quoique son action ouverte ne le placerait pas dans la position d'un conspirateur.

Ceux qui connaissent Haïti le mieux ont toujours eu l'opinion que les Haïtiens sont un peuple doux, et facile à gouverner. Que dira-t-on donc des grandes luttes politiques d'Haïti ? La réponse est bien simple : Si le peuple est doux et facile à gouverner, que le gouvernement soit franc dans sa manière d'agir, et le peuple ne lui causera pas d'ennui. Mais si le gouvernement poursuit une autre voie, que personne ne s'attende à la paix, même parmi un peuple naturellement paisible.

Les exilés d'Haïti forment une autre cause de l'agitation et de l'inquiétude de ce pays. On a été dans l'habitude d'exiler les offenseurs politiques. Ceux qui ont cru que leur vie était en danger, se sont exilés eux-mêmes ; et de cette façon une force ennemie a été formée à l'étranger, qui n'a jamais cessé d'employer ses plus grandes énergies contre le gouvernement qui avait causé leur exil. Les influences opposées se feront sentir plus vivement dans une petite nation que dans une grande. Chaque exilé exercera une certaine influence dans son pays natal, où, par le moyen d'une correspondance active, il travaillera toujours jusqu'à ce que le gouvernement fasse un faux pas, et tombe dans le piège préparé par la haine des exilés. Quarante ou cinquante hommes ainsi renvoyés de leur pays, suffiront à le conserver dans une agitation continuelle, surtout si les grands partis politiques de la nation sympathisent avec eux.

Les exilés Haïtiens sont pour la plupart maintenus [333] par leurs amis et par leurs parents » Ceci conservera de tous les côtés un grand mécontentement, et aidera à augmenter les dangers et les malheurs de la position. Les exilés ne cesseront pas de rôder autour de leur pays natal, et quand une occasion favorable se présentera, ils entreront dans le pays, offriront leur aide au parti qui a levé l'étendard de la révolte, et combattront contre ceux qui causèrent leur exil. On adopte ainsi un autre moyen qui aura le même résultat que tous les autres. Cet état de choses durera aussi longtemps que le but des révolutions est plutôt un changement d'hommes, qu'un changement de principes. Rien ne peut être plus déplorable, et ce regret est augmenté par le fait que le remède à ces maux est si simple, savoir de suivre le sens commun de l'humanité.

La principale cause des révolutions en Haïti a été sans aucun doute le système d'esclavage qu'on appelle système militaire. Un soldat en Haïti, ainsi que dans toute autre nation, ne s'appartient pas du tout, il est dans un sens esclave. Mais le manque de discipline et d'éducation, etc., rendent la position du simple soldat dégradante. Une nation entièrement militaire ne peut être ni libre, ni noble. Si ceux qui prennent l'épée doivent périr par l'épée, que dira-t-on d'Haïti ? Sa sûreté ne se trouve que dans la justice et dans la raison.

Il est tout probable que quelques-unes des mesures de Pétion, quoique bonnes en elles-mêmes, n'auraient jamais été mises en force, s'il n'avait pas eu la conscience de son pouvoir militaire. C'était un début malheureux, surtout que, comme premier président, ses actions serviraient de précédent à la postérité. Son but et ses intentions étaient sans doute bonnes, mais une bonne mesure mise en opération par de mauvais moyens, conduira inévitablement au malheur.

Il est vrai que jusqu'au moment actuel on a cru qu'il [334] était impossible de diriger les affaires publiques dans ce pays, sans soutenir le pouvoir civil par les armes. Mais quoique ceci soit vrai, cet état de choses ne pourra pas toujours exister ; la raison devra triompher sur la force brutale. Si les 'Pilgrim Fathers' *avaient* commencé leur carrière nationale par l'usage de l'épée, l'Amérique serait maintenant un fléau général. Une nation si puissante, continuellement armée d'une force proportionnée à sa population, comme l'est Haïti, aurait été depuis longtemps réduite à la désolation. On a bien raison de rendre grâce à Dieu pour le caractère moral des fondateurs des États-Unis de

l'Amérique. Le cas d'Haïti a été bien différent. Il est pourtant évident que la voie qu'elle a poursuivie a causé révolution sur révolution, jusqu'à ce qu'elle soit à peine vivante. Dans l'absence de ces éléments qui ressortent d'institutions libres, elle sera forcée de prendre les armes contre ses propres citoyens, et au nom de la loi les exterminera.

Le despotisme doit, dans la nature des choses, faire souffrir un pays composé de trois divisions comme celles qu'on trouve en Haïti. Plusieurs Haïtiens sont même sous la conviction qu'ils ne peuvent être gouvernés que par une main de fer. C'est pourtant ce qui a affligé le pays. Le fait est qu'un peuple qui a appris qu'il est libre, ne manquera jamais de briser en pièces un bras de fer. L'état général des choses en Haïti peut être résumé comme suit : — 1°, Les masses dans une profonde ignorance ; 2°, Un système militaire avec une armée nombreuse ; 3°, Une classe instruite formant une minorité. En supposant que les quelques hommes instruits seraient disposés à gouverner d'après des principes républicains, les masses ignorantes ne les comprendraient pas. L'armée ne serait pas disposée à devenir simplement le serviteur de la nation, et de laisser le pouvoir entier aux magistrats civils.

[335]

On a souvent protesté contre le système militaire en Haïti, mais en vain ; tous les efforts qu'on a fait pour supprimer les armes, n'ont fait que de les augmenter. Le fait est que depuis longtemps on a cru que sans leur moyen il était impossible de gouverner en Haïti — impossible pour deux raisons : d'abord, la classe ignorante a été tellement habituée à voir l'autorité revêtue d'un uniforme militaire, qu'elle ne la reconnaît pas sous un habit civil ; et ensuite, chaque parti révolutionnaire, en arrivant au pouvoir, a récompensé leurs chefs par des honneurs militaires, qui sont devenus permanents par un refus obstiné de les abandonner et de les porter comme récompenses honoraires. Il est pourtant évident que sous l'ombre pernicieuse des armes, les institutions civiles perdent leur pouvoir ; des corruptions innombrables se glissent dans le pays jusqu'à ce qu'elles deviennent insupportables, et on a recours aux armes. Si on échoue, comme on le fait en général, la république devient un grand camp militaire, on augmente le nombre des officiers jusqu'à ce qu'on épuise la vie du pays, et la liberté meurt au cri de 'Vive la liberté !' Aussi les plus belles intentions ont échoué ; il en est résulté des bannissements ; et

les victimes malheureux ont été jugés et mis à mort comme offenseurs politiques.

Les exécutions politiques ont puissamment contribué, ainsi que d'autres causes, à produire les révolutions nombreuses d'Haïti, et ont aussi augmenté le mal qu'elles professaient de vouloir guérir. L'imposition du silence sur toutes les questions politiques, par des moyens semblables, a dérobé à la nation sa vraie dignité. L'espionnage devient nécessaire à un tel gouvernement, et rend le peuple malheureux. Plus une nation est libre, plus le caractère individuel sera franc. Il y a un pouvoir flétrissant dans l'usage des armes pour le gouvernement intérieur d'un pays ; devant les armes, la raison est muette, [336] et il n'y a de sûreté ni pour le peuple, ni pour le gouvernement.

Le remède aux maux d'Haïti ne se trouve donc pas dans les armes. Malheureux le gouvernement qui ne peut pas exister sans elles ! Elles ne peuvent pas changer le mal en bien, et ne donneront jamais de la permanence à aucun faux système. La justice devra triompher, car devant elle les armes ne sont que des pailles ; elles occuperont leur place, mais sous leur règne la liberté ne pourra jamais exister. Si donc l'épée appartient au peuple, et non à un seul homme, que le peuple dise comment il faut s'en servir, et que l'exécutif les consulte dans tout ce qui a rapport à leur bien, comme d'ailleurs il l'a promis.

Si les institutions d'Haïti étaient bien dirigées, elles remplaceraient les révolutions, et assureraient une liberté raisonnable au citoyen. C'est ce qu'on recherche et ce qu'on désire. Ceci a été l'objet de toutes les luttes du peuple haïtien, quoiqu'il s'est glissé beaucoup de maux dans leurs mouvements révolutionnaires. Les étrangers, ainsi que les Haïtiens, reconnaissent que ce peuple est en arrière de ses institutions. Un tel fait est déplorable, vu qu'il suppose la nécessité d'un despotisme quelconque, et explique pourquoi on a cru qu'il était nécessaire de gouverner avec une main de fer. Que le gouvernement d'Haïti, le président à sa tête, soit composé d'hommes qui occupent leurs postes, mus par des motifs purs et honnêtes, et qui ne craignent pas de mettre de côté leurs propres intérêts et leurs propres idées, ayant en vue seulement le bien de leur pays, se soumettant à un Sénat indépendant et à une chambre de représentants qui exprimerait fidèlement la pensée de la nation, libres de toute influence militaire, et gardant l'armée à sa place comme serviteur du pays, et l'on verrait

bientôt si les Haïtiens sont préparés ou non pour tout travail honnête, [337] franc, et juste. Il est absurde de supposer qu'aucun peuple, quelque ignorant qu'il soit, n'est pas préparé pour tout ce qui est honnête ; sentiment qui a toujours été aimé par l'humanité, instruite ou ignorante.

Les principes cardinaux par lesquels un pays devrait être gouverné sont aussi évidents que le soleil. On trouvera ici des détails de toutes les idées républicaines, capables d'être adaptées et d'être modifiées, tant au peuple, qu'au climat ; mais les points cardinaux ne pourront pas être impunément négligés. Il n'y aura jamais de paix en Haïti jusqu'à ce que les principes fondamentaux d'un véritable gouvernement seront mis en opération, et que le gouvernement et le peuple y adhéreront fidèlement.

Quels que soient les besoins d'Haïti, le peuple est prêt à recevoir le bonheur et la prospérité, qui serait leur portion, si la justice régnait, et si elle leur donnait la liberté d'enrichir le pays en s'enrichissant eux-mêmes. S'il est donc certain qu'un gouvernement fidèle dans l'administration de principes républicains assurerait la paix d'un pays, n'est-il pas raisonnable que le peuple demande un tel gouvernement ? Seraient-ils vraiment hommes s'ils ne le demandaient pas ? C'est ce qu'on a cherché dans toutes les révolutions haïtiennes. Leurs succès devraient leur enseigner qu'il y a d'autres moyens de corriger les abus du pays que l'épée. Si l'existence nationale ne doit pas cesser, il faut qu'on étudie, qu'on comprenne, et qu'on mette en pratique cette connaissance.

L'ambition la plus folle a sans doute joué un grand rôle dans le passé, et elle ne sera pas facilement détruite. Une éducation chrétienne largement répandue, et la juste opération des institutions nationales, auraient l'effet de circonscrire ces vaines prétentions dans des limites très étroites. Si cette assertion est vraie, la cause et le remède des révolutions d'Haïti sont très évidents.

[338]

L'existence de révolutions prouve pourtant qu'il y a erreur quelque part. Il est certain que l'exécutif d'Haïti ne s'est pas considéré, règle générale et dans un sens républicain, le serviteur de son pays ; il s'est plutôt regardé comme le maître de la nation, et il a oublié que celui

qui veut tout posséder et qui veut tout faire, doit aussi être responsable de tout.

Notre raisonnement nous mène à la conclusion, qu'un parti quelconque dans une nation, qui n'est pas en harmonie avec les principes cardinaux d'une constitution, — que ce parti soit le gouvernement ou le peuple, — est révolutionnaire. Il est évident que dans la grande révolution française, le peuple était le parti révolutionnaire, vu qu'il était déterminé de changer le système qui existait alors, et par lequel la France fut gouvernée pendant des siècles. Nous ne demandons pas si le peuple avait raison ou tort. Mais on peut demander avec justice, si, en général, le peuple a été la cause des révolutions d'Haïti ; car dans la plupart des cas, elles ont eu leur source dans une plainte universelle qu'on ne s'était pas fidèlement tenu à la constitution et aux institutions du pays, pour le meilleur avancement du peuple.

La question à laquelle nous devons répondre est celle-ci : Les révolutions d'Haïti ont-elles été causées par le peuple ou par le gouvernement ? Il est impossible de supposer que la juste opération et l'honnête administration des lois populaires et des institutions produiraient une révolution, aussi le disons-nous, les révolutions d'Haïti ne sont pas le résultat des caprices du peuple, et pourtant ses révolutions ont été nombreuses. <sup>38</sup>

[339]

---

<sup>38</sup> Il est digne de remarque que les révolutions d'Haïti ont été moins nombreuses que celles de la Dominique, du Mexique, et des républiques de l'Amérique du Sud. De la déchéance de Dessalines, en 1806, il régna une paix relative jusqu'à la révolution de 1843, un intervalle de plus de trente années. De la chute de Rivière, continuation de la révolution de 1843, jusqu'à 1844, la tranquillité régna plus ou moins jusqu'à la chute de Soulouque, en 1859, avec l'exception du cas du Président Pierrot, en 1846, qui ne peut guère être appelée une révolution. Le gouvernement de Geffrard dura de 1859 à 1867.

Il est vrai que le caractère de l'esprit national est remuant, mais quant aux pays déjà nommés, ils n'ont pas seulement été inquiets, mais leurs révolutions ont été presque annuelles. Nous ne devons pas oublier que les convulsions nationales de l'Amérique et de l'Europe ont été assez fréquentes et assez terribles ! Ces sont des faits horribles, qui condamnent toutes les nations également.

Nous arrivons finalement à la conclusion, que là où le principe moral était le plus nécessaire, il a complètement fait défaut, et que le remède à ces révolutions se trouve dans la connaissance et dans la liberté. Que le christianisme, par le moyen de l'éducation, soit imprimé sur, et profondément planté dans, le cœur de chaque enfant de cette république, que la femme soit élevée à sa juste position dans la société, et le salut d'Haïti sera assuré.

[340]

**Notes historiques.**  
**L'INDÉPENDANCE HAÏTIENNE**

## **Chapitre XV**

---

# **LE CARACTÈRE AFRICAÏN TEL QU'IL EST DÉVELOPPÉ EN HAÏTI.**

[Retour à la table des matières](#)

On pourrait peut-être demander si les scènes que nous avons essayé de dépeindre dans les 'Notes Historiques,' scènes qui nous ont conduits à travers tant de sang, d'ambition, et de vengeance, sont dans aucun sens favorable au caractère africain ? La question est juste, et exige une réponse ; et, quoique plusieurs sont arrivés à des conclusions terribles sur ce sujet, les amis de la vérité et de l'humanité, qui n'ont point d'égard à l'apparence des personnes, et qui admettent que la grande famille humaine est d'un même sang, n'ont qu'à laisser parler l'histoire du monde sur ce sujet.

Il est un fait vraiment étrange, c'est que pour un grand nombre d'hommes cette question a toujours été difficile et embarrassante. C'est peut-être parce qu'ils l'ont envisagée dans un sens isolé, au lieu de l'envisager comme toute autre. La réponse à la question faite sera trouvée dans le simple fait, que tous les hommes de toutes les nationalités et de toutes les nuances de couleur, dans tous les âges, sont tous arrivés à ce qui a été estimé grand ou bon, par une et la même voie. On ne cherchera pas à nier qu'il y a, et qu'il y a toujours eu une voie, qui mène à la grandeur, plus excellente que celle choisie par les nations et les individus. Ce n'est pourtant pas sur ce sujet que

doit se fixer notre attention. Mais ce fait est évident, c'est que les branches blanches de la race humaine, quoique dans la minorité [341] quant à leur nombre, ont traversé des flots de sang et ont passé à travers des maux qu'il serait impossible de décrire, pour arriver à ce que les plus grands esprits de notre race ont appelé la dignité et la grandeur.

Noire et sanguinaire a été de tous les temps la carrière de l'homme blanc ! et à moins que l'homme noir soit un être supérieur à son frère plus clair, il ne sera pas meilleur que lui, — il ne peut pas être pire. Si tous les hommes sont d'un même sang, comme la Parole de Dieu l'enseigne, on peut s'attendre à les voir partout dans le même labyrinthe d'intrigues et dans la même voie sanguinaire.

On a dit, et quelques-unes des plus grandes autorités du monde le disent encore, que les races noires étaient incapables de gouverner, le Président Johnson a exprimé cette opinion. On ne doit pas craindre d'admettre ce fait ; on eut pu en dire autant de toutes les nations dans leur bas-âge, car ce n'a été que l'expérience et l'éducation qui ont amené un meilleur état de choses. Le despotisme le plus écrasant a été développé avec une ténacité étonnante par les plus sages dans le passé, et même, au moment actuel, l'Europe n'a-t-elle pas beaucoup à faire et beaucoup à apprendre sur les sujets de la liberté véritable et d'un gouvernement juste ?

Le grand nombre d'années qu'il a fallu à l'homme blanc pour acquérir la connaissance qu'il possède, et pour arriver à sa position actuelle, — et que de choses il a encore à apprendre, à faire, et à défaire quant aux véritables principes d'un gouvernement libre, — offrent des preuves assez humiliantes de la lacune universelle de capacité, dans le sens qu'on l'a généralement appliquée à Haïti. Il est impossible de signaler une seule branche de la famille humaine, qui n'a pas passé à travers d'un état d'enfance très éprouvant sur ce sujet. Aussi, dans la longue étude des siècles sur cette grande question, que [342] d'erreurs ont été commises par des gouvernements non mûris ! et que d'angoisses ils ont infligé au nom de la loi et de la justice !

La vaste famille humaine, précisément comme la famille nombreuse d'un simple couple, montre les différences les plus opposées de caractère, de capacité, et de genre. Ce fait parle hautement de la sagesse du Créateur, qui a fait une telle grande variété

d'intelligences vivantes compatibles avec l'égalité, dans son sens le plus noble et le plus élevé. Ce fait ouvre aussi devant nous un volume de résultats bienfaisants à l'humanité.

On doit donc s'attendre à ce que la voie de l'homme noir soit semblable à celle du reste de la famille humaine. Une des plus claires démonstrations de l'homogénéité de la famille humaine se trouve dans le fait que les vices de tous sont les mêmes, quant à la dépravité générale. On admet aussi que le même grand remède moral qu'on trouve dans le Christ et dans sa Parole, fidèlement appliqué, est adapté aux maux de tous, et est partout la puissance de Dieu au salut de tous ceux qui croient.

On pourra peut-être demander pourquoi Haïti n'a pas suivi l'exemple de ces gouvernements libres qui forment la gloire de l'époque, et qu'elle a eu si longtemps devant elle ? C'était, sans doute, son devoir de le suivre. Mais de quelle nation, hors de l'Angleterre et des États-Unis de l'Amérique, ne pourrait-on pas, dans un moindre degré, dire la même chose ? Et qui oserait dire, même des deux pays mentionnés, qu'ils sont parfaits ?

Il est évident que jusqu'au moment actuel, tous les hommes n'ont pas atteint le même niveau moral ; et que tous les intelligents de la terre n'ont pas encore su surmonter leurs faiblesses et dissiper leurs préjugés. La tendance existe encore d'applaudir en Cromwell ce qu'on condamne en Toussaint l'Ouverture, d'admirer comme grand et digne en Napoléon I. ce qu'on regarderait [343] comme barbare et vil en Dessalines. Nous l'avons déjà dit, il y a une voie plus excellente pour arriver à ce qui est grand et bon, mais ni l'homme noir, ni l'homme blanc l'ont suivie ; chacun d'eux a suivi sa propre voie, et des intrigues viles et noires ont marqué la course de l'un et de l'autre.

Le jour est arrivé quand toutes les distinctions de couleur cesseront, dans tous les sens aristocratiques, et qu'on admettra que l'homme est partout le même. Aussi, si les scènes à travers desquelles nous avons passé, d'une manière limitée, dans l'histoire d'Haïti, ont été des scènes d'humiliation et de misères, comme elles l'ont été, nous n'avons qu'à nous rappeler que l'homme est homme où qu'on le trouve, soit en Europe, soit en Afrique. La lumière morale et intellectuelle doit faire son chemin à travers du monde, jusqu'à ce que

le vrai niveau d'une égalité universelle sera trouvé, compris, et maintenu avec dignité pour chacun, et avec sûreté pour tous.

On pourrait croire que nos remarques par rapport aux guerres et aux moyens sanguinaires par lesquels l'homme blanc est arrivé à sa position actuelle, s'applique aussi au sauvage, qui n'a presque rien fait excepté que de verser le sang ; mais on doit pourtant observer qu'avec toutes ses guerres, l'homme blanc a avancé dans la voie de la civilisation, pendant que le sauvage est resté tel qu'il était. Il y a beaucoup de vérité dans ces remarques ; mais si on doit décider où existe le plus grand crime, dans ceux qui avaient plus de connaissances ou dans ceux qui en avaient moins, on serait placé dans une position difficile, qui pour un grand nombre des meilleurs hommes serait humiliante.

La vérité est qu'il existe plus ou moins de férocité chez tous les hommes, civilisés et sauvages. Aussi tous les hommes, sages ou ignorants, ont besoin du pouvoir de Dieu, qui seul peut confondre le règne du péché ; [344] pouvoir comparé avec lequel tous les crédos humains, nationaux ou autres, ne sont que faiblesse. Soit qu'ils vivent dans les forêts ou dans les cités, les hommes sont moralement pauvres, aveugles, et misérables. Rien ne peut être plus évident que l'homme, par la sagesse, ne connut jamais Dieu. C'est à Dieu qu'appartient la guérison des nations ; le besoin de son aide tout-puissant se fait sentir partout, et il ne s'est jamais laissé sans témoins.

La question à laquelle nous devons chercher une réponse est celle-ci : Y a-t-il quelquefois eu en Haïti une véritable tendance vers le progrès ? Y a-t-il eu jamais la moindre preuve de la présence d'un élément développant dans la nation ? Haïti a-t-elle quelquefois montré qu'elle avait de justes titres à aucun degré de dignité ? Si on peut montrer que la racine et le pouvoir d'un progrès réel existent parmi ce peuple, le degré de leur avancement général et de leur développement national, sera d'une importance secondaire ; car, si l'arbre possède la vie, il grandira et s'étendra, quelque lents que soient ses progrès. Ces pensées nous conduisent très naturellement au commencement de la carrière nationale. Il faut en toute justice considérer les éléments moraux et intellectuels qui existaient en Haïti lorsque, pour la première fois, elle déclara son indépendance.

Il ne serait pas facile de décrire les scènes qu'une telle vue rétrospective placerait devant nous. Nous voyons une grande masse d'êtres humains, qui pendant quelques années avaient goûté les douceurs de la liberté, de nouveau menacés par les maux de l'esclavage. Ils étaient très mal préparés pour des institutions libres ; mais ils étaient préparés pour tout ce qui est juste entre hommes et hommes, et ils étaient plus que préparés à résister l'esclavage. Les détails d'un tel état de choses ne pourraient jamais être donnés par un homme ; c'était [345] pourtant le point de départ d'Haïti comme nation. On imaginerait avec difficulté un chaos plus grand. Tels étaient les matériaux avec lesquels les fondateurs de cette république avaient à édifier la nation.

Néanmoins quand les blancs, avec leur brillante aristocratie et leur raffinements étudiés d'aise et de luxe, quittèrent Haïti, est-ce que l'homme noir retourna à la vie sauvage, comme ses anciens maîtres l'avaient souvent prédit ? Dire que les progrès auxquels on s'attendait n'ont pas été réalisés revient à dire ce que personne ne cherche à nier. Les nations n'arrivent pas soudainement à l'âge mûr ; ce serait contraire à la loi de la nature. On ne peut certainement pas dire de Toussaint l'Ouverture et de plusieurs autres hommes de son époque, que dans aucun sens ils ont rétrogradé ; au contraire, on peut affirmer sans crainte que ce chef noir distingué avait en horreur la rétrogradation. On ne peut nier non plus qu'un grand nombre de ses compagnons d'armes étaient des hommes remarquables, et qu'ils furent utiles dans leur jour. L'histoire nous montre que dans ces jours d'épreuves, Haïti possédait des hommes doués d'un caractère, d'un tact, et d'un courage extraordinaires.

On admettra que le cas d'Haïti est très singulier ; la postérité découvrira peut-être, qu'après tout, ce pays a plutôt mérité l'approbation que la censure, dans les efforts qu'il a fait pour élever un édifice national avec les matériaux les plus désavantageux qu'on ait pu trouver. Si l'on veut donc former un jugement correcte sur ce sujet, il faut que ce soit par la considération des éléments qui constituèrent l'état général des choses à son point de départ national.

Si, une fois laissés à eux-mêmes, par leurs premiers maîtres blancs, les Haïtiens avaient abandonné les institutions de leurs prédécesseurs, ils n'auraient fait [346] qu'accomplir la prédiction de ces hommes qui se croyaient leurs sauveurs. Mais il n'en fut pas ainsi ; non seulement

conservèrent-ils tout ce qu'ils crurent bon et utile, mais ils firent pour eux-mêmes ce que personne n'aurait pu faire pour eux, — ils reconstruisirent les théories sociales et politiques d'hommes qu'ils estimaient plus grands qu'eux-mêmes ; et, ayant aboli tout ce qui était aristocratique, ils adaptèrent tout au simple républicanisme. Il est bien vrai qu'on fit quelques efforts en faveur de la monarchie, mais ils échouèrent complètement. L'esclavage et le despotisme tombèrent ; l'ancien ordre de choses cessa ; on prépara le terrain, et la tâche importante et difficile de refondre et de reconstituer l'ordre complet des choses restait à être accomplie.

Les hommes qu'on avait longtemps cru incapables, et qui d'après l'opinion de plusieurs devaient de nouveau se plonger dans le néant, ou pire, entreprirent le grand travail de la reconstruction ; l'histoire dira quel fut leur succès. Le républicanisme remplaça le despotisme le plus vil et le plus dégradant. Les lois et les institutions furent adaptées au système général de la liberté nationale. Les fondateurs de cette république nouvellement formée étaient à la hauteur de la grande tâche de faire de justes distributions de ces terres qui venaient de devenir la propriété de la république. L'histoire prouve que cette tâche fut tellement bien accomplie qu'elle donna une identité à la nation et la rendit solide.

Assurément il n'y avait aucun des éléments de la vie sauvage, ni aucune tendance dans cette direction, dans la réformation du système complet de la jurisprudence, et son adaptation à la nouvelle nationalité. Il se peut que ce travail n'a pas été accompli d'après les idées des Anglo-Saxons, mais les complications surprenantes de la loi française exigeaient des hommes d'une capacité [347] extraordinaire. L'accomplissement de ce travail, avec les arrangements quant aux finances nécessaires à leur maintien, prouve surabondamment que les fondements de cet édifice national furent bien placés, par une race d'hommes qu'on jugeait incapables — leurs propres pères étant de cette opinion, ils leur refusaient même les droits de l'homme — d'accomplir ce travail.

Il faut se rappeler pourtant que des familles françaises très distinguées, tant dans l'armée que dans le civil, avaient, par l'éducation, produit des effets salutaires sur plusieurs des noirs, et qu'on avait donné une éducation parisienne aux fils des colons blancs.

On a dit que les Haïtiens trouvèrent leur travail préparé ; mais on a dit aussi que l'Africain laissé à lui-même retourne toujours à l'état sauvage, — assertion qui est indigne de notre attention. En présence de l'histoire haïtienne qu'on se demande : Qui furent les originateurs de la civilisation ? ou y en a-t-il jamais eu ? la civilisation n'a-t-elle pas plutôt été transmise de père en fils ? la voie ordinaire n'a-t-elle pas été, que chaque génération a fait un pas en avant sur ses prédécesseurs ? Etait-il donc nécessaire qu'Haïti fut séparée de l'ordre ordinaire de Dieu et de la nature ? Tous ceux qui raisonnent ainsi demanderaient à Haïti de prouver qu'elle est plus qu'humaine.

Il est bien vrai que l'orgueil et la jalousie armèrent les Haïtiens les uns contre les autres, tôt après leur indépendance, et que le fratricide national, sous la forme de guerres civiles, vint jeter partout le trouble et la confusion. Quelque déplorable que soit ce fait, il est assez remarquable que les deux grands partis qui divisèrent le pays étaient animés par un esprit de progrès, et que chacun chercha à soutenir les principes d'un véritable gouvernement constitutionnel. L'esprit d'émulation entre le royaume du Nord et la république [348] de l'Ouest est un fait trop bien admis par l'histoire d'Haïti pour que nous ayons besoin d'en, rien dire. Quoiqu'il y ait eu de regrettable des deux côtés, et surtout du côté de Christophe, il est certain qu'on ne pourrait dans aucun cas affirmer qu'il y avait la moindre tendance à la vie sauvage. Au contraire la devise de Pétion était que ' l'éducation élève l'homme à la dignité de son être.' Quoiqu'on doit admettre qu'Haïti ne s'est pas pleinement acquittée de sa tâche en développant le principe de cette belle devise dans toute son étendue, ou même dans aucune des choses qui ont rapport au progrès général et à la civilisation, la vérité reste, que le commerce, ainsi que l'éducation, ont continué sans aucun arrêt, quoique lentement et imparfaitement, et on est forcé d'avouer que leurs résultats sont évidents.

Supposant donc que les Haïtiens méritent d'être censurés pour leurs guerres civiles, leurs révolutions, et leur défaut de progrès, tant par leurs amis que par leurs ennemis, ils n'ont fait après tout que de suivre la voie bien battue de l'humanité, depuis Adam jusqu'à aujourd'hui. Il est bien vrai que cette voie est mauvaise, mais si l'innocent doit seul jeter la pierre contre le coupable, qui la jettera contre Haïti ? Nous devons en toute justice dire, qu'Haïti n'est pas aveugle à ses propres fautes. Il est donc évident que l'homme noir

d'Haïti n'est pas plus affecté, quant à sa dignité comme homme, par la voie qu'il a poursuivie dans un sens national, que l'homme blanc, qui dans la plupart des cas a souvent été, et est encore, dans la même position, excepté pourtant qu'à cause de ses plus hautes prétentions il est plus coupable.

On ne peut donc nier le fait que les éléments de la vraie civilisation ont toujours été préservés en Haïti. On a pu en user mal, ils ont pu être mal appliqués, ils [349] ont pu être mal compris, et l'erreur a peut-être produit mille maux ; mais le but de ceux qui ont régné a toujours été bon, ainsi que leurs intentions.

Le cadre du système national a été généralement, en harmonie avec l'âge ; le système représentatif a toujours existé dans une certaine étendue, et des hommes capables n'ont jamais fait défaut. La presse publique, quoique pas toujours libre, n'a pas cessé de travailler et on a toujours su l'apprécier. Le genre de la vie sociale, malgré des découragements innombrables ressortant de la grande ignorance dans la nation, qui semble quelquefois tout refroidir, et remplir la république d'un manque de confiance, a pourtant été conservé, et n'a en rien diminué.

La question du mariage a gagné du terrain, et son effet sur la nation est manifeste en ce que la moralité de la femme et son honneur sont bien soutenus dans toutes les familles respectables.

Les richesses ont augmenté, un fait qui prouve que, quand la paix permanente sera établie dans la république, l'amour du gain changera bientôt l'aspect des choses, et élèvera plusieurs à une belle position.

Quoique l'éducation n'a pas encore atteint les masses, principalement parce qu'elles, n'ont pas profité de leurs écoles libres, qui leurs sont partout ouvertes, et qui ont été établies aux dépenses de la nation pour le bien de leurs enfants, elle fait pourtant de grands progrès parmi les deux sexes. De temps en temps on entend même dire que l'éducation devrait être obligatoire, une mesure qu'on aurait dû mettre en force alors que la nation se déclara indépendante.

Il serait très difficile peut-être de dire si l'éducation européenne reçue par des milliers des fils d'Haïti a été préférable à une éducation reçue dans le pays. Personne ne sera surpris qu'un grand nombre des jeunes gens [350] d'Haïti ont rapporté dans leur pays autant de vices

européens, que de connaissances européennes. Dans de tels cas on pourrait s'attendre à ce qu'une connaissance supérieure, unie à une éducation bien soutenue dans leurs demeures, montrerait une union de pouvoir intellectuel, qui, bien dirigé par de solides principes moraux, aurait un effet puissant sur le pays. Ces faits sont de la plus haute importance, quand on se rappelle que la république haïtienne a toujours été composée de deux classes distinctes — l'une comparativement bien instruite, l'autre complètement sans éducation. Aussi la grande masse du peuple est, et doit être, bien au-dessous de leur vrai niveau comme républicains ; fait malheureux qui a déjà produit bien des misères. Cet état de choses a souvent placé dans des positions d'honneur et de responsabilité des hommes tout-à-fait incapables — et cela par des motifs de prudence, se rapportant à la couleur ou autrement ; et de l'autre côté les masses ignorantes ont souvent été les victimes d'hommes intrigants, qui avaient plus de connaissance que de conscience.

Si Haïti ne s'est pas bien acquittée comme nation, elle doit au moins être jugée avec justice. Il faut sans doute qu'on attache le blâme quelque part ; mais un examen juste et candide de ce sujet montrerait des difficultés qui sont particulières à son cas et à ses circonstances générales, et qui la placeraient dans un jour plus clair devant ses amis.

On ne peut nier que l'infidélité sous toutes ses formes et dans tous ses degrés a prévalu parmi les hommes les plus instruits de cette république. Les flots du vice ont été soulevés depuis l'arrivée des premiers européens dans ce pays ; leur premier effet a été l'extinction complète et barbare des aborigènes, le vol d'Africains, l'introduction du concubinage et du [351] libertinage, et le despotisme sans merci et dégradant de l'esclavage. Telles furent les premières semences que les Européens semèrent dans le pays. On ne doit pas supposer qu'elles n'ont pas produit des effets malheureux, surtout sur la formation de la politique première d'Haïti indépendante. Ce fut ce qui enseigna la leçon du pouvoir entre les mains du petit nombre, et qui donna naissance à une aristocratie, qui, de concert avec l'Europe d'alors, crut que les masses n'avaient pas besoin d'éducation, qu'il serait même dangereux de leur en donner, et que, par conséquent, il valait mieux les laisser dans l'ignorance.

Il est vrai que les Haïtiens de cette époque auraient pu suivre la république nouvellement formée des États-Unis de l'Amérique. Mais

l'esclavage y existait, sans espoir de la voir jamais cesser, et la renommée, l'existence même d'Haïti était haïe par les puissances qui soutenaient l'esclavage d'alors. Ses voisins mêmes, anglais, français, espagnols, etc., tous sentaient que l'existence d'une libre république noire au milieu d'eux était un choc puissant à toutes leurs espérances de maintenir l'esclavage. Aussi les Haïtiens furent-ils repoussés de leurs côtes, ou s'ils y étaient jetés par le naufrage, le Haïtien libre, pour la seule raison qu'il était libre, ou par la crainte des effets du contact de la liberté avec l'esclavage, était jeté en prison.

Des circonstances donc qui font honneur à Haïti, mais qui jettent une ombre épaisse sur toutes les communautés qui l'entourent, et qui se croyaient supérieures à elle, condamnèrent cette république à un isolement prolongé. Les Haïtiens eux-mêmes, sentant en même temps que la sûreté de leurs libertés l'exigeait, proclamèrent à leur tour qu'aucun homme blanc ne pourrait devenir propriétaire de terre dans le pays. Haïti résolut d'être libre quant à l'esclavage ; mais les chaînes [352] morales de l'ignorance du vice l'entourent même aujourd'hui. Aussi le progrès dans son vrai sens a-t-il été impossible. Il serait pourtant faux et injuste d'arriver à la conclusion que rien n'a été fait.

C'est maintenant le moment de former un jugement honnête, si les notés historiques et les esquisses d'Haïti, contenues dans les pages précédentes, ont jeté une lumière satisfaisante sur l'indépendance africaine dans cette république. Il est vrai que, dans tous les sens, Haïti aurait dû occuper une meilleure position ; mais cette même remarque pourrait être appliquée à toutes les autres nations sous le ciel.

Nous affirmons pourtant qu'une république libre, ayant des institutions en harmonie avec les idées du siècle, construite de matériaux tels que ceux que nous avons examiné, possède un mérite extraordinaire. La postérité devra juger quant au degré de censure qu'une telle république mérite, pour ses erreurs innombrables, ses négligences, et ses corruptions, ainsi qu'aux applaudissements mérités pour tout ce qu'elle a fait au milieu de difficultés qui n'ont point de parallèles. Personne ne doute qu'elle s'est exposée à la censure de ses amis ainsi que d'elle-même. On doit aussi se demander, si, considérant toutes les circonstances, Haïti n'a pas fait plus que tout autre peuple, et que toute autre nation.

L'Angleterre, l'Amérique, et la France se sont maintenant complètement acquittées sur la question africaine. Les communautés de noirs, sous leur gouvernement, sont et seront traités avec justice. Néanmoins le principe que nous maintenons ne peut être ni changé, ni touché, savoir, .que l'indépendance est le véritable et le plus efficace moyen de développement pour tout peuple, et que quand des raisons solides et suffisantes l'exigent, il doit dans tous les cas être [353] préféré. Il est certain que les États-Unis de l'Amérique n'auraient jamais été » ce qu'ils sont sans l'indépendance. Il n'est pas nécessaire que ce fait diminue en rien l'importance d'un bon gouvernement colonial comme berceau de l'indépendance, vu que ceci a toujours été sous-entendu.

Il est certain que comme colonie, Haïti n'aurait jamais eu les mêmes espérances de réussir, et qu'elle n'aurait jamais atteint sa position actuelle. Ses révolutions lui ont, sans contredit, fait beaucoup de mal, mais quoiqu'elles ont été fréquentes, on doit les envisager comme des maladies politiques ; et si malgré ces maladies on a obtenu de la prospérité, il est évident qu'un meilleur ordre de choses aurait clairement démontré les avantages et la supériorité de l'indépendance. On doit se rappeler que la richesse coloniale de St. Domingue était étrangère, et appartenait surtout à des citoyens français ; que cette richesse était aussi le produit de moyens injustes et iniques. Si même on pouvait prouver que la richesse de la colonie était plus grande que celle de la république libre et indépendante, le fait resterait toujours que la république haïtienne de 1868, comparée avec celle de 1804, manifeste un progrès grand et remarquable. Il est impossible de juger Haïti autrement quant à ses progrès, qu'en la comparant avec elle-même à travers ses époques différentes.

Outre la création de ses propres ressources pécuniaires, et le maintien de ses institutions, quant aux besoins d'argent, depuis longtemps Haïti a payé annuellement les demandes énormes de la France pour la propriété foncière due aux premiers colons français, la somme totale étant 60,000,000 francs.

Il est digne de remarque, que pendant que toutes les autres colonies qui entourent Haïti dépendent plus ou [354] moins sur leur gouvernement paternel, leurs armées, leurs fonctionnaires, et quelquefois leur clergé étant en partie maintenus, recevant aussi de l'aide et de la sympathie dans toutes leurs calamités publiques, telles

que tremblements de terre, ouragans, et incendies, Haïti dans tous les cas semblables a pleinement maintenu la plus parfaite indépendance. Si c'est à cause de ceci ou non, ses amis à l'étranger ne lui ont jamais aidé dans de telles calamités, ce qui certainement ne fait pas honneur au christianisme de ses voisins. , Haïti a toujours compris sa position ; elle n'a jamais eu besoin de l'aide de l'étranger, elle ne l'a même pas désiré, excepté par le juste moyen du commerce. Honneur à Haïti que, dans ce sens, son indépendance a toujours été complète. On peut dire avec emphase qu'elle ne doit rien à personne ; et quand elle aura complètement effacé la dette qu'elle doit à la France, ses ressources, déjà suffisantes, deviendront plus abondantes que jamais.

Mais après tout, la vue correcte de la richesse nationale, comme résultat de l'indépendance n'est évidente que dans la distribution de toutes les ressources nationales, et dans les possessions individuelles. Il est clair que les besoins des individus et des familles dans une communauté de près d'un demi-million de citoyens libres, seront incomparablement plus grands que les besoins d'un même nombre d'esclaves, y comprenant même quelques milliers de leurs maîtres, leurs besoins leur étant maigrement accordés par des maîtres dégradés, pendant que ni leurs maisons, ni leurs terres, ni leurs femmes, ni leurs enfants, ni eux-mêmes s'appartenaient. La liberté et l'indépendance leur ont tout donné, et la transition .de la pauvreté au confort devient évidente.

Outre ceci les exportations coloniales étaient la vie du pays, consacrées non au bien du pays, mais au [355] maintien de châteaux dans des pays étrangers. Qu'on n'oublie pas non plus que depuis la déclaration de l'indépendance, d'immenses fortunes ont été réalisées en Haïti, tant par des étrangers que par des Haïtiens.

Haïti et son indépendance ont donc des clartés ainsi que des ombres. Nous laissons au jugement impartial et honnête de l'humanité à décider, si une nation, qui a démontré que sous des circonstances favorables elle s'acquitterait parfaitement, ne justifie pas les meilleures espérances pour l'avenir ? car on ne peut pas supposer que les guerres civiles ou les révolutions militaires deviendront permanentes. Le contact avec les nations étrangères par le moyen du commerce a déjà fait beaucoup pour Haïti, et avec ce fait devant nous, l'espoir devient plus brillant que quand la paix régnera, elle viendra consolider tous les intérêts et étendra le commerce.

Il est évident que le dessein de Dieu par rapport à la famille humaine est qu'aucune nation ne doit vivre à part, ou simplement pour elle-même. Il est donc permis de douter, si dans le sens qu'Haïti l'a une fois cru nécessaire au maintien de son indépendance, une nation a le droit d'être toujours exclusive. Il est certain qu'un tel principe parmi les nations ne serait pas dans les intérêts d'aucun pays.

L'indépendance que nous défendons n'est pas celle qui favorise l'isolement, mais, au contraire, c'est celle qui est compatible avec l'identité la plus distincte, — indépendance nationale la plus élevée étant en parfaite harmonie avec la dépendance commerciale d'une nation sur l'autre.

Nous ne risquons pas de nous tromper en affirmant qu'une fois tombée, dans un sens moral, aucune nation, n'a jamais pu d'elle-même se relever. Aussi les nations puissantes de l'antiquité ont-elles simplement disparu, [356] leur ruine ayant sans aucune doute commencé, non par le manque de capacités intellectuelles ou de connaissances générales, mais par la corruption de l'élément moral.

La guérison des nations est en vérité une idée magnifique, mais elle suggère une autre idée, savoir, que l'humanité est malade et que le cœur du monde est dans un état de défaillance ; cette idée démontre aussi que le remède à ce mal n'est pas dans le monde. Une nation n'est pas rabaissée par le fait qu'elle ne peut pas d'elle-même se guérir moralement. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de nation, qui ait pu accomplir ce travail, et on ne peut pas s'attendre à ce qu'Haïti fasse exception à la règle ; sous ce rapport elle ressemble à l'humanité entière. Son indépendance et sa dignité ne sont pas affectées par les faiblesses que la chair hérite, son péché consiste plutôt en ce qu'elle préfère les ténèbres à la lumière.

Tous les vrais chrétiens croient qu'il y a un remède pour la guérison des nations, et que le commandement donné par Christ de prêcher l'évangile à toute créature humaine avait essentiellement la guérison des nations en vue. Les hommes ne peuvent pas se guérir eux-mêmes, mais, avec leur consentement, le ciel peut les guérir. Le grand devoir d'Haïti est donc d'accepter le secours offert par le Père éternel. Comme nation, il faut admettre qu'elle a plutôt encouragé que refusé la vérité religieuse.

Le secours abonde ; la presse, malgré sa corruption morale, contribue à jeter de la lumière sur la valeur et sur la nécessité de principes moraux. La science aussi, bien dirigée et développée, est une révélation de Dieu, et n'est pas sans un pouvoir élevé moral. Par dessus tout, la lumière, la vie, et le pouvoir de la religion sont les principaux ressorts du bien-être de [357] l'humanité. Ce n'est pas ici une question de crédos nationaux ou de formulaires pompeux, — choses qui engendrent plutôt l'orgueil que l'humilité, — mais la puissance de Dieu dans l'homme, et parmi les hommes, est ce qui peut seule donner de la stabilité à cette indépendance, qui est la gloire des Haïtiens.

Il y a néanmoins un point faible dans le génie gouvernant d'Haïti, et qui existe dans ses tendances révolutionnaires. C'est pourtant une faiblesse qui pourrait être guérie par l'exercice du sens commun, car assurément il n'y a aucun bon sens dans les efforts qu'on fait de réformer les choses par le moyen de l'épée ; et c'est dans ce fait qu'il faut chercher le défaut d'une stabilité nationale. La vie entière et l'énergie d'une nation sont épuisées dans les luttes révolutionnaires, qui sont beaucoup pires qu'inutiles. On a souvent changé d'hommes sans obtenir un changement de principes, excepté pourtant qu'on a remplacé un homme mauvais par un autre qui était pire, jusqu'à ce que le désespoir a presque anéanti les espérances de la nation.

Les pages précédentes prouvent toutefois que les Haïtiens sont loin d'être sans intelligence, et qu'il en a été ainsi depuis le commencement de la république jusqu'au moment actuel. Tous ceux qui se sont occupés de l'éducation dans cette république sont convaincus de la capacité et de l'aptitude des Haïtiens des deux sexes, dans toutes les branches de la littérature.

Il se présente maintenant un sujet propre pour une étude sérieuse, sujet qui ressort du fait que nous venons de mentionner. Le sujet en question est celui-ci : Quoiqu'on possède la connaissance générale, qu'on sait manier la plume, et qu'on possède les principes du langage, avec bien d'autres choses bonnes et utiles, tout est paralysé. Nous savons que bien d'autres nations sont dans une position semblable. Comment résoudre ce problème ? [358] Comment expliquer le naufrage complet de nations qui possédaient la connaissance nécessaire ? Cette question quoique grande, et affectant les meilleurs intérêts de l'humanité, est pourtant très simple. La solution de ce

problème est, que des êtres humains ne peuvent pas longtemps vivre ensemble en paix sans culture morale. Il est universellement admis que, dans un sens national, cette culture a, été négligée en Haïti.

La culture morale est le seul espoir de l'homme ; c'est donc le seul espoir d'Haïti. Que nous le voulions, ou que nous ne le voulions pas, nous sommes forcés d'arriver à la conclusion que l'intelligence quelque développée, quelque cultivée qu'elle soit, n'a jamais suffi, et ne suffira jamais, pour le gouvernement efficace et juste d'êtres humains. Ce fait vient peut-être expliquer une parole d'un incrédule célèbre du dernier siècle : 'S'il n'y avait pas de Dieu,' dit-il, 'il serait nécessaire d'en créer un !' Il voulait sans doute dire, pour la juste direction des affaires humaines. La nature et la constitution de l'homme demandent évidemment plus que la simple intelligence. Dans aucun sens moral, notre espoir ne peut être, ne sera jamais réalisé par une croyance nationale, quelque bonne, quelque pure qu'elle soit. Il faut l'action d'une puissance suprême sur la conscience pour la façonner ; il faut l'introduction d'un élément dans le cœur pour créer l'amour du bien et la haine du mal ; il faut que la vérité soit aimée pour qu'elle exerce toute sa puissance ; il faut, enfin, la seule connaissance de Dieu et de sa vérité éternelle, avec son amour et sa vie dans l'âme, pour produire un état de choses moral et digne.

Le seul espoir d'Haïti est dans les grands efforts missionnaires de l'époque. Dans un certain sens le siècle est missionnaire ; aussi le télégraphe et la vapeur sont des puissants auxiliaires à l'amélioration de l'humanité. Mais le grand travail missionnaire, tel qu'il fut commencé [359] par Christ, appartient à ceux qui, dans un sens religieux, ont donné leur vie pour le salut de leurs semblables où qu'ils soient répandus sur la face du monde. Le commandement donné à l'église chrétienne d'aller partout le monde, et de prêcher l'évangile à toute créature humaine, indique clairement que l'église chrétienne a pour mission de travailler à la conversion du monde entier. N'est-il pas évident que cette église, est coupable devant Dieu ? La foi et l'espérance chrétienne attendent le jour quand le marchand étranger sentira plus vivement que jamais que, dans la communauté où il demeure ; son influence sera d'une importance incalculable, tant au peuple, qu'à ses efforts honnêtes, et à ses espérances de gain. Une telle conduite viendrait imposer le silence à ceux qui disent au pasteur

chrétien : 'Vos compatriotes sont rarement, si jamais, avec vous dans le culte public.'

Les pages précédentes parlent d'une grande générosité de la part des marchands étrangers ainsi que des représentants des gouvernements étrangers en Haïti. Mais les matériaux du grand temple de Dieu au milieu des hommes sont plutôt des pierres vivantes, que l'or ou l'argent, quoique ces derniers matériaux sont nécessaires pour la construction de temples et pour le maintien des écoles. La différence de croyances a un effet puissant dans le pays, car ces différences sont grandes parmi les étrangers Sans ce pays. Mais les hommes ne sentiront-ils donc jamais qu'ils sont frères ? et que quelles que soient leurs croyances, Dieu demande à être adoré en esprit et en vérité ? Les hommes intelligents ne cesseront-ils donc jamais d'être animés d'un esprit sectaire ?

Un pouvoir missionnaire tel que nous avons essayé de décrire serait un levier moral d'une force irrésistible, qui viendrait effectivement élever l'humanité de son abîme de vice et de corruption. Un tel pouvoir se serait depuis [360] Longtemps fait sentir en Haïti. On ne doit pourtant pas oublier que l'élément étranger par tout le monde, a souvent été une pierre de chute et de scandale. Des hommes qui ont quitté leur pays chrétien, et qui se sont trouvés dans un état d'isolement moral, ont souvent cédé à la pression d'habitudes mauvaises, et dans bien des cas, ont été entraînés par le courant du mal, jusqu'à ce qu'avant d'avoir vécu la moitié de leurs jours, ils ne sont plus.

Si l'élément moral de Dieu en nous est nécessaire pour une partie de la race humaine, il l'est pour tous les hommes ; et si une classe d'hommes a plus besoin qu'une autre classe du pouvoir et de la vie de Dieu, ceux qui ont la plus grande portion de sagesse humainement dans une telle matière les plus nécessaires de tous les hommes, comme le prouve le simple fait que la vraie religion ne consiste pas seulement dans la connaissance, mais dans ce grand pouvoir intérieur qui est appelé l'amour de Dieu.

L'espoir d'Haïti est donc en Dieu. Que ceux, auxquels le pouvoir est donné de l'y conduire, le fassent par toutes sortes de moyens. Qu'Haïti elle-même se rappelle qu'elle doit travailler à son propre salut

**Fin du texte**